

LES RELIGIEUSES A L'ÂGE CLASSIQUE DU DROIT CANON

RECHERCHES SUR LES STRUCTURES JURIDIQUES
DES BRANCHES FÉMININES DES ORDRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 11 OCTOBRE 1960, A 14 H.

par

Micheline PONTENAY DE FONTETTE

*Élève titulaire de l'École Pratique des Hautes Études
Attachée de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique*

MEMBRES DU JURY

Président : M. le Doyen LE BRAS, professeur.

Suffragants : MM. PETOT, professeur.

J. GAUDEMET, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN
6, PLACE DE LA SORBONNE, V°

—
1967



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553814_0078

LES RELIGIEUSES A L'AGE CLASSIQUE
DU DROIT CANON

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES RELIGIEUSES A L'AGE CLASSIQUE

DU DROIT CANON

RECHERCHES SUR LES STRUCTURES JURIDIQUES
DES BRANCHES FÉMININES DES ORDRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 11 OCTOBRE 1960, A 14 H.

par

Micheline PONTENAY DE FONTETTE

Élève titulaire de l'École Pratique des Hautes Études
Attachée de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique

MEMBRES DU JURY

Président : M. le Doyen LE BRAS, professeur.

Suffragants : MM. PETOT, professeur.

J. GAUDEMET, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN
6, PLACE DE LA SORBONNE, V^e

—
1967

LES BELGIÈRES À L'ÂGE CLASSIQUE DU DROIT CANON

RECHERCHES SUR LES STATUTES JURIDIQUES
DES ÉGLISES CHRÉTIENNES DES ÉGLISES

TOME DEUXIÈME DE L'ÉDITION DE 1907
PAR M. L. J. VAN DER HAEGHE

MICHAEL FONTENAY DE FONTETTE

ÉDITEUR : MICHAEL FONTENAY DE FONTETTE
10, rue de la Harpe, 10, Paris, France

IMPRIMERIE DE 1907

ÉDITEUR : M. L. J. VAN DER HAEGHE

PARIS, 1907

1907



1907

LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN

La Faculté n'entend donner ni approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses.

Ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

- A.A.S.** Acta sanctorum
A.F. Analecta franciscana
A.F.H. Archivum franciscanum historicum
A.F.P. Archivum Fratrum Predicatorum
A.K.K.R. Archiv für Katolisches Kirchenrecht
A.P. (A.O.P.) Analecta Praemonstratensia (Analectes de l'ordre de Prémontré).
A.S.O.C. Analecta sacri ordinis cisterciensis
A.S.O.P. Analecta sacri ordinis Fratrum Predicatorum
B.E.C. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes
B.F. Bullarium franciscanum
B.O.P. Bullarium ordinis Predicatorum
D.A.C.L. Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie.
D.D.C. Dictionnaire de droit canonique
D.H.G.E. Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques.
D.T.C. Dictionnaire de théologie catholique
Gall. christ. Gallia christiana
H.D.I.E.O. Histoire du droit et des institutions de l'Eglise en Occident (sous la direction de G. Le Bras).
M.G.H. Monumenta Germaniae historica
M.O.P.H. Monumenta ordinis Fratrum Predicatorum historica
M.S.H.D.I. Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands.
N.R.T. Nouvelle revue théologique
Pat. Lat. Patrologie latine
R.B. Revue bénédictine
R.D.C. Revue de droit canonique
R.H. Revue historique
R.H.D. Revue historique de droit français et étranger
R.H.E. Revue d'histoire ecclésiastique
R.H.E.F. Revue d'histoire de l'Eglise de France
R.H.F. Revue d'histoire franciscaine
R.O.P.M. Revue de l'ordre de Prémontré et de ses missions
R.S.R. Revue des sciences religieuses
Z.F.K. Zeitschrift für Kirchengeschichte
Z.S.S., K.A. Zeitschrift der Savigny — Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung.

INTRODUCTION

La piété féminine a posé à l'Eglise médiévale des problèmes complexes et ardu. Après la réforme grégorienne, elle connaît un essor incomparable qui coïncide avec les transformations que va subir le monachisme en cette période. Un profond besoin de modification des structures existantes se fait alors sentir, les « formes » bénédictines ne suffisent plus aux aspirantes à la perfection. A un relatif relâchement vont succéder peu à peu les liens d'un fédéralisme de plus en plus étroit. De nouvelles organisations juridiques naissent, dans lesquelles va devoir s'insérer un élan monastique d'une ampleur sans précédents. La *vita religiosa* au Moyen Age ne se conçoit pas en dehors de l'*ordo monasticus* ; toute communauté féminine va donc tenter de s'agréger à un ordre pour parvenir à l'existence juridique, de s'unir à lui pour en recevoir l'aide et le soutien qui sont nécessaires à sa vie spirituelle et matérielle.

Le foisonnement des ordres nouveaux au XII^e siècle offre, en apparence, de multiples asiles aux *piae mulieres*. Prémontrés, Cisterciens, Chartreux, vont les accueillir à leur côté¹.

Mais c'est par milliers que les femmes affluent dans les monastères. Nous ne nous étendrons pas ici sur les causes de ce mouvement, elles sont connues : ardeur de la foi, très certainement, et aussi troubles politiques ou nécessités économiques expliquent cette abondance — qui, presque immédiatement, va faire naître des difficultés.

Difficultés d'organisation juridique et difficultés matérielles. Le statut juridique, d'abord, est à déterminer, de ces communautés que les ordres masculins reçoivent en leur sein, et cette détermination sera toujours laborieuse. Les problèmes d'organisation matérielle seront souvent plus ardu. car la charge que ces recrues trop nombreuses imposent aux monastères masculins se révèle vite insupportable.

Aussi, après une période d'euphorie accueillante, intervient, en général, une réaction dépourvue parfois de nuances. Dépassés par le nombre toujours croissant des postulantes, les ordres masculins tentent d'arrêter les admissions. On assiste alors à la lutte pour l'existence des communautés féminines qui ne peuvent vivre pleinement et harmonieusement sans leur appui. Rejetées par un ordre, elles cherchent asile dans

1. Un ordre nouveau se crée même pour elles, car la hiérarchie, qui redoute les formes inorganisées, conseillera à Robert d'Arbrissel de fonder Fontevrault. Mais un ordre, même spécialisé, ne pouvait suffire à contenter une multitude.

un autre, qui les rejettera ensuite à son tour. Pourtant, elles jouissent en général des plus hauts appuis, et la papauté, qui craint l'hérésie, combattra en leur faveur. Malgré cela, à la fin du ^{xiii}^e siècle, nombreuses sont les communautés féminines qui ne peuvent se dire rattachées efficacement à un ordre, et qui ne possèdent pas un statut constitutionnel satisfaisant.

L'ampleur du mouvement n'a pas décréu, quand, en 1215, le concile du Latran cristallise la situation et réduit législativement les *devotae* aux structures existantes. Innocent III, le centralisateur, favorise les ordres qui naissent pour utiliser le nouvel essor du mouvement monastique au profit de l'Eglise hiérarchique. Il veut que serve le courant du moment, et plus que jamais l'abondance des vocations religieuses doit se soumettre à des règlements établis et approuvés. Les ordres dominicain et franciscain vont offrir de nouveaux refuges aux postulantes en détresse. Mais les problèmes demeurent les mêmes, et si saint Dominique et saint François fondent eux-mêmes Prouille et Saint-Damien, leurs successeurs bien vite, lutteront avec acharnement pour s'en délivrer. Et dans les nouvelles *formes* qui viennent d'apparaître, les communautés féminines entretiendront pendant plusieurs dizaines d'années une agitation extrême où se succéderont les efforts des papes et les résistances des ordres.

Cette tension permanente est le trait dominant de l'histoire monastique féminine du ^{xii}^e et du début du ^{xiii}^e siècles. Elle sera l'objet même de nos recherches, car elle a déterminé pour une large part les structures qui furent finalement adoptées par les ordres pour régir les communautés féminines qui leur furent confiées.

Nous verrons, en effet, ces structures, différentes selon l'option qui aura été choisie, se déployer en un large éventail : existence juridique à peu près inexistante des premières norbertines, assimilation tentée par les cisterciens, tolérance indifférente des chartreux, reconnaissance maussade des Mendiants. Nous avons, pour chaque ordre, mené les recherches jusqu'au moment de l'équilibre — difficilement atteint et parfois incomplètement réalisé — les orientant volontairement vers le temps des tensions et des tâtonnements.

Cette découverte de la formation des structures constitutionnelles tient plus de place dans notre étude que celle de l'organisation intérieure des monastères. Celle-ci est moins problématique. Les différences de *forma vitae* proviennent, chez les moines, de l'idéal poursuivi et l'apparition des ordres masculins correspond à des nécessités spirituelles ou sociologiques précises qui ont eu des conséquences déterminées sur les observances adoptées. Les branches féminines naissent pour répondre à un appel plus difficilement discernable. Un fort courant de piété aspire à s'organiser, à se couler dans des « formes » — on dirait presque : quelles qu'elles soient. Le hasard d'une proximité géographique ou l'ascendant d'une forte personnalité déterminent un choix plus que la connaissance précise de l'idéal poursuivi. Les premières cisterciennes avaient peut-être le désir de mener une vie plus austère et plus digne que celle que leur offraient les monastères bénédictins, mais les femmes qui sui-

virent Norbert de Xanten n'avaient sans doute que des idées imprécises sur la vie qu'il allait leur proposer, et les premières converties de Prouille qu'une vue assez vague de l'idéal de saint Dominique.

L'impératif est de trouver des formes de vie reconnues par l'Eglise — leur contenu est secondaire. La trame des *regulae monialium* a peu varié depuis les origines². Les thèmes majeurs demeurent identiques. Le déroulement de la vie quotidienne dans l'enceinte du cloître ne peut être redit en détails plusieurs fois sans lasser et nous nous sommes attaché surtout à dégager quelques dominantes. Si le nombre des jours de jeûne dans l'un ou l'autre ordre varie peu, il est en revanche intéressant de savoir que les chevauchées des abbesses cisterciennes causèrent maints soucis aux pères capitulaires, et fructueux de rechercher la genèse de la bulle *Periculoso* dans la législation sur la clôture des cisterciennes ou des clarisses. Nous ferons, pour chaque ordre, une place à l'étude des règlements intérieurs, mais nous ne lui donnerons pas la première.

Notre but est donc essentiellement de décrire les efforts et les recherches que firent pendant cent cinquante ans — de la fondation de Prémontré à la réconciliation franciscaine — les ordres, pour trouver des solutions au problème des vocations féminines. Ce tableau ne fait que mettre en relief des lignes de force. La multiplicité et la variété sont, nous le verrons, les maîtres-mots de notre matière. De nombreux aspects du mouvement monastique féminin sont restés hors du champ de nos recherches. Nous l'avons voulu présentement limité à quelques types.

2. Cf. M^{me} RAMBAUD-BUHOT, *Le statut des moniales chez les Pères de l'Eglise, dans les règles monastiques et les collections canoniques jusqu'au XII^e siècle*, 1956.

CHAPITRE PREMIER

LES SŒURS DE L'ORDRE DE PRÉMONTRÉ

L'histoire des sœurs de Prémontré illustre certains des thèmes qui vont être les nôtres tout au cours de cette étude ; leur établissement est un exemple assez heureux de la façon dont naquirent au xii^e siècle les branches féminines des ordres.

Lorsque Norbert de Xanten, en 1120, fonda Prémontré, il y fut en quelque sorte, contraint. Plus préoccupé de convertir et de réformer que d'organiser, il se souciait peu de créer un ordre pour ses chanoines¹ et pensait encore moins à donner un statut défini aux nombreuses femmes pieuses qui l'avaient suivi, attirées par les qualités de sa prédication et par son éloquence².

Aussi les installa-t-il sans formes dans l'enceinte même du monastère qu'il établissait, sous la direction de Ricvère de Clastres, l'une des premières qui l'ait suivi³. Elles mèneraient là une vie pieuse et austère à proximité du monastère masculin, dans son ombre — et dans une complète dépendance matérielle et spirituelle. Il n'existait à ce moment aucune organisation autonome — et pas même d'existence juridique. La qualité de « moniales » est à bon droit refusée à ces femmes par la plupart des auteurs. Il n'y a pas à cette époque de moniales sans vœux solennels et nous ne savons rien des vœux qu'elles prononçaient. On est là en présence d'une pure situation de fait. Elle ne va pas durer.

L'ordre, au début, accueillit largement les vocations⁴ et ses recrues féminines firent l'admiration des contemporains par leur piété et leur fer-

1. Il ne nous appartient pas de dire les raisons et les circonstances de cette fondation. On trouve dans l'ouvrage de Hugues LAMY, *L'Abbaye de Tongerlo depuis sa fondation jusqu'en 1263* (in *Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain*, 44^e fascicule, 468 p.) un relevé des sources (p. xxxiii à xxxvii), une importante bibliographie (p. xxxvii à xl) et un historique des premières années de l'ordre (p. vii à xix).

2. Il arrivait d'ailleurs que des religieuses fussent soumises aux chapitres de chanoines (cf. A. ERENS, *Les Sœurs dans l'Ordre de Prémontré*, in A. P., t. V, 1929, p. 5 à 26).

3. A. A. S., octobris XI, p. 51 et s. (V. de BUCK, de *Beata Rycwera monial praemonstratensi*).

4. On compta bientôt plus de mille sœurs à Prémontré, plus de dix mille dans tout l'ordre. Même si on admet la possibilité d'une certaine exagération, les chiffres demeurent éloquentes (HERMANNI MONACHI, *De miraculis B. Mariae Laudunensis*, liber III, ed. PAPERBROCH, in A. A. S., junii, t. I, p. 866 ; *plus quam decem millia feminarum in eis hodie credimus contineri*)

veur⁶. Pourtant, moins de vingt ans après on le voit, devant les difficultés qui surgissent, tenter d'endiguer le flot, arrêter le recrutement et surtout doubler les monastères. La rapidité de la réaction est assez typique si l'on songe que la sujétion dans laquelle étaient tenues les maisons féminines limitait au maximum les errements et les fantaisies.

Eloignées des maisons de chanoines, les « parthénons »⁷ vont accéder à une existence autonome. Mais pour beaucoup d'entre eux, le décret de séparation va être un arrêt de mort, ou tout au moins le début de la décadence.

Cette évolution va servir de cadre à notre étude. On peut, en effet, distinguer deux périodes. La première va jusqu'au décret de séparation de 1137; c'est celle qu'on appelle la période des monastères doubles, encore qu'il faille faire, nous le verrons, des réserves sur cette appellation. La seconde, qui commence à cette date, nous permettra de décrire la vie et l'organisation d'un monastère de norbertines⁸ individualisé.

Section première. — LA VIE COMMUNE

L'abbaye de Prémontré se présente à l'origine comme une maison contenant simultanément des bâtiments réservés aux femmes, d'autres réservés aux hommes, réunis dans la même enceinte générale, mais séparés par des murs et par tous les moyens convenables pour empêcher toutes relations⁹. L'église est commune, mais les bâtiments claustraux et les dépendances sont doubles.

Il semble, nous l'avons dit, que cette organisation ait répondu à l'origine uniquement à une nécessité pratique. Les pieuses femmes mènent une vie austère et recluse, rendent aux moines des services matériels — couture, tissage — et reçoivent leur aide spirituelle. Rien, dans tout cela, ne correspond à un système préconçu. D'ailleurs, saint Norbert ne se souciait guère, lorsqu'il établit ses disciples à Prémontré, de fonder un ordre. Il était un prédicateur, et considérait que sa mission était de convertir, de réformer, plus que d'organiser⁹.

Il donna à ses disciples la règle de saint Augustin, et quand il quitta Prémontré, en 1126, il les laissait sans constitutions écrites. Il n'en reçurent que sous l'abbatiate d'Hugues des Fosses, le successeur de saint Norbert. Hugues, d'ailleurs, ne se soucia pas d'innover, mais adapta aux

5. G. MADELAINE, *Histoire de Saint Norbert, fondateur de l'Ordre de Prémontré et archevêque de Magdebourg, d'après les manuscrits et les documents originaux*, Lille 1886, p. 198, HERMANNI MONACHI, *Pat. lat.*, t. 156, col. 996-997.

6. On appelait parfois ainsi les communautés féminines dépendant d'une abbaye masculine. Le mot est en usage dès le Bas Empire pour désigner les monastères de vierges. Il est emprunté à la Grèce, où il désignait l'appartement des jeunes filles (Dom. Ph. SCHMITZ, *Histoire de l'Ordre de Saint Benoît*, Editions de Maredsous, 1956, p. 17, n. 4).

7. On nomme quelquefois ainsi les sœurs de l'ordre de Prémontré.

8. G. MADELAINE, *op. cit.*, p. 160.

9. H. LAMY, *op. cit.*, p. xvi.

besoins et aux particularités de l'ordre qui naissait les *consuetudines* cisterciennes et la *Charte de charité*¹⁰. Cette première rédaction des statuts, qui daterait de 1131, fut approuvée par les abbés des premiers monastères réunis en chapitre.

Nous possédons, pour les sœurs, l'édition que Van Waefelghem¹¹, a donnée en 1913 des premiers statuts de l'ordre, dont une partie est consacrée à celles-ci. L'édition reproduit en partie la rédaction de 1131, mais elle comprend aussi des additions postérieures. Cependant, tous les textes rapportés semblent remonter à une date antérieure à 1143¹² et peuvent donc être utilisés par nous pour la période primitive.

Ils sont d'ailleurs en assez petit nombre¹³ et n'apportent que des indications fragmentaires.

Deux points principaux retiennent l'attention, l'étroite sujétion et la dépendance totale des sœurs, d'une part, de l'autre l'étroite clôture qu'elles durent dès l'origine, respecter¹⁴.

Elles sont dirigées par une *prieure*, dont le deuxième paragraphe des statuts énumère les attributions ; elles sont de surveillance et de direction intérieure du monastère. Elle surveille les sœurs au dortoir et au réfectoire, lorsqu'elles se rendent à l'église (marchant la dernière pour mieux exercer son contrôle)¹⁵, ou au travail, aux sermons, ou au chapitre, elle visite les malades (*cum materno affectu*).

Mais elle reste soumise à l'abbé pour toutes les affaires de quelque importance. Il communique avec elle par l'intermédiaire du *magister exteriorus*, et elle doit le consulter pour toute décision. C'est lui en effet qui règle la vie des sœurs, même dans les détails — en ce qui concerne par exemple les vêtements¹⁶, les livres dont elles pourront disposer¹⁷, les jeûnes¹⁸.

Seule la prieure peut parler, les sœurs sont tenues à un silence très strict¹⁹. Elle-même d'ailleurs est soumise à la clôture ; elle doit en tout

10. Cf. sur tous ces points. *D. T. C. v° Prémontrés*, t. 13 (I), (ERENS) col. 6 sq.

11. R. VAN WAEFELGHEM, *Les premiers statuts de l'ordre de Prémontré*, in *Analecta ordinis Praemonstratensis*, 1913, t. IX, (p. 63 à 66).

12. ERENS, *A. P.*, 1929, p. 6.

13. Huit rubriques : « de silentio sororum » (VAN WAEFELGHEM, p. 63), « de priorissa », (*loc. cit.*, p. 64), « ut capitulum teneant » (p. 64), « de ministris ad mensam » (p. 64-65), « de vestimentis sororum » (p. 65), « de libris sororum » (p. 66), « de jejuniis sororum » (p. 66), « de religione sororum » (p. 66).

14. G. MADELAINE, *op. cit.*, p. 198, qui fait observer qu'elle est aussi totale que celle qu'imposera plus tard le concile de Trente.

15. Ou simplement selon l'ordre de préséance ecclésiastique.

16. « Habeant sorores ad dispositionem abbatis ... camisas lineas vel laneas de panno non parato ... ; pellicia agnina, tunicam laneam vel lineam nigram (ce n'est pas encore la robe blanche des Prémontrés) de panno grossiore... » (VAN WAEFELGHEM, p. 65). Les contemporains admirent l'austérité de leur tenue ! « Capilli earum usque ad aures tondentur..., vilissimum panniculum nigrum super caput portare... » (A. A. S., t. XX, *Analecta Norbertina*, lib. III cap. VII).

17. VAN WAEFELGHEM, p. 66. « Psalteria vel psalmos aliquot vel orationes vel horas beatae Mariae vel vigilias eas habere licebit pro dispensatione abbatis, sed ibi nihil aliud addiscere... »

18. *Eo. loc.* « De jejuniis earum ... abbas et priorissa disponant ». Leur abstinence était en principe perpétuelle.

19. VAN WAEFELGHEM, p. 63. « Sorores continuum observabunt silentium, absque omnibus signis et nutibus... » Seules les clarisses connaîtront un siècle plus tard une exigence aussi totale.

cas prendre certaines précautions, se faire accompagner de deux sœurs âgées lors de tous ses rapports avec l'extérieur, et confier à celles-ci (*maturae sorores*) le soin de s'occuper des hôtes que lui envoie l'abbé²⁰. Elle peut prendre quelques sanctions disciplinaires, en se référant pour ce faire aux usages des frères. (Si une sœur s'enfuit du monastère, elle ne pourra plus y être reçue). Le chapitre des coupes a lieu chaque jour après primes.

Les sœurs partagent leur temps entre l'assistance aux offices, qu'elles disent à voix basse, et le travail. Elles rendent aux moines quelques services²¹.

Nul ne peut entrer dans leur maison que le *provisor*²², qui est chargé de leur approvisionnement, le prêtre pour les communions, les visites des malades et les obsèques, et l'abbé *ad faciendum sermonem vel audiendas confessiones earum*²³. Encore doivent-ils être accompagnés de deux frères, et ne doivent-ils communiquer avec les sœurs que par une fenêtre et jamais avec une seule à la fois.

Cette sujétion, cette clôture, ce silence continuels surtout dans un monastère de chanoines où chanter l'office est la grande affaire, cette prééminence donnée aux travaux manuels, font comprendre qu'on ait quelquefois parlé de « converses » à propos des premières sœurs de Prémontré²⁴. Ce n'est pas là une affirmation sans fondement, car les textes qui se rapportent au début de l'ordre emploient effectivement le terme²⁵. Mais il faut sans doute préciser davantage. Les converses sont les auxiliaires des moniales dans les monastères, vouées aux travaux ancillaires. On ne conçoit pas un monastère entièrement composé de converses. Faut-il alors parler de *donatæ* ou d'*oblatae*?²⁶. Il existe un lien de sujétion entre le monastère et ses habitantes et celles qui se « donnent » à lui. Peut-on envisager des oblates se donnant à un monastère masculin ? Le type est impossible à classer exactement²⁷. Aussi ne peut-

20. Saint Norbert avait en effet confié aux sœurs le soin du *Xenodochium*, à la fois hôpital, hôtellerie et asile (G. MADELAINÉ, *op. cit.*, p. 199). Ceci ne semble pas concorder exactement avec ce qu'on nous dit de la stricte clôture.

21. « Una vel plures ... presit consuendis vestibus et reficiendis ... lavandis vestibus et sepius laventur ... Debeant ... lanam discrepere, que pectere, que nere, ubi colos et fusos accipere ... fila dissolvere qua, uni necesse est, pecoribus trahendis, faciendis caseis preesse... » (VAN WAEFELGHEM, p. 65).

22. Ad eas nemo ingrediatur (VAN WAEFELGHEM, p. 65).

23. VAN WAEFELGHEM, *loc. cit.*

24. Dom U. BERLIÈRE, *L'Ancien monastère des Norbertines de Rivreulle*, in *Messenger des Sciences historiques de Belgique*, t. LXVII, 1893, pp. 381-391 ; F. PETIT, *La spiritualité des Prémontrés aux XII^e et XIII^e s.*, Paris, 1947, p. 47.

25. « Non solum autem virorum sed et feminarum cohortes idem Norbertus ad Deum convertere studuit, ita est hodie in diversis ejusdem ecclesiae locis plusquam mille videamus conversas, tanto rigore et silentio Deo servire... » (HERMANNI MONACHI, *loc. cit.*, p. 865).

« Commorabantur illae seorsim a viris, neque in choro et ecclesia cantabant, sed tantum in silentio orationi vacabant ; psalteria sua et hores canonicas vel beatae Virginis secreto et cum omni humilitate et devotione legentes, et in aliis operibus Ecclesiae et fratribus, suendo, nendo, texendo, lavando, servientes » (A. A. S. Junii, t. I, p. 818).

Ces textes sont cités par LAMY, *op. cit.*, p. 95, n. I.

26. L'usage était fort étendu de ces « données », des deux sexes, dans les monastères médiévaux.

27. On a même parlé d'une sorte de tiers ordre régulier... Cette nature hybride des premières norbertines éclaire-t-elle l'origine des béguinages ? Les béguines, elles aussi, n'eurent

on considérer Prémontré comme un *monasterium duplex* au sens strict du terme²⁸, un monastère double se compose, en effet, de deux communautés, l'une de moines, l'autre de *moniales*, soumises à une même autorité et formant une unité juridique. Les sœurs de Prémontré ne sont pas des moniales et leur situation subordonnée fait que leur communauté n'est pas sur le même plan juridique que l'abbaye masculine.

Néanmoins, en fait, la situation était comparable. Et elle eut, en tous cas, les mêmes conséquences²⁹.

En effet, cette situation apparemment peu privilégiée attirait de nombreuses femmes, et les premiers statuts prévoient déjà de nouvelles fondations et les règlementent³⁰. (On voit d'ailleurs par ce texte que les monastères féminins purent, dès cette époque, se constituer indépendamment des abbayes masculines). On conçoit sans peine que l'affluence ait entraîné une diminution de ferveur. Des excès se produisirent³¹. L'organisation primitive avait d'ailleurs été déjà l'objet de critiques³². Et les abus furent suffisants pour nécessiter une décision radicale du chapitre

jamais de statut juridique véritablement clair. On rencontre le mot dans des textes relatifs à l'abbaye de Postel (*Brabantia Mariana Tripartita*, Cap. XXXVI, p. 732, ed., Fr. Augustino WICHMANS, 1632) mais trop tardivement pour qu'on en puisse tirer des conséquences

28. De nombreux auteurs l'ont fait (E. de MOREAU, *Les monastères doubles, leur histoire, surtout en Belgique*. N. R. T., t. 66, n° 6, p. 787 à 792).

29. C'est-à-dire la séparation des deux communautés. Car, au XII^e siècle, les monastères doubles ne jouissaient pas de la faveur des ordres. En effet, ils ont représenté à l'époque bénédictine la solution pratique la meilleure au problème de l'assistance que devaient donner aux communautés féminines les monastères masculins. Ils furent innombrables. Dans deux maisons toutes voisines habitent moines et moniales, celles-ci étant soumises à la juridiction de l'abbé du monastère masculin. (L'inverse se produisait même parfois, cf. ce que nous dirons à propos de l'ordre de Fontevrault). Les problèmes matériels étaient évidemment très simplifiés, on le conçoit, et les tâches de direction spirituelle plus aisées. Il est inutile de dire les difficultés qui naquirent et qui entraînèrent des condamnations conciliaires. Justinien les avait déjà proscrits. (Nov. CXXIII, c. 36). Ils furent condamnés au concile d'Agde, en 506 (MANSI, *Ampl. coll.*, t. VIII, col. 329 c. 28; cf. *Grat.*, XVIII, 22, 2), au concile de Séville en 619, au 2^e concile de Nicée, 787 (MANSI, *Ampl. coll.*, t. XIII, col. 755 c. 20). La plupart de ces monastères disparurent au IX^e siècle, mais on vit reparaître au XII^e une forme de vie monastique si évidemment pratique. On était toutefois plus sensible que jadis aux inconvénients de la cohabitation et les ordres nouveaux se montrèrent hostiles à cette organisation, que la papauté, elle, tolérait; elle était peut-être consciente des difficultés que créaient les communautés féminines inorganisées et souhaitait à tout prix trouver des bonnes volontés qui voulussent bien s'en occuper (DDC t. III, v° *Cohabitation*, col. 972 et s. On le voit dans une lettre de Pascal II de 1101 à l'évêque Didace de Compostelle et dans une lettre de 1176 où Alexandre III écrit aux Camaldules: « Liceat vobis viros et mulieres ... recipere et in monasteriis vestris sine contradictione recipere »). Toutefois, la défaveur allait croissant. Après l'apparition des ordres Mendiants qui n'établissaient plus, eux, leurs maisons au désert, les problèmes que posait l'autarcie des monastères n'existaient plus, et cela rendit moins nécessaire la création de communautés jumelées. Rares furent les monastères doubles qui atteignirent le XV^e ou le XVI^e siècle. On cite Prüll, Ossiach, Biburg, Salzbourg, Göttweig, Schönaue (Dom SCHMITZ, *Histoire de l'Ordre de Saint Benoît*, 2^e éd. Maredsous, 1948, t. I, p. 299 s).

En 1419, Martin V interdit aux Brigittines les monastères doubles. En 1435, Eugène IV, exige une séparation suffisante. Il faut voir sur toute cette question, que nous ne faisons qu'esquisser ici, l'ouvrage fondamental de S. HILPISCH, *Die Doppelklöster, Entstehung und organisation. Beitrag zur geschichte des alten Monchtums und des Benediktiner ordens*, Munster, 1928.

30. VAN WAERFELGHEM, p. 66: « Si qua ecclesia tot habeat sorores, ut in diversis locis poni necesse sit, non minus quam decem simul ponantur. Ad accipiendum, non minus quam due vel tres ponantur de maturioribus etate et moribus ».

31. « Postquam vero fenestras in ostia converterunt, et primo fervore tepescente, improvida securitas, torpore et negligentiam inducere coepit... » Jacques de VITRY, *Historia occidetalis*, cap. XXII, p. 323 sq.

32. De saint Bernard en particulier (*Bern. ep.* 79, *Pat. lat.*, t. 182, col. 200).

général. En 1137³³, sans supprimer en droit l'institution des sœurs norbertines, il les éloigne des monastères d'hommes et suspend le recrutement³⁴.

Les sœurs de Prémontré furent envoyées à Fontenelle³⁵, à une lieue de distance. Celles de Tongerlo à Aiwen, ou Euven³⁶, celles de Tronchiennes à Cherscamp, puis à Tusschenbeek³⁷, celles de Cuissy à Gérigny³⁸, celles de Belval à Crécy.

Dix-sept ans, donc ; les jeunes *conversae* ont à peine eu le temps de vieillir et déjà elles voient se fermer des portes qui leur avaient été libéralement ouvertes. Nombre d'entre elles fuirent vers les asiles cisterciens. Qu'advint-il des autres ?

Section 2. — LES NORBERTINES APRÈS LA SÉPARATION

Dès le décret de séparation de 1137, la situation des sœurs de Prémontré change. Mais il importe de retracer une évolution, avant d'étudier les formes finales.

§ 1^{er}. — La période intermédiaire.

Nous avons vu les norbertines mener une vie dépendante, toute remplie de travaux matériels, toute occupée des services rendus aux chanoines. Leurs occupations disparurent lorsqu'elles furent éloignées des abbayes masculines et elles purent alors s'adonner complètement à la vie contemplative. Evidemment, elles continuaient à dépendre de ces abbayes, matériellement et spirituellement. Celles-ci devaient partager avec elles les revenus qu'elles possédaient³⁹. Mais il semble que les abbés n'aient rempli cette obligation qu'avec quelque réticence. Un certain nombre de textes pontificaux en font foi, qui leur rappellent leurs

33. La date n'est pas établie de façon certaine (cf. LAMY, *op. cit.*, p. 97.)

34. Les statuts postérieurs font état de cette décision et la formulent :

« Quoniam instant tempora periculosa et ecclesia supra modum gravatur, communi consilio capituli statuimus ut amodo nullam sororem recipiamus. Si quis autem hujus statuti transgressor extiterit, abbatia sua sine misericordia privetur ». (MARTÈNE, *De Antiquis ecclesiae ritibus*, t. III, col. 891, 926, *Primaria instituta canonicorum praemonstratensium*, Anvers 1737). On a également dans les statuts de 1290 un chapitre VIII de non recipiendis sororibus (LE PAIGE, *Statuta primaria praemonstratensis ordinis*, *Bibliotheca praemonstratensis ordinis*, Paris, 1633, pp. 777-831). « Nulla mulier in ordine nostro de cetero recipiatur in sororem, nisi in illis locis, quae sunt ab antiquo recipiendis cantantibus sororibus in perpetuum dedicata. Si quis autem absque consilio generalis capituli aliter aliquam recipit, sine misericordia deponatur ».

35. Puis à Rozières, enfin à Bonneuil.

36. LAMY, *op. cit.*, p. 101.

37. M. DE MEULEMESTER, *Les Sœurs Norbertines de Tusschenbeek* in A. P., t. IV, 1928, pp. 30-44, 242, 265, 337, 350. Le deuxième transfert fut décidé par Marguerite de Constantinople qui avait pris le couvent sous sa protection en 1252.

38. J.B. CARRÉ, *Notice historique sur le prieuré de Gérigny au diocèse de Reims*, Reims, 1886, 169 p., p. 8, n. 3.

39. Revenus dont certains provenaient de biens apportés par les sœurs, d'ailleurs ! cf. LAMY *op. cit.*, p. 98.

devoirs envers les sœurs⁴⁰. Ils durent en fait être mal respectés, car la séparation équivalut pour de nombreuses communautés à un arrêt de mort⁴¹. Surtout en France, car il en survécut quelques-unes en Belgique et en Allemagne, mais en petit nombre et de peu d'importance.

La preuve en est apportée par le fait que la deuxième codification des statuts de Prémontré, qui date de la seconde moitié du XII^e siècle⁴² ne fait plus aucune allusion aux sœurs. On considère qu'elles sont condamnées à disparaître. Le chapitre général a d'ailleurs fait confirmer sa décision en 1198 par Innocent III.

Cependant, les abbés de Prémontré avaient des remords. Ils se mirent à accueillir de nouveau des sœurs dans leur prieuré de Bonœil, et en 1240, Hugues III prit même quelques décisions à leur sujet⁴³. Cela s'imposait, car la séparation exigeait un minimum d'organisation et d'autonomie qui était inutile au moment où la dualité des monastères existait ; la nouvelle codification avait systématiquement ignoré les sœurs, dont il fallait quelque peu préciser le statut.

On décida que les monastères ne devraient pas comprendre plus de vingt religieuses (les abbayes masculines ne se souciaient pas de subvenir aux besoins de maisons trop peuplées !). A leur tête était placée non plus une prieure, mais une *magistra*, qui n'avait aucune juridiction⁴⁴ et dépendait de l'abbé père. C'est lui, qui, assisté de ses prieurs, sous prieurs et anciens admettait les nouvelles postulantes.

Ce règlement fut approuvé en 1247 par Innocent IV⁴⁵. Cet embryon d'organisation permettait aux sœurs d'exister, mais, en fait, de ces maisons issues des monastères doubles primitifs, fort peu survécurent malgré cet ultime effort⁴⁶.

Les rédactions suivantes des statuts de l'ordre⁴⁷ parlent eux, des sœurs

40. Bulle d'Innocent II, de 1138 (C.L. HUGO, *Sacri ac candidi ordinis Praemonstratensis annales*, Pars I A, *Monasteriologum*, 2 vol., Nancy, 1734, 1736, t. I, *Probationes*, col. XIII) « Sancimus ... ut sorores quae ... de bonis ecclesiae vestrae quorum non modica pars eidem loco per eas noscitur pervenisse sine cujusquam contradictione nunc et semper, in sustentatione temporalis consequatur... » Bulle de Célestin II, de 1143 (LE PAIGE, *Bibliotheca*, p. 428) d'Eugène III, de 1147 (HUGO, *eod. loc.*, col. XVI), d'Adrien IV, de 1155 (HUGO, *eod. loc.*, col. XVIII). « Praecipimus ut sorores sub tutela vestra congregatae, a quibus beneficia quae praemissa sunt, magna ex parte vobis provenerunt, ab ecclesia vestra congruam sustentationem accipiant ».

41. Le dédoublement des monastères présentait, d'abord, des difficultés qu'on conçoit sans peine : terrains à trouver, frais de construction de nouveaux édifices, démarches multiples. De plus, les communautés féminines, éloignées, ne rendaient plus aux moines les services de jadis, et nécessitaient, pour leur direction spirituelle, que l'abbaye masculine se privât de certains de ses membres.

42. Il y eut vers 1150 une seconde rédaction, dont l'auteur est inconnu, qui n'eut pas de valeur officielle dans l'ordre (ERENS, *D. D. C.*, *loc. cit.*). Celle à laquelle nous faisons allusion ici est celle rapportée par MARTÈNE, dont nous citons les termes (p. 18 n. 34). L'importance de la sanction montre combien l'ordre tenait à éviter de recevoir de nouvelles recrues féminines.

43. Cf. ERENS, *op. cit.*, p. 7.

44. HUGO, *Annales*, t. I, *Probationes*, col. CCCXX. Dom Ph. SCHMITZ, *op. cit.*, p. 214.

45. Bulle du 12 décembre 1247, *Licet sicut vestra*, citée par ERENS, *op. cit.*, p. 9.

46. ERENS, *op. cit.*, p. 10 cite Keyserbosch, issu d'Averbode, mais la considère comme une exception.

47. *Statuts dits de Heylissem*, manuscrit conservé à l'abbaye d'Averbode, Section IV, Codex n° 207, qui date environ de 1250. *Statuts de 1290*, dans LE PAIGE, *Bibliotheca praemonstratensis ordinis*, Paris, 1633 (cf. ERENS, *op. cit.*, pp. 5 et 5.)

« nouvelle manière » sans faire aucune allusion aux anciens statuts et aux monastères doubles⁴⁸. La transformation, à ce moment est opérée complètement. De nouvelles maisons naissent⁴⁹, de façon indépendante ; elles relèvent quelquefois des abbayes masculines, certes, mais seulement par les liens traditionnels de paternité et de filiation. C'est leur organisation et leurs statuts que nous étudierons dans notre deuxième paragraphe.

§ 2. — L'organisation au XIII^e siècle.

Au terme de l'évolution que nous venons de retracer, nous sommes en présence de monastères jouissant d'une organisation autonome⁵⁰.

A. — Envisageons d'abord le *gouvernement de la maison*. Le monastère est dirigée par un prévôt. C'est l'ancien *magister exteriorus*, il est délégué par l'abbé père⁵¹. Il est assisté par la *prieure*, qu'on nomme quelquefois *magistra* pour indiquer qu'elle ne jouit d'aucune juridiction temporelle ou spirituelle⁵².

Les prévôts purent, dès les débuts⁵³, être élus par la communauté, mais l'élection devait être ratifiée par l'abbé père. Ceci le plus généralement⁵⁴ ; et celui-ci gardait dans la plupart des cas le droit de le destituer. C'est le prévôt qui a la véritable tâche de direction de la maison ; il préside au temporel et au spirituel⁵⁵. De par sa nomination, il cesse d'appartenir à son abbaye d'origine, et il est élevé au rang de *praelatus*.

Il a sur les sœurs et sur les habitants du couvent une juridiction ordinaire. Et c'est lui, et non l'abbé père qui communique cette juridic-

48. Ils sont d'ailleurs peu abondants, peu explicites, et la deuxième rédaction (LE PAIGE) diffère fort peu de la première (HEYLISSSE). Nous mentionnerons ces différences en étudiant ces statuts.

49. Tel fut le monastère de Rhetirs (F. PETIT, *La spiritualité des Prémontrés aux XII^e et XIII^e s.*, Paris 1947 p. 119) par exemple.

50. Nous allons en décrire l'administration à partir des statuts rapportés par LE PAIGE dont il convient de noter qu'ils sont un « condensé » des décisions successives des chapitres généraux de l'ordre. (On sait que c'est Hugues des Fosses, deuxième abbé de Prémontré qui introduisit dans l'ordre l'institution, cf. à ce sujet LAMY, *op. cit.*, p. 107).

51. Nous ne nous étendrons pas ici sur les notions de paternité, de filiation, que nous étudierons lors de nos recherches sur les cisterciennes.

52. Les statuts la nomment « priorissa ». Mais en 1240, à Bonœil, elle est nommée « magistra », et le prévôt « prieur » (HUGO, *Annales* t. I, p. 392 : *Cum nec ipsa nec earum domus magister curam animarum haberent annexam*). De même à Postel et à Floreffe. Faut-il y voir la sanction de tentatives d'indépendance ? (ERENS, *op. cit.*, p. 18).

53. E. NEEFS, *Le Monastère de l'Île Duc*, à Gempe, Louvain 1867, p. 26.

54. On peut établir des distinctions selon que le monastère est exempt ou non (sur l'exemption de l'ordre, cf. LAMY, *op. cit.*, p. 117 à 123). Les maisons exemptes se choisissent un *praepositus perpetuus* dont l'abbé père ratifie l'élection et leurs rapports sont les rapports ordinaires de filiation. Les autres maisons reçoivent leur prévôt de l'abbé père (*praepositus manualis*) qui peut alors le destituer ou le remplacer à son gré. (M. DE MEULEMEESTER, A. P., t. IV, 1928, p. 250).

55. Ceci fut nettement établi en 1271 par le chapitre général.

tion aux confesseurs⁵⁶. La tâche du prévôt est d'ailleurs lourde, aussi a-t-il pour l'aider un *vicarius* ou *vicepraepositus*⁵⁷.

Les besognes de direction proprement dites de la communauté et d'administration domestique sont toutefois assurées par la prieure. Qu'elle soit élue ou nommée par l'abbé père, elle peut toujours être révoquée par lui.

En effet l'abbé père garde un pouvoir supérieur sur la vie régulière de la communauté. D'abord en nommant ou en confirmant le prévôt et la prieure. De plus, il a la haute main sur la gestion du temporel⁵⁸, il vérifie les comptes, désigne les titulaires des charges, tout ceci lors de ses visites⁵⁹.

Le chapitre général de l'ordre peut lui aussi exercer sa mission de contrôle et de surveillance de la régularité de la discipline par des visites. Elles sont faites par le général de l'ordre, ou plus communément, quand l'ordre s'étendra, par des « circateurs »⁶⁰. Elles prennent parfois l'aspect d'inspections faites par des prélats envoyés par le général, lorsque des moniales font appel à l'autorité du chapitre général⁶¹. Ils examinent les problèmes et sont habilités à rendre une sentence.

B. — Quelle est la composition du personnel du monastère ?

Les norbertines sont devenues, à l'époque que nous envisageons, des contemplatives⁶². La célébration de l'office divin occupe la principale place dans leur vie. Les statuts, qui ne formulent pas une nette distinction, établissent cependant une différence entre les *sorores cantantes*

56. Au ^{xv}e siècle, il portera la croix pectorale et l'anneau et jouira d'un statut peu différent de celui des abbés mitrés. Il va au chapitre général, il y a voix délibérative ; aux chapitres provinciaux, il a la première place après l'abbé. Il est élu canoniquement avec le même cérémonial que les abbés.

Mais bien plus tôt, l'étendue de ses pouvoirs et sa relative indépendance l'entraîneront quelquefois un peu loin. Les statuts (LE PAIGE, *D^o quinta*, cap. XVII, p. 832) font allusion à des prévôts qui recevaient des chanoines à la profession dans les monastères de moniales ! Sans doute voulaient-ils recréer des monastères doubles pour avoir de la compagnie (cf. ERENS, *op. cit.*, p. 23).

57. Et il semble que les candidatures n'étaient pas nombreuses malgré les honneurs attachés à la fonction...! (MEULEMEESTER, *loc. cit.*).

58. Mais ne doit pas en faire servir les revenus à sa propre abbaye. En fait, il surveille la gestion du prévôt.

59. Qui semblent, au moins dans les débuts, n'avoir pas été régulières (MEULEMEESTER, *loc. cit.*).

60. Elles furent parfois irrégulières aussi, nous dit-on (MEULEMEESTER, *loc. cit.*). Cependant leur nécessité est énoncée par les statuts (LE PAIGE, cap. XIII), tout au moins dans le cas où un monastère de femmes a avec une abbaye masculine des *possessiones divisas*.

61. MEULEMEESTER, *op. cit.*, p. 32, cite le cas suivant : les sœurs de Cherscamp (plus tard transférées à Tusschenbeek) obtinrent de l'abbaye de Tronchiennes, dont elles dépendaient, des terres, et, à cette occasion, des difficultés s'élevèrent entre elles et l'abbé de Tronchiennes. Sur appel de leur part, une enquête fut faite par les prélats de Grimberghen et de Middelbourg, et le différend fut tranché en 1236 par le chapitre général ; il décida à cette occasion que le domaine des sœurs était autonome et que Tronchiennes ne gardait sur leur maison que les droits de paternité.

62. D. T. C., ^v^o *Prémontrés*, col. 60.

qu'on nomme même parfois *canonissae*⁶³ et qui assurent les fonctions liturgiques⁶⁴ et les *sorores non cantantes* assimilées aux converses⁶⁵.

Elles se répartissent des fonctions diverses. Il existe toute une hiérarchie d'officières⁶⁶ : la *sous-prieure*, qui est nommée par l'abbé père, et révocable *ad nutum*, la *circatrix*, qui veille à l'exacte observance de la règle, la *maîtresse des novices*, la *cellerière*, la *vestiaris*, la *sacristine*, la *trésorière*, la *sœur-chantre*, etc.

C. — Maintenant, quelques mots des prescriptions des statuts réglant la vie conventuelle⁶⁷. A vrai dire, ils nous apportent peu de renseignements sur le déroulement de cette vie ; on peut les grouper sous quelques chefs.

La première obligation est celle de la vie commune⁶⁸. Elle est doublée par l'interdiction de posséder quoi que ce soit en propre⁶⁹ conforme à la règle augustinienne. (Cependant, une autorisation du *prelatus proprius* (l'abbé père) peut permettre à une moniale de conserver *pecunia seu redditus assignatos*). L'interdiction est rappelée en fin de paragraphe et la sanction énoncée⁷⁰.

L'obligation de clôture est également rappelée à différentes reprises, et des précautions sont prises pour la faire respecter. Nul ne peut entrer dans leur monastère, sauf cas exceptionnels⁷¹. Les sœurs n'en peuvent sortir, sauf si elles sont envoyées dans un autre monastère, et ce doit être au moins pour un an. On admet des cas d' « évidente nécessité »,

63. On trouve également *dominae* (LE PAIGE, cap. XVII, p. 832). Le voile est leur signe distinctif (on les nomme aussi *velatae*) et nous verrons qu'une punition consiste en la privation temporaire de celui-ci.

Certains monastères, d'ailleurs, étaient, dans les débuts, de recrutement aristocratique exclusif (Tusschenbeek, MEULEMEESTER, *op. cit.*, ou Keyserbosch).

64. MIRAEUS (*Ordinis praemonstratensis chronicon*, Cologne 1613) cité par ERENS, (*op. cit.*, p. 17, n. 13,) nous dit qu'en 1218 les sœurs de Warze (fille de Floreff) furent autorisées à chanter l'office canonial.

65. L'apparition des converses proprement dites fut sans doute assez tardive. Au début, on fit plutôt appel à du personnel laïque, pour remplir les tâches qui incombèrent jadis aux sœurs, à Prémontré : entretien du linge, des vêtements, préparation des aliments, soins des jardins. De véritables « converses » ne seraient apparues, comme les « donates » qu'après le concile de Trente, lorsque la clôture en exigea l'existence.

On trouve également dans la charte de donation de Marguerite de Constantinople à l'abbaye de Tusschenbeek, en 1252, (citée par MEULEMEESTER, *loc. cit.*), mention de *familiares* et d'*hostipes pertinentes ad ipsam ecclesiam*. Mais la notion reste vague.

66. Cf. MEULEMEESTER, *loc. cit.*

67. J. LE PAIGE, *Statuta primaria praemonstratensis ordinis*, in *Bibliotheca praemonstratensis ordinis*, Paris, 1633, pp. 777, 831. *Distinctio quarta*, cap. XII, *de receptis sororibus*, cap. XIII *de non recipiendis sororibus*, p. 825. *Distinctio quinta* (supplément de 1332), cap. XVII, *de monialibus fugitivis*, p. 832. (Les intitulés des chapitres n'ont que peu de rapport avec leur contenu).

68. « ut de communi et in communi vivant, comedant et jaceant » (LE PAIGE, cap. XII).

69. « Interdum etiam communiter operentur, et ad communem utilitatem, nec habeant proprium. Si quid autem alieni ipsarum datum fuerit a quoquam secundum praeceptum patris nostri Augustini statim illud redigatur in commune. Quod si retinere praesumpserit, si fuerit deprehensa ab Abbate vel Priorissa secundum ordinis instituta graviter puniatur... Ut autem eadem sorores studiosius sibi caveant de proprietate habenda » (LE PAIGE, *loc. cit.*).

70. « Sorores proprietariae ... excommunicentur a praelato proprio... » Cela a lieu trois fois par an et en public.

71. « Nullus vero regularis, sive saecularis domos earumdem sororum intrare praesumat, nisi evidens necessitas aut aliquid fabrilis operis hoc exposcat ». La défense est même étendue aux femmes par le chapitre XIII : « Inhibitum est etiam districte ut aliqua saecularis puella in domibus vel claustris sororum nostrarum ad nutriendum vel demorandum quocummodo de cetero admittatur ». Si cette règle n'est pas respectée, la maison risque l'interdit.

mais la moniale doit alors obtenir l'autorisation de l'abbé général. Sinon l'abbé responsable sera puni, surtout si *scandalum emergerit de sorore emissa*. Toutefois des exceptions sont prévues en temps de guerre. En temps normal, la sanction diffère selon que les sœurs sont restées plus ou moins de huit jours loin du monastère. Si c'est moins, on leur applique les sanctions habituelles en cas de fuite (pain et eau, etc.) ; mais si c'est plus, elles perdent leur voile, et « travaillent comme servante » (sans pourtant avoir de ce fait le droit de sortir du monastère), jusqu'au chapitre général suivant. Le supplément aux statuts de 1332⁷² aggrave les sanctions, en faisant allusion à de graves scandales. La perte du voile sera totale *toto tempore vitae suae*⁷³. Et le prévôt encourt également une responsabilité (*sub poena depositionis*). D'ailleurs⁷⁴, les abbés et les prévôts devront veiller à ce que les moniales n'aient aucune raison valable ou prétendue telle, pour sortir ; la pauvreté du monastère, par exemple, dont on sait qu'elle force souvent les religieuses de cette époque à mendier au dehors leur nourriture⁷⁵.

Les statuts traitent également des vêtements. Ils sont blancs, sauf si la coutume du lieu rend nécessaire une autre couleur. Ils se composent d'un scapulaire strictement fermé autour du cou et du voile. Les rubans, colliers et bijoux sont évidemment proscrits⁷⁶.

D. — Nous avons fort peu de renseignements sur la question du *temporel* des monastères de moniales⁷⁷ au temps de l'autonomie. Nous avons vu qu'il était géré par le prévôt, sous la direction de l'abbé père.

Certains monastères possédèrent des biens importants. (Mais on assiste souvent à une diminution progressive de leurs revenus⁷⁸.) Ces biens provenaient soit des moniales elles-mêmes (on ne trouve pas d'exigence de dot dans les statuts, mais l'usage devait être d'en donner une), soit de donation, faites parfois à charge de célébrer un anniversaire, ou pour faire pitance au couvent. Les prieurés possédèrent souvent des dîmes⁷⁹.

72. LE PAIGE, *op. cit.*, p. 832.

73. Cette perte du voile, sanction très grave, s'applique également au cas de *lapsus carnis*.

74. Et c'est un ajout des statuts de LE PAIGE à ceux de HEYLISSEM. « Et ita provideant eisdem abbates et praepositi, quod non habeant pro penuria evagandi materiam. Transgressoribus graviter puniendis et eisdem per censuram ecclesiasticam compellent, quod ter in anno statutis ab ipsis abbatibus vel praepositis terminis tondeantur. »

75. Malgré toutes ces précautions et la sévérité des sanctions l'obligation de clôture fut-elle toujours très bien respectée ? MEULEMEESTER (*op. cit.*, p. 262) émet des doutes.

Mention spéciale est faite, (LE PAIGE, p. 826) des sœurs de Bonceil (le refuge ultime des sœurs de Prémontré) qui peuvent sortir une fois l'an, *pro negotiis emergentibus*, avec l'autorisation de l'abbé de Prémontré, et de lui seul. (L'autorisation n'existe plus en cas de vacance du siège). Nous sommes réduits aux hypothèses sur le contenu de cette autorisation.

76. LE PAIGE, *op. cit.*, p. 826.

77. Il y a très peu d'études sur la question, sans doute à cause de la destruction de très nombreux cartulaires ; les monastères féminins subirent plus que d'autres des pillages répétés, et furent même fréquemment anéantis.

78. On voit, en 1350, après une diminution constante, le domaine foncier de l'abbaye de Tusschenbeek disparaître complètement et les moniales entrer dans un ordre mendiant. (MEULEMEESTER, *op. cit.*, p. 342).

79. Vers 1150, (MEULEMEESTER, *op. cit.*, p. 264) Robert de Belle donne le droit de patronat sur une église, le droit de percevoir les revenus canoniquement affectés à l'entretien du curé (à charge de rétribuer convenablement un prêtre chargé d'assurer le ministère paroissial) et la dîme. Cf. également E. NEEFS, *op. cit.*, p. 29.

Les terres étaient parfois exploitées directement, plus fréquemment données à des tenanciers. Certains monastères possédèrent de véritables seigneuries foncières, avec le droit de basse et parfois de moyenne justice⁸⁰.

L'ordre fut très tôt exempt des dîmes, d'abord complètement, puis l'exemption fut réduite aux noales⁸¹. Les papes renouvelèrent fréquemment la confirmation des privilèges des moniales⁸². Une bulle de Grégoire IX de 1235, qui prend sous sa protection le couvent de Sancta Maria Methinensis (circularie d'Espagne) en est le type⁸³.

Le tableau que nous venons de présenter est un effort de survie. L'organisation de la branche féminine de l'ordre de Prémontré a été finalement un échec. Nombreux furent les monastères féminins qui cessèrent assez rapidement d'être rattachés aux abbayes masculines par les liens de filiation et d'origine qui sont la garantie même de la cohésion d'un ordre. Fondés par de riches donateurs, en des circonstances étrangères souvent à l'autorité centrale de l'ordre, rattachés ultérieurement, ils demeuraient matériellement indépendants. Et aucun abbé bien défini n'avait de pouvoir sur eux. Seuls existaient des liens « d'amitié » et de direction spirituelle, quelquefois avec l'abbaye la plus proche, d'autres fois avec Prémontré même⁸⁴. Même quand les liens juridiques réels existaient, tout n'allait pas toujours au mieux. On voit en 1213 le couvent de Marchtall (diocèse de Constance) expulser son parthéon, et les attendus de la décision laissent à penser qu'il y avait quelque raison à cela⁸⁵. En 1270⁸⁶ enfin, intervint une décision du chapitre général⁸⁷ interdisant de recevoir des moniales à l'avenir et ordonnant de laisser mourir sans les remplacer celles qui existaient, sauf à leur permettre d'entrer dans d'autres ordres⁸⁸. C'était la condamnation définitive.

80. Ce fut le cas pour Tusschenveek (MEULEMEESTER, *op. cit.*, p. 346), qui dut ses droits seigneuriaux à la comtesse Marguerite de Constantinople, sa protectrice. Le prévôt les exerçait avec le bailli de la comtesse, il pouvait même constituer et démettre les échevins.

81. D. T. C., *loc. cit.* La situation est comparable à celle des cisterciens, qui fut aussi un ordre « agraire ».

82. Cf. NEEFS, *op. cit.*, p. 29 et suiv., qui énumère les protections dont jouit le monastère de l'île Duc, (au nombre desquelles il faut compter celle des souverains de Brabant).

83. HUGO, *Annales* t. II, col. 186.

« Gregorius episcopus servus servorum Dei dilectis in Christo filiabus monasterii Sanctae Mariae Hortorum Medinae de Campo Praemonstratensis Ordinis, Salmanticenses diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benevolum impertiri. Ea propter dilectae in Christo filiae vestris iustis postulationibus gravo concurrentes assensu. Personas vestras et locum, in quo divinae mancipatae estis obsequio, cum omnibus quae in praesentiarum rationabiliter possidet, aut in futurum iustis mediis, praestante Domino, poterit adipisci, sub Beati Petri et Nostra protectione suscipimus. Specialiter autem terras, domos, possessiones, prata, vineas ac alia bona vestra sicut ea omnia iuste ac pacifice possidetis vobis et per vos vestro monasterio auctoritate apostolica confirmamus et praesentis scripti patrocinis communimus. Nulli ergo omnino... »

84. Voir sur tous ces points, ERENS, *op. cit.*, p. 20 qui donne des exemples.

85. HUGO, *Annales*, t. II, col. 147.

« Quod mulierum nequitia superaret omnes nequitias quae sunt in mundo, et quod non est ira super iram mulieris quodque venena aspidum et draconum sanabiliore sunt homini et mitiora quam familiariter mulierum... decrevimus... ut aliquas de cetero sorores, ad augmentum nostrae perditionis, nullatenus recipiamus sed eas quasi venetata animalia recipere evitemus... »

86. LAMY, *op. cit.*, p. 102.

87. HUGO, *Annales*, t. I, col. 83.

88. Sur l'instigation de Wauthier d'Obaix, abbé de Floreffe, cf. LAMY, *op. cit.*, p. 102 s.

En fait, elle semble n'avoir été que partiellement appliquée, et des communautés de femmes subsistèrent cependant, notamment en Belgique.



Les problèmes étaient, certes, difficiles à résoudre. Nous allons les retrouver aussi complexes pour les autres ordres. Après l'*ordo canonicus*, nous allons voir l'*ordo monasticus* les affronter, et Cîteaux se mesurer avec les vocations féminines.

CHAPITRE II

LA BRANCHE FÉMININE DE L'ORDRE DE CITEAUX

« L'efflorescence cistercienne »¹ est le meilleur exemple de l'intensité et de l'ampleur du mouvement monastique féminin du XII^e siècle. Les nouvelles formes de vie que créait Etienne Harding attirèrent, innombrables, les vocations. L'interdit que prononça en 1137 l'ordre de Prémontré contre ses sœurs incita celles-ci à chercher ailleurs un refuge. Le « relâchement bénédictin » ne suffisait plus aux aspirantes à la perfection que tentait le retour à la stricte observance. A la fin du XII^e siècle, des monastères féminins par centaines étaient régis par les *Us* de Cîteaux². Faut-il donc penser que l'ordre cistercien fit aux femmes un accueil très favorable ? Il importe de donner à cette question une réponse très nuancée et de préciser l'histoire de l'entrée des communautés féminines au sein de l'ordre. Leur régime juridique en dépend pour une large part, et la disparité de leurs origines en explique certains aspects.

Section 1^{re}. — RAPPELS HISTORIQUES

Sans étendre à tous les abbés de l'ordre la réputation de misogynie qu'on a faite à saint Bernard³, on peut penser que les rudes compagnons d'Etienne Harding ne se souciaient guère de s'encombrer de la direction spirituelle de femmes. L'ordre naissant était d'ailleurs fort pauvre, souhaitait le demeurer, et l'existence de moniales suppose des revenus. Les cisterciens n'en avaient pas, et n'en voulaient pas.

1. Simone ROISIN, *L'efflorescence cistercienne et le courant féminin de piété au XIII^e siècle*, in *R. H. E.*, 1943, t. XXXIX, n° 3 et 4, p. 342.

2. Le chiffre de mille quatre cents abbayes est avancé par Mgr. HAUTCŒUR pour l'Europe, à la fin du XII^e s. (*Histoire de l'abbaye de Flines*, Lille et Paris, 1874, p. 9. Cf. *Gall. Christ.*, t. V, pp. 797-983).

3. Chronique de Liessies (vers 1204) : « numquam enim aut sexu muliebri aut aetate puerili se implicare voluit », « La femme lui est toujours apparue comme l'incarnation de démon » FLICHE et MARTIN, *Histoire de l'Eglise*, IX, 107. Mais on s'est élevé contre ces appréciations (*Commission d'histoire de l'Ordre de Cîteaux*, 3, Bernard de CLAIRVAUX, Paris 1953, p. 411), qui paraissent, en effet, excessives si on pense à la volumineuse correspondance de saint Bernard avec des femmes qu'il semble grandement estimer. Certes, il recommande toujours à ses frères une prudence extrême.

Cependant, et c'est la première contradiction que nous rencontrons en une matière qui en compte beaucoup, c'est en 1125 que fut fondée la célèbre abbaye du Tart⁴, celle qui fut appelée « la première maison des filles de l'ordre de Cîteaux »⁵, encore qu'il faille faire toutes les réserves sur cette appellation. En fait, les circonstances de cette fondation sont très spéciales et ont correspondu à une nécessité pratique. La suite d'événements qui amenèrent Etienne Harding et Josserand, évêque de Langres, à fonder cette abbaye ouvre d'ailleurs des vues assez intéressantes sur certains aspects sociologiques du peuplement des monastères et mérite d'être rappelée.

A la fin du XI^e siècle, Molesme, que saint Robert n'avait pas encore quitté, comptait des religieuses. C'était même un monastère double. Y vivaient, soumises à la juridiction de l'abbé, *religiose*, les femmes des seigneurs de l'aristocratie féodale qui avaient fait retraite à Molesme. A la fin du XII^e siècle, en effet, « l'état monastique n'exerçait pas une moindre attrait sur les hommes engagés déjà dans les liens du mariage que sur ceux qui étaient encore maîtres de leur destinée. Aussi l'Eglise avait-elle décidé que l'entrée en religion de l'un des époux ne pouvait avoir lieu sans que tous deux, et chacun de son côté, fissent simultanément profession ou du moins que celui qui demeurerait dans le siècle s'obligeât à observer une continence perpétuelle. On vit dès lors des familles entières désertir presque au complet le milieu féodal pour s'enfermer dans la retraite des abbayes renommées et certaines races seigneuriales céder à l'entraînement général au risque de s'éteindre »⁶.

Ces femmes portaient l'habit monastique, *in disparitis aedibus habitantes*. Dès 1111, à la mort de saint Robert, elles étaient devenues si nombreuses qu'on envisageait leur transfert dans une maison mieux individualisée.

Au même moment, saint Bernard s'apprêtait à entrer à Cîteaux et entraînait avec lui ses frères, son oncle et d'autres chevaliers dont plusieurs étaient mariés. Il fallait une retraite pour leurs épouses. Miles, comte de Bar, fit don à l'abbaye de Molesmes en 1113 du château de Jully qui devint le prieuré de Jully les Nonnains et où furent réunies les *mulieres religiosae* de Molesme et les femmes des compagnons de Bernard de Fontaines⁷.

Ce dernier n'avait ni le temps de s'occuper de ces femmes ni les ressources qui le lui eussent permis. L'abbaye de Cîteaux végétait, on le sait, en ses débuts. Il les laissa donc sous la juridiction de l'abbé de Molesme. Mais il faut cependant noter que leurs observances les rapprochaient plus des cisterciens que des clunisiens.

L'organisation, cependant, était clunisienne : Jully était un prieuré.

4. Cette date est contestée et on lui préfère parfois 1120 (R. P. Jean DE LA CROIX BOUTON, *L'établissement des moniales cisterciennes* in *Mémoires de la Société pour l'Histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 15^e fasc., 1953, p. 83).

5. Jean DE LA CROIX BOUTON, *op. cit.*, p. 90.

6. Jacques LAURENT, *Cartulaire de Molesme*, Paris 1907, Introduction, p. 254.

7. Cf. JOBIN, *Histoire du prieuré de Jully les Nonnains* (Paris 1881).

Mais les statuts⁸, s'ils furent promulgués par l'abbé de Molesme, le furent avec le conseil de quatre abbés cisterciens.

La première prieure fut Elisabeth, femme de Guy, frère de saint Bernard, la seconde, Hombeline, propre sœur de saint Bernard. On voit quelle part active il eut à la fondation et à l'organisation de cette maison.

Toutefois, on ne peut à aucun droit la considérer juridiquement comme une maison de cisterciennes ; mais, vers 1123, ses moniales essaimèrent vers Tart et c'est parmi elles que fut choisie la première abbesse de Notre Dame du Tart⁹. L'acte de fondation nous a été conservé dans une pancarte de 1132. Il nous donne quelques indications sur les premiers donateurs, la première abbesse, mais tout cela demeure assez conjectural. Il semble en tous cas que saint Bernard n'eut aucune part à cette fondation, décidée seulement par Etienne et Josserand. Harding donna à la nouvelle abbaye les *Us* de Cîteaux, mais il n'entendait sans doute tirer aucune conséquence de son acte par rapport à l'ordre. Celui-ci ne pensant pas à une éventuelle branche féminine¹⁰. L'abbaye du Tart existait, on tolérait son existence mais elle était en quelque sorte une possession personnelle de son fondateur qui s'en occupait lui-même et n'avait jamais fait intervenir l'ordre dans son administration. Tart, d'ailleurs, jouira toujours, et sa filiation avec elle, d'un statut particulier, que nous étudierons, et qui porte la marque du caractère original de sa fondation.

Peu de temps après, en 1134, Etienne mort, les abbés cisterciens déclarèrent formellement¹¹ qu'ils n'accueilleraient pas de communautés féminines au sein de leur ordre¹².

Effectivement, tout au long du XII^e siècle, on ne voit à aucun moment le chapitre général s'occuper de maisons féminines¹³. On ne légiférait pas pour elles¹⁴ et un net parti pris d'exclusion régnait dans les hautes sphères de l'ordre¹⁵.

« On pensait qu'il n'était pas désirable que le sexe féminin se soumit

8. On peut en voir cinq dans : Dom J. LECLERCQ, *Etudes sur St Bernard, d'après le manuscrit 594 de Troyes venant de Clairvaux*.

9. Cf. sur tout ceci, étude du P. Jean DE LA CROIX BOUTON, *op. cit.*, p. 90 et s.

10. « Cistercienses cohabitationem cum monialibus et administrationem declinant ».

11. Nous citerons les statuts des chapitres généraux de l'ordre d'après l'édition de J. H. Canivez, *Statuta capitulorum generalium ordinis cisterciensis ab anno 1116 ab annum 1786*, in *Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique*, fasc. 9 à 14 B, t. I (ab. a. 1116 ad. a. 1120) Louvain 1933, t. II (ab. a. 1221 ad a. 1261) Louvain 1934, t. III (ab. a. 1262 ad a. 1400) Louvain 1935, que nous citerons : *Statuta...*

12. *Statuta*, I, 1134, 19 (*Prima collectio*), Quod nullus nostri ordinis abbas monacham benedicat. Prohibitum est ne quis abbatum vel monachorum nostrorum monacham benedicere...

13. Fr. WINTER, *Die Cistercienser des nordöstlichen Deutschlands* (Gotha, Leipzig 1868-1871). S'il le fit, c'est dans les circonstances très spéciales sur lesquelles nous reviendrons.

14. On ne voit apparaître qu'au XIII^e siècle des statuts capitulaires concernant les moniales. Ils ne seront codifiés qu'en 1240 et 1256. Dom JULIEN PARIS a donné de cette codification en 1664 l'édition que nous utiliserons. Elle constitue la « *Distinctio XV* des *Institutiones capituli generalis*, in « *Nomasticon Cisterciense seu antiquiores ordinis Cisterciensis constitutiones* » I^{re} partie, p. 364 de *monialibus*. Nous la citerons : *Nomasticon...*

15. Les abbés cisterciens suivaient les conseils de saint Bernard et étaient pleins de méfiance pour les femmes. Les statuts recommandant la prudence abondent au XI^e siècle. *Statuta*, I, 1154, 24 ; 1157, 10-58 ; 1185, 34 ; 1180, 13 ; 1190, 55 qui étendent aux granges la prohibition d'entrée qu'avaient faites aux femmes les *Instituta* (n^o VII) pour les monastères.

à de pareilles règles d'austérité et approche de pareils sommets de perfection¹⁶. »

Quelques exceptions existèrent, cependant. Tel fut le cas, par exemple, de la congrégation d'Obazine, en 1147¹⁷ — elle comportait une maison féminine et fut incorporée à l'ordre dans son entier — au grand dam de l'abbaye de Tart, qui ne jouissait pas, elle, d'une incorporation *jure pleno*. Morimond, en 1125, avait dû ériger à Belfays un couvent pour les femmes dont les maris avaient pris l'habit dans ses murs (cette maison fut ensuite rattachée à la filiation de Tart, qui dépendait de l'abbé de Cîteaux)¹⁸. Et, dans le même temps, innombrables étaient les monastères féminins qui se disaient cisterciens, suivaient les *Us* de Cîteaux, étaient dirigés par des abbés cisterciens qui avaient souvent pris l'initiative de leur fondation. Ceci est notable, car, en ce sens, mais en ce sens seulement, on peut parler d'accueil très favorable fait aux femmes par les cisterciens. *A titre personnel*, nombreux furent les abbés qui acceptèrent de se charger de la *cura monialium* dans des maisons voisines des leurs, ou auxquelles les attachaient des liens de parenté ou de sympathie, ou encore à la fondation desquelles ils avaient présidé. Les demandes, en effet, les assiégeaient de toutes parts, et ils les admirent souvent¹⁹.

Mais ceci exista en dehors de toute intervention du chapitre général, qui ne faisait que tolérer cette situation. On ne peut donc parler d'admission dans l'ordre au sens plein du terme, car il faut pour réaliser une telle admission une décision capitulaire. L'ordre n'ignorait pas cet état de choses, et le déplorait. Certains abbés, en effet, succombaient sous le poids trop lourd dont ils avaient accepté de se charger. Et ces « incorporations de fait » présentaient tous les inconvénients des incorporations régulières sans avoir la sanction prudente de l'autorité supérieure²⁰. De plus, l'ordre était amené, par la force des choses, à s'occuper plus ou moins de ces maisons²¹.

16. Jacques DE VITRY, *Historia Orientalis et Occidentalis*, éd. F. Moschus, Douai, 1597.

17. *Statuta*, I, 1147, 37.

18. Nous verrons plus loin le cas spécial des abbayes espagnoles. Quelques autres maisons furent, dit-on, rattachées à l'ordre, bien qu'on n'en trouve pas trace dans les documents capitulaires, des monastères allemands (cf. R. HUEMER, *Verzeichnis der deutschen Cistercienserrinnen Kloster, Studien und Mitteil*, Salzbourg 1916). WINTER, lui (*op. cit.*) n'en fait pas mention.

19. Une liste d'abbayes de cette catégorie est donnée par le R. P. DE LA CROIX BOUTON, *St Bernard et les moniales*, in *Mélanges St. Bernard*, pp. 225-245. Celles qu'il cite furent fondées du vivant même de saint Bernard († 1153), en un temps donc où le chapitre général ne procédait pas lui-même à des incorporations.

20. Un inconvénient important était que ces maisons demeuraient sous la juridiction de l'Ordinaire, et que des « frictions » s'ensuivaient.

21. Un exemple de cette obligation où se trouvait l'ordre, bon gré mal gré, d'intervenir, est donné par les difficultés que connut le chapitre général à propos des abbayes espagnoles. En 1157 fut fondée *Tulebra*, fille de *Lumen Dei*, elle-même fille de *Tart*. A ce titre, elle se considérait comme cistercienne, comme *Las Huelgas*, qu'elle prit à son tour dans sa filiation. Tout ceci évidemment sans intervention du chapitre général, qui n'exerçait pas sa juridiction sur ces maisons et était fort embarrassé quand Alphonse VIII de Castille, leur protecteur, lui demandait d'intervenir auprès d'elles. C'est à cette occasion qu'intervint le premier statut du chapitre général qui se réfère explicitement aux moniales (*Statuta*. I. 1191. 27) et qui exprime d'ailleurs nettement le désir de celui-ci de ne pas exercer sa juridiction sur les maisons espagnoles (*non possumus cogere... consulimus*, ce ne sont pas là des termes d'autorité).

Cette situation dura pendant tout le XII^e siècle. Enfin, en 1213, le chapitre général s'inclina devant les événements. Un statut²² parle de *moniales quae jam sunt incorporatae Ordini*, et fait allusion à la *cura* des abbés de l'ordre. Il concède également une incorporation. D'autres vont suivre, immédiatement²³. Toutefois, on agit avec précaution et réticence, on met à l'incorporation des conditions, en particulier le respect de la clôture²⁴. Malgré cela, les demandes continuèrent d'affluer, et le chapitre général décida de suspendre les affiliations. Ceci, d'ailleurs, fort rapidement, car la décision est de 1228²⁵.

La situation semblait se clarifier. On n'incorporait plus, et il n'y aurait plus d'admissions de fait (car si on admettait qu'une maison soit soumise aux *Institutiones* cisterciennes, on lui refusait la *cura* et la *visite*). Appartenaient à l'ordre les maisons dont l'affiliation avait son origine dans un document émanant du chapitre général. (Aucun texte ne réglait à *proprement parler* la situation des monastères « admis de fait » avant 1213 (*moniales quae jam sunt incorporatae ordini*) ; on peut considérer que l'ordre entérinait leur incorporation).

En réalité, l'ordre continua d'être assailli de demandes ; interventions et pressions se succédaient²⁶. La prohibition des affiliations nouvelles fut répétée en 1239, en 1241²⁷. Et une procédure d'affiliation avait été mise au point dont le chapitre général espérait qu'elle filtrerait le flot. Les fondateurs devaient faire une démarche auprès de lui, et les chartes sont toujours faites « au nom de l'abbé de Cîteaux et du chapitre général »²⁸. Si l'abbé de Cîteaux agissait seul, il devait toujours agir *aucto-*

L'ordre dut d'ailleurs, finalement, recevoir les cisterciennes espagnoles, pour des raisons politiques évidentes. Sur tous ces points, cf. Gregor MÜLLER, *General Kapitel der Cistercienserinnen*, in *Cistercienser Chronik* ; t. XXIV, 1912, p. 650.

22. *Statuta*, I, 1213, 3.

23. Quatre entre 1213 et 1220, *Statuta*, I, 1213, 59 ; 1214, 52 (*St. Katharinen in Eisenach*) ; 1218, 81 (*Trebnitz in Schlesien*) ; 1220, 54. Cinq ensuite, *Statuta* II, 1226, 29, 33 ; 1227, 14, 30, 41. Les formules sont parfois les mêmes que pour les incorporations d'abbayes masculines : 1218 : « *Capitulum generale moniales de Trebnitz Ordini incorporat* »

24. *Statuta*, I, 1220, 54 : « *Petito comitis Gelrensis et matris ejus de monasterio monialium incorporando Ordini nostro exauditur, ita tamen quod includantur.* » De très nombreux statuts se réfèrent à la clôture. On incorporera les maisons « si includi voluerint, ut non egrediantur extra claustrum sine nutu abbatis ad cuius curam pertinent » (*Statuta*, I, 1213, 59) ou « *ita tamen quod includantur* » (*Statuta* II, 1220, 54, 60). On prend prétexte du refus d'observer la clôture pour refuser l'incorporation (*Statuta* I, 1219, 53).

25. *Statuta* II, 16 : « *Nulla monasteria monialium de cetero sub nomine aut sub jurisdictione Ordinis nostris constituentur, vel Ordini socientur. Si quod vero monasterium monialium nondum Ordinis sociatum vel etiam construendum, nostras institutiones voluerit aemulari, non prohibemus ; sed curam animarum earum non recipiemus, nec visitationis officium eis impendemus* » (Nous reviendrons sur la faculté laissée aux monastères non admis d'*aemulari institutiones*). Des sanctions sont prévues : « qui vero super hoc faciendo petitionem ad Capitulum deportaverit, vel aliquid scienter procuraverit, per quo possit institutio tam utilis enervari ; si monachus fuerit, vel conversus, a domo propria emittatur, non reversurus, nisi per Capitulum generale ; si abbas fuerit, sit in pane et aqua, extra stallum abbatis usque ad sequens Capitulum generale, in ipso capitula veniam petiturus ».

26. Les demandes d'incorporation royales abondent. *Statuta*, II, 1240, 51 (reine de France) 55 (roi et reine de France), 62 (roi de Hongrie), 1241, 34 (roi d'Aragon), 40 (reine de France), et encore plus nombreuses sont les requêtes pontificales, *Statuta*, II, 1230, 10, 18 ; 1231, 44 ; 1233, 30-31, 1235, 48 ; 1236, 12, 18, 20 ; 1237, 15-16, etc...

27. *Statuta*, II, 1239-7, 1241-20.

28. A propos de la fondation de l'abbaye de Champagne, dans le Maine, l'abbé de Savigny déclare qu'il lui est impossible d'agir sans l'assentiment du chapitre général, (cité par

ritate Capituli Generalis, ou annoncer qu'il publierait cette incorporation au prochain chapitre³⁰.

L'abbaye demanderesse était soumise à une enquête, faite par deux abbés de l'ordre que le chapitre général commettait à cet effet³¹. Ils devaient essentiellement vérifier si le lieu choisi était *idoneus*³², si la maison acceptait de se soumettre à la clôture³³, si elle possédait des biens suffisants³⁴. Toutes ces précautions permettaient d'écarter certaines demandes. Pas assez, aux yeux du chapitre général qui obtint enfin en 1251 d'Innocent IV la bulle *Paci et tranquillitati vestrae*, par laquelle le Saint Siège renonçait à imposer à l'ordre des incorporations, sauf mention expresse de cette bulle³⁵. Les Pères capitulaires purent ensuite se retrancher derrière ce rempart — momentané — pour repousser les assauts³⁶. Ce n'était, en effet, qu'une protection relative, on relève après cette date des incorporations demandées par de hauts personnages et accordées. Le pape en demande encore³⁷.

Tous les efforts des pères capitulaires avaient peu d'effet³⁸. « L'ordre

J. B. MAHN, *L'Ordre cistercien et son gouvernement des origines au milieu du XII^e siècle*. Paris 1945, Bibliothèque des Ecoles Françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 161, p. 203, cf. *Gall christ*, t. XIV, Instr. col. 135.)

29. Cf. M. G. H., *Scriptores*, serie in folio st. XXX, p. 265.

30. Voici des types de commission d'enquête *Statuta*, t. II, 1227-45, p. 64 : « *Petitio Comitiss Flandriae de abbacia monialium construenda committitur de Cambron (Cambron, diocèse de Tournai) et de Villariis (Villers en Brabant) abbatibus, qui diligenter inquirent si secundum ordinis instituta construi valeat et secundum quod inveniunt faciant quod viderint expedire.* » T. II, 1233-27 p. 116 : « *Petitio domini Henrici Leodiensis archidiaconi de associanda ordini abbacia monialium de Brenia (Wauthier-Braine) committitur de Alna, (Aulne, diocèse de Tournai) et de Camberone abbatibus qui ad locum accedentes inspiciant et considerent diligenter si secundum formam ordinis et sine alterius praejudicio petitio eius debeat exaudiri, ita tamen quod includantur moniales, et si ita potest fieri, faciant id quod petit auctoritate Capituli generalis, alioquin desistant et quid inde fecerint sequenti anno renuntient capitulo generali.* »

31. Les cisterciens devaient fuir les lieux habités. Or les abbayes féminines étaient souvent érigées à proximité des agglomérations pour d'évidentes raisons de sécurité.

32. On verra plus loin l'importance de la clôture dans le statut des moniales cisterciennes. Il ne peut être question de citer ici les statuts du chapitre général qui acceptent d'incorporer des moniales *si includi voluerint, ut non egrediantur extra claustrum sine nutu abbatis ad cuius curam pertinent* (*Statuta...* t. II, 1213. 59). Ou *ita tamen quod includantur* (*Statuta*, t. II, 1220. 54). Leur nombre est trop élevé. Voici quelques dates : *Statuta...* t. I, 1220, n° 60, p. 528. 1219, n° 53, p. 514 (on refuse une incorporation car la clôture n'est pas observée).

33. *Statuta*, t. II, 1221, n° 48, *Si viderint locum illum competentem, idoneus ordinis, indemnem et possessionibus sufficientem...* t. II, 1226, n° 29 *si moniales sufficienter habeant unde vivant*, t. III, 1266, n° 31, 32, 33, ou accepte d'incorporer *sufficienter abundarent in bonis temporalibus*. L'état économique des monastères féminins préoccupa toujours beaucoup l'ordre, et à juste titre.

34. Du 7 août 1251, mss 598 Bibliothèque municipale de Dijon, f° 32, v°.

35. « *Scribatur patri reverendo domino legato Allemaniae et comiti Guerrensi per litteras excusatorias quod de incorporandis Ordini Monialibus, pro quibus scripserunt Capitulum generale, ipsum Capitulum generale suam exaudire petitionem non potest, maxime cum a Sede apostolica Ordini sit indultum, ne ad incorporationem, alicujus abbacie monialium teneatur.* »

36. *Statuta* t. II, 1251, n° 17, 26, 27, 28, 29, 30, 31. Dans tous ces cas, ordre est donné par le chapitre général d'ouvrir l'enquête préliminaire 1251, n° 32 est une incorporation réalisée. On a encore 1260, n° 59 qui est une requête stricte ; et t. III, 1265, n° 25.

37. Après 1251, on relève les commissions d'enquête suivantes :

Statuta t. II 1252, n° 25, 1260, n° 64 (c'est même là une incorporation pure et simple), t. III ; 1262, n° 61 ; 1263, n° 44, 52, 60 (acceptation), 1264, n° 25 ; 1265, n° 24, 26, 27, 28 ; 1266, n° 31, 32, 33, 56 ; 1267, n° 33, 45, 49, 51, 69, 79 ; 1268, n° 44, 45, 47, 49 ; 1270, n° 69 demande du roi de Bohême), 1271, n° 53, 59, 60, 62 (les trois derniers sont des acceptations, et le dernier numéro en comprend 3 !), 1274, n° 65 ; 1276, n° 64, 65 ; 1277, n° 78 ; 1278, n° 70 ;

ne pouvait, même par l'organe de son assemblée législative suprême, empêcher son propre développement³⁸. » Il est assez hasardeux de citer des chiffres. Dom Canivez³⁹ citant Dom Huemer⁴⁰ avance : 320 maisons en Allemagne, 160 maisons en France (d'après Gall. christ.), 98 en Espagne, 100 en Angleterre, 70 en Italie, 57 en Belgique. 10 au Portugal, 19 en Hollande.

Il y en eut à Chypre (à Nicosie), en Palestine (à St Jean d'Acre), à Tripoli⁴¹. Pourtant, depuis quelques années, les ordres mendiants étaient venus « prendre la relève ». Mais avec quelles réticences !



Nous ne parlerons ici que des abbayes qui jouirent, au sein de l'ordre cistercien, d'une *incorporatio pleno jure* et de toutes les conséquences qui en découlaient, laissant de côté celles qui, après 1228, furent régies par les *Institutiones* cisterciennes sans faire partie de l'ordre et demeurèrent donc soumises à la juridiction épiscopale comme l'avaient été, au siècle précédent, les maisons dont des abbés cisterciens s'occupaient à titre personnel.

Dans ces abbayes qui « font partie de l'ordre », une attention spéciale doit être réservée à l'abbaye du Tart et à sa filiation, dont nous avons vu qu'elle occupait une place particulière dans la branche féminine de l'ordre. Le statut de Tart présente de l'intérêt car il est original et tranche sur le régime général qui fut celui des abbayes féminines de l'ordre. On le voulut, par souci d'unité, copié sur celui des abbayes masculines.

Section 2. — LE RÉGIME CONSTITUTIONNEL DES ABBAYES INCORPORÉES

§ 1^{er}. — Régime général.

Ces abbayes font partie de l'ordre, et entrent donc dans son système de « filiations ». Nous ne décrirons évidemment pas ici celui-ci dans son ensemble, mais nous noterons immédiatement qu'il convient bien à la gestion de maisons féminines. Elles conservent leur autonomie, car

1279, n° 56 (incorporation simple) n° 88 ; 1280, n° 76 ; 1281, n° 31 ; 1282, nos 58, 64 ; 1291, n° 51 (demande faite par une prieure et son couvent), 1293, n° 21 (demande acceptée « *pro bono pacis et concordiae, reformandae inter ordinem nostrum et conventum monialium* »). Nous croyons que cette abondance se passe de commentaires. Cependant, il est évident que l'ordre cistercien n'accueillait pas toutes ces demandes avec enthousiasme. En effet, le chapitre général, pressé par de hauts personnages, ordonne des enquêtes. Mais nous voyons, somme toute, relativement peu d'affiliations réellement acceptées. On peut voir dans Simone ROISIN (*op. cit.*, p. 351 sq.) une liste des incorporations qui, malgré son étendue ne nous semble pas aller entièrement contre l'opinion que nous soutenons ici.

38. BERTHOLD MAHN, *op. cit.*, p. 203. Au XIII^e siècle, Cîteaux compte dans sa filiation 136 abbayes de femmes et Clairvaux 75.

39. D. H. G. E., XII, col. 951.

40. B. HUEMER, *op. cit.*

41. Pat. Lat., CLX, 370.

nous ne sommes pas en présence d'un « ordre » au sens moderne du mot, l'unité juridique de base demeure le monastère et on y fait vœu de stabilité, mais cette autonomie ne présente plus les inconvénients qui avaient été ceux de la totale décentralisation bénédictine — inconvénient particulièrement sensible quand il s'agit de monastères féminins. La filiation opère une harmonieuse combinaison entre l'indépendance laissée à chaque abbé dans son abbaye et l'autorité qu'exerce cependant l'ordre par l'intervention du chapitre général. L'abbaye féminine (l'ordre cistercien ne connut jamais de prieurés) est soumise à la juridiction de son « père immédiat » — ou abbé-père qui est en principe celui de l'abbaye qui l'a fondée. Toutefois, l'abbé père d'une abbaye féminine n'est pas nécessairement l'abbé du monastère fondateur. Fréquemment furent incorporées à l'ordre des maisons féminines sans aucune intervention d'abbés cisterciens. Le chapitre général nommait alors abbé père celui de l'abbaye masculine la plus proche... ou rattachait la maison à Cîteaux ou à Clairvaux. Il ne semble pas d'ailleurs que ces fonctions fussent particulièrement recherchées⁴².

Le père immédiat a, sur l'abbaye soumise à sa juridiction, les pouvoirs que décrit la Charte de Charité⁴³, qui sont, en gros, les mêmes que ceux que possède l'abbé père d'une abbaye masculine. Cependant, ils prennent parfois un aspect un peu différent sur certains points. L'abbé père préside l'élection abbatiale⁴⁴ et confirme l'élue dans les huit jours. Il peut déposer une abbesse, mais sous le contrôle du chapitre général⁴⁵. C'est lui qui, généralement, fait la « visite » une fois par an, veillant à cette occasion à l'uniformité des coutumes, à leur bonne application, et réprimant tous les abus. Ses pouvoirs à cette occasion sont entendus par la formule qu'on trouve en toutes circonstances : « *Abbates per se visitent, corrigenda corrigent, et statuunt quae secundum formam ordinis viderint statuenda* »⁴⁶. Le chapitre général garde la haute main sur la visite. On le voit fréquemment commettre des abbés pour une visite déterminée. Il est évident que les abbés de monastères qui avaient dans leur filiation un nombre parfois élevé d'abbayes féminines ne pouvaient suffire à leur tâche. Et dans certains cas précis, le chapitre général désire vérifier lui-même directement ce qui aura été fait. Ceci en particulier dans les cas de déplacements de couvents, de fusions, de suppressions⁴⁷ et en

42. On voit l'abbé Walter d'Utrecht, de Villers en Brabant († 1221) résigner entre les mains de l'abbé de Cîteaux la paternité qu'il juge trop lourde, de huit maisons de moniales. Et l'abbé de Clairvaux se décharger sur l'abbé des Dunes de la cura de l'abbaye de Groeninghe-lez-Courtrai de façon permanente (cité par CANIVEZ, *L'Ordre de Cîteaux en Belgique*, Scourmont, 1926, p. 413). De nombreux statuts du chapitre général règlent des différends entre abbés au sujet de la paternité de telle ou telle abbaye, *Statuta*, III, 1252, I, 1253, I.

43. Dans l'édition de CANIVEZ, *Statuta*, I, p. XXV s., VI, VII, VIII, IX, X.

44. Sans toutefois pouvoir influencer sur la liberté du choix.

45. *Statuta*, II, 1227, 18.

46. *Nomasticon*, I, *Disk. XV*, cap. IV, p. 365.

47. *Statuta*, t. I, pp. 529-1220, n° 62. Il s'agit de la transformation d'un couvent de femmes en abbaye masculine.

On a de même, *loc. cit.*, t. III, p. 264, 1293 n° 15, une commission faite pour disperser des moniales ; t. II, p. 342, 1249, n° 40, une décision qui, eu égard à l'extrême pauvreté d'une maison envisage de la disperser, les professes, cependant, seront reçues dans d'autres abbayes si elles le désirent.

général pour toutes les décisions vraiment importantes⁴⁸. Un visiteur peut toujours être relevé de ses fonctions⁴⁹. Il doit dresser une *carta visitationis* sur laquelle seront apposés ses sceaux⁵⁰. On voit que le chapitre général entretient toujours grand soin de maintenir les abbayes de moniales dans son champ d'influence, et dans sa dépendance. Même quand les visites n'étaient pas faites sur commission expresse du chapitre, le visiteur agit toujours *auctoritate Capituli Generalis*. Celui-ci entendait conserver la haute main sur les monastères féminins, par un reste sans doute de son ancienne méfiance et par le souci de préserver l'unité de l'ordre.

Pourtant, une abbaye de moniales conserve un aspect particulier, et fait tache dans cette unité. C'est l'abbaye du Tart.

§ 2. — L'abbaye du Tart et sa filiation.

Elles sont un rameau « privilégié » de la branche féminine de l'ordre. Leur organisation présente, en effet, un certain nombre de particularités, dont il ne faut pas s'exagérer l'importance, mais qui existent cependant. L'origine du Tart a entraîné en partie ces particularités. L'abbaye fut fondée, nous l'avons vu, en un temps où le chapitre général de Cîteaux n'incorporait pas encore de maisons féminines, sur l'initiative personnelle d'Étienne Harding. L'ordre, toutefois, ne songea jamais à en discuter l'appartenance. En 1200, Guy II dit Tart *propria filia Cisterciensis*, ce qui montre bien les liens personnels qui l'attachent à l'abbé de Cîteaux. Nous possédons une charte de ce Guy (sans doute Guy de Paray) qui nous renseigne sur l'organisation de Tart et de sa filiation. Elle est évidemment assez tardive — 1200 — et ne nous livre que des éléments fragmentaires, mais cependant intéressants⁵¹.

Les commissions d'inspection qu'envoie le chapitre général sont innombrables :

Statuta : 1243, n° 23, 24 ; 1245, n° 53 ; 1249, n° 29 ; 1251, n° 34 ; 1253, n° 15 ; 1254, n° 12 ; 1255, n° 14, 18, 19 ; 1258, n° 47, 49 ; 1259, n° 49 ; 1260, n° 54, 56 ; 1261, n° 43 ; 1263, n° 49 ; 1267, n° 36 ; 1268, n° 31 ; 1271, n° 57 ; 1272, n° 3 ; 1273, n° 28, 62 ; 1274, n° 62, 64 ; 1277, n° 79 ; 1279, n° 92 ; 1281, n° 44 ; 1291, n° 16.

48. Le chapitre général laisse cependant une grande liberté aux abbés pères, comme on le voit dans *Statuta*, III, 1287, 13-96, 2. « Quoniam omnis virtus unita fortior est et potentior se diffusa, concedit Capitulum generale quod monasteria monialium minora conjungi possint ad invicem et uniri, dum tamen de voluntati patrum abbatum fiat istud, et de consilio fundatorum. Moniales vero quae contrariae fuerint vel rebelles a patribus abbatibus per censuram ordinis arceantur. »

On a de même. *Stat.* 1239, n° 36, la possibilité donnée aux abbés de Cîteaux et de Clairvaux d'unir deux monastères de leurs filiations respectives, possibilité purement personnelle à ces deux abbés, et qui ne devra léser personne.

49. *Statuta*, II, 1239, 27 et 1227-18, où la déposition d'une abbesse faite *sine certa causa* entraîne la révocation du visiteur.

50. *Statuta*, III, 1296, 6. Ses sceaux et ceux de la maison visitée, un exemple de *carta visitationis* in Eugène ARNOULD : *Histoire de l'Abbaye de Beaupré sur la Lys*, in *Annales du Comité Flamand de France*, t. XVI, 1887, p. 215.

51. *Gall. christ.*, IV, instr. col. 157. Elle résume l'essentiel de ce que nous connaissons de l'abbaye de Tart. « Guidonis abbatiss cisterciensis charta de fundatione abbatiae Tardensis et de monasteriis ipsi subjectis. Ego Guido dictus abbas cisterciensis notum facio praesentibus et futuris quod Arnulfus Cornutus et uxor ejus Amelina de assensu et emptione Hugonis ducis Burgundiae et Mathildis uxoris ejusdem per manuum domini Stephani abbatiss Cisterciensis abbatiam sanctimonialium secundum instituta cisterciensis ordinis viventium constituit, et abbatissam secundum formam cisterciensis ordinis ibidem ordinavit. Sciant igitur omnes quod praefata abbatiss de Tart propria est filia cisterciensis, ita quod abbas plenam potestatem habet corrigandi et ordinandi quae ibi corrigenda et ordinanda invenerit tam in

Nous avons dans cette chartre une liste des abbayes qui furent des filiales de Tart, certaines fondées par des moniales venant de cette abbaye, d'autres rattachées ultérieurement à elle⁵². Sur cette filiation, quels furent les pouvoirs respectifs de l'abbesse de Tart et de l'abbé de Cîteaux ?

Nous voyons en effet, dans la chartre, que l'abbé de Cîteaux est le père immédiat de l'abbaye du Tart — ce que nous savions déjà — que les maisons qu'elle fondera, qu'elle a déjà fondées se trouvent de même dans la filiation de Cîteaux. Mais on ne peut s'en tenir là, car il est établi que l'abbesse du Tart visitait aussi elle-même les abbayes de sa filiation, y établissait des règlements, et présidait aux élections abbatiales⁵³. Une décision du chapitre général de Tart de 1290 porte que l'abbé de Cîteaux enjoint à l'abbesse de Tart de visiter toutes les abbayes de moniales qui sont de son ressort⁵⁴. Ces maisons ont une maison féminine comme « mère ». L'abbesse du Tart est une sorte de « mère immédiate », elle fait la visite, mais avec certaines limites. On lui commande d'agir « sans que vous n'établissiez rien contre les commandements aux visiteurs ». On est en présence ici d'une sorte de visite à deux degrés, qui

capite quam in membris et eligendi abbatissam in ea et amovendi secundum formam ordinis.

Insuper omnes abbatiae quas ad ipsam pertinent hae scilicet : Bialumont, Estanchia, Polongies, Beaufaies, Colonges, Valbaions, Corcelles, Mostrelet, Chambenoit, Dreteval, Moleife, Lesclache, Monaster, Boifrotes, Reyboth, in super et abbatia de Lumine Dei, et Lude et Ulnis, et si quae aliae in posterum pertinebunt, ad curam et ordinationem domus cisterciensis jure perpetuus pertinent.

Praeterea sciendum quod supradictarum abbatiarum abbatissae ad praedictam abbatiam de Tart singulis annis in festo Sanctis Michaelis ad Capitulum Generale quod abbas Cisterciensis vel per se vel per aliquem cui vicem suam commiserit tenet debent conveyire, praeter eas quae de indulgentia ipsius abbatis cisterciensis remanent.

In quo generalis abbatissarum Capitulo debent proclamationes secundum formam ordinis coram abbate cisterciensi vel vicem ejus agente fieri, et quae corrigenda et ordinanda fuerint, ad arbitrium et dispositionem ejus sine omne contradictione corrigi et ordinari. »

52. Il est difficile de distinguer les origines, faute de documents. On peut voir dans R. P. Jean DE LA CROIX BOUTON, *L'établissement des moniales*, op. cit., p. 98, la comparaison entre la liste donnée par la bulle *Debet Praesidium*, d'Innocent III, du 12 juin 1200 (*Pat. lat.*, 185, 1414, n° 64), qui ne cite que 16 noms dans *Migne* alors que sa copie aux Archives de la Côte d'Or en cite 18, et la chartre de Guy II. Cette liste est reprise dans ANSELME DIMIER, *Chapitres généraux des cisterciennes*, in *Cîteaux*, (Commentarii cistercienses), t. XI, 1960, p. 268 à 275, et se présente ainsi dans ce dernier état : Belmont (*Bellus Mons*, fondée en 1127, diocèse de Langres) ; Poulangy (*Pauliniacus*, bénédictins, ultérieurement rattachés, séparés du Tart en 1254) ; l'Estanche (*Stanchia* fondée en 1148 au diocèse de Toul) ; Belfay (*Bellus Fagus* fondée en 1128) ; Collonges, fondée avant 1139, diocèse de Besançon ; Valbayon (*Vallis Baionis*, fondée en 1181, diocèse de Langres) ; Champbenoit (*Campus Benedictus*, fondée en 1138, diocèse de Sens) ; Mostellot ou Montarlot (*Mostellum*, fondée au XII^e s., diocèse de Besançon) ; Droiteval (*Recta vallis*, fondée vers 1128, diocèse de Toul) ; Molèze (*Molesia*, diocèse de Clermont fondée avant 1150) ; Montreuil les Dames, ou Montreuil sous Laon (*Monasterium*, fondée en 1136 au diocèse de Laon) ; Bussières (*Buxeria* fondée en 1159, diocèse de Bourges) ; Rieunette (*Rivus Nitidus*, fondée en 1162, diocèse de Carcassonne) ; Lieu Dieu (*Locus Dei*, fondée en 1180 diocèse de Bourgogne) ; Lum Dieu (*Lumen Dei*, fondée avant 1150, au diocèse de Comminges) ; Onnans, (fondée vers 1147, diocèse de Besançon) ; Corcelles, (fondée au milieu du XII^e s., diocèse de Besançon) ; aucune de ces abbayes n'existe aujourd'hui (DIMIER op. cit., p. 275).

53. Un arbitrage de 1233 prescrit aux moniales de Poulangy de suivre l'ordre monastique selon la règle de saint Benoît conformément aux coutumes des moniales du Tart, et précise les droits de l'abbesse du Tart (*Arch. de la Côte d'Or*, 78 H. 1024 ; citées par J. DE LA CROIX BOUTON, op. cit., p. 97, n° 3). On trouve d'autres traces de ces visites dans les statuts.

54. Ph. GUIGNARD, *Monuments primitifs de la règle cistercienne*, in *Analecta Divionensia*, *Documents inédits pour servir à l'Histoire de France et particulièrement à celle de Bourgogne*, Dijon, 1878, p. 647.

est spécifique, car on ne peut l'assimiler à rien de ce qui se passait dans les abbayes masculines. Dans tous les textes⁵⁵ on trouve le terme *caritative* pour définir les pouvoirs de l'abbesse visiteuse. On veut que, dans cette visite, toute coercition garde un caractère de compréhension féminine. Les pouvoirs donnés à la visiteuse sont d'ailleurs limités. En aucun cas, elle ne pourra destituer l'abbesse de la maison fille⁵⁶. Certaines possibilités lui sont évidemment refusées de par leur nature même⁵⁷. Le terme *corriger*, tempéré par *caritative*, montre bien le caractère maternel, de conseil affectueux, que doit avoir cette visite. On ne trouve jamais ce qu'on trouve toujours dans l'énumération des pouvoirs du visiteur masculin : *statuant quae viderint statuenda*. Il ne faut donc pas s'exagérer l'importance de cette visite, qui n'a aucun caractère juridictionnel, et qui répond peut-être tout simplement au désir de l'abbé de Cîteaux de voir les problèmes simples et de mince importance réglés avant son arrivée ou avant celle de son délégué.

Nous sommes d'ailleurs assez mal renseignés sur cette visite. Quand fût-elle exactement instituée ? La charte de Guy ne le dit pas. Existait-elle dès l'origine, ou tout au moins dès que Tart eut plusieurs abbayes dans sa filiation ? L'abbé de Cîteaux, surmené, tenta-t-il ainsi de se décharger un peu ? On est réduit aux hypothèses. L'institution méritait cependant d'être signalée.

Une autre originalité existe dans les règlements de la filiation de Tart : c'est l'institution des *chapitres généraux d'abbeses*.

Vers 1188 ou 1189, « Guy, deuxième du nom et seizième abbé de Cîteaux, plus tard archevêque de Reims et cardinal, établit à l'abbaye du Tart le chapitre général »⁵⁸. Le terme de chapitre général est évidemment un peu grandiose⁵⁹. A ces « chapitres généraux d'abbeses » ne se

55. *Statuta*, t. II, p. 67, 1228, n° 13.

« Abbatisae monialium quae filias habent visitationibus quae fient ab abbatibus non intersint : sed ipsi abbates quibus commissum fuerit per se visitent, corrigenda corrigant, et statuunt secundum formam ordinis quae viderint statuenda. Abbatisae vero matres, si postea accesserint possunt caritative, si qua invenerint, corrigenda, corrigere, dummodo caveant prae omnibus, in de his quae statuerit visitator praesumant aliquid immutare, aut statuere contrarium, vel ea quae ipsae gesserint redigere in scripturam. »

On a de même : *Nomasticon* II, *Dist.* XV, Cap. I, p. 578.

« Abbatisae vero quae filias habent non intersint visitationibus quae fiunt ab abbatibus in monialium abbatibus sed ipsi abbates visitent, corrigant et statuunt quaecumque secundum formam ordinis viderint statuenda. Abbatisae autem Matres possunt, si post modum accesserint, charitative corrigere, si quae invenerint corrigenda, dummodo caveant prae omnibus, ut de his quae statuerit visitator, minuire, mutare, vel in contrarium statuere omnino aliquid non praesumant ; nec ea quae ipsae jusserint, redigere in scripturam. »

On voit assez clairement le caractère inférieur des pouvoirs reconnus à l'abbesse visiteuse. Que dire de l'interdiction de *redigere in scripturam* ? Craignait-on des erreurs, ou voulait-on réserver aux visiteurs masculins le privilège d'un art encore peu répandu ?

56. *Statuta*, II, 1225, 8.

57. C'est le visiteur qui confesse les moniales (*Statuta*, II, 1237, 7) tout au moins dans certains cas, (cf. p. 52) qui les bénit (*Statuta*, II, 1241, 1). On verra des abbeses qui voudront s'arroger ces droits, d'ailleurs.

58. GUIGNARD, *op. cit.*, p. LXXXVIII, qui cite le mémoire de 1685 conservé aux Archives de la Côte d'Or (N 72 1042, *Histoire en abrégé de l'abbaye de N. D. du Tart, transféré à Dijon, Première maison des filles de l'Ordre de Cîteaux au diocèse de Langres*, un cahier manuscrit de 67 pages).

59. Cf. sur cette question l'article capital du R. P. GREGOR MULLER, *General Kapitel der Cistercienserinnen*, in *Cistercienser Chronik*, t. XIV, 1912, p. 650. Et également celui d'An-

rendirent jamais que les abbesses des maisons de la filiation de Tart et non toutes les abbesses cisterciennes, évidemment, alors que *tous* les abbés se rendaient au chapitre général de l'ordre. Il fut sans doute adopté par un souci de symétrie. La majorité des statuts et des comptes rendus de ces chapitres ne nous est malheureusement pas parvenue⁵⁹. A quelle nécessité répondit une pareille création ?⁶⁰. Sans doute à une sorte de « spécialisation fonctionnelle » et peut-être à un désir de se décharger un peu d'une tâche lourde, encombrante et difficile⁶¹. Nous avons vu les abbés de Cîteaux confier à des abbesses-mères certaines responsabilités. Une institution analogue venait de naître en Espagne, à l'abbaye de Las Huelgas, pour des raisons de prestige là-bas, sans doute. Elle servit peut-être d'exemple aux créateurs du chapitre général de Tart^{62bis}.

De ce chapitre de Tart, nous ne possédons que cinq procès-verbaux — ceux des années 1268, 1269, 1272, 1290 et 1302. Ils nous apportent assez peu de renseignements, malheureusement. Sur leur organisation matérielle d'abord, nous n'avons guère de détails. Elle ne présentait certainement pas le même caractère d'opulence et de faste qu'à Las Huelgas. Chaque abbesse cependant, venait avec une suite, réduite certes à une moniale et à un valet pour les chevaux en général, et il les fallait entretenir. C'est à cette préoccupation que répond la décision du chapitre de 1272⁶³ relative à la contribution que devront verser les participantes à l'abbesse et au couvent de Tart pour les frais supportés par ceux-ci lors de la tenue du chapitre⁶⁴. Elle s'élève à vingt livres tournois *sine relaxatione vel diminutione aliqua*, devra être payée par les abbesses sous peine de déposition ; et cette sanction d'ailleurs, n'empêcherait pas l'abbaye de demeurer tenue envers Tart.

selme DIMIER, in *Cîteaux* 1960, auquel nous nous sommes déjà référé, qui conclut comme nous que « ces chapitres n'étaient généraux que de nom », et qui fait observer qu'au milieu du XIII^e s., dans les *Institutiones*, on lit ceci : « *Et quia abbatissae capitulum generale non habent, venias de suis excessibus...* » (in *Nomasticon*, *op. cit.*, p. 362, cité par DIMIER, *op. cit.*, p. 274).

60. On peut le déplorer (GUIGNARD, *op. cit.*, p. XC) car ils nous auraient sans doute apporté des renseignements intéressants sur la vie des cisterciennes.

61. Nous n'en avons pas trouvé trace dans d'autres ordres. Et J. HOURLIER, *Le chapitre général jusqu'au moment du Grand Schisme, origine développement, étude juridique*. Thèse Droit, Paris 1936, ne mentionne rien de semblable dans son ouvrage.

62. Si difficile que le chapitre général créa en 1228 (*Statuta* II, 17) trois définiteurs (cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 190) nommés auditeurs des causes des moniales, et spécialisés.

62bis. Cf. Grégor MULLER, *op. cit.*, p. 67 à 71, 114 à 117. Nous avons déjà fait allusion aux problèmes que posèrent à l'ordre les abbayes espagnoles, qui ne faisaient pas réellement partie de l'ordre, mais dont celui-ci fut amené à s'occuper pour ne pas déplaire à leur protecteur, Alphonse VIII de Castille. C'est lui qui voulut faire reconnaître à Las Huelgas la prééminence sur les autres abbayes cisterciennes — ou prétendues telles — en y instituant un chapitre général en 1189. Guy II se rendit même en Espagne à cette occasion et en ramena peut-être l'idée. Sa charte est le premier document que nous possédions qui fait allusion au chapitre de Tart. Même si elle ne les établit pas elle-même, on peut penser que la création en fut décidée entre 1189 et 1200.

63. GUIGNARD, *op. cit.*, pp. 646-647.

64. On sait que le problème n'était posé à Cîteaux (cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 175 sq) et avait été résolu en partie par la levée des contributions dans tout l'ordre. Les monastères de femmes étaient évidemment soumis à ces contributions, en théorie. On est mal renseigné sur la manière exacte dont cette obligation était remplie (cf. KRENIG, E. G., *Mittelalterliche Frauen Klöster nach den Konstitutionen von Cîteaux unter besonderer Berücksichtigung französischer Nonnen Konvente*, in A. S. O. C., a. x. Roma 1954, Fax. 1-2, pp. 1, 105, C. R. ZSS (K.A.) 1956, 441.

Il nous est dit dans la charte de Gui que c'est l'abbé de Cîteaux qui préside ces chapitres, *vel per se vel per aliquem cui vicem suam commiserit*. Les deux premiers chapitres, ceux de 1268 et de 1269 ne donnent aucune indication. Ceux de 1272, de 1290 et de 1302, furent présidés par l'abbé de La Bussière et le prieur de Cîteaux, ce qui pourrait porter à croire qu'ils étaient les délégués ordinaires de l'abbé de Cîteaux ; ils disent toujours d'ailleurs agir « de l'auctorité nostre reverent Père l'abbé de Cisteaux ». Aucun appel n'était admis contre les décisions prises en cette forme⁶⁵ — qui d'ailleurs l'étaient toujours dans le cadre des statuts généraux de l'ordre. Les abbesses, en ce chapitre, devaient s'entendre sur l'application qu'elles feraient en leurs maisons des décrets du chapitre général de Cîteaux. On voit ici le souci, habituel dans l'ordre, d'uniformiser les observances.

Sur le déroulement même des opérations capitulaires, nous savons fort peu de chose. Ce que nous lisons dans la charte nous permet de penser qu'il devait être calqué sur celui des assemblées de Cîteaux⁶⁶.

Le chapitre de 1268⁶⁷ rappelle que, pendant le temps du chapitre général, abbesses et moniales devront suivre à l'église les heures canoniales⁶⁸ ; des sanctions sont prises contre celles qui négligeraient de le faire ou surtout qui rompraient la règle du silence *infra terminos abbatiæ*. (Elles ne devaient pas à Tart se considérer comme relevées de leurs obligations, en vacances, en quelque sorte !)

Ceci étant, quelles décisions positives trouvons-nous dans les textes qui nous ont été conservés ? Elles sont assez peu nombreuses. Le chapitre de Tart, comme celui de Cîteaux, prend d'abord des sanctions disciplinaires — lesquelles visent surtout la non-assistance aux séances. Le texte de la charte de Guy de Paray nous disait déjà que seul l'abbé de Cîteaux pourrait apprécier les excuses données. On exige en 1268 que les abbesses empêchées *per priorissas aut alias moniales de suis domibus honestas cum litteris se excusent* et on punit l'abbesse de Mostellot qui a négligé de venir pendant trois ans et ne s'est pas soucié de s'excuser⁶⁹. Une autre sentence disciplinaire vise l'abbesse de Ulnans. Et on enjoint à l'abbesse de Tart de les avertir dans la quinzaine. Au chapitre de 1302⁷⁰ également il est fait allusion à ce soin qu'elle doit prendre de la publicité des décisions capitulaires. En 1272, les décisions du chapitre visent des cas du même ordre qui concernent les abbesses de Mostellot encore, de Droitevaux et de Valbenoit et leur enjoignent de se rendre au cha-

65. ...*ad arbitrium et dispositionem ejus (abbas cisterciensis) sine omne contradictione...*

66. On doit y faire, en effet *secundum formam ordinis* les *proclamationes coram abbate cisterciensi*. Il n'y a là aucune différence avec le chapitre général des abbés et nous renvoyons sur ces points à Berthold MAHN, *op. cit.*

67. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 643.

68. Il en allait de même pour les abbés au chapitre général de Cîteaux. Il est à noter d'ailleurs que les moines en principe n'avaient pas le droit de venir au chapitre de Cîteaux (cf. Berthold MAHN, p. 177), alors que nous n'avons pas rencontré pareille défense pour les moniales qui sont au contraire toujours citées à côté de l'abbesse.

69. On lui interdit l'entrée de la stalle d'abbesse jusqu'à ce qu'elle se soit présentée elle-même à Tart, on la met au pain et à l'eau aux six grandes fêtes et on la menace de déposition si elle persiste dans ses errements.

70. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 649.

pitre général de l'année suivante sous peine de déposition et d'excommunication. Le chapitre de 1302 revient encore sur cette question de l'assistance au chapitre annuel, sur la manière dont devront être présentées les excuses⁷¹, sans d'ailleurs préciser la nature de celles-ci.

Cette question de l'assistance au chapitre est la principale matière traitée⁷². Le chapitre de 1269 rappelle l'interdiction de manger de la viande, faite par la règle de saint Benoît à tous sauf aux malades, et prévoit des sanctions variables selon le rang des coupables⁷³. Il est déjà fait une allusion en 1268 à cette interdiction.

La question du costume, qui nécessita de nombreuses décisions, est traitée par deux fois au chapitre général⁷⁴. Il semble que les habitudes du siècle influençaient parfois fâcheusement le comportement des moniales⁷⁵.

Le chapitre de 1302, hormis les décisions que nous avons déjà envisagées fait aux abbayes de la filiation de Tart une obligation de participer aux prières dites dans tout l'ordre « pour la pais dou reame de France, especialment entre l'espointoile (le pape) et le roi », et règle, *in fine*, quelques questions de dettes et d'arrérages⁷⁶ dus entre abbayes. Il ordonne à l'abbesse de Collonges de « rendre à sa nonnain Margerite de Prange sa provande dou temps que ele ha esté fors de sabbaie, pour sa maladie »⁷⁷, et de faire usage, en général, moins libéralement de son sceau. On vérifiera cet usage lors de la visite.

Enfin le chapitre de 1290 est celui auquel nous fîmes allusion lors de notre étude de la filiation entre abbayes, et par lequel l'abbé de Cîteaux enjoignait à l'abbesse de Tart de visiter les abbayes de sa filiation avec les réserves que l'on sait.

La moisson est assez mince et l'analyse de ces statuts apporte assez peu de lumière. Nous croyons en avoir extrait toute la substance, et on ne peut que souhaiter, après Guignard, la découverte dans des archives inexplorées, de leur collection complète.

71. Par les prioues ou par nonnains suffisanz.

72. Elle est au premier plan des préoccupations de ses dirigeants, et cela paraît assez naturel si on pense au nombre des statuts du chapitre de Cîteaux qui touchent au même point en ce qui concerne les abbés. Les difficultés et les frais de voyages que rencontraient les abbés devaient être multipliés en nombre et en importance quand il s'agissait de femmes ! (Cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 178).

73. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 645.

74. En 1268, GUIGNARD, p. 644 et en 1269, p. 645.

75. On proscriit les « cucullas curiosas aut nimium preciosas discoloratas aut etiam coloratas... quae longitudinem consuetam excedant aut latitudinem moderatam in manicis habent sicut habent Moniales de Tart, aliquatenus audeat deportare » en 1268, en 1260, on prescrit « quod tam cuculle quam manice cucullarium non sint nimis longe sed mensurate secundum decretum nostre regule », et « ne manice cucullarium sint nimis trichte (sic) nec foramina sub asellis, nec in cucullis retro caude trahentes, nec utantur de cetero pelliceis coninis vel leporinis vel etiam silvestrium animalium... »

76. L'abbesse de l'Estanche devait à l'abbesse de Tart quatre livres de rente et les arrérages de douze années.

77. Il semble qu'il faille entendre ici « provende » au sens de « libéralité ayant pour objet d'assurer la subsistance d'un moine », sens qui est courant à partir de la fin du XI^e siècle (Mgr. E. LESNE, in *Mélanges Paul Fournier*, Paris, 1929, p. 443). C'est sans doute une querelle de même genre que rapporte E. HOLLIER (*Histoire de l'abbaye de Gizean*, Pézenas, 1925). On y voit (p. 7), un différend s'élever entre la prieure et les moniales, au sujet des revenus d'une grange qui devaient servir au vestiaire de celles-ci (cf. LESNE, *op. cit.*, p. 452).

Encore qu'il ne faille pas s'abuser, nous semble-t-il, sur les résultats qu'on pourrait ainsi obtenir. Il est assez troublant de constater le peu de traces qu'ont laissé dans l'histoire de l'ordre cistercien ces réunions d'abbesses et d'autre part le silence qu'a toujours gardé le chapitre de Cîteaux à ce sujet.

Néanmoins, cette institution est intéressante et son originalité pourrait amener à se faire illusion, comme l'on fait certains auteurs, sur le caractère de la branche féminine de l'ordre de Cîteaux. Ils ont parlé d'ordre des cisterciennes⁷⁸ et ont voulu lui donner un caractère spécifique qu'il ne nous semble pas qu'il ait jamais eu. Tout en accordant aux abbayes de moniales une relative autonomie (comme à toutes les abbayes de l'ordre, d'ailleurs), tout en leur réservant même certaines particularités réglementaires, l'ordre cistercien n'a jamais entendu reconnaître à sa branche féminine une organisation vraiment différenciée. Cela irait d'ailleurs à l'encontre de tout l'esprit de sa législation. Les abbayes féminines font partie de l'ordre, de sa hiérarchie, sont complètement soumises à la juridiction capitulaire par le jeu des filiations⁷⁹, et les quelques particularités propres à la filiation de Tart ne doivent pas tromper.

À partir du ^{xiv}^e siècle, la plupart des textes capitulaires furent adressés indifféremment *abbatibus et abbatissis ordinis nostri*⁸⁰. Les textes pontificaux sont dans le même sens. L'un d'entre eux autorise les abbés cisterciens à *rescindere a ordinis unitate* les moniales qui y sont une cause de scandale et d'infamie⁸¹. Un autre adressé aux moniales elles-mêmes, leur étend les privilèges et les indulgences de l'ordre⁸².

L'ordre mit très longtemps, on l'a vu, à accepter d'avoir une « branche

78. J. GREVEN, *Der Ursprung des Beginenwesens, Eine Auseinandersetzung mit Godefrid Kurth*, in *Historisches Jahrbuch*, t. XXXV, 1914, p. 26. Ces positions sont combattues par G. MULLER (in *Cistercienser Chronik*, XXVII, 1915, p. 33).

79. *Statuta*, t. II, 1249 3.

80. Des formules de ce genre abondent :

Capitulum generale inhibet (aut diffinit et ordinat) abbatibus et abbatissis ordinis universi... ou encore sive sit monachus sive monialis. Ainsi : *Stat.*, t. III, 1304, n° 3 interdit à tous les membres de l'ordre de se confesser à des prêtres étrangers à l'ordre, 1305, n° 1 punit des fers ceux qui diffament leurs abbés, 1306 n° 1 rappelle l'interdiction de manger de la viande, 1308, n° 2 règle la situation des abbés et abbesses déposés, n° 3, institue des *bursarii* dans les abbayes et leur enjoint, de rendre des comptes aux visiteurs. 1314 n° 3 rappelle la soumission aux abbés ; 1315 n° 5 punit les voies de fait et injures contre les abbés (et étend expressément les sanctions aux moniales) ; n° 7 prive de l'habit pour cinq ans ceux qui « vagabondent dans le siècle », etc... (1317.14, 1318, 13 et 18 ; 1320, 5, 9 ; II, 14 ; 1321, 4 ; 1322, 4, 14 ; 1323, 3, 13, 15 ; 1324, 3,8 ; 1349, 3 ; 1366,5 ; 1368, 2 ; 1371, 1 ; 1374, 1).

On peut faire une place à part à la question de l'interdiction de recevoir dans l'ordre des membres des ordres Mendians, car si une décision de 1306 (n° 2) concerne tout l'ordre, nous avions rencontré auparavant un assez grand nombre de décisions du même genre s'adressant directement aux moniales. *Stat.*, t. III, 1274, n° 14 ; 1276, n° 3 ; 1286, n° 3 ; 1297, n° 7 (texte qui, lui, rapporte les décisions précédentes !). Enfin 1334, n° 10 et 1335, n° 3 reprennent l'interdiction et punissent sa transgression d'excommunication.

81. HENRIQUEZ (R. P. Chrysostomus), *Menologium, Regula, Constitutiones et privilegia ordinis cisterciensis*. Anvers 1630, 2 tomes en 1 vol. in folio. Bulle *Sic ordinis vestri*, d'Innocent IV du 13 août 1251, *Privilegium* XXV, p. 66.

82. Bulle *Meritis*, d'Urbain IV, du 15 mai 1262, *Privilegium* XXXIX, HENRIQUEZ, p. 73.

féminine ». Lorsqu'il se vit contraint d'en posséder une et de l'administrer, il le fit en préservant le plus possible son unité⁸³.

Section III. — L'ABBAYE, STRUCTURE ET VIE QUOTIDIENNE

Elle constitue dans l'ordre la cellule fondamentale. Nous allons envisager la structure de ce groupe et examiner ensuite le déroulement de sa vie.

Les textes législatifs qui les déterminent sont désignés dans la Charte que Guy de Paray donne à l'abbaye du Tart par le terme *Instituta*, dans les statuts des chapitres généraux généralement par celui d'*Institutiones*⁸⁴. Ce sont eux qui règlent la vie intérieure de l'abbaye cistercienne⁸⁵, et ils furent appliqués aux abbayes de moniales aussi exactement que possible par souci d'uniformité⁸⁶.

Nous possédons, de ces règlements intérieurs, une traduction qui fut faite à l'usage des moniales par un chapelain au XIII^e siècle⁸⁷. Ils ne présentent que fort peu de différences avec ceux qui régissent les monastères masculins et nous nous attacherons surtout à mettre en évidence ce qui, dans le statut des personnes qui composent l'abbaye féminine, diffère du statut des personnes de même rang dans l'abbaye masculine. Le souci d'uniformité qui préside à l'organisation de l'ordre cistercien ne pouvait donner aux moniales des règlements qui s'éloignassent des observances communes.

Avant de décrire les membres de l'abbaye, disons un mot de leur recrutement.

§ 1^{er}. — Le recrutement des cisterciennes.

Il ne présente en lui-même aucun trait notable⁸⁸, si ce n'est qu'on y aperçoit un souci assez constant de limiter l'affluence des vocations fé-

83. Cf. G. LE BRAS, *Institutions ecclésiastiques de la chrétienté médiévale*, 1^{re} partie, Livres II à VI (in *Histoire de l'Eglise*, 12) p. 408. « Nous n'avons point rencontré d'ordres féminins. A proprement parler, il n'en existe point... » Nous ferons ultérieurement quelques réserves, à propos de l'ordre de Fontevault, sur ce jugement auquel nous nous rallions dans les autres cas.

84. La base de la législation cistercienne est constituée par les statuts qui furent donnés à l'ordre naissant sous l'abbatiate d'Aubry (1099-1108) : *Instituta monachorum cisterciensium de Molismo venientium*, ils sont, plutôt qu'une règle, un retour à la « stricte observance » de la *Regula Sancti Benedicti*. Les *Usus antiquiores*, ou *Liber Usuum* en constituent le développement, ils règlent la vie intérieure des abbayes et furent sans doute rédigés vers 1120. Les chapitres généraux ensuite confirmeront cette législation primitive en la renouvelant dans des définitions authentiques. Cf. Jean Berthold MAHN, *op. cit.*, pp. 45-61. R. P. OTHON, *Les origines cisterciennes*, in *Revue Mabillon*, t. XXIII, 1933. Les *Instituta* que doivent observer les moniales désignent cet ensemble.

85. GUIGNARD, *op. cit.*, les désigne sous le terme de *Consuetudines*.

86. Cf. Fr. WINTER, *op. cit.*, t. III, pp. 175-185.

87. Sur la personnalité discutée de ce personnage, cf. GUIGNARD, *op. cit.*, préface p. LXXXIII. Nous nous servirons de l'édition qu'il donne de cette traduction, p. 407 et s., que nous citerons : GUIGNARD... Ce traducteur se nommait lui-même Pôvre Martin.

88. Cf. G. MULLER, *Die Kandidaten des Ordens*, in *Cistercienser Chronik*, 1893, p. 375 et s.

minines. Mais ceci n'est pas propre aux cisterciennes. Tous les ordres de l'époque ont connu le *numerus taxatus*.

Les conditions d'admission des femmes désireuses d'entrer au monastère sont faciles⁸⁹ et ne semblent pas avoir jamais fait grande difficulté⁹⁰.

Il y a bien entendu des règles d'âge⁹¹ qui veulent éviter les abus criants que connut ce temps⁹². Toute exigence de dot est tenue pour simonie⁹³, mais fréquemment les donations sont faites par les parents à l'occasion de l'entrée de la fille au monastère⁹⁴. Nous n'avons pas trouvé trace d'exigence de naissance légitime ou de noblesse (ceci n'exista d'ailleurs que dans des maisons déterminées⁹⁵). L'abbesse du monastère ne peut en aucun cas admettre elle-même une nouvelle venue⁹⁶.

De nombreux textes, dont certains seulement visent les moniales alors que d'autres s'appliquent à tout l'ordre, marquent le désir de maintenir les effectifs dans les limites que l'ardeur des postulantes rend de plus en plus incertaines⁹⁷. La préoccupation la plus constante est d'éviter que l'abbaye tombe dans un état de misère tel qu'il forcerait les moniales à sortir de la clôture pour mendier⁹⁸. En effet, certains monastères furent parfois d'une indigence extrême.

89. Une bulle de Grégoire IX de 1237 adressée aux religieuses de Flines précise qu'aucune condition n'est requise des femmes désireuses de fuir le monde, *Cartulaire de Flines* (édition HAUTCŒUR, Lille 1873) p. 19, XXII, 13 avril 1237 : *Liceat quoque vobis personas liberas et absolutas e seculo fugientes ad conversionem recipere, ac eas absque contradictione aliqua retinere, libera et absoluta se réfère au vœu de stabilité ou à l'épineuse question du changement d'ordre.*

90. Une demande d'admission fut portée directement au chapitre général par Henri de Taune, évêque de Constance, *Statuta*, II, 1243, 37). Dans le cartulaire de Flines, deux demandes émanent du Saint-Siège. *Cart.*, p. 291 (5 janvier 1289), et p. 659 (7 oct. 1374). S'agit-il de cas délicats ?

91. *Statuta*, III, 1287, 10. *De conservatoribus et de receptionibus puellarum ante decennium non faciendis et de hiis quae ipsarum puellarum intuitu data fuerint monasteriis seu oblata, qualiter expendantur patrum abbatum dispositioni totaliter committitur auctoritate Capituli generalis.*

92. Cf. MISS POWER, *Medieval English nunneries*, p. 25. DOM BERLIÈRE, *Les écoles claustrales au Moyen Âge*, in *Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, 1921, p. 565.

93. LATRAN, IV, c. 64.

94. En mai 1283, le Comte Gui constitue en faveur de sa fille Jeanne, religieuse de Flines, une rente de cent livres sur l'espieu de Bruges (*Cart.*, p. 253). En décembre 1276 (*Cart.*, p. 214) la comtesse Marguerite donne à sa fille Marie une rente de 300 livres sur l'espieu de Bregues. En 1244, Arnold, seigneur de Wesemael, fait à l'abbaye du Val des Vierges de riches donations à l'occasion de l'entrée de sa fille dans ce monastère (CANIVEZ, *Cîteaux en Belgique*, p. 202).

95. Cf. Ph. SCHMITZ, *op. cit.*, pp. 248-249.

96. *Statuta*, III, 1300, 3. *Abatissae nullam omnino personam ad habitum ordinis recipiant nisi de patrum abbatum vel visitatorum speciali licentia...* On trouvait déjà (*Statuta*, II, 1239, 7) *aliqua persona ad conversionem recipiatur in domibus quibuscumque monialium, nisi per patrem abbatem vel ejus mandatum speciale*, cette référence à l'abbé père qui intervient dans tous les actes importants de la vie de la maison. La condition a ici un but précis, qu'on voit souvent apparaître à la lecture des statuts *ut ex hoc maxime vitium simoniace pravitatis cautius evitetur*.

97. *Statuta*, II, 1242, 15. *Patribus abbatibus et visitatoribus monialium praecipitur ut secundum facultatem ipsarum taxent numerum omnium personarum et taxatum numerum non excedant absque licentia Capituli Generalis ; qui vero contra venerint omni sexta feria sunt in pane et aqua usque ad Capitulum generale, in ipso Capitulo veniam petitori.* Ce texte est le plus typique. On a aussi : *Statuta*, I, 1218, 84 ; II, 1225, 7 (les abbesses ou prieures qui dépasseraient le *numerus taxatus* sont déposées) et 1243, 7.

98. *Statuta*, III, 1298, 2 ... *receptionem personarum nisi quae de bonis seu proventibus ipsorum monasteriorum poterunt absque penuria sustentari.*

Le chapitre général le déplore en 1348⁹⁰. Telle fut cette abbaye de Bandeloo¹ où régnait une telle misère que des moines, à elle envoyés par Clairvaux, supplièrent qu'on les en rappelât ! Et cependant les demandes d'admission continuent d'affluer, nombreuses, si nombreuses qu'il ne faut parfois rien moins qu'une intervention pontificale pour limiter le recrutement². En 1293³, une disposition le limite dans l'ordre de façon générale ; enfin, en 1326, la nécessité des restrictions à apporter au nombre des moniales dans l'ordre est rappelée de façon détaillée, s'appuie sur les décisions de Clément IV⁴ et est assortie de sanctions sévères⁵.

§ 2. — Le personnel de l'abbaye.

Il faut l'envisager sous deux rubriques. Le problème le plus intéressant qui va se poser ici sera celui de l'existence d'un personnel masculin dans les abbayes féminines, car il est la cause principale, ou tout au moins une des plus importantes, des réticences des ordres à l'égard des communautés féminines ; — la *cura* va « mobiliser » auprès d'elles un nombre important de membres de l'ordre, les exposer à ces périls innombrables que saint Bernard redoutait. Nous examinerons, après avoir parlé des moniales, les difficultés que l'ordre rencontra et essaya de surmonter en ce domaine.

A) Les membres féminins de l'abbaye.

1. Le premier personnage à considérer est évidemment l'abbesse :

Le statut, les pouvoirs des abbesses de moniales ne sont en général définis dans le *Corpus* que par référence à ceux des abbés des monastères d'hommes⁶. L'abbesse est la supérieure d'une abbaye de moniales au spirituel et au temporel, comme l'abbé pour un monastère d'hommes. Elle est revêtue d'une dignité et reçoit de l'Eglise qui lui confère l'abbatiation administration et prééminence⁷.

L'abbesse cistercienne est élue au scrutin secret par la communauté, en présence du père immédiat à qui il est interdit toutefois d'influer sur

99. *Statuta*, t. III, 1348, n° 11.

1. CANIVEZ, *op. cit.*, p. 465.

2. *Cart. de Flines*, t. I, p. 58. 13 novembre 1245. « Vestra siquidem petitio nobis tantum excrevit, ut ex facultatibus ejusdem vos celestium intente meritis vix comode sustentari possitis. Quare nobis humiliter supplicastis ut cum plurium sororum receptio propter lex dispendiosa vobis nimium redderetur, nos itaque, humilitatis vestre pia desideria benigni favoris gratia prosequentes, quam nullam in sororem invite per litteras nostras teneamini recipere, nisi expressam de hac indulgentia fecerunt mentionem, vobis auctoritate presentium indulgemus... »

(Innocent IV aux religieuses de l'Honneur Notre-Dame).

3. *Statuta*, t. II, 1293, n° 3, p. 261. « ordo noster ad praesens multipliciter sit gravatus diversis exactionibus et pressuris... »

4. Bulle *Parvus Fons* in *Statuta*, t. III, 1265, p. 21.

5. *Statuta*, III, 1326, n° 6, p. 374.

6. X-III, 35. 8.

7. VI. I, 6, 43.

la liberté du choix⁸. Elle doit être professe depuis au moins 5 ans et avoir 30 ans d'âge depuis une décision du chapitre général de 1251* (destinée à pallier les abus — on rencontrait en effet des abbesses de l'âge le plus tendre).

Elle doit être de naissance légitime¹⁰ (et répondre, aux conditions de moralité et de savoir habituellement requises)¹¹. Si personne dans l'abbaye ne remplit ces conditions, on pourra choisir l'abbesse dans un autre monastère de l'ordre, comme cela se passe du reste, dans les abbayes masculines¹². Nous n'avons trouvé aucune trace de l'exigence de la virginité, que portera le concile de Trente, pour les abbesses cisterciennes. C'est dans l'abbaye vacante qu'aura lieu l'élection, sous la présidence, comme nous le disions, du père immédiat ou du visiteur¹³. L'élection doit être confirmée, dans les huit jours, par le père immédiat. Enfin, la bénédiction doit être faite dans l'année par l'ordinaire¹⁴.

Quels sont les pouvoirs de l'abbesse ainsi régulièrement élue, confirmée et bénite ?

En gros, ils sont identiques à ceux de l'abbé d'une abbaye masculine et se concentrent autour de l'idée de « maintien de la règle ». Il faut faire évidemment la distinction entre le pouvoir juridictionnel et le pouvoir dominatif¹⁵. On définit ce dernier comme « le droit de commander aux religieuses et d'user de leurs œuvres ». On l'apparente au pouvoir du père — ou de la mère — de famille. (On retrouve fréquemment cette idée du caractère maternel des pouvoirs de l'abbesse). Les moniales doivent obéissance à l'abbesse élue et confirmée (même si elle n'est pas encore bénite), si toutefois la chose ordonnée est conforme à la règle, et que l'abbesse use de son pouvoir d'après l'usage et la modération de l'ordre — on voit qu'il n'a aucun caractère discrétionnaire.

8. *Stat.*, t. III, 1342, n° 3.

9. *Stat.*, t. II 1251, n° 6.

10. FR. WINTER - *op. cit.*, II^e partie, p. 11.

11. *Reg. S¹. Ben. LXIV* (Ph. SCHMITZ *op. cit.*, p. 129).

12. Cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 74.

13. Des problèmes assez curieux, que trancha un bref de Clément VI en Avignon, du 27 juin 1352, se posèrent à l'abbaye de Val Benoit et sont rapportés par Dom Canivez (*op. cit.*, p. 277) ; ils touchent à l'élection abbatiale et font penser que tout ne se déroulait peut-être pas toujours dans une parfaite harmonie dans les monastères à cette occasion. La prieure, la cellière et dix-sept autres moniales prétendaient que l'élection, dans leur monastère, ne devait être l'œuvre que de la prieure, de la sous-prieure, de la cellière et des dix moniales les plus anciennes de la communauté. Et surtout, elles prétendaient que cette élection devait être confirmée par leur père immédiat, l'abbé de Cîteaux *illico, simpliciter et de plano, sine difficultate aliqua, omissis quibuscumque juris solemnitatibus*. On aurait retiré alors au Père immédiat le dernier mot sur l'élection, que lui donnait la Charte de charité. Les juges désignés par le Saint-Siège vérifièrent la légitimité de l'élection et confirmèrent l'abbesse dont ils reconnurent les droits.

14. Sur les problèmes que pose son intervention, cf. *infra* p. 62. On trouve dans BERTHAULT (*op. cit.*, p. 121) la formule de l'investiture abbatiale : « recevez l'entière puissance de gouverner ce monastère, le troupeau qui le compose et tout ce qui concerne son administration intérieure et extérieure pour le spirituel et le temporel. Prenez ce voile sacré qui vous rappellera que, méprisant le monde, vous vous êtes humblement et véritablement, de tout l'élan de votre cœur, constituée épouse perpétuelle de Jésus-Christ qui vous préserve de tout mal et vous conduira à la vie éternelle ».

15. D.D.C., t. I, col. 67 v° *Abbesse*.

En effet, l'abbesse ne peut imposer d'autres obligations que celles prévues par la règle et elle ne peut infliger que des sanctions disciplinaires — encore celles-ci doivent-elles être infligées avec douceur et modération (*caritative*) et doivent toujours être précédées « d'exhortations »¹⁶. Mais le maintien de la discipline est un de ses principaux devoirs¹⁷.

Dans ce pouvoir dominatif entre également l'administration du temporel de l'abbaye, qui est entièrement entre les mains de l'abbesse.

Mais si les moniales doivent à leur abbesse l'obéissance, si même le chapelain et les *procuratores temporalium* ne peuvent discuter ses ordres, elle-même doit obéir aux prescriptions du visiteur et du chapitre général. (L'ordre eut toujours grand soin de garder un droit de regard et de correction sur les abbayes de ses filiations¹⁸.) C'est devant son visiteur¹⁹ que l'abbesse s'accusera publiquement de ses fautes²⁰; — il pourra la déposer, de *licentia capituli generalis*. Le manuscrit de Dijon énumère 11 cas de déposition²¹ prévus par la bulle de Clément IV de 1265 et signale que bien entendu, toute liberté d'appréciation est laissée en dehors de ces cas, au chapitre général autorité suprême²².

La différence essentielle entre les pouvoirs d'une abbesse et ceux d'un abbé²³, est que l'abbesse n'a, en son abbaye, qu'un pouvoir juridictionnel limité²⁴, et pas de pouvoir d'ordre²⁵.

Pourtant, à ce pouvoir, certaines abbesses prétendirent, et le chapitre général, puis l'autorité pontificale elle-même durent intervenir²⁶.

Elles désiraient et leurs prétentions sont restées célèbres — bénir

16. Donnons un aperçu de ces sanctions qui peuvent être infligées par l'abbesse. Pour une *levis culpa*, admonestation. Pour une faute plus grave : mise au pain et à l'eau pour une durée déterminée — (*sit in pano et aqua tribus diebus*). Pour une faute plus grave encore, discipline, incarcération. Là s'arrêtent les pouvoirs de l'abbesse — l'excommunication et l'expulsion de l'ordre devront évidemment être prononcés par le père immédiat.

17. Le chapitre général fait à l'abbesse une obligation de recevoir les moniales fugitives repentantes. — *Stat.*, 1286, n° 14 ; 1294, n° 83.

18. *Stat.*, t. II, 1228, n° 15 ; 1242, n° 18 ; 1260, n° 29, et cf. infra, p.

19. Cf. pour la situation spéciale des abbayes filiales de Tart, p.

20. *Mss Dijon f° 26 v°* : « elles seront obligées de s'accuser publiquement de leurs fautes et de leurs excès devant les visiteurs, quand il fera la visite, ou dans tous les autres temps qu'il sera jugé nécessaire ; et le visiteur pourra, soit par lui-même, soit par l'autorité et la commission qu'il en aura donné, les corriger par des punitions proportionnées à la qualité de leurs fautes ».

21. *Eod. loc.*, f° 31 v° : hérésie, simonie manifeste, incontinence, aliénation et dissipation du temporel, larcin, homicide, sacrilège, parjure public et solennel, conspiration, falsification de lettres du Souverain Pontife, de cardinaux, princes, évêques ou abbés de l'ordre, impétration de privilèges contraires à la Règle.

22. *Eod. loc.*, f° 33 r°. On peut relever dans les statuts quelques cas particuliers *Stat.*, t. III, 1282, n° 36, déposition d'une abbesse schismatique ; t. II, 1245, n° 54, déposition d'une abbesse responsable d'une ingérence séculière ; t. III, 1294, n° 79, déposition d'une abbesse « *insufficiens in regimine abbatiae* ».

23. *Ms. Dijon*, f° 27 r°. Les abbesses ne se serviront de la crosse que pendant le temps des professions seulement.

24. D.D.C., v° Abbesse, *loc. cit.* Cf. Marguerite LEBLANC. La femme et la juridiction en droit Canon, thèse Fac. Droit Paris 1946 (polyc.).

25. Elle ne peut prononcer ni suspendre de l'office ni interdire. X, I, 33, 12 ; mais peut attribuer et suspendre les bénéfices des clercs dans ses églises, et les instituer. Cf. sur tout ceci G. LE BRAS, *Institutions ecclésiastiques*, Première partie, p. 466.

26. X. V. 38. 10. Nova quaedam nuper, de quibus miramur no modicum, nostris sunt auribus intimata, quod abbatissae videlicet in Burgensi et in Palentinensi diocesis constitutae, moniales proprias benedicunt, ipsarum quoque in criminibus audiunt, et legentes evange-

elles-mêmes leurs moniales, les recevoir à la profession, les confesser surtout, leur distribuer les sacrements, prêcher l'évangile, et prononcer l'absolution des censures⁷⁷. De telles aberrations surprennent.

Un autre abus, moins contraire toutefois à la nature des choses, est courant : c'est le traitement privilégié qu'entendent recevoir les abbesses démissionnaires et qui fait de la situation d'abbesse « à la retraite » le bâton de maréchal de toute moniale cistercienne⁷⁸.

Pendant une vacance abbatiale, le gouvernement et l'administration du monastère appartiennent à la prieure et à la communauté. Sous la surveillance, évidemment, du père immédiat, qui toutefois, pendant le temps de la vacance, ne pourra priver aucune moniale de son *officium*⁷⁹.

Avant d'en terminer avec l'abbesse, disons quelques mots de sa vie dans le monastère. Elle a la première place au chœur à droite, elle participe évidemment à tous les exercices liturgiques, remplissant pour certains un rôle défini⁸⁰. Elle est vêtue comme les religieuses, mange avec elles la plupart du temps (quand il n'y a pas d'hôtes) et doit alors avoir deux moniales à sa table. Elle est tenue au silence comme les autres (dans la mesure du possible). Il faut noter que rien dans tout ceci ne s'applique spécifiquement à l'abbesse, et que nous sommes en présence d'une simple traduction mise au féminin. C'est pourquoi nous n'insisterons pas davantage.

2. Après avoir ainsi donné un aperçu de la situation de l'abbesse cistercienne, nous allons parler maintenant des membres même de la communauté, *les moniales*. Sur le temps de noviciat proprement dit, il y a peu à dire⁸¹. Quatre jours après son entrée au monastère, on mène la jeune fille au chapitre conventuel — là, elle s'étend à terre et l'abbesse l'interroge : « Que demandez-vous ? » Elle répond : « La miséricorde de Dieu et la vôtre ». Elle se relève alors au commandement de l'abbesse,

lium praesumunt publice praedicare. Quum igitur id absonum sit pariter et absurdum nec a nobis aliquatenus sustinendum discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus, quatenus, ne id de cetero fiat, auctoritate curetis aspotolica firmiter inhibere quia licet beatissima virgo Maria dignior et excelentior Apostolis universis, non tamen illi, sed istis Dominus claves regni caelorum commisit (Dat. Lat. III Id. Dec. Ao XIII 1210).

27. *Stat. t. II* 1228 n° 15 — C'est la troisième abbesse de Las Huelgas, doña Sanchia Garcia (1207-1230) qui voulut s'arroger ces pouvoirs (cf. DIMIER, *op. cit.*, p. 274) et que condamna Innocent III, Mss. Dijon f° 20 v° — « que nulle abbesse n'ait le pouvoir d'entendre les confessions ». On relève à ce propos une réflexion assez amusante dans BERTHAULT (*L'abbaye du Pont-aux-Dames*). L'auteur déplore cette interdiction faite aux abbesses de confesser ses filles qu'elles connaissent mieux que tout autre ! et s'en étonne. Il y a là une curieuse méconnaissance, qu'il faut remplacer à son époque d'anticléricalisme — fin XIX^e s. — pour en apprécier toute la saveur.

28. *Stat. t. 2*, 1249. n° 2 ; t. 3, 1291 n° 25 — On leur enjoint de ne pas avoir d'équipage dans le monastère, et de se contenter d'une ou deux moniales pour leur service. T. 3, 1320, n° 6 — On leur recommande de ne pas inciter des moniales à sortir avec elles du monastère — et de ne pas les retenir dans leurs chambres. T. 3, 1323, n° 11 — Il est revenu aux oreilles du chapitre que « quaedam moniales, deliciis intendere cupientes, assumunt officium abbatiae faciliter, ut post modicum temporis spatium resignent, ea ratione quod habeant pensiones de bonis monasteriorum et cameras sibi appropriatas in abbatia, ad grave praepjudicium et disciplinae regularis excidium formidandum... Capitulum generale ordinat quod nulli de cetero abbatissae cedenti concedatur pensio vel camera cuicumque. »

29. *Ms. Dijon*. f° 31 v°.

30. Cf. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 532, CXVI.

31. Voir sur ce point et ceux qui suivent, GUIGNARD, *op. cit.*, p. 523, CVIII.

on l'avertit des exigences de l'ordre, elle se déclare prête à s'y soumettre. L'abbesse déclare alors « Que Dieu achève en vous ce qu'il a commencé », la communauté dit « Amen », et l'année de noviciat commence. Rien d'original en tout cela. Elle habite pendant ce temps la « celle » des novices, et mène la vie des membres de la communauté. Elle est revêtue de l'habit des moniales, sauf le voile qu'elle porte blanc et non noir. L'identité de la vie est à peu près totale, jusqu'à la mort inclusivement³². Cependant, si la novice, rebutée par l'austérité de la règle et doutant de ses forces, veut devenir simple converse, elle le peut. Après son année de probation aura lieu la prise de voile, à laquelle préside le père immédiat et non l'abbesse (malgré les prétentions souvent émises par celle-ci³³). Cette question de la bénédiction fit quelque peu difficulté. On lit en effet, dans les *Instituta* de saint Raynard³⁴ que les abbés de l'ordre ne peuvent « bénir » les moniales. Comment fallait-il entendre cette prohibition? Le chapitre général s'en est expliqué lui-même³⁵. C'est qu'il importe, en effet, de distinguer les temps. — Une jeune fille entre au monastère, en principe admise par la communauté sur un vote au scrutin secret, approuvé par le père immédiat. Elle fait là son année de probation, puis est soumise par le père immédiat à un examen doctrinal. — Au bout de ce temps a lieu *benedictionem autem illam, quae fit super novitias ordinis, elapso anno probationis, ad mutationem status*, qui est faite par l'abbé Père ou le visiteur³⁶.

Enfin c'est pour la consécration³⁷ qu'intervient le diocésain, et lui seul. Après cette consécration, il remet les nouvelles moniales à l'abbesse à l'entrée du cloître³⁸.

Disons maintenant quelques mots des « officia » que les moniales peuvent remplir dans l'abbaye. Nous avons relevé dans la traduction du « Pôvre Martin » une liste de ces fonctions diverses remplies dans l'abbaye par les moniales.

Certaines portent un véritable titre : L'abbesse, la prieure, la sous-

32. « S'il muert novices, si en face ou ausi com d'une nonain ».

33. MARTENE, *De antiquis ecclesiae ritibus*, 3 vol. in 4°, Anvers 1737, t. III p. III : *Abbatissis Virgines velare illicitum*.

34. *Stat.*, t. I, p. 19 (XXIX).

35. *Stat.*, t. II, 1231, n° 53 ; 1241, n° 5. « Verbum illud quod abbates monacham non benedicant intelligendum est de benedictione illa solemnī quae consecratio dicitur et pertinet ad solos episcopos ; benedictionem illam quae fit super novitias ordinis elapso anno probationis ad mutationem, status, faciant super moniales patres abbates et visitatores ipsarum, vel alii abbates Ordinis nostri tantum de ipsorum licentia speciali. »

36. Cf. également *Nom. Cist. Dist. XV*, Cap. 7, p. 366. Trois statuts règlent la question des noms que devra prononcer la postulante. *Stat.*, t. II, 1242, n° 16 ; 1243, n° 6 et 1244, n° 8. Seule doit être nommée, avec l'officiant, l'abbesse dont relève la future professe, et cette abbesse est tenue d'être présente à la bénédiction. C'est d'ailleurs le seul moment où elle aura le droit de se servir de la crosse. (Mss. Dijon 615, f° 27 r°). C'est à ce moment que sont prononcés les trois vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. On doit attirer l'attention des parents de la professe sur le caractère perpétuel de ces vœux (cf. WINTER, *op. cit.*, p. 10).

37. Cf. René METZ, *La consécration des Vierges dans l'église romaine ; étude d'histoire de la liturgie. Biblio. de l'Institut de droit canonique de l'Université de Strasbourg*, IV, 1954, 501 p. C. R. J. GAUDEMET in *R.H.D.*, 1955 pp. 298, 302, sur l'évolution de la liturgie de la consécration.

38. Formule dans BERTHAULT, *op. cit.* « Voyez comment vous conserverez ces consacrées à Dieu, et comment vous les lui représenterez immaculées, vous qui êtes établie pour en rendre raison devant le Tribunal de leur saint époux quand il viendra juger les vivants et les morts ».

prieure, la maîtresse des novices. D'autres remplissent plutôt une simple fonction : sacristine, chantre et sous-chantre, infirmière, cellière, celle qui s'occupe du réfectoire, hôtelière, portière. Il convient d'y ajouter les deux boursières qui sont préposées depuis le ^{xiv}^e siècle au maniment des deniers³⁹ et la camériste, dont les fonctions ne nous paraissent pas nettement définies. La prieure⁴⁰ ne semble pas avoir un *officium* absolument délimité. En gros, elle remplace l'abbesse quand celle-ci est absente ou empêchée et vient immédiatement après elle dans la hiérarchie. Elle est nommée par l'abbesse⁴¹, et siège au chœur à la première stalle du côté gauche. Au chapitre et aux réunions, elle siège à la droite de l'abbesse. Elle peut remplir des tâches diverses, mais ne doit en aucun cas avoir à s'occuper des bêtes ou des granges, car elle est « esonniées ases de son office ». Cependant, elle doit faire son service à la cuisine comme les autres, si toutefois une charge plus importante ne la réclame pas. Elle doit veiller à sa tenue et observer le silence le plus rigoureusement du monde, car elle doit donner l'exemple. Elle tient le chapitre conventuel quand l'abbesse est absente, et joue donc un rôle de remplaçante de celle-ci, mais, en tout, qu'elle « se maintiegne selonc la volenté l'abeesse ». Elle peut même donner à la place de l'abbesse cette bénédiction maternelle que celle-ci peut donner à ses moniales ; mais ne peut ni infliger de punitions ni en relever. Son rôle demeure donc très secondaire.

La sous-prieure la remplace en son absence, mais ne doit ni « doner ne atirer nule chose » sauf urgence spéciale. On voit souvent la prieure associée à l'abbesse dans les sanctions qui frappent celle-ci. Un statut du chapitre général punit directement une prieure qui aspirait indûment *ad regimen domus*⁴², en la déposant.

On rencontre également assez souvent la cellière⁴³ parmi les personnes que frappent les sanctions du chapitre général. Elle a en effet une situation un peu particulière ; sorte d'intendante, elle put longtemps, — jusqu'à ce que la clôture totale fut instaurée, sortir du couvent pour vaquer aux tâches matérielles et subvenir aux besoins de la maison. Elle peut, de même, parler à tous les membres de l'ordre. Ses tâches matérielles sont multiples et correspondent à celles d'une maîtresse de maison. La sous-cellière la remplace en cas d'empêchement.

Les autres *officia* que peuvent remplir les moniales ne présentent pas de notable intérêt⁴⁴.

Avant d'en venir à parler du personnel annexe de l'abbaye, disons un mot du costume de ces moniales dont nous venons d'examiner les charges. Cette question sera l'objet de fréquentes décisions des chapitres

39. Bulle *Fulgens sicut stella* de Benoît XII, 1335, in CANIVEZ, *Stat.*, t. III, p. 410.

40. Cf. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 533.

41. Il arriva qu'elle fut élue, et ce fut une cause de grandes difficultés.

42. *Stat.* t. III 1297 n° 9. Un autre texte — t. III, 1332, n° 8 — fait allusion à un monastère *ubi moniales per priorissam gubernantur*.

43. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 541.

44. Nous renvoyons sur ces points, à GUIGNARD, *op. cit.*, p. 531, 535 à 545. Le « Pôvre Martin » a plutôt copié qu'interprété les *Institutiones* masculines, qui sont elles-mêmes, en notre matière, purement descriptives.

généraux⁴⁵, et même l'objet essentiel d'un chapitre général de l'abbaye du Tart⁴⁶. C'est que, en effet, il fallut souvent rappeler les moniales à la sobriété vestimentaire traditionnellement voulue par l'ordre⁴⁷, et surtout à l'uniformité⁴⁸.

Leur costume se compose d'une tunique blanche, ou cuculle⁴⁹, avec des manches étroites, qui laissent l'avant-bras découvert, serrée par une ceinture, et qui descend un peu plus bas que le genou. Elles portent par dessus une coule, plus ample, blanche également, et un voile, noir si elles sont professes, blanc si elles sont encore novices. Jusqu'en 1235, elles purent porter par dessus des manteaux, mais on décida alors qu'il y aurait l'un *ou* l'autre⁵⁰. Pour le travail, elles portent un scapulaire, vêtement court et étroit, dont les manches ne dépassent pas le coude. Elles revêtent également une guimpe, qui a pour but de les soustraire aux regards⁵¹. Elles ont des bas de laine et des souliers de cuir.

D'autres femmes que les moniales vivent dans l'abbaye. Il existe, en effet, des *converses* sur lesquelles nous ne possédons que fort peu de renseignements⁵². Leur utilité, d'ailleurs apparaît assez secondaire dans une abbaye de femmes : les moniales ont les mêmes activités qu'elles. Les convers dans les abbayes masculines sont dévoués par état aux ministères extérieurs. Ceux-ci requièrent en général des compétences masculines, et nous verrons que les abbayes de femmes possédaient aussi des convers. L'existence des converses paraît donc tout à fait accessoire⁵³. Cependant, les monastères de femmes en possédaient⁵⁴. Elles prononçaient des vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance et étaient donc des religieuses de rang inférieur. Elles étaient généralement illettrées⁵⁵ et se livraient aux ouvrages manuels les plus humbles, sans toutefois remplir un service domestique, car les moniales ne devaient pas avoir de servantes.

On fixait quelquefois dans les monastères un nombre de converses qui ne devait pas être dépassé. L'abbé de Clairvaux, vers 1267, fixe pour l'abbaye de Flines, d'accord avec l'abbesse et la communauté, le chiffre de 18 convers et converses (il y avait à cette époque cent religieuses dans le monastère)⁵⁶. Vivent également dans l'abbaye des *oblates*, ou données, pensionnaires qui, élevées dans le monastère, y prenaient le

45. *Stat.*, t. II, 1232, n° 23, 1235 n° 3 ; t. III, 1272 n° 14, 1294 n° 9, 1360 n° 5.

46. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 645, a. 1269, 29 septembre.

48. NOM. CIST. Dist. XV, cap. VI, p. 366 « *Universae moniales Ordini nostro Sociatae vel etiam Socianda in singulis domibus habitum habeant uniformem.* » cf. également Mss. 615, Dijon, f° 26 v°.

49. MARTÈNE, *op. cit.*, III p. 75, « *cuculla est signum innocentiae* ».

50. *Stat.*, t. II 1235 n° 3

51. Cf. la description qu'en donne BERTHAULT, *op. cit.*, p. 144.

52. Sur les convers dans l'ordre cistercien en général, voir R. P. OTHON-DUCOURNEAU, *Les origines cisterciennes*, *op. cit.*, Rev. Mabillon 1933, p. 92.

53. Dans la traduction qu'il donne des « us des convers » (GUIGNARD *op. cit.*, p. 573) le traducteur ne fait aucune allusion aux converses et ne met même pas sa traduction au féminin. Elle s'applique aux convers hommes, et les converses n'apparurent que plus tardivement dans les maisons féminines.

54. On en trouve dans toutes les monographies que nous avons consultées. BERTHAULT, *l'Abbaye du Pont-aux-Dames op. cit.* ; DUTILLEUX et DEPOIN, *Histoire de Maubuisson, op. cit.*

55. Les professes l'étaient, aussi parfois (GUIGNARD, *op. cit.*, p. 524).

56. HAUTCOEUR, *op. cit.*, p. 48.

voile — et des femmes qui, sans être retenues dans les liens de la profession religieuse, s'engageaient au service du monastère et y recevaient leur subsistance⁵⁷. Enfin, on trouve parfois mention de *familiares*, femmes laïques qui, moyennant une rente ou une pension sont logées, nourries et entretenues dans l'abbaye, n'y remplissent pas d'office et ont toute liberté d'aller et venir⁵⁸.



B) Un aspect beaucoup plus intéressant de l'étude du personnel des abbayes de moniales cisterciennes est celui des problèmes que pose l'existence d'un *personnel masculin* dans ces abbayes.

On retrouve ici la question cruciale qui domine toute étude d'un ordre féminin quelconque : les abbayes de femmes ont besoin d'assistance masculine. Pour le service divin d'abord, et c'est le problème du *chapelain* et des *confesseurs* — pour les tâches matérielles ensuite, auxquelles leur faiblesse (et la clôture) leur interdisent de vaquer, et c'est le problème des *convers* et des *procuratores temporalium*.

1. — Le service divin.

Parlons d'abord des chapelains et confesseurs. Il ne s'agit pas forcément de la même personne. Le choix des confesseurs de moniales semble toujours avoir été un des soucis dominants des abbés de l'ordre, nous allons le voir. Or, les chapelains paraissent avoir suscité pas mal de difficultés, et ce n'est qu'en 1265⁵⁹ qu'un statut du chapitre général leur permettra — et avec des réserves — d'entendre les confessions des moniales. Assez nombreuses sont, en effet, les décisions du chapitre général qui visent les chapelains des moniales, et leur lecture fait aisément comprendre les précautions prises⁶⁰. Et on aperçoit aussi les raisons du peu d'empressement que met l'ordre à exposer des *fragilissimi homines* en des lieux qui sont de pareils abîmes de tentation. D'autant que les

57. *Cart. Flines* t. II p. 510 (1309), p. 794 (1445).

58. BERTHAULT, *op. cit.* On rencontre dans les chartes, assez tardivement ces deux catégories. A la haute époque, on n'eut pas toléré cela dans les abbayes où on défendait aux moniales tous rapports avec les femmes du siècle. *Stat.* t. II 1238, n° 10, « Inhibetur auctoritate Capituli generalis ne dominae nobiles et aliae mulieres in claustris vel infirmatoriis monialium pernoscant de cetero permittantur. »

59. *Stat.*, t. III, 1265 n° 2 : « Conceditur patribus abbatibus et visitatoribus monialium quod possint injungere capellanis assidue commorantibus in abbatibus earundem, quod possint audire confessiones earum, dum tamen dicti capellani sint vitae laudabilis et honestae. »

60. *Stat.*, t. II, 1242 n° 1 ordonne sur leur compte une enquête « de forma vivendi » ; 1258 n° 18, enjoint aux visiteurs et aux pères abbés de « corripere et castigare »... ; 1246 n° 49, fait allusion à un chapelain « qui male se habuit » et qu'on renvoie dans une abbaye d'hommes. T. III 1263 n° 10 : leur rappelle qu'ils sont soumis comme les autres à l'obligation de ne pas manger de viande ; 1308 n° 5, revient sur ce point ; 1287 n° 16, interdit de façon formelle de recevoir de nouveaux chapelains — et rappelle à ceux qui sont en place qu'ils ne peuvent confesser « nisi de patrum abbatum licentia » ; 1317 n° 4 renouvelle cette prohibition. T. II : 1256 n° 4, ordonne qu'on les receive bien dans les maisons moniales — ainsi que t. III, 1287 n° 11, T. III 1273 n° 10 prévoit le commerce charnel avec une converse ou une moniale, et de façon générale ! ce qui laisse à penser que la décision ne s'applique pas à un cas isolé. T. III, 1287 n° 11 leur enjoint de porter des capes au lieu de manteaux et 1320 n° 8, leur rappelle l'obligation de porter l'habit de l'ordre ; 1339 n° 1 leur interdit d'aller dans les chambres des moniales après complies.

dits chapelains ont dans l'ordre une situation très spéciale, d'un intérêt particulier pour nous, mais qui les met plus que tout autre en butte aux tentations d'indépendance. Après leur année de noviciat c'est, en effet, au chapitre des moniales qu'ils font profession⁶¹ devant l'abbesse. Ils forment ainsi une nouvelle classe de membres de l'ordre, pareils en tout à ceux des abbayes d'hommes, qui portent le même costume et qui pourtant ne sont pas admis parmi ceux-ci⁶². Ils ne sont jamais pris parmi les moines des monastères d'hommes⁶³, mais sont néanmoins liés de façon très stricte à l'ordre où ils font profession. Et ils sont en quelque sorte « réservés » aux moniales, — c'est là une institution tout à fait particulière et dont le but est très net : éviter les monastères doubles, terreur des abbés cisterciens.

Une bulle d'Alexandre IV du 6 mars 1255, adressée aux abbés de l'ordre, montre les dangers auxquels une pareille « spécialisation fonctionnelle » pouvait mener⁶⁴. Sans doute, les « *capellani monialium* » se sentaient-ils moins liés à l'ordre après une profession devant une abbesse !

Il peut y avoir plusieurs chapelains dans une abbaye. Ils sont désignés alors pour un autel déterminé⁶⁵. On comprend par ce que nous venons de dire que l'ordre ait hésité à confier à ces chapelains le soin si délicat de confesser les moniales. Un soin dont on voit qu'il était jaloux si l'on considère le nombre de statuts du chapitre général qui limite, d'abord, le choix des confesseurs aux seuls membres de l'ordre⁶⁶, qui indique ensuite que ce choix appartient aux visiteurs et non à l'abbesse (en principe, d'ailleurs, c'est le visiteur lui-même qui confesse ; il peut toutefois déléguer ses pouvoirs, mais doit le faire avec le plus grand soin⁶⁷). Enfin, le chapitre général se préoccupe grandement du traitement dont

61. *Stat.*, t. II, 1254 n° 5 « De forma professionis fratrum capellanorum, clericorum et conversorum monialium nostri Ordinis, sic determinat Capitulum generale ut videlicet anno novitiatus expleto in Capitulum ipsarum monialium venientes prostrati misericordiam petant, et deinde eisdem breviter exposita ordinis asperitate perseverantiam promittentes, proprietati ibidem renuntient more Ordinis consueto, deinde libro regulæ super genua abbatissæ sedentis apposito, flectis Genibus et Manibus supra dictum librum dicant : Promitto vobis obedientiam de bono usque ad mortem. Abbatissa vero respondeat : Det tibi Deus vitam æternam ; conventua vero respondeat : Amen. Quibus peractis, osculato libro recedant ».

On trouve également les termes de la profession in *Nom Cist.* I^{re} partie Dist. XV, Cap. IX p. 367 et *Stat.* t. III 1296 n° 8 précise ces points et la situation des chapelains.

62. WINTER, *op. cit.*, p. 1-10.

63. CANIVEZ, *op. cit.*, p. 154, signale ainsi, à propos de l'abbaye de la Cambre, l'existence d'un recrutement local.

64. HENRIQUEZ (R. P. Chrysostomus), *Menologium, Regula, Constitutiones, et Privilegia ordinis Cisterciensis* — Anvers 1630 ; 2 t. en un vol. in folio. — *Privilegium* XXIX p. 68. « Ex parte vestra nobis extitit intimatum quod nonnulli capellani et conversi monialium Ordinis vestri, post professionem in Ordine, ipso factum retro respicientes interdum ad sæculum et alias ad alios Ordines se transferre propria temeritate præsumunt, in animarum suarum periculum et scandalum aliorum. Volentes igitur... »

65. *Stat.*, t. II, 1241 n° 6 ; 1249, 3 ; 1275 n° 14 (ne pas confier la charge, surtout à des Français). Nous reviendrons sur la méfiance de l'ordre à leur égard, 1287 n° 4 (où apparaît la crainte qu'on rencontre dans de nombreuses décisions, de « voir révélés les secrets de l'ordre »).

66. *Stat.*, t. II, 1257 n° 5.

67. *Stat.*, 1237 n° 7, il peut d'ailleurs déléguer ses pouvoirs ; 1233 n° 12, « Abbates quibus incumbit abbatias monialium visitare, viros honestos et prudentes eisdem monialibus instituunt confessorum, nec aliis nisi de patris abbatis licentia liceat ipsis monialibus confiteri. »

jouissent les confesseurs dans les abbayes de moniales⁶⁸. Cette question des confesseurs apparaissait si importante à l'ordre qu'il sollicite même l'appui du Saint Siège pour faire observer ses décisions⁶⁹.

La clôture, évidemment ne cède même pas devant le confesseur⁷⁰.

2. — L'administration du temporel.

Elle appartient, nous l'avons vu, à l'abbesse. Femme, et cloîtrée, elle doit être dans cette tâche, aidée et supplée.

Les abbayes de cisterciennes semblent en général n'avoir possédé que peu de biens temporels. Ceci est d'ailleurs tout à fait conforme à la « stricte observance »⁷¹. Mais on sait que le relâchement s'introduisit assez tôt dans l'ordre à ce point de vue⁷².

Il s'agissait en général de petits monastères, de communautés peu nombreuses, possédant un domaine restreint⁷³. Il y eut évidemment des abbayes plus importantes⁷⁴ comme l'abbaye de Flines⁷⁵, Notre Dame la Royale de Maubuisson, fondée en 1236 par Blanche de Castille, l'abbaye du Lys près de Melun fondée en 1241, Las Huelgas, Heikenrode au pays de Liège.

Deux documents pontificaux nous fournissent des listes de biens appartenant à deux abbayes féminines. Il s'agit d'une bulle de Célestin III aux cisterciennes de Franquezas⁷⁶, et de la bulle de Grégoire IX à Fli-

68. *Stat.*, t. III, 1321 n° 12 (fait allusion au refus de recevoir un confesseur envoyé par le père immédiat); 1320 n° 7 (leur enjoint de dire la messe quand il n'y aura pas de chapelains, s'ils ne sont pas trop occupés); 1332 n° 8. Toutes ces décisions, assez tardives, correspondent peut-être à un état de misère matérielle dans les monastères qui reculent devant les frais d'entretien de ce personnel masculin.

69. Bulle d'Innocent IV du 29 janvier 1249, aux abbés de l'ordre, in HENRIQUEZ, *Priv.* XXII, p. 65 (*Petitio vestra*) Un statut de 1263 (*Stat.*, t. III, 1263 n° 8) s'y réfère.

70. Un statut de 1231 (*Stat.*, t. II, 1231 n° 6) dit que les moniales doivent se confesser à travers une grille *ad hoc* quand le confesseur n'est pas le visiteur, à qui elles peuvent parler au chapitre.

71. Cf. Berthold MAHN *op cit.*, p. 48. On lit dans le *Petit exorde* (récit fait par Etienne Harding, 3^e abbé de l'ordre, de la fondation du « Nouveau Monastère » — le vrai nom est « *Super exordium Cisterciensis coenobii* » — cf. GUIGNARD p. xxx) une liste des revenus qu'il est interdit à une abbaye cistercienne de posséder : églises, autels, offrandes, sépultures, dîmes d'autres hommes (c'est-à-dire dîmes des terres possédées et travaillées par d'autres, dont les cisterciens seraient décimateurs) fours, moulins, villages, serfs. Mais les infractions commencèrent tôt et devinrent courantes vers 1210; cf. *Stat.*, t. III, 1271 n° 3 où on assiste au règlement d'une querelle entre une abbaye de moniales et une abbaye masculine au sujet de la perception d'une dîme de noyales.

72. Cf. sur ce point CANIVEZ, *op. cit.*, pp. 17 sq.

73. On peut lire dans : R. P. JEAN DE LA CROIX-BOUTON, *L'établissement des moniales*, *op. cit.*, p. 113 sq. Un exposé des biens et revenus de l'abbaye du Tart d'après ses Archives (Côte d'Or, 78 H 104 et Archives d'Aiguebelle, film 47).

74. Cf. sur tout ce qui suit, D. H.G.E., t. XII, col. 951.

75. Fondée par Marguerite de Constantinople, d'abord établie près d'Orchies, puis transférée à Flines. La fondation fut approuvée en septembre 1234 par le chapitre général, et par une bulle de Grégoire IX du 19 juillet 1235 — cf. sur tous ces points HAUTCŒUR, *op. cit.*

76. En date du 8 novembre 1193, publiée par P. KEHR in *Papsturkunden in Spanien*, t. I, Katalanien, Berlin 1926 p. 548 (*Abhandlungen der Wissenschaften zu Göttingen — Philologisch — historische Klasse, neue Folge*. B. D. t. XX, 1, 2, 3, 4, 5). L'énumération porte « locum ipsum, in quo prefatum monasterium est, cum omnibus pertinentiis suis, Penuelas, Badels, hereditatem quam habetis in Turre de Livera et in Balager et in Menarges, cum pratis vineis terris nemoribus usagiis et pascuis, in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis. »

nes⁷⁷, surnommée la « Grande Bulle de Flines ». Il s'agit dans les deux cas d'une confirmation de ces possessions suivie de la formule d'exemption — et de celle par laquelle le pape prend sous sa protection les possessions de ces monastères⁷⁸ (formule courante, car la papauté s'est toujours intéressée à la sécurité des maisons de moniales⁷⁹). Il fait allusion également à l'impossibilité où est l'abbesse d'aliéner tout ou partie du temporel de l'abbaye sans le consentement de la communauté — et du père immédiat.

La bulle de Benoît XII qui réorganise en 1335 l'ordre cistercien⁸⁰ ne sera en réalité qu'une suite de limitations apportées aux pouvoirs abbatiaux. Aussitôt après sa confirmation, l'abbesse devra faire serment « en présence de toute la communauté et de ceux qui auront présidé à son élection (le père immédiat) de ne jamais vendre, ni donner, ni aliéner, ni engager directement ou indirectement aucun bien immeuble de monastère, pas même une coupe de bois ni une diminution de baillies ou autres ventes, ni de contracter aucune dette »⁸¹. A tous les actes de quelque importance devront consentir la communauté, consultée au chapitre conventuel, et le père immédiat⁸². Une limitation est également apportée au droit d'utilisation des deniers⁸³. (C'est aussi dans ce texte que sont instituées les boursières). Tous les actes passés au mépris de ces dispositions seront nuls. Enfin, les dernières prescriptions du texte⁸⁴ obligent l'abbesse à refuser toute donation faite à l'abbaye *intuitu personae*. Nous avons vu que celles-ci étaient fréquentes. En 1335, la préoccupation pontificale apparaît nettement ; l'ordre cistercien, né du désir de réagir contre le désordre créé par l'excès de richesse doit être ramené à sa rigueur première.

C'est que, en effet, les donations étaient fréquentes — en ce qui concerne l'abbaye de Flines, elles le furent jusque vers 1300⁸⁵. Elles étaient, pour les monastères, la principale source de revenus. Elles avaient souvent une destination précise : on donne telle somme ou on constitue telle rente pour faire pitance au couvent le jour de son « obit ». On trouve des fondations faites pour donner du vin aux malades trois jours par semaine pendant le carême⁸⁶, une donation faite pour les semaines de la cuisine⁸⁷. Enfin, à une certaine époque, et c'est contre cette

77. CART., *op. cit.* t. I, p. 19. On a : « locum ipsum... et alias possessiones vestras cum pratis vineis, terris, nemoribus, usuaglis et pascuis, in bosco et plano... » La formule est sensiblement la même. On la retrouve d'ailleurs dans tous les textes du même genre. Mais elle donne néanmoins une idée de la composition des biens de l'abbaye.

78. Bulle de Célestin III « Paci quoque et tranquillitati vestrae paterna in posterum sollicitudine providere volentes, auctoritate apostolica prohibemus ut intra clausuras locarum seu grangiarum vestrarum, nullus rapinam seu furtum facere ignem apponere, sanguinem fundere, hominem temere capere vel interficere, seu violentiam audeat exercere ».

79. Comme en témoigne une bulle d'Innocent IV aux religieuses de Flines, du 21 août 1245 (CART., I p. 54).

80. *Stat.*, t. III, p. 410. Bulle « *Fulgens sicut stella* ».

81. Mss Dijon, f° 37 v°.

82. Celui-ci, d'ailleurs dut toujours être consulté, même avant la promulgation de ce texte.

83. On trouvait déjà une limitation dans *Stat.*, t. III, 1322 n° 14.

84. Ms Dijon, f° 40 v°.

85. HAUTCOEUR, *op. cit.* p. 99.

86. CART. FLINES, p. 529.

87. *Eod. loc.* p. 438.

pratique que s'élève le texte pontifical⁸⁸, les rentes particulières étaient autorisées⁸⁹ — elles étaient utilisées en général à l'usage de la religieuse qui les possédait, qui n'en usait d'ailleurs qu'avec l'autorité de ses supérieurs, et elles faisaient ensuite retour au monastère.

Certaines abbayes possédaient même des droits seigneuriaux. Celle de Flines⁹⁰, par exemple, avait la moyenne justice et pouvait établir des sergents pour la maintenir et l'exercer — tous les juges du domaine prêtaient serment à l'abbesse ou à ses représentants. Et l'abbaye avait également les droits utiles qui appartiennent aux seigneurs hauts-justiciers : l'avoir de bâtard, le droit d'aubaine et l'abeillage (droit de s'attribuer les essaims qui ne sont plus suivis par leur propriétaire).

Malgré tous ces revenus, de sources diverses, il n'était sans doute pas rare que les monastères de moniales fussent en difficulté et dussent solliciter des prêts. Plusieurs statuts des chapitres généraux⁹¹ font allusion à des prêts à eux consentis et qu'ils tardent à rembourser : on leur intime de le faire à bref délai sous peine de graves sanctions. Des statuts plus tardifs se réfèrent aux contributions qui étaient levées dans l'ordre et que souvent les abbayes féminines ne pouvaient pas payer. L'un d'eux prévoit des sanctions contre les abbesses, les prieures, les cellières et les boursières. L'année suivante on parle déjà d'allègements, et enfin deux ans après, le chapitre général *absolvit a solutione contributionum miserabiles moniales*⁹².

Il est évident que les activités que l'administration de ces biens et l'exercice de ces droits représentaient ne pouvaient être entièrement remplis par l'abbesse, à laquelle incombait déjà la direction intérieure de la maison, — et qui, de plus, devait demeurer cloîtrée. C'est là qu'apparut la nécessité de lui adjoindre des aides, un personnel spécialisé qui ne soit pas soumis, lui, à la clôture.

L'abbaye de moniales possède ce personnel en la personne des *procuratores temporalium* d'une part, des *convers* de l'autre.

Chaque abbaye possède d'abord un intendant, ou prévôt, qui gère ses affaires extérieures, et en particulier ses affaires juridiques⁹³. Ce rôle

88. En fait, ces pratiques durent continuer car un chapitre général de 1358 (*Stat.*, t. III, 1358 n° 2) fait une allusion à des biens possédés par des « nonains » et dont celles-ci devront permettre à leur abbesse de faire l'usage qui lui conviendra pour l'utilité commune. Il peut s'agir, évidemment de biens dont l'approbation remonte à une époque antérieure à 1325 — 23 ans auparavant ; ou peut-être sommes-nous là en présence d'un texte législatif qui fut impuissant à déraciner une coutume qui convient à tous ?

D'autre part, il convient de noter que les privilèges pontificaux allaient parfois contre le vœu de pauvreté. Les moniales de Maubuisson pouvaient hériter, pouvaient jouir et user de leurs biens comme si « demeurant dans le siècle, elles n'avaient pas fait vœu de pauvreté ». Et on trouve dans le cartulaire de nombreux contrats et transactions faites par des religieuses en leur nom propre. Cependant les chapitres généraux ne manquèrent jamais de rappeler les moniales à l'observance de leur vœu de pauvreté : *Stat.*, t. I, 1218 n° 84 ; 1219 n° 12 ; t. II, 1240 n° 9 ; t. III, 1327 n° 5.

89. A Val Benoît en 1356 encore (CANIVEZ, *op. cit.*, p. 21) l'abbesse dispose par testament d'une rente qu'elle percevait à titre personnel. Et on peut voir d'autres exemples de pareils abus dans U. BERLIÈRE, *Monasticon Belge*, t. I, p. 368.

90. HAUTCOEUR, *op. cit.*, p. 47.

91. *Stat.*, t. III, 1291 n° 30 ; 1294 n° 30 ; 1297 n° 2.

92. *Stat.*, t. III, 1336 n° 8 ; 1337 n° 9 ; 1339 n° 12 cf. à ce sujet KRENIG, *op. cit.*, p. 72.

93. Un type particulier d'affaires juridiques est représenté par les *querelae* entre abbayes, sur lesquelles nous ne nous étendrons pas (les chapitres généraux, qui envoient des abbés com-

semble parfois avoir été rempli par le confesseur dans les petites abbayes. Dans les plus grandes, ce peut être un frère envoyé par le père immédiat. Dans tous les cas, d'ailleurs, le choix de cet intendant doit être approuvé par lui⁹⁴. En 1267, le chapitre général décida qu'on devrait nommer ce personnage *procurator*⁹⁵. Cette décision ne fut, paraît-il, jamais appliquée en Allemagne⁹⁶.

En 1222⁹⁷, le chapitre général supplie le pape de lui permettre de cesser cette pratique préjudiciable à l'ordre et au salut des âmes⁹⁸. Le statut⁹⁹ où il nous est parlé de la profession au chapitre des moniales de ces *fratres clerici* est bien postérieur. L'ordre n'obtint-il pas satisfaction du souverain pontife, et, contraint par la nécessité de continuer une pratique qu'il déplorait, voulut-il « limiter les dégâts » en faisant de ces *procuratores* une classe spéciale parmi ses moines ? On en est réduit aux hypothèses.

Ceux qui, parmi les fonctions qui mettent en rapport avec l'extérieur, exercent les plus humbles, nous voulons dire les *convers* font aussi profession devant l'abbesse au chapitre des moniales¹ et constituent de ce fait une classe spéciale de convers dans l'ordre. Classe spéciale, mais à laquelle cependant on réserve lors de leurs passages dans les abbayes d'hommes, un traitement en tous points semblable à celui dont jouissent les propres convers de ces abbayes², à condition toutefois que *in habitu et tonsura capillorum et barba a conversis nostris non discrepent*³ (craignait-on que la fantaisie féminine ne les ait influencés ?). Cependant, la terminologie les distingue, car on oppose toujours aux *conversi ordinis* les *conversi monialium*. Ils peuvent remplir dans le monastère les fonctions les plus diverses. Les plus nombreux évidemment sont agriculteurs et s'occupent des *grangia*. Mais on pouvait, semble-t-il⁴, trouver des convers boulangers, cordonniers, cavistes (Weinmeister, à Ichterhausen), cuisiniers, scribes, portiers, sacristains même. Ceci bien sûr, assez tardivement.

* *

missaires pour enquêter, en donnant très rarement les motifs. Mais disons cependant à titre de curiosité que nous en avons relevé quelque 140 — et qu'il ne s'agit de *querelae* entre les membres d'une même abbaye que dans un petit nombre de cas.

94. NOM. CIST., *Dist. XV*, Cap. V, p. 662.

95. *Stat.*, t. III, 1267 n° 10.

96. WINTER, *op. cit.*, p. 14.

97. *Stat.*, t. II, 1222 n° 30.

98. Et cependant il autorise en 1250 (*Stat.*, t. II, 1258 n° 8) le roi de Pologne à obtenir un *monachum ad dandum consilium et auxilium* pour une abbaye de moniales qu'il vient de créer.

99. *Stat.*, t. II, 1254, n° 5.

1. *Stat.*, *eod. loc.* et t. III, 1296 n° 8.

2. *Stat.*, t. II, 1224 n° 20 ; 1225 n° 8 ; t. III 1262 n° 7 ; 1281 n° 26.

3. *Stat.*, t. II, 1229 n° 7 ; 1250 n° 27.

4. On ne rencontrait ces convers que dans les grandes abbayes, car, dans les petites, les religieuses elles-mêmes remplissaient ces offices. D'autre part, ils ne devaient pouvoir entrer en contact qu'avec l'abbesse et la cellière, seules autorisées à « parler avec tous les membres de l'ordre ».

§ 3. — *Vie quotidienne.*

Nous allons maintenant donner un aperçu rapide du déroulement de la vie dans une abbaye.

Notre source, en cette matière, sera ce « pôvre Martin », dont il a été question plus haut et sur l'œuvre duquel nous avons déjà fait les plus expresses réserves. C'est que, en effet, la traduction qu'il a donnée des observances cisterciennes aux religieuses ne s'applique spécifiquement à la branche féminine de l'ordre que de façon très réduite. Il n'a pris soin de « féminiser » celles-ci que dans ce qui constitue le Livre 1^{er} de sa traduction : les *Ecclesiastica officia*. Et nous ne trouvons là — tout au moins dans la première moitié —⁵ que l'exposé de la réglementation liturgique cistercienne, commune évidemment dans ses moindres détails aux deux branches de l'ordre. Dans la deuxième moitié, la volonté de s'adresser à des femmes est plus apparente. Certains chapitres, trop exclusivement réservés à des clercs ou à des hommes, sont supprimés, et on aperçoit un net souci de substitution de vocabulaire. Mais la similitude reste cependant criante. Le « pôvre Martin » qui annonçait une adaptation de la règle s'est contenté la plupart du temps d'une traduction, parfois maladroite, et qui ne tient que fort peu compte des réalités de la vie d'un monastère féminin. Dans le chapitre réservé au travail des champs (L. XXIX)⁶ nous sommes en présence d'une traduction pure et simple, alors qu'il y a lieu évidemment de distinguer.

Donc, d'emblée, on constate dans le déroulement de la vie des moniales un strict souci d'identité entre leurs observances et celles qui régissent les abbayes masculines⁷. Le traducteur ici est l'interprète de la préoccupation de l'ordre : le souci de l'unité de l'observance. Les monastères féminins, intégrés de façon très étroite à l'ordre, ne doivent se permettre aucune originalité qui pourrait être source de multiples périls. Un seul point diffère vraiment, la clôture (à laquelle nous consacrerons le deuxième point de cette étude).

La vie des moniales doit être partagée entre la prière, le travail et la lecture des textes sacrés. Le travail, pour un cistercien, c'est essentiellement le travail de la terre⁸ et d'abord le défrichement. Dans les terres incultes et sauvages qu'avaient élues pour lieu de retraite les compagnons de Robert de Molesme, tout travail agricole dût être précédé d'un intense effort de mise en état du sol. Et on sait la place que tinrent les grandes abbayes cisterciennes dans l'économie rurale européenne.

Evidemment, ces rudes labeurs n'avaient rien de spécifiquement féminin. Cependant, il y a des exemples de défrichements effectués par des moniales cisterciennes⁹. Mais on peut penser que leurs convers s'occu-

5. GUIGNARD, *op. cit.*, pp. 413 à 478.

6. GUIGNARD, *op. cit.*, p. 489.

7. Cf. sur ce point, CANIVEZ, *op. cit.*, pp. 8 et 9.

8. Sept heures par jour doivent lui être consacrées. Reg. S¹. B¹, XI, VIII. (SCHMITZ, *op. cit.*, p. 109).

9. PAT. LAT., 156 col. 1001. « De constructione coenobii feminarum quod dicitur Monasterio-lum... sed etiam in agris fodiendo et cum securi et ligone silvam succisam exstirpando, spi-

paient de ces travaux, alors qu'elles-mêmes sans doute cousaient, filaient, brodaient des vêtements liturgiques et se livraient en général aux tâches qu'accomplit une femme dans sa maison¹⁰. Elles s'occupaient aussi de transcriptions de manuscrits¹¹ et de l'éducation d'enfants, tout au moins à une certaine époque, et pas de petits garçons¹².

A la *lectio divina* doivent être consacrées deux heures. Elles lisent les œuvres des pères de l'Eglise, pour fortifier leur spiritualité¹³. A l'assemblée du soir, ou *collatio*, elles lisent les Collations (de là vient le nom de cette assemblée), les vies des Pères par Cassien¹⁴, au réfectoire, l'Ecclesiaste, Salomon, le Livre de la Sagesse, Job, les Macchabées, etc...¹⁵.

Quant à l'oraison, elle reste la principale occupation de la cistercienne. Tout autre devoir est subordonné au devoir de prière. Les moniales assistent chaque jour à la messe de communauté; le dimanche, deux messes sont dites, la messe matutinale et la messe solennelle. Les moniales doivent communier à Noël, le jeudi saint, à Pâques et à la Pentecôte, obligatoirement, sauf si l'abbesse l'interdit. Elles peuvent le faire chaque dimanche et même chaque jour si elles le désirent¹⁶. Le chapitre général fixe en 1260¹⁷ à sept par an le nombre minimum des communions; il peut être plus élevé avec l'autorisation du visiteur. La communion eut lieu sous les deux espèces jusqu'en 1261¹⁸. Les heures canoniales sont dites évidemment de l'aube au soir¹⁹.

Les moniales couchent dans un dortoir composé de cellules séparées par des cloisons à mi-hauteur — seules les malades ont droit à des matelas — les autres ont des paillasses sur des planches, deux couvertures, un oreiller, et couchent tout habillées.

Ce qui caractérise la nourriture est d'abord l'absence totale de viande²⁰. Cette question de la viande dut faire l'objet de nombreux abus, car nous avons relevé maints statuts en rappelant l'interdiction²¹. Elles font deux repas par jour, plus une collation ou miste : (comprenant 1/4 livre de pain et 1/3 d'hémine de vin). Chaque repas peut comporter un plat cuit (légumes à l'eau, sans graisse et une livre de pain, plus des fruits). Le poisson semble avoir été toléré, mais pas les œufs et le pain blanc est proscrit. Les jours de jeûne sont innombrables. On ne l'interrompt réellement que de Pâques à la Pentecôte en signe de joie.

nas et vepres evellendo, manibus propriis assidue laborantes cum silentio victum sibi quarunt, vitamque Claraevallensium monachorum per omnia imitantes ».

10. De toutes façons, les femmes ne purent s'adonner à ces travaux extérieurs qu'avant d'être strictement cloîtrées. Ceci nous ramène donc aux âges héroïques de l'ordre.

11. L'abbaye de La Ramée eut son *scriptorium* et fit école (cf. CANIVEZ, *Cîteaux en Belgique*, Scourmont 1926 p. 192).

12. STAT., t. I, 1206, 5.

13. P. L., CL, XXXIV 87, 91.

14. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE (Henry) *Etude sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes et principalement de Clairvaux aux XII^e et XIII^e s.*, Paris 1858.

15. Cf. GUIGNARD, *op. cit.*, XLI, p. 446.

16. GUIGNARD, *op. cit.*, LXVI, p. 471.

17. STAT., II, 1260 n° 6.

18. STAT., II, 1261 n° 9.

19. Un point qui nous montre à quel point la traduction à laquelle nous nous référons est une copie textuelle des observations masculines est qu'on y envisage le cas des heures dites pendant le travail hors du monastère.

20. REG. S^t B^t XXXVI, XXXIX.

21. STAT., t. III, 1283 n° 7 ; 1285 n° 8 ; 1286 n° 41 ; 1320 n° 5 ; 1337 n° 2 ; 1342 n° 4.

Le chapitre conventuel a lieu chaque jour après la messe matinale, comme dans les abbayes d'hommes²². Il est présidé par l'abbesse, ou, à son défaut, par la prieure. Après la prière, a lieu la lecture de la règle, puis celles qui ne peuvent, pour une raison particulière, remplir la tâche qui leur est assignée s'en excusent. On lit ensuite le « Rouleau des Morts » — et l'abbesse communique, après cela, à la communauté les nouvelles et informations que celle-ci a besoin de connaître.

Alors commence le « chapitre des coupes » avec son système de « clameurs »²³ suivi de châtements corporels.

Le secret le plus rigoureux est prescrit sur toutes ces délibérations, décisions ou exécutions du chapitre. Le confesseur, cependant, doit y assister ; ce n'est pas dit explicitement, mais il est indiqué que celles qui le désirent restent, après la séance, dans la salle capitulaire pour se confesser²⁴.

Il nous paraît inutile d'insister davantage sur le déroulement journalier de la vie des moniales. Nous croyons en avoir noté les points intéressants. Le reste est bien connu. Notre scribe énumère ensuite les différents lieux de l'abbaye, en indiquant par le menu la tenue qu'il conviendra d'observer dans chacun d'eux²⁵ ; nous indique les jours où l'abbesse devra veiller à ce que les convers se rasent et aient les cheveux coupés (XC, p. 500), les jours où doivent avoir lieu les saignées (XCV, p. 505, leur fréquence est étonnante), le traitement réservé aux malades (XCVII, p. 509), enfin les services à dire autour des mortes (XCIX, C, CI, CII, CIII, p. 512 à 519). Suit une énumération des « semainières » et de leurs tâches respectives (CIX, p. 525, semainière des collectes, CX, p. 526, des invitatatoires, CXII, p. 527, lectrice au réfectoire, CXIV, p. 529, cuisinière). Nous renvoyons sur tous ces points à la lecture de notre chapelain-traducteur, ne désirant pas copier à notre tour la copie qu'il fit des *usus antiquiores*. Arrivons-en plutôt à un aspect nettement spécifique, lui, de la vie religieuse féminine.

§ 4. — La clôture.

Un point est intéressant dans les règles qui régissent la vie quotidienne des moniales, c'est la *clôture*²⁶, et c'est par lui que nous terminerons notre étude de la vie dans l'abbaye. Point intéressant parce que la législation cistercienne sur la clôture est à la base de tout travail qu'on veut consacrer à ce sujet²⁷. On a même pu dire qu'elle avait été l'inspiratrice

22. GUIGNARD, LXX, p. 478.

23. DU CANGE, II, 349 v^o clamare : *clamare et clamari dicebantur monachi in capitulo quoties de delictis alios accusabant aut ipsi accusabantur*.

24. Mais seulement si le confesseur est le visiteur, à qui elles peuvent parler au chapitre. Si c'est un autre, elles ne peuvent se confesser que dans un lieu déterminé et à travers une grille bene et spisse ferrata.

25. Cela donne lieu parfois à des détails précis assez pittoresques (cf. GUIGNARD I, XXVI, p. 485).

26. D.T.C., v^o clôture, t. III, pp. 244, 257.

27. GÉRARD HUYGHE, *La clôture des moniales des origines à la fin du XIII^e siècle*, Roubaix 1944, 113 p.)

de la bulle *Periculoso* de Boniface VIII²⁸, aboutissement de toutes les recherches des siècles précédents.

On peut, pour faciliter le classement des textes, distinguer entre la clôture active et la clôture passive²⁹. La première interdit à toute professe de quitter le monastère — la seconde empêche toute personne étrangère de pénétrer dans le monastère.

Nous avons déjà vu le souci qu'avaient les cisterciens de n'admettre dans leur ordre que des communautés qui accepteraient d'être cloîtrées. Ils veillaient à faire observer cette discipline par les communautés déjà intégrées³⁰. Dès 1220, le chapitre général pose le principe : tout monastère qui n'acceptera pas la clôture se verra éliminé de l'ordre³¹ (on avait déjà pris des précautions : une distance devait séparer les monastères d'hommes et de femmes³²). Les statuts des chapitres généraux répètent ensuite inlassablement la prohibition qui est faite à toute professe de quitter le monastère³³. On interdit en particulier un subterfuge : on prenait prétexte du vœu fait d'accomplir un pèlerinage, ou du désir d'aller à Rome chercher des indulgences pour quitter son monastère³⁴.

On cherche aussi énergiquement à faire respecter la clôture passive. En 1231, on fixe la façon dont devraient se dérouler les confessions³⁵ — le confesseur lui-même ne doit pas avoir le droit d'entrer. On interdit ensuite aux femmes laïques de passer la nuit dans les monastères, même à l'infirmerie³⁶.

On recommande au père immédiat ou au visiteur de veiller soigneusement à ce que nul n'entre dans la clôture³⁷. Spécialement les *mulieres conjugatas*³⁸.

Enfin en 1312, le principe général est rappelé³⁹. Nous ne pouvons que

28. VI, II, XVI, I — A vrai dire, on attribue cette glorieuse paternité à plusieurs ordres féminins... cf. ce que nous dirons des clarisses.

29. G. HUYGHE remarque (*op. cit.*, p. 101) que la bulle le fait, sans employer expressément les mots.

30. STAT., t. I, 1212, n° 62.

31. STAT., t. I, 1220, n° 4 et 60. Il faut noter qu'avant cette date, on n'observait pas la règle de clôture de façon absolument rigoureuse. On pouvait sortir avec la permission du visiteur (Ms. Dijon, f° 17 v°, 18 r°). On le permettait à l'abbesse et à la cellière pour vaquer aux affaires matérielles. STAT. t. I, 1218 n° 84 — elles pouvaient même se faire accompagner de deux moniales. Cette licence disparut avec la création des *procuratores temporalium*.

32. STAT., t. I, 1218-4.

33. STAT., t. II, 1237, n° 4 (interdiction de venir au chapitre général à Cîteaux. C'était là une belle excuse de voyage — et les moniales n'avaient qu'y faire — mais il est troublant de constater que le dernier des chapitres généraux de Tart que nous possédions est de 1302 — alors, la clôture... ?) t. III, 1298, n° 2 ; 1318, n° 16 ; 1320, n° 4 ; 1333, n° 1 ; 1371, n° 2. On peut noter une exception assez curieuse : STAT., t. III, 1274, n° 41 — On consent à envoyer deux moniales auprès de la comtesse de Flandre qui en réclame.

34. STAT., t. III, 1296, n° 5 ; 1348, n° 3 ; 1350, n° 4.

35. STAT., t. II, 1230, n° 6.

36. STAT., 1295, 10 et STAT., t. 1238, n° 10. Cette prohibition fut d'ailleurs tempérée en 1242 (n° 17). Ce même statut décrit la *fenestra bene et spisse ferrata, vellaquecium modo simili preparatum*, à travers laquelle devront parler les moniales aux visiteurs — en nombre très limité (*consanguinei*) — qu'elles ont le droit de recevoir ! En 1296 (n° 7) on apporte un nouveau tempérament à l'interdiction en permettant l'entrée *diurnis horis ad personas nobiles et honestas*. La stricte rigueur doit parfois céder devant des considérations qu'on peut supposer politiques.

37. STAT., t. II, 1241, n° 24.

38. STAT., t. II, 1275, n° 15 ; t. III, 1301, n° 6.

39. STAT., 1312, n° 10.

faire nôtre ici le témoignage que rend M. Huyghe aux « efforts continus et coordonnés » des chapitres généraux et souscrire à sa conclusion : « Sa législation (celle de l'ordre cistercien) de la clôture est complète, sagement adaptée aux circonstances, et les siècles à venir y ajouteront peu d'éléments nouveaux⁴⁰. »

Cependant, cette sage et complète réglementation n'obtint pas toujours des résultats proportionnés aux efforts de ses auteurs. Les décisions des chapitres généraux ne furent jamais complètement observées, ni observées partout⁴¹. La gravité même des sanctions prévues le montre. Et ceci fort tardivement⁴².

Lorsque, en 1298, intervint la bulle *Periculoso*, elle ne fit pas que substituer une obligation légale à un état de fait déjà satisfaisant. Certes, les clarisses avaient inauguré un demi siècle auparavant la clôture pontificale, mais il restait beaucoup à faire encore pour parvenir à une réglementation unifiée. C'est que la matière dont nous traitons est le domaine même de la diversité⁴³ — comme nous allons encore le voir en disant quelques mots de l'exemption des abbayes des moniales.

§ 5. — L'exemption des abbayes des moniales.

C'est un sujet complexe et il est difficile de présenter un état clair de la question. Tant que les cisterciens tolérèrent les moniales dans leur sphère d'influence sans vraiment les admettre dans leur ordre, elle demeurèrent évidemment soumises à la juridiction épiscopale⁴⁴ ou n'accédèrent à l'exemption que dans des cas précis. La papauté au XII^e siècle exigeait d'ailleurs le plus souvent que les nouvelles fondations relevassent du diocésain⁴⁵. L'ordre lui-même ne fut pas immédiatement exempt⁴⁶.

Lorsque, après 1228, le chapitre général autorisa certains monastères à demeurer soumis aux *Institutiones* sans qu'ils fassent partie de l'ordre, ces monastères non plus ne furent pas exempts. Pourtant beaucoup d'entre eux se disaient cisterciens et étaient « considérés » comme faisant partie de l'ordre... Nous y reviendrons.

Les abbayes, en revanche, qui furent intégrées à l'ordre, par une décision du chapitre général, furent-elles, elles, pleinement exemptes lorsque l'ordre le fut ? Théoriquement, oui, mais on est en présence, là en-

40. HUYGHE, *op. cit.*, p. 87.

41. CANIVEZ, *Cîteaux en Belgique*, *op. cit.*, p. 27.

42. L'ordre frappait d'excommunication ses membres coupables de violer la clôture — et demanda à Innocent IV de frapper de la même peine les séculiers qui le feraient.

43. Comment concilier, par exemple, l'obligation en clôture et celle de l'assistance aux chapitres généraux de Notre-Dame du Tart ?

44. Ceci même dans le cas, que nous avons vu fréquent, où un abbé cistercien assurait la *cura* du monastère, évidemment sans mandat de l'ordre ; mais y jouait le rôle d'abbé père, en fait. Et on voyait alors cette situation paradoxale (cf. KRENIG, *op. cit.*, p. 19) d'une abbaye dirigée par un abbé cistercien, qui pouvait recevoir des constitutions nouvelles de l'évêque sans avis de celui-ci.

45. Cf. KRENIG, *op. cit.*, p. 18.

46. L'exemption ne fut pleinement réalisée qu'au milieu du XII^e S. (cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 135). Saint Bernard n'en était pas partisan. On trouve toujours dans la première moitié du XII^e s. la réserve des droits épiscopaux dans les *privilegia* et ce n'est qu'en 1161 qu'on y trouvera la seule réserve des droits pontificaux.

core, d'exceptions. La matière de l'exemption est le domaine de la variété ; et on peut évoquer facilement les multiples tensions qui durent naître entre l'ordre et les évêques d'une situation aussi peu précise⁴⁷.

Aussi, avant d'incorporer une maison, l'ordre se préoccupait-il toujours de sa situation, faisant renoncer officiellement le diocésain à ses droits pour éviter les contestations ultérieures. Deux statuts du chapitre général déclarent qu'il faut, avant toute incorporation, obtenir une charte de l'Ordinaire, munie de son sceau et de celui de l'église cathédrale qui exempte de façon formelle l'abbaye dont il s'agit⁴⁸.

Ainsi libérée, elle peut entrer dans l'ordre et jouir de tous ses privilèges. En principe, l'évêque n'aura aucun pouvoir sur la vie intérieure de l'abbaye, qui sera à l'abri de l'interdit, exemptée des visites pastorales et du synode diocésain⁴⁹.

L'évêque devra bénir l'élue⁵⁰, mais la formule de profession contient toujours la mention *salve ordine suo* après la promesse d'obéissance, réserve par laquelle l'abbesse s'engage à respecter avant toutes choses les constitutions de l'ordre. Si, sollicité par trois fois, l'évêque refuse cette bénédiction, l'abbesse peut remplir ses fonctions sans entrave⁵¹. L'évêque intervient également pour les consécrationes, mais les privilèges pontificaux limitèrent fréquemment ses pouvoirs⁵². Quant à la dîme, les cisterciens en étaient en principe exempts depuis 1132⁵³, mais transigeaient fréquemment avec les curés en leur payant un cens. Ce fut parfois le cas pour des abbayes féminines aussi⁵⁴.

Tout ceci semble clair, et paraît faire participer les abbayes féminines

47. Les canonistes, d'ailleurs, affirmèrent toujours les pouvoirs des évêques sur les monastères féminins (cf. RAMBAUD-BUHOT, *op. cit.*, p. 170), et ceux-ci acceptaient souvent fort mal d'être privés de leurs droits sur des maisons qu'ils avaient parfois fondées eux-mêmes, ou à la fondation desquelles ils avaient directement participé et qui avaient été soumises un temps à leur juridiction.

48. STAT., II, 1244, n° 7 ; 1245, n° 6.

49. Les abbés cisterciens excommunient eux-mêmes les moniales rebelles et prennent les sanctions nécessaires contre les chapelains, on l'a vu.

50. L'abbé de Cîteaux obtint seulement en 1489 le privilège de bénir les abbés et abbeses de son ordre.

51. Cf. Berthold MAHN, *op. cit.*, p. 137.

52. Cf. la bulle de Célestin III aux cisterciennes de Franquezas que nous citons p. n° : « Pro consecrationibus vero altarium vel ecclesiarum sive pro oleo sancto vel quolibet ecclesiastico sacramento nullus a vobis sub optentu consuetudinis vel alio modo quicquam audeat extorquere, sed haec omnia gratis vobis episcopus diocesanus impendat, alioquin liceat vobis quaecumque malueritis catholicum adire antistitem, gratiam et communionem Sacrosanctae Romanae sedis habentem qui nostra fretus auctoritate vobis quod postulat impendat quod si sedes diocesani episcopi forte vacaverit, interim omnia ecclesiastica sacramenta a vicinis episcopis accipere libere... quia vero interdum proprium episcoporum copiam non habetis, si quem episcopum Romanae sedis communionem habentem et de quo plenam notitiam habeatis per vos transire contigerit, ab eo benedictiones vasorum, consecrationes altarium, ordinationes monialium auctoritate sedis recipere valeatis ».

53. Bulle *Habitantes in* d'Innocent II — cf. Berthold MAHN *op. cit.*, p. 104.

54. Nous en avons un témoignage à propos de l'abbaye de Flines en 1235 (CART I p. 11). Et on constate une transaction du même genre en 1246, faite par l'abbaye de Maubuisson (qui avait été agrégée à Cîteaux en 1245) et Benoît, curé de Saint-Ouen, lequel renonça pour 50 livres à ses droits curiaux (CART. p. 31). De même, l'abbaye de Val Notre-Dame (CANIVEZ, *op. cit.*, p. 280) transigea en 1263 avec un curé qui voulait administrer les derniers sacrements aux personnes vivant dans l'abbaye, et percevoir à cette occasion les offrandes. De plus, si le défunt laissait à l'abbaye une partie de ses biens, le curé recevait « vingt ou trente deniers liégeois ». En 1248, l'abbaye de Beaupré fit passer sous sa dépendance l'église paroissiale de Santbergen, moyennant le versement d'un cens annuel. (CANIVEZ, *op. cit.* p. 280).

à l'exemption de l'ordre de façon complète. La situation réelle demeure en fait beaucoup plus confuse. Même au XIII^e siècle on rencontre des abbayes de moniales qui, incorporées à l'ordre *jure pleno*, n'échappent pas complètement à la juridiction de l'évêque⁵⁵.

Enfin, il faut bien voir que, même aux XIII^e et XIV^e siècles, certains abbés cisterciens continuèrent la tradition du XII^e en s'occupant de monastères non incorporés et non exempts, ce que le chapitre général tolérait pour telle ou telle raison particulière, et qui se disaient cisterciens⁵⁶. Fréquemment intervenait alors un privilège pontifical qui exemptait la maison, il était destiné à influencer le chapitre général et à le décider à incorporer ; on légitimait ainsi les rapports qui s'étaient établis entre cette maison et l'abbaye masculine voisine, cette maison maintenant exempte ayant une raison de plus d'être « considérée » comme cistercienne.

On voit à quel point de confusion on parvient et combien il est difficile en cette matière de systématiser.



On a écrit, à propos des moniales cisterciennes : « Il n'existait aucune unité comparable (chez elles) à l'unité qui régnait entre les monastères d'hommes à travers les diverses filiations »⁵⁷. On pourrait être tenté d'approuver entièrement cette opinion en terminant l'étude de l'exemption. Néanmoins, il nous paraît qu'elle doit être nuancée.

L'unité de l'ordre fut recherchée sans relâche par les chapitres généraux. Sans cesse, on les voit tenter de la réaliser, sur le plan des observances ou sur celui de l'organisation constitutionnelle, entre les abbayes masculines et une branche féminine dont la sève est parfois difficile à canaliser. Certes, les particularités ne furent pas rares, mais il fallait concilier les contraires ; un foisonnement presque incontrôlable devait s'insérer dans une construction savante et raffinée. Nous avons vu l'ordre de Prémontré renoncer à l'entreprise. Cîteaux, dans une large mesure, réussit la sienne.

55. Cf. KRENIG, *op. cit.*, p. 23 et s. qui donne plusieurs exemples d'abbayes allemandes qui étaient dans cette situation.

56. Cf. KRENIG, *op. cit.*, p. 31 s. — Tel fut le cas de Frauenroth, celui d'Heiligenthal.

57. R. P. DE LA CROIX-BOUTON, *op. cit.*, p. 77, n. 1.

CHAPITRE III

LES ORIGINES DE L'ORDRE DE FONTEVRAULT

Section I. — L'ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE

Les circonstances qui amenèrent Robert d'Arbrissel à fonder l'ordre de Fontevrault sont un peu comparables à celles qui exigèrent de Norbert de Xanten l'établissement des premières sœurs de Prémontré¹. Lorsque après des pérégrinations multiples, Robert d'Arbrissel arriva, en 1101 à Font d'Evrauld², il était suivi d'une foule hétéroclite qu'avaient attirée sa prédication, son accoutrement bizarre, et l'esprit du temps, qui poussait au désert les âmes éprises d'absolu³.

On lui fit don d'un lieu inculte qui lui parut propice : il devait évidemment, de façon urgente, donner un établissement stable aux hommes et surtout aux femmes qui l'escortaient. Lui avait-on conseillé, au concile de Poitiers, qu'il venait de quitter, de fonder un ordre ? En tout cas, il fallait trouver une solution pratique aux problèmes que posait la cohabitation des hommes et des femmes. Il leur fit construire des huttes de branchages, les sépara, assigna aux hommes l'aménagement des lieux et la construction d'un oratoire, ordonna aux femmes de s'adonner à la prière et à la contemplation.

On ne peut parler, à ce moment, ni de règle, ni d'organisation. Robert est le *dominus* et non l'abbé⁴ de cette communauté mixte qui n'est mê-

1. Cf. J. VON WALTER, *Die ersten Wanderprediger Frankreichs. Studien zur geschichte des Monchtums*, I, Robert von Arbrissel, Leipzig, Dieterichsche Verlags Buchhandlung, Theodor Weicher, 1903, 8°, 195 p. (traduction française de CAHOURS, in *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, t. XXIV, 1907) p. 287.

2. Cf. René NIDERST, *Robert d'Arbrissel et les origines de l'Ordre de Fontevrault*, Rodez 1952, 96 p., plus notes, appendice et bibliographie (p. 185 à 193).

3. Sur le mouvement érémitique, cf. Dom Louis GOUGAUD, *La vie érémitique au Moyen Age*, in *Revue d'ascétique et de mystique*, 1^{re} année n° 3, juillet 1920, p. 209-240 et n° 4 octobre 1920, p. 313-328 — Chanoine RAISON ET R. NIDERST. *Le mouvement érémitique dans l'Ouest de la France à la fin du XI^e S. et au début du XII^e S.*, in *Annales de Bretagne* 1948, p. 1 à 46.

4. *Dominus solus erat*. Vie de Robert d'Arbrissel, par BAUDRY, évêque de Dol. On possède deux vies de Robert d'Arbrissel, celle de BAUDRY fut composée au lendemain de la mort de Robert à la demande de l'abbesse Pétronille et des moniales de Fontevrault. La seconde a pour auteur le Frère ANDRÉ, un inconnu dont on suppose qu'il a été moine à Fontevrault, et peut être même confesseur de Robert. Ces manuscrits ont été perdus avec les archives des Bollandistes au XVIII^e s. Nous en possédons l'édition que donna en 1461 Michel COSNIER, prêtre de Poitiers et curé de Fontevrault, « *Fontis Ebraldi Exordium complectus opuscula duo, cum*

me pas encore un monastère double⁸ et dont on ne peut prévoir qu'il sera une des fondations les plus originales de ce temps.

La situation va rapidement se transformer, en partie par l'intervention des autorités ecclésiastiques qui, nous l'avons dit à d'autres moments, redoutaient les formes aberrantes. Dès 1106, Pierre II, évêque de Poitiers, ami de Robert, obtient du pape, Pascal II, qu'il prenne sous sa protection la nouvelle fondation et en confirme les possessions⁹. Pierre agit de même pour son compte⁷. L'abbaye de Fontevault naît.

Est-ce, à ce moment, une abbaye féminine ? On peut le soutenir⁸ car l'acte de confirmation pontifical parle de *sanctimoniales* et jamais de *fratres*, et aussi les premières donations. En revanche, les chroniqueurs font formellement mention de *fratres*⁹. On peut admettre, évidemment, pour les toutes premières années, l'existence d'une communauté mixte où l'élément masculin, de par son infériorité numérique, est relégué au second rang et même ignoré. Mais cela est très limité dans le temps. En 1115, il existe à Fontevault deux communautés distinctes formant une unité juridique soumise à une autorité unique, celle de Pétronille de Chemillé, l'adjointe d'Hersende, à qui Robert d'Arbrissel a confié la direction de ce qui est déjà un ordre¹⁰.

En effet, Robert d'Arbrissel ne s'est jamais soucié de diriger son ordre. Dès 1101, il a repris ses prédications itinérantes, et revient de temps à autre pour donner à son œuvre sa physionomie définitive¹¹. En 1115, cette œuvre est achevée, et la relation des faits qui entourèrent la mort de Robert¹² nous le montre réunissant autour de lui les frères et leur faisant prononcer un vœu de stabilité au service des religieuses¹³ (*pene*

notationibus de Vita B. Roberti de Arbrissello, Fontebraldensis ordinis institutionis et quæstionibus aliquot de potestate abbatissæ », La Flèche ; 305 p. Également celle des *Acta Sanctorum* 1658, Febr. (25) t. III, p. 593-616 — et celle de Migne, *P.L.T.* CCXII col. 1053. Nous nous servirons de préférence de l'édition de Cosnier que nous citerons : *Exordium*. Il faut évidemment user de ces *vitæ* avec précaution... elles sont plus l'œuvre de prédicateurs ou de moralisateurs que de critiques. Sur tous ces points, cf. NIDERST, *op. cit.*, p. 175 et s.

5. Lorsque Robert d'Arbrissel confie à Hersende de Champagne en 1102-1103 la direction de sa communauté, elle n'est pas encore nommée *abbesse*, mais *magistra* ou *astatrix*. Elle mourra vers 1112.

6. COSNIER, *Exordium* p. 109... « *fundum Rareigium, Fontem Buldoricum, Lagias, Silvam, S. Hermetis, Podiam* ».

7. *Ibid.* p. 144-146.

8. Cf. A. FLICHE, *La réforme grégorienne et la reconquête chrétienne*, (1057-1123). Paris 1946, (*Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours*, t. 8) p. 448.

9. Nous avons dit, évidemment, que ce ne sont pas des historiens au-dessus de tout soupçon...

10. Fontevault a déjà des prieurés sous sa dépendance. Les Loges, établi en 1102-1103, la Puye, 1113-1104 ; Gaine, Ralay-Lencloître, entre 1106 et 1108 ; Rives, Chaufournois 1108-1109 ; Villesalem, 1109, Orsan, 1112-1115 ; la Lande en Beauchêne, Tuçon, Blesseé, La Madeleine d'Orléans, 1112 ; Boubon, 1113 ; la Gasconnière, la Sauviat-Cadouin, 1113-1114 ; L'Espinasse, 1114 ; Beaulieu les Hautes-Bruyères 1115. Tous ces prieurés furent fondés du vivant de Robert, par lui en général. On trouve cette liste dans NIDERST, *op. cit.*, p. 53, qui signale (p. 141) que la « Chronique de Saint Maixent » (*Chroniques des Eglises d'Anjou*, éd. Marchegay et Mabilley, p. 420) donne une liste un peu différente.

11. Il est à Fontevault en 1113 quand il y reçoit un bref de Pascal II, d'avril, qui renouvelle la protection du Saint-Siège et exempte l'ordre de la juridication épiscopale. J. DE LA MAIN-FERME, *Clypeus nascentis Fontebraldensis ordinis contra priscos et novos ejus calumniatores*, 1^{re} éd. 1684, 2 vol., 2^e éd. 1692, 3 vol. I, p. 19.

12. NIDERST, *op. cit.*, p. 64.

13. *Qua propter deliberato vobiscum, dum adhuc vivo, utrum permanere velitis in vestro proposito : ut scilicet, pro animarum vestrarum salute, obediatis ancillarum christi præcepto, scitis enim quia quaecumque, Deo cooperante, alicui aedificavi, earum potentatui atque dominicatu subdidi* — cité par NIDERST, p. 143 n° 46.

omnes unanimi voce dixerunt). Le caractère original de l'ordre est ainsi établi¹⁴ : il est dirigé par une abbesse, à laquelle sont soumis complètement les membres masculins de l'ordre.

On a cherché à élucider les mobiles qui poussèrent Robert d'Arbrissel à fonder un ordre de ce type et les opinions les plus variées — et les plus bizarres — ont été soutenues¹⁵. Différents facteurs ont certes pu avoir un rôle dans sa décision, mais il nous semble que les motifs pratiques y ont une large place. La prédication de Robert d'Arbrissel souleva l'enthousiasme dans l'ouest de la France, livré alors au mystérieux appel de l'érémisme, particulièrement l'enthousiasme des femmes¹⁶. Arbrissel les attirait, le fait n'est pas niable, on le lui a d'ailleurs si vivement reproché qu'on s'est abstenu de l'élever sur les autels. C'est là qu'il faut chercher les raisons du caractère original de sa fondation, qui ne sont pas poétiques ni mystiques, mais pratiques. Parmi ses disciples, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses que les hommes, et il était normal que Robert d'Arbrissel choisit une femme comme première « adjointe ». Dans les années qui suivirent, la compétence de celle-ci s'affirma, et les qualités de son assistante Pétronille de Chemillé. Tout naturellement, quand vint l'heure de se choisir un successeur pour la direction matérielle et spirituelle de sa fondation, c'est vers cette femme qu'alla son choix. Elle avait été deux fois mariée et Robert la préféra à une jeune fille dont il craignait l'inexpérience¹⁷. Il fit approuver son choix par des

14. D'autres communautés doubles à direction féminine ont existé, bien entendu. On a dit (DOM CHAMARD, *Vie des Saints personnages de l'Anjou — Vie de Robert d'Arbrissel*) que l'usage de donner la primauté aux femmes dans un monastère double aurait été courant à l'époque. On peut citer, en effet, Sainte Christine de Treviso, Sainte Justine de Lucques, (à l'abbesse de cette abbaye Alexandre III en 1176 permit de recevoir des hommes à la profession) (MURATORI, *Antiquitates italicæ*, XIII, 533-536), Sainte-Croix de Poitiers (un capitulaire de Louis le Pieux de 822-24, M.G.H. *Capit.* I, 302 dit : « et ipsi (clerici) per omnia ad diclam congregationem sanctæ Crucis honeste et perfecte obediens sint atque subjecti » — Saint-Sulpice la Forêt, (DOM Philibert SCHMITZ, *op. cit.*, p. 52, montre la similitude d'organisation : les religieux font profession devant l'abbesse, elle choisit parmi eux les visiteurs, etc...). Mais il s'agit toujours de monastères isolés, et à Fontevault, pour la première fois, c'est d'un ordre à direction féminine qu'il s'agit. Le seul qui puisse lui être comparé est l'ordre des Gilbertins, fondé en 1146, et que son fondateur organisa sur le modèle de Fontevault après avoir en vain essayé de le confier aux cisterciens.

15. On l'a présenté comme le « chevalier errant du monachisme » soucieux de réhabiliter la femme dont la dignité était méconnue en ces siècles de fer (BEZZOLA, *Guillaume IX et les origines de l'amour courtois*, in *Romania*, 1940-41, p. 145, 237), on a cherché des explications mystiques : Robert aurait voulu appliquer les paroles de Jésus au Calvaire « Mère, voici votre fils » et consacrer la tutelle de la Vierge sur la chrétienté (COSNIER, *Exordium*, p. 242, 305). Il a pu, en effet, être ému de la misérable condition de certaines des femmes qui le suivaient. Il n'est pas niable que la femme a parfois été méprisée à cette époque. Il n'est que de lire les lettres de Geoffroy de Vendôme à Robert (P.L. t. CLVII, col. 184 et CLXXI col. 1480-1486). Mais sa dignité n'était pas systématiquement méconnue, et ne l'était pas par l'Eglise autant qu'on l'a dit. (MANSBACH, *Die Stellung der Frau in Menschleits Leben*, 1906. Cf. RAISON-NIDERST, *op. cit.*, p. 38).

16. Des femmes innombrables le suivirent, de tous âges, de toutes conditions « *conveniebant mulieres pauperes et nobiles, viduae et virgines, senes et adolescentes, meretrices et masculorum aspermatrices... nec incestas, nec pellices refutabant* » (BAUDRY, *Vita*). « Les jeunes filles surtout se montraient ardentes à le suivre et avides de contracter l'hymen spirituel avec le Christ auquel il les conviait » (A. FLICHE, *op. cit.*, p. 448).

17. On peut lire dans la *Vita* d'André des réflexions de Robert (?) : « *Scio enim hujus ordinis dignitatem, scio virginem exigere... scriptum est quod qui virgines custodit virgo debet existere. Sed quomodo poterit quaelibet claustrensis virgo exteriore nostra convenientes dispensare, quae non novit nisi psalmos cantare* ? » Une bulle d'Innocent III de 1201 permettra toutefois à une vierge d'être abbesse de Fontevault (C. L. PICARD, *L'Ordre de Fontevault de 1115 à 1207*, Saumur, s. d. p.)

dignitaires ecclésiastiques de l'église de Poitiers¹⁸ dont on peut penser qu'ils étaient, eux aussi, plus sensibles aux raisons pratiques, à la compétence, aux qualités de la future abbesse, et aux garanties que présentait son rang social, qu'à des considérations plus ou moins philosophiques.

Quoi qu'il en soit, en 1115, l'ordre de Fontevault existe, a sous sa juridiction de nombreux prieurés, jouit de la protection pontificale et de l'exemption. Il est dirigé par une abbesse, c'est un ordre féminin, savamment organisé, qui va connaître extension, richesse et notoriété¹⁹.

Section II. — LE GOUVERNEMENT DE L'ORDRE ET SON ORGANISATION

§ 1. — L'abbesse de Fontevault.

Il faut donner la première place à l'étude de l'héritière spirituelle de Robert d'Arbrissel, à l'abbesse de Fontevault. Il importe de le faire avant d'aborder tout autre problème, car tous en dépendent. Et c'est en ce faisant que nous verrons le mieux apparaître les caractères fondamentalement originaux de l'ordre. Nous n'écrivons pas ici l'histoire de l'ordre de Fontevault, pas davantage celle de ses abbesses²⁰. Elles sont du reste, de toute évidence, inséparables. A l'abbesse appartient le gouvernement spirituel et matériel de l'ordre, aussi fut-il souvent un fidèle reflet des femmes qui le dirigèrent. Nombre d'entre elles furent d'ailleurs des femmes remarquables²¹, et si Fontevault devint assez rapidement un ordre aristocratique, il nous paraît exagéré d'y voir « l'asile des grandes dames dégoûtées du monde ».

Nous ne nous étendrons donc pas sur les personnalités qui se succédèrent à la tête de l'ordre, mais sur l'étude de leurs pouvoirs et de leurs prérogatives.

Ils furent établis dès l'origine. Calixte II, en 1119, lors de son pas-

18. *Vita d'André*, p. 117.

19. Nous avons pas craint, pour lui, d'employer cette expression « ordre féminin ». Nous l'avions refusée aux cisterciennes, nous la contesterons aux mendiants. Nous pensons qu'elle convient à l'ordre de Robert d'Arbrissel, bien que, en droit strict, on la lui puisse refuser puisque l'abbaye de Fontevault n'eut jamais que des prieurés sous sa dépendance.

20. Il existe sur la matière une abondante bibliographie d'inégale valeur d'ailleurs. Citons : SACHÉ, *les Abbesses de Fontevault*, Angers 1921 ; PICARD (Colonel) *L'ordre de Fontevault de 1115 à 1207*, Saumur s. d. ; RELIGIEUSES DE BOULAUD — *Histoire de l'Ordre de Fontevault 1100-1908*, 2 vol. Auch 1911 ; H. NIQUET — *Histoire de l'Ordre de Fontevault contenant la vie et les merveilles de la sainteté de Robert d'Arbrissel et l'histoire chronologique des abbesses*, 1^{re} éd. in-4^o, 1642 ; Paris ; 2^e éd. in-8^o Paris ; 3^e éd. 1686, in-8^o Angers. D'autres ouvrages sont postérieurs aux réformes de l'ordre.

21. « Qui vécurent pieusement, gouvernèrent paisiblement et moururent saintement » — cité par G. MALIFAUD — *L'abbaye de Fontevault — Notice historique et archéologique*, Angers, 1866, in-8^o p. 31. L'auteur (p. 27 à 30) donne une liste des abbesses de l'ordre, de la mort de Pétronille (1149) à 1789. Sur leur œuvre après les réformes, cf. Dom PH. SCHMITZ, *op. cit.*, p. 94 et s.

sage à Fontevrault, approuva les statuts qui lui avaient été donnés ; l'énoncé des pouvoirs de l'abbesse en constitue le prologue²².

Cette *plenaria potestas*, spirituelle autant que temporelle, vise les frères aussi bien que les moniales. Ils lui doivent une obéissance totale. C'est l'abbesse qui les reçoit en religion²³, qui règle leurs entrées et leurs sorties du monastère, leurs rapports avec les étrangers²⁴, qui leur accorde sa miséricorde pour leur permettre de réintégrer l'abbaye s'ils se sont enfuis²⁵. Le prieur tient d'elle ses pouvoirs et ne prend de lui-même aucune initiative. Parmi les jeunes novices, admis à quatorze ans, elle choisit, quand ils en ont dix-huit, ceux qu'elle destine au sacerdoce et qu'elle envoie alors faire des études spéciales à Saint-Eloi d'Angers. Elle les choisit sur présentation du prieur, qui sera responsable devant elle²⁶.

On conçoit que des privilèges aussi exorbitants aient parfois paru insupportables. L'histoire de l'ordre de Fontevrault est pleine de rébellions²⁷, et les textes pontificaux qui rappellent les moines à l'obéissance sont innombrables²⁸. On s'est attaqué au principe même de ce pouvoir, à la juridiction spirituelle de l'abbesse. C'est que, évidemment, des problèmes se posaient. Dès l'origine, Fontevrault a joui de la protection pontificale, et d'une protection très étendue et souvent renouvelée²⁹, Pascal II, par des actes du 25 avril 1106³⁰ et du 5 avril 1113 accorde à

22. Geoffroy, abbé de Vendôme, recueillit, vingt ans après la mort de Robert, les statuts de l'ordre. On appelle son ouvrage communément *la Gauffre* et le texte que nous citons en constitue l'introduction Cf. *Constitution complémentaire de Cailleau*, (5) in COSNIER p. 213. « Ut Petronilla electa a magistro Roberto et constituta abbatissa communi voluntate et devota petitione tam sanctimonialium quam religiosorum fratrum, habeat et obtineat plenariam potestatem regendi ecclesiam Fontis Ebraldi et omnium locorum eidem ecclesiae pertinentium et obediant ei, venerantur eam ut suam spiritualem matrem, in ejusque providentia omnia ecclesiae negotia tam spiritualia quam saecularia permaneant aut quibuscumque attribuerit et prout constituerit ».

23. Statuts des religieux, COSNIER, *Exordium* p. 211, XXIV, « ut nullus praesumat quemlibet ad religionem suscipere, nisi abbatissa ».

24. COSNIER, *op. cit.*, p. 212 XXV, « Ut nullus extraneus recipiatur in conventum fratrum absque licentia abbatissae ».

25. COSNIER, p. 211, XXI, « Ut si quis frater inobediens discesserit et postea penitens redierit, ex praecepto abbatissae in hospitium recipiatur, et post peractam poenitentiam an abbatissae misericordiam requirat, et per eam conventum fratrum recipiat ».

26. Abbé Edouard BRON, (Abbé EDOUARD) — *Fontevrault et ses monuments — ou Histoire de cette royale abbaye depuis sa fondation jusqu'à sa suppression* (1100-1793) Paris 1873 2 vol. t. II, p. 162.

27. NIDERST, *op. cit.*, p. 84.

28. Bulle de Calixte II, bulle d'Honorius II de novembre 1126 (J. DE LA MAINFERME, *op. cit.*, I. p. 20 et NIQUET, *op. cit.*, p. 397) Bulle d'Eugène III, du 2 novembre 1149 (MIGNE, *Pat. Lat.* t. CLXXX col. 1400) et de 1152 (dans NIQUET, *op. cit.*, p. 380). Lettre de Lucie II de mai 1144.

29. On sait pourtant que la papauté fut traditionnellement hostile aux monastères doubles. Mais Fontevrault jouissait d'une réputation extraordinaire (on l'appelait « l'ouvrage de la dextre de Dieu ») et surtout l'ordre s'étendit avec une rapidité extrême (une lettre de Suger à Eugène III citée par NIQUET parle déjà de quatre à cinq mille moniales — et on dénombre au même moment trente-trois prieurés — il y en a jusqu'en Angleterre ! cf. NIDERST *op. cit.*, p. 87). Il était impossible d'endiguer le courant. De plus, l'ordre jouissait de puissantes protections. (Voir, sur les relations entre l'abbaye de Fontevrault et les Plantagenets — qui l'avaient choisie comme lieu de sépulture — Abbé Edouard BRON, *op. cit.*, t. II. p. 91 et 8).

30. COSNIER, *Exordium* p. 251 — « Statuimus ut idem locus et in eo permanens congregatio semper sub Apostolicae Sedis protectione servet ».

l'abbaye cette protection. Calixte II, le 15 septembre 1119³¹, Honorius II le 1^{er} novembre 1126³², Innocent II le 28 février 1137, Lucius II, le 10 mai 1144³³, Eugène III le 9 mai 1145³⁴ renouvellent l'immunité de l'ordre, confirment ses privilèges, garantissant ses possessions, cherchent à le protéger contre le clergé séculier³⁵.

Cette protection, cette immunité entraînèrent des conflits fréquents avec l'épiscopat. Car si Fontevrault eut d'ardents défenseurs³⁶, on connaît le duel acharné qui opposa Ulger, évêque d'Angers, et Pétronille, duel qui dura près de dix ans et nécessita l'intervention de saint Bernard (qui fut toujours un chaud partisan de Fontevrault³⁷).

Des problèmes se posaient, disions-nous. C'est que, en effet, si l'abbesse choisissait les religieux dont elle désirait les voir élevés au sacerdoce, elle ne pouvait les ordonner ! Quand l'ordre établissait sur ses terres des oratoires et cherchait à créer des paroisses, des conflits naissaient des limites de juridiction à établir — et qu'en était-il des dîmes ? Des décisions diverses furent rendues sur ces différents points³⁸.

Mais des difficultés subsistèrent. Il fallut, par exemple, une bulle d'Eugène III du 7 septembre 1149³⁹ pour obliger Guillaume Gislebert, évêque de Poitiers à reconnaître la nouvelle abbesse de Fontevrault, Mathilde d'Anjou (1149-1155) pourtant régulièrement élue par les religieuses.

On analyse en général la juridiction des abbesses de Fontevrault en leur refusant évidemment tout ce qui a trait au sacerdoce « la juridiction attachée au caractère sacré de l'ordre, qui est de droit divin », mais en leur accordant cependant une véritable juridiction spirituelle « la juridiction spirituelle purement ecclésiastique »⁴⁰.

La formule de bénédiction abbatiale est d'ailleurs nette : *Accipe potestatem regendi hoc monasterium spiritualiter et temporaliter*. De là découle le droit d'instituer les visiteurs de l'ordre, et les confesseurs⁴¹,

31. COSNIER, *Exordium*, p. 251.

32. J. DE LA MAINFERME, *Clypeus*, t. I, p. 20.

33. J. DE LA MAINFERME, *Clypeus*, t. I, p. 21.

34. J. DE LA MAINFERME, *Clypeus*, t. II, p. 449.

35. Bulle du 20 janvier 1131 (MIGNE, *Pat. Lat.* t. CLXXIX, Col. 72, 73) et Bref d'Auxerre du 17 décembre 1131 (MIGNE, *Pat. Lat.* t. CLXXIX, col. 116) d'Innocent II.

36. Pierre II, Guillaume Adelelme, évêque de Poitiers, Léger, archevêque de Bourges, Gérard, évêque d'Angoulême.

37. cf. NIDERST *op. cit.*, p. 76 et s.

38. Honorius II par une bulle du 1^{er} novembre 1126, accorde une certaine autonomie aux prieurés construits avec l'autorisation de l'ordinaire (NIQUET, *op. cit.*, p. 397). « Praeterea oratoria quae a vobis episcopi concessione constructa sunt, vel in posterum construentur, nulli hominum omnino occupare liceat vel ausu temerario infestare. Sane qui in vestris oratoriis divinis sunt famulantibus mancipati liberam ibidem habeant sepulturam. Porro decimas animalium vestrorum et frugum quae vestris propriis sumptibus excoluntur, et vobis exigere nemo praesumat... » Cette bulle avait été précédée de multiples décisions épiscopales, qu'on peut voir exposées dans NIDERST *op. cit.*, p. 81.

39. MIGNE, *Pat. lat.*, t. CLXXX col. 1396.

40. NIQUET, *op. cit.*, ch. XXVII, p. 351 et s. cite SUAREZ (t. des *Censures*, disp. 2 sect. 3 n. 7 où il est dit que le pape peut permettre à une femme d'excommunier) et AZON (*Institutiones morales*, t. I, l. 13 ch. 2 — « Nam sicut femina ratione dignitatis vel muneris capax est civilis jurisdictionis ; sic Abbatissa, ratione publici muneris, et officii, jus habet aliquando instituendi clericos in ecclesiis suo Monasterio subjectis et beneficia conferendi.

41. Ceci n'a été établi de façon formelle que par Sixte IV en 1483, mais semble entériner un usage antérieur. Les confesseurs désignés nommément ne pouvaient déléguer leurs pouvoirs (cf. NIQUET p. 375) ; dans les prieurés ils devaient obéir à la prieure : « in omnibus et per omnia

qu'on a parfois nommés ses « vicaires » et qui pourront porter des censures ecclésiastiques — de recevoir à la profession les religieux clercs et les dames de chœur, de dispenser des jeûnes, de donner des lettres dimissoires.

On comprend que les discussions aient été nombreuses et se soient prolongées dans le temps. On peut lire dans Niquet une consultation de Sorbonne de 1638 qui entérinait ses conclusions⁴².

La juridiction de l'abbesse est également temporelle. Si cet aspect paraît moins révolutionnaire, son importance est cependant extrême, car le temporel de l'abbaye et de l'ordre furent immenses⁴³. Dès l'origine, les donations furent très nombreuses⁴⁴ et continuèrent toujours à affluer. Certes l'ordre connut des périodes de grande pauvreté⁴⁵, mais elles étaient dues aux conditions politiques et non à une désaffection à son égard.

Chaque prieuré possédait une étendue, parfois fort vaste, de bois, de pâturages, de terres arabes ou de vignobles, des pêcheries, des moulins⁴⁶. Sur ce temporel, c'est l'abbesse de Fontevrault qui a la haute main. Elle est dans cette tâche aidée ou même suppléée par la grande prieure et par la cellière, et ce sont les frères qui assurent les besognes matérielles ou d'administration journalière. Chaque prieuré jouit évidemment d'une sorte d'autonomie financière, mais l'abbesse de Fontevrault centralise tout, signe les contrats importants et peut même invalider ceux qu'une prieure aurait passés en outrepassant ses droits⁴⁷. Elle se fait rendre compte par les administrateurs des couvents, et peut punir les fautifs.

Une bulle d'Eugène III de novembre 1152⁴⁸ rappelle que c'est l'abbesse

Priorissae tanquam matris obediatis ; nec liceat Patri confessori aliquid praecipere, quod possit obedientiam vel praeceptum priorissae impedire, quoniam et ipse priorisse obedire tenetur » Ils sont toujours révocables par l'abbesse de Fontevrault.

42. NIQUET, *op. cit.*, p. 372.

43. Une partie du cartulaire est à la Bibliothèque Nationale *Ms Lat. Nouv. Acq.* 2414.

44. On trouve dans la bulle de Calixte II d'Octobre 1119 (J. DE LA MAINFERME, *Clypeus*, II, p. 420, 426) une énumération des biens dont il confirme la possession à l'abbaye de Fontevrault, cf. également NIDERST *op. cit.*, p. 67 et s.

45. Pendant l'abbatit de Mathilde de Flandre (1189-1194) on dut différer le chapitre général l'abbaye étant dans une misère affreuse. De même de 1194 à 1207, sous l'abbatit de Mathilde de Bohême.

46. Cf. NIDERST, *op. cit.*, p. 75 — et les monographies de prieurés. Par exemple à Boubon (E. RAYET et abbé A. LECLERC — *Boubon. Monographie d'un monastère de Fontevrault au diocèse de Limoges* (1106-1792) — Limoges 1903) le temporel était très important (p. 84). Les jeunes filles apportaient généralement une dot, constituée quelquefois de rentes viagères dont on les voit jouir personnellement malgré les efforts des visiteurs. A Boulaur également, où, à l'origine on n'exigeait pas de dot, l'usage s'établit d'en donner qui constituèrent un important domaine (F. CASSASOLES — *Monographie du couvent de Boulaur dans le canton de Saramon (Gers)* — Auch 1859). Le prieuré possède des dîmes, les dames de Boulaur étaient seigneuses, possédaient la haute, la moyenne et la basse justice, nommaient les magistrats municipaux, avaient la prémière (droit de nommer un desservant à la cure). (Tout ceci n'est attesté que pour une période assez tardive). A Orsan (F. DESHOULLIÈRES — *Le prieuré d'Orsan en Berry* — *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, XXV, 1901 p. 51 à 137) le domaine, qui n'est pas d'un seul tenant, est très vaste ; il comprend des rentes nombreuses, des foires, des droits de justice.

47. NIQUET, *op. cit.*, ch. XXXII, p. 378 — cf. également G. MALIFAUD — *L'abbaye de Fontevrault — Notice historique et archéologique* — Angers 1866, in-8°, 88 p.

48. Elle est rapportée dans NIQUET, *op. cit.*, p. 380.

de Fontevault qui a le gouvernement du temporel de l'ordre et que nul ne s'y peut immiscer contre sa volonté.

§ 2. — L'ordre.

Le caractère original de cette organisation a évidemment des répercussions dans toute la hiérarchie de l'ordre. Nous avons vu que Fontevault eut très vite des prieurés sous sa dépendance, et leur nombre ne cessera de s'accroître sous l'abbatit de Pétronille⁴⁹. Seule, cependant, l'abbesse de Fontevault conserva le titre d'abbesse et les privilèges que nous venons de décrire. Toutes les fondations ne sont que des prieurés et dépendent d'elle. Ils sont organisés sur le même modèle que l'abbaye mère, en monastères doubles, et sont dirigés par une prieure, que la communauté élit pour trois ans et qui est rééligible ; l'abbesse de Fontevault doit approuver cette élection.

Les frères, eux, ont pour supérieur le père confesseur envoyé par l'abbesse de Fontevault, qui dirige les deux monastères *au point de vue spirituel*, les prieures ne jouissant d'aucune juridiction spirituelle comparable à celle de l'abbesse. En revanche, elles ont la direction matérielle de leur prieuré — les frères doivent leur être soumis.

L'abbesse de Fontevault surveille et dirige les prieurés par des *visiteurs*, profès de l'ordre, qu'on appela plus tard *decani*, nommés pour trois ans et qui font deux visites dans leur circonscription pendant ce laps de temps. Leur visite a un caractère solennel, ils rédigent un procès-verbal qu'ils signent et scellent du sceau de l'ordre. Ils se renseignent sur la vie de la communauté, employant pour ce faire l'interrogatoire, et recourant à un vote sur les points litigieux, interrogent les novices, et conseillent même les moniales⁵⁰.

De toute leur activité, ils doivent rendre compte à l'abbesse très exactement. Leurs pouvoirs d'investigation sont assez étendus, on le voit, mais ils restent dans la dépendance de l'abbesse qui peut les révoquer, *ad nutum*⁵¹. On voit bien ici le caractère centralisateur de son autorité⁵².

Ce rôle centralisateur, de « direction au sommet » c'est par le chapitre général d'un ordre qu'il est normalement rempli.

49. On trouve dans une bulle d'Eugène III de Mai 1145 « locum ipsum Fontis Ebraldi quod est caput ceterorum ». Cf. NIDERST *op. cit.*, p. 67 à 74.

50. RAYET-LECLER, *op. cit.*, p. 44. Ils sont institués en ces termes : « Vobis damus plenam et liberam potestatem et speciale mandatum inquirendi, corrigendi, et reformandi in spiritualibus et temporalibus quae inquisitione, correctione et reformatione in locis decanatus praedicti videritis indigere. » — La formule ci-dessus est en usage sous l'abbatit d'Isabelle de Valois, en 1347, mais on trouve *ex antiquo more*.

51. G. MALIFAUD, *op. cit.*, qui fait allusion aussi au droit pour les visiteurs d'user de censures ecclésiastiques contre les personnes de l'ordre et même contre les séculiers, pour des crimes commis dans le monastère.

52. On trouve dans la règle réformée de 1642 (Cap. LXX) mention du « visiteur apostolique » envoyé du Saint Siège, qui contrôle l'administration de l'abbesse et a même un certain pouvoir de décision. Mais les statuts primitifs n'y font pas allusion.

Cette autorité n'est cependant pas absolument discrétionnaire. L'abbesse de Fontevault et chaque prieure dans son monastère doivent réunir le chapitre abbatial ou prioral pour le consulter quand il y a des décisions à prendre. Mais l'abbesse n'est pas tenue par les avis de son chapitre. Ni par celui de son conseil permanent (décision du chapitre général de 1149. PICARD, *op. cit.*, p. 155) composé de sœurs « discrètes » choisies par ordre d'ancienneté ou de mérite.

Il y eut bien, dans l'ordre fontevriste, des chapitres généraux. Le premier se tint le 18 mars 1149⁵³ : Petronille de Chemillé, affaiblie, voulait affermir son organisation avant de mourir. Elle prit conseil autour d'elle et en particulier d'Hugues des Fosses, premier abbé général des Prémontrés, qui vint présider ce chapitre. Environ quatre-vingt prieures s'y réunirent⁵⁴.

Il serait d'un intérêt primordial pour nous d'avoir de ce chapitre, et de ceux qui le suivirent, des comptes rendus exacts et détaillés. Malheureusement, tout ce qui y fut décidé ne nous est connu que par des règlements postérieurs⁵⁵. Cette lacune est regrettable car c'est là, dans ces réunions périodiques que l'on pénètre le mieux la vie d'un ordre et qu'on peut connaître avec le plus de précision sa physionomie réelle et le rôle exact de ses composantes. C'est pour cela que les origines de l'ordre fontevriste restent sur certains points obscures, tout au moins en ce qui concerne leur aspect institutionnel.

Section III. — LA VIE DE L'ABBAYE

Ce n'est pas dans la règle même que Robert d'Arbrissel donna aux femmes qui le suivirent, qu'il faut chercher ce qui fait l'originalité de l'ordre. Robert d'Arbrissel, capable des initiatives les plus audacieuses, ne tenta pas d'innover lorsqu'il chercha le mode de vie qu'il allait leur imposer.

A sa formation masculine de La Roë⁵⁶, il avait donné la règle de saint Augustin. Il fit de nouveau appel à la règle canoniale pour les moines de Fontevrault⁵⁷ et plaça les moniales sous celle de saint Benoît⁵⁸. Les fondateurs de l'époque, se préoccupaient plus de suivre cette règle avec exactitude que d'établir de nouvelles normes. Robert d'Arbrissel était évidemment partisan d'une très « stricte observance », voire même parfois d'une nette aggravation de la règle bénédictine, comme nous le verrons.

De la règle de Fontevrault, que savons-nous, comment nous est-elle parvenue ?

53. NIDERST, *op. cit.*, p. 84.

54. Le chiffre ne peut être vérifié.

55. Des décisions y furent prises concernant la discipline interne, l'administration du temporel. On y décida des anniversaires et des célébrations communes avec les ordres de Cîteaux et de Cluny. Il a été transmis par COSNIER (*Exordium*), mais de façon très fragmentaire.

56. L'abbaye fut probablement fondée vers 1095. Elle fut composée de chanoines réguliers, et créa de nombreux prieurés — cures. On y a vu, outre le désir de Robert d'Arbrissel d'établir ses tout premiers compagnons, une tentative pour supplanter le clergé séculier en faisant entrer dans les paroisses des religieux ; et un aspect de la lutte de Robert contre les abus de son époque (voir à ce sujet, NIDERST, *op. cit.*, p. 15 et s.)

57. COSNIER, *Exordium* p. 156 — *Divi Augustini viros viventes* Ils la conserveront jusqu'en 1474, et prendront alors celle de saint Benoît (Abbé EDOUARD, *op. cit.*, p. 149). Le premier de leurs statuts est d'ailleurs clair à cet égard (COSNIER p. 209) « ut canonicum celebrent officium ».

58. La formule de profession comporte l'engagement de vivre « secundum sancti Benedicti Abbatis ». Cf. également NIQUET, *op. cit.*, p. 317, et COSNIER, *Exordium* p. 156.

Nous la possédons en trois rédactions différentes⁵⁹. Si on compare chacune d'elles à l'analyse, succincte, il est vrai, qui en est donnée, dans la *Vita d'André*, on s'aperçoit qu'aucune de ces rédactions n'est l'authentique. L'une d'elles a été publiée par Michel COSNIER en 1641 (dans son *Exordium...*). C'est la plus détaillée. Une autre nous est donnée par NIQUET⁶⁰, qui présente quelques variantes minimes avec celle de COSNIER. Enfin, un moine de Fontevrault, CAILLEAU, ajoute quelques prescriptions intéressantes⁶¹.

Par ces trois versions, on peut se faire une idée tout de même assez précise des statuts que Robert d'Arbrissel donna à son ordre, en 1116 sans doute, immédiatement après l'élection de Pétronille de Chemillé. Jusqu'alors, en effet, on l'a vu, les deux communautés avaient vécu sous quelques préceptes assez généraux. On ne pouvait encore parler de règle.

En 1116, il y a une règle, que Calixte II approuvera en 1119⁶² lorsqu'il viendra à Fontevrault.

Que peut-on dire d'abord de l'organisation générale du monastère ?

Il fut, dès l'origine, composé de bâtiments divers qui correspondaient à sa structure interne. Robert d'Arbrissel, qui exigeait de ses *pauperes Christi* la renonciation à tout bien propre fit appel à la charité pour ses premières constructions. Il jouissait d'une grande popularité, les dons affluèrent de toutes parts⁶³.

Des bâtiments furent construits, qui répondaient aux préoccupations du fondateur : le Grand Moustier⁶⁴, où le « Maître » installe trois cents « Dames », l'église qui sera bénie en 1118 par l'évêque de Poitiers Guillaume Gislebert et en 1119 par Calixte II, la Madeleine⁶⁵, où logent les filles repenties, qui sont ainsi séparées des dames du Grand Monastère, Saint Lazare, hospice de lépreux⁶⁶, Saint Benoît, hôpital. Enfin, Saint Jean de l'Habit⁶⁷, le monastère d'hommes, qui possède lui-même une organisation complète : cloître, noviciat, hôtellerie, infirmerie, bibliothèque et jardins. L'église est commune aux dames et aux frères, mais nous verrons que des précautions sont prises pour éviter toute promiscuité.

Nous sommes bien là en présence d'un monastère double, et la dualité de la règle est tout aussi nette. A vrai dire, rien dans la règle féminine n'est très différent de ce qu'on rencontre habituellement. La règle masculine, au contraire, met davantage en lumière l'originalité de l'ordre fontevriste.

59. WALTER, *op. cit.*, p. 260 et s.

60. Dans son « *Histoire de Fontevrault* » ch. XIII, p. 284, ch. XV, p. 293-294.

61. MIGNE, *Pat. lat.* t. CLXII, col. 1083, et COSNIER, qui le reproduit dans son *Exordium*.

62. COSNIER, *Exordium* p. 251.

63. Les premiers donateurs furent les seigneurs de Loudun, de Montreuil-Bellay, de Montsoreau ; Baudry (*Vita*) voit dans toutes ces largesses le doigt de Dieu (Niderst, *op. cit.*, p. 52, qui cite également la circulaire envoyée en 1106 par Gérard, évêque d'Angoulême et légat pontifical aux évêques pour leur demander de faire bon accueil aux envoyés de Fontevrault qui recueillent des fonds pour la construction de leur monastère.

64. Abbé EDOUARD, *op. cit.*, II, p. 120.

65. Abbé EDOUARD, *op. cit.*, p. 181. Il n'en reste rien aujourd'hui.

66. Saint-Lazare avait cette originalité qu'on y « soignait » les lépreux. (Abbé EDOUARD p. 173).

67. Abbé EDOUARD p. 149 et s.

§ 1^{er}. — La règle féminine⁶⁶.

La postulante⁶⁶ est présentée par ses parents ou par un proche à l'abbesse, devant l'autel, et celle-ci la présente à la communauté. La prieure ne peut la remplacer dans cet office⁷⁰.

Nous n'avons aucune indication sur les années de noviciat, hormis l'existence d'une maîtresse des novices.

La formule de profession est la suivante⁷¹ : « Ego soror X... promitto stabilitatem et conversionem morum meorum, obedienciam secundum regulam Sancti Benedicti abbatis, coram Deo, et omnibus Sanctis ejus, in hoc loco qui est constructus in honora Salvatoris Mundi et Sancte Marie semper Virginis, ante Sepulchrum domini Roberti patris nostri in praesentia dominae Mabiliae abbatissae. » (Il s'agit ici de la douzième abbesse de l'ordre en 1244.) La cérémonie devait être suivie d'exercices spirituels⁷².

La vie des sœurs devait être partagée entre le travail⁷³ et les exercices spirituels. Ceux-ci occupent une très grande place. Fontevrault est un ordre contemplatif. L'obligation au silence, portée par la règle de saint Benoît est ici aggravée. De nombreux articles la montrent totale⁷⁴ et les signes même sont réduits au strict nécessaire⁷⁵. On insiste également sur la *gravitas* et l'*honestas* claustrales⁷⁶. On redoute les tentations de la

68. Nous la présentons d'après les rédactions que nous avons indiquées, avec les précisions également, qu'a pu lui apporter le chapitre général de 1149, sans toujours attribuer telle ou telle réglementation aux unes ou à l'autre, car c'est impossible avec le peu de renseignements que nous possédons.

69. Il n'y eut pas, au début du moins, d'exigence de dot. Puis cela se généralisa. (RAYET-LECLERC, *op. cit.*, pour Boubon, de même à Boulaur — CASSASSOLES, *op. cit.*, p. 31). Dans certains prieurés, le recrutement devint rapidement nobiliaire. A Boulaur, il fallait une autorisation de l'abbesse de Fontevrault pour recevoir une fille qui n'était pas noble. En revanche, on n'exigea jamais la virginité, les veuves étant évidemment admises dans l'ordre. Dès le début de son abbatiat, Pétronille tenta d'obtenir qu'on consacre les vierges. (PICARD, *op. cit.*). La décision ne sera prise que par Eugène III sous l'abbatiat de Mathilde d'Anjou. (Bulle d'avril 1149 ou 1150, citée par NIQUET, p. 414-415). On a dit (C. PICARD *op. cit.*, p. 173) que c'est de ce moment que date l'établissement d'une différence entre les voiles qui correspondrait aux différences de rang et de fonction (voile de consécration, d'ordination, de prélature pour l'abbesse, de continence pour les veuves, de pénières pour les filles repenties).

70. COSNIER, *Statuts des religieuses*, XXII, p. 204. Elle a les mains enveloppées de la nappe d'autel, à l'interrogation : « Que demandez-vous ? », répond « *Misericordiam vestram placet societatem* ». L'abbesse lui répond : « *Deus det tibi Societatem electorum* » la fait lever, l'avertit de la règle etc... Primitivement tout devait se passer *in propria ecclesia* (CAILLEAU, 5, in COSNIER, *Exordium* p. 214-215). En 1164, Alexandre III permit de voiler et de consacrer les vierges hors du cloître, à des intervalles plus rapprochés et enjoignit aux évêques de ne pas les faire attendre.

71. NIQUET, *op. cit.*, p. 349.

72. Elle devait communier neuf jours de suite, et les employer à la prière et à la contemplation, dormant le moins possible. Les converses devaient faire de même, mais pendant trois jours seulement (NIQUET, ch. XXII p. 304. CAILLEAU, *Constitutions complémentaires* 7 et 8, in COSNIER, p. 215).

73. NIQUET, 9, p. 301. COSNIER, XX p. 204. On peut voir, pour plus de détails, C. PICARD, *op. cit.*, p. 140 et s.

74. COSNIER

74. COSNIER, Cap. I p. 201.

75. COSNIER, cap. 2.

76. *Eod. loc.*, cap. 3.

solitude⁷⁷. De nombreux articles se préoccupent de la tenue vestimentaire des moniales pour la réglementer étroitement⁷⁸.

La règle de saint Benoît est aggravée encore en ce qui concerne l'alimentation ; la viande est totalement proscrite, même pour les malades⁷⁹.

Robert d'Arbrissel semble avoir pris de la clôture un soin particulier. Le principe est énoncé⁸⁰ et des précautions spéciales sont prises pour le faire respecter⁸¹, en particulier pour éviter tout contact avec le personnel de l'abbaye masculine⁸², lors des offices⁸³. Des pénitences et des punitions sont prévues pour les fautes même légères.

Quant au vœu de pauvreté, auquel Robert d'Arbrissel attachait une importance particulière, il fut certainement respecté dans les débuts. Mais nous voyons dès 1247, Innocent IV admettre les moniales à faire valoir des droits de succession sur des biens de toute origine, à l'exclusion des fiefs⁸⁴. Et ce qu'on sait de l'aspect fastueux que prit à certaines époques la vie de l'abbaye laisse à penser qu'on tenait très peu compte de ce vœu.

Sur les officières de l'abbaye, les monographies de prieurés nous renseignent évidemment plus que la règle elle-même. Celle-ci cependant nous montre le rôle important de la prieure de Fontevrault, qui est toujours mise au même rang que l'abbesse, sauf pour quelques fonctions déterminées et dont on nous dit qu'elle la remplace et a droit aux mêmes égards. Si l'abbesse meurt, c'est elle qui assure l'interim, elle a en ce cas *plenariam potestatem regendi ecclesiam*, jusqu'à l'élection d'une nouvelle abbesse. D'ailleurs, en tous temps, c'est elle qui est plus spécialement chargée des approvisionnements de l'abbaye et, par conséquent, de la gestion du temporel⁸⁵.

Au-dessous d'elle existe toute une hiérarchie. La cellière⁸⁶ remplit également une fonction importante ; elle assiste la prieure dans sa gestion matérielle ; elle est chargée spécialement de l'entretien et de la distribution de tous les objets nécessaires au dortoir, au réfectoire et à

77. *id. loc.*, cap. 4 : *ut omnes insimul eant ad Ecclesiam...*

78. Les moniales portent une robe longue de laine blanche, recouverte d'un surplis sans manches, avec une ceinture de laine noire, des bas et des souliers blancs ; un voile noir leur couvre le visage. Elles revêtent pour les offices un habit de chœur, une robe longue d'étamine noire, avec traine et larges manches. Tout ceci évidemment pour une période relativement tardive. Dans la règle, on leur enjoint de ne pas laisser apparaître leurs guimpes blanches sous leurs voiles (Cap. 6), de ne porter que des vêtements d'étoffe grossière et non teinte (8), on fixe la longueur que ne doivent pas dépasser les manches (11) ou les tuniques (9), on proscriit les franges (12), les gants (15) enfin on interdit les soins aux chevelures (7) qui doivent être périodiquement coupées (16).

79. CAILLEAU, art. 1, 2, 3 (COSNIER p. 212).

80. COSNIER, Cap. 26 p. 204 — *ut ad nulla opera faciendū foras exeant de claustro*.

81. Cap. 17, 21, 23, 24, 27, 28, 29, 31.

82. Cap. 33, 34, 35, 40, où il est dit que même les malades ne peuvent communier que dans l'église, l'entrée de la clôture étant rigoureusement proscrite aux frères — de même (41) de grandes précautions sont prises pour les obsèques.

83. Que règlent les Cap. 36, 37, 38, 39, in COSNIER p. 207 — cf. de même les précisions apportées par CAILLEAU 3, 4 (COSNIER p. 214).

84. NIQUET, *op. cit.*, p. 268.

85. Elle porte le titre de Grande Prieure — *major Priorissa* — COSNIER, p. 208, Cap XLIV. Des textes pontificaux la nomment, après l'abbesse, insistant sur l'obéissance qui lui est due — (Bulle d'Eugène III de 1152, dans NIQUET, p. 380).

86. Dans la règle, nous la voyons (Cap. XXIX) veillant avec la prieure au respect de la clôture.

l'infirmier. Et surtout, elle est chargée de l'entretien du monastère des pères, c'est elle qui leur distribue la nourriture et qui en recueille le reliquat. Elle porte à Fontevrault même le titre de Grande cellière, et aide grandement l'abbesse et la prieure, à toutes les époques, dans leur difficile administration⁸⁷.

En dehors de ces rôles de direction, toute l'administration intérieure de l'abbaye est assurée par les religieuses⁸⁸. Toutes se déposent symboliquement de leur emploi le premier lundi de carême, et l'abbesse, alors, en nomme de nouvelles, ou les nomme à nouveau.

Ce personnel se compose de la *prieure du cloître*, chargée de la direction de l'emploi du temps des Dames du chœur⁸⁹, de la *maîtresse des novices*, de la directrice du pensionnat⁹⁰, de l'*hôtelière*, qui reçoit les hôtes et les conduit à l'abbesse, de la *dépositaire*, qui s'occupe avec la *chambrière*, de la comptabilité, des approvisionnements, des dépenses importantes et qui détient les objets précieux, de la *boursière*⁹¹ enfin qui possède une des clefs du trésor, les deux autres étant conservées par l'abbesse et par la grande prieure. Une *sœur chantré* dirige les chants, prend soin des livres, dit les leçons, entonne les psaumes. Une *sacristine* entretient le sanctuaire. Des *infirmières*, enfin, s'occupent des malades. Dans les prieurés, l'organisation, moins complexe quelquefois, est comparable. Le personnel se compose de sœurs élues, mais révocables par la prieure : la prieure du cloître, et des sœurs « discrètes », cellière, dépositaire, boursière, portière, maîtresse des novices — dont le nombre et le titre varient avec les prieurés⁹².

§ 2. — La règle masculine.

Elle est plus intéressante, bien que moins longue, en ce qu'elle nous montre la dépendance dans laquelle vivaient les moines fontevristes. Leurs constitutions comptent vingt-cinq articles. Le prologue de leur règle et leur formule de profession posent clairement le principe de leur sujétion⁹³.

87. C. PICARD, *op. cit.*, p. 160.

88. Les moines, en effet, nous le verrons, ne font que cultiver les terres, et administrer les biens (dans la mesure où une telle administration est incomptable avec la clôture des moniales), et ils en remettent le produit aux religieuses.

89. On nommait parfois ainsi les moniales d'origine noble, réservant le nom de « sœurs » aux roturières. (Mais parfois, ce sont les converses qui sont appelées « sœurs »).

90. Quand il y eut à Fontevrault une école de fillettes. Il y en avait une à Boubon (RAYET-LECLER, *op. cit.*).

91. La diversité de ces attributions semble remonter seulement au chapitre général de 1149 (C. PICARD *op. cit.*). Auparavant, par exemple, les fonctions de boursière et de chambrière étaient assumées par la Grande Cellière.

92. Cf. PICARD, *op. cit.*, p. 155. On trouve quelquefois une grainetière, une maîtresse d'école, une panetière.

93. Prologue, COSNIER, p. 208. « Haec praecepta recte vivendi et obediendi Deo et Beatae Mariae et serviendi Sanctimonialibus Fontis Ebraldi dedit magister Robertus presbyteris, clericis, laicis, qui... spontanea voluntate sua et gratuita dilectione promiserint se Sanctimonialibus sub vinculo obedientiae, usque ad mortem servituros, et cum debitae subjectionis reverentia. Hanc autem subjectionem non tantum loco Fontis Ebraldi fecerint sed etiam omnibus cellis loco illi pertinentibus... » Profession : NIQUET, *op. cit.*, p. 348.

« Ego Frater Mathurinus Bartholomei promitto quod ero bonus et legalis in hac religione Fontis Ebraldi et erga ipsam religionem, et voveo ac promitto Dei et Beatae Mariae Virgini, te-

Leur situation est et doit demeurer dépendante. On écarte d'eux avec soin toute tentation de vie indépendante, d'initiative, et toute sollicitation temporelle.

On les admet à 14 ans, mais ils ne prononcent qu'à 18 ans leurs vœux solennels. Ils renoncent à toute propriété et c'est des moniales qu'ils reçoivent ce qui est nécessaire à leur subsistance⁹⁴, par les mains de la cellière, on l'a vu⁹⁵ — encore devront-ils rapporter à la porte des moniales ce qui restera pour qu'elles le distribuent aux pauvres⁹⁶.

Ils doivent, sauf nécessité absolue ne se confesser qu'à leur prieur⁹⁷, ne doivent pas assumer la charge de paroisses⁹⁸, ni faire de processions hors du cloître⁹⁹; on leur interdit d'être plèges¹, fermiers d'autrui, ou même simplement gardiens du cheptel et on proscriit tout mode d'exploitation qui les mettrait en rapport avec des étrangers². Ils ne doivent évidemment pas recevoir de femmes³, ni même aucun étranger sans la permission de l'abbesse⁴. Ils doivent célébrer les offices, pour éviter l'entrée d'un séculier dans le monastère, sauf impossibilité⁵. Si l'un d'eux s'enfuit, il ne pourra revenir dans le monastère que si, pénitence faite, il obtient la miséricorde de l'abbesse — c'est « *per eam* » que le couvent masculin le recevra⁶.

Ils sont passibles de peines corporelles ou de cachot au cas de désobéissance envers l'abbesse ou la prieure⁷.

Quand on voit l'étendue de la soumission qui est exigée des frères, on ne peut s'étonner que les rébellions et l'indiscipline aient été monnaie courante dans l'ordre. On a vu que les interventions pontificales furent nombreuses qui rappelaient les moines à l'obéissance. Fréquemment on les vit chercher à quitter l'ordre⁸. D'autant que la situation était com-

nere et observare pure et nude castitatem, paupertatem et obedientiam Dominae Abbatissae, secundum statuta et observationes religionis, quemodum a patribus et praedecessoribus nostris extitit ordinatum et modificatum easdem observare et tenere. Sic me Deus adjuvet. In quorum testimonium huic praesenti scedulae signum meum manuale apposui, cum signo crucis hic apposito ». (Le texte est de 1477, mais n'avait pas subi de modifications depuis l'origine).

94. Cap. 2, COSNIER, p. 209.

95. Cap. 17, p. 210 — « ut annona et vinum et pisus et denarii, et omnis necessaria veniant in manuum celerariae et ipsa distribuit cum consilio et praecepto Abbatissae vel Priorissae ».

96. Cap. 8, p. 209.

97. Cap. 22, p. 211.

98. NIQUET, *op. cit.*, Statuts, XIV, p. 294.

99. Cap. 16, p. 210.

1. Cap. II, p. 210.

2. Cap. 12, 13, p. 210. On nous dit (PAPUCHON, *Le monastère de la Puye*, in *Bull. de la Société des antiquaires de l'Ouest*, 1910) que les religieuses de la Puye employaient pour l'exploitation de leurs terres le bail à cens, à rente, le fermage et le métayage. Cela dut amener un certain aménagement du Cap. 13 *ut terram suam non dent ad habitandum hominibus saecularibus*.

3. Cap. 14, p. 210.

4. Cap. 25, p. 212.

5. Cap. 23, p. 211.

6. Cap. 21, p. 211.

7. Cap. 19, p. 211.

8. Il semble même (NIDERST, *op. cit.*, p. 83) qu'ils y aient parfois été incités par des adversaires des abesses. Honorius II, par une bulle du 1^{er} novembre 1126 (NIQUET p. 397) déjà citée, leur interdit de quitter l'ordre, et Innocent II en juillet 1132 menace de censure les abbés et prieurs qui donneraient asile aux déserteurs. Anastase IV en 1153 renouvelle l'interdiction. Innocent III en 1201 prescrit qu'il faut, pour quitter l'ordre, l'autorisation de l'abbesse et du chapitre, et interdit aux autres ordres de les recevoir (cf. PICARD, *op. cit.*, p. 50 et s.). Toutes ces bulles sont reproduites par Niquet, *op. cit.*

pliquée par le fait que, nous l'avons vu, une partie de la gestion du temporel leur incombait⁹. Il était évidemment assez difficile de la leur confier sans leur accorder une responsabilité un peu plus étendue. Cet abandon aux frères de tâches qu'il avait réservées aux moniales allait certes contre les vœux de Robert d'Arbrissel.

L'étendue grandissante des possessions de l'ordre nécessita rapidement une indépendance qui alla s'accroissant et qui était un facteur certain d'insubordination.

Les autres statuts règlent la tenue vestimentaire des frères¹⁰ (ils sont vêtus de noir), les contraignent au silence¹¹, énoncent l'obligation des saignées¹². Les frères ont un dortoir commun et dorment tout habillés. Au chapitre, ils s'infligent la discipline¹³.

Le chapitre 9 étend les règlements aux frères des autres monastères. En effet, dans les prieurés, on l'a vu, la situation des frères était en tous points comparable. Un moine¹⁴ gérait le temporel sous la surveillance de la prieure et du visiteur, qui remplissaient le rôle rempli, à Fontevault même, par l'abbesse et la grande cellière.

Les frères étaient divisés en religieux de chœur, confesseurs, professeurs et chapelains¹⁵, célébraient les offices. Sauf les professeurs¹⁶, ils étaient tous astreints au travail manuel. Ceux qui étaient plus spécialement chargés des besognes matérielles étaient nommés convers, mais il semble que la différence avec les religieux n'ait pas été aussi totale à Fontevault que dans d'autres ordres¹⁷. Toutefois, ils étaient habillés différemment¹⁸.

Des décisions spéciales furent prises à différentes reprises par les papes pour interdire aux moines de recourir au jugement de Dieu. Un de leurs statuts, d'ailleurs, énonce cette interdiction¹⁹.



9. On rencontre, à partir d'une certaine époque, dans les actes, plus fréquemment des noms de moines que de moniales (MALIFAUD, *op. cit.*, p. 37, 38).

10. Cap. 4, 5, 6, p. 209, 15 p. 210, 26, 27 p. 212.

11. Cap. 3, p. 209.

12. Cap. 7, p. 209, trois fois par an.

13. Cap. 18 et 20, p. 211.

14. Qui portera plus tard le nom d'intendant.

15. Cela pouvait évidemment varier avec l'importance des prieurés.

16. Qui enseignaient les jeunes ou poursuivaient des recherches.

17. En effet, ils prononçaient des vœux solennels. Ils étaient fort nombreux, à une époque où peu d'hommes savaient lire et écrire. Si aucune condition d'instruction ne semble avoir été exigée des moniales, il n'en allait évidemment pas de même des religieux.

18. Sur tous ces points, cf. Abbé EDOUARD, *op. cit.*, *St Jean de l'Habit* p. 149 et s.

19. Cap. XII, NIQUET p. 294.

Une bulle d'Innocent II de janvier 1132 (p. 282) permet aux moniales de ne pas se défendre par le fer chaud et de recourir aux témoins, et l'interdit aux frères. Il en va de même dans une bulle d'Eugène III de mai 1145 « Interdicimus autem ut si quando pro justicia vestra ante saeculares iudices tracti fueritis, nullus vobis duellum, vel iudicium ferri candentis, vel aquae ferventis sive frigidae, imponat ; sed justiciam vestram probare duobus vel tribus idoneis testibus legitime liceat ».

Nous avons volontairement limité cette étude aux origines. L'histoire de l'ordre montre surabondamment qu'il n'échappe pas plus que d'autres aux difficultés malgré une organisation ingénieuse.

Nous avons fait allusion aux désirs d'indépendance des frères et à leurs révoltes, aux avatars de la primitive pauvreté. Cependant, l'ordre subsista et peut être considéré comme une réussite institutionnelle.

Il apportait une solution originale au problème presque insoluble de la *cura*. — Soumis et « affectés » aux moniales, les frères assument cette charge sans aucun prétexte à s'en dégager.

CHAPITRE IV

LES MONIALES CHARTREUSES

Nous avons vu combien sont obscures les origines des ordres religieux féminins¹. Leur naissance a rarement procédé d'un acte juridique concret et parfois même aucun fait précis n'a marqué leur début. Aussi l'étude de ces origines n'est-elle pas aisée, et nulle plus que celle des moniales chartreuses. Nombre de leurs maisons disparurent tôt, surtout les plus anciennes, et rien n'en subsiste.

Celles qui existent encore n'ont point d'archives. Enfin, la question semble avoir peu intéressé, dans le passé, et les historiens de l'ordre, et les autres².

Les statuts des moniales n'ont jamais fait l'objet d'une édition critique, les statuts originaux n'ont même pas été conservés, nous le verrons. Et les « cartes » des chapitres généraux n'ont jamais été éditées. La discrétion traditionnelle de l'ordre joue ici son rôle³.

Pourtant, l'intérêt de la recherche est grand. Car il paraît déconcertant que des chartreux aient pu, et voulu, *curare moniales*. Dans tous les ordres, cette *cura* a posé des problèmes parfois à peine solubles. Comment ont-ils pu être résolus dans un ordre dont la principale caractéristique est « la vocation au désert » ? Le paradoxe ne s'arrête pas là : la recherche de la solution s'est faite sans beaucoup de bruit, tout au moins au début. On ne trouve ici aucun écho des luttes sonores qui opposèrent les grandes abbesse cisterciennes au chapitre général, ou plus tard les filles de saint Dominique à leur ordre. Ni de ces sanctions définitives qui rejetèrent les Norbertines loin de leurs frères de Prémontré.

1. Nous employons cette expression pour sa commodité et avons dit souvent les réserves qu'elle appelle. La branche féminine de l'ordre cartusien la mérite moins que tout autre.

2. Nous avons correspondu à ce sujet avec le chartreux anonyme qui vient de publier un ouvrage essentiel sur les origines de l'ordre « *Aux sources de la vie cartusienne* », 3 vol. (St Bruno — Traits fondamentaux de la chartreuse — les Frères). St-Pierre de Chartreuse, 1960. Il n'a pu que nous confirmer la pauvreté des sources et des travaux.

3. « L'histoire des Chartreux est pauvre en récits originaux dont l'authenticité soit certaine, notamment pour la première période. Le Coulteux exagère sans doute lorsqu'il prétend qu'un « profond silence fut observé dans l'Ordre à cet égard jusqu'au temps du Prieur Boson († 1313)... A aucune époque on ne constate chez eux un véritable parti pris d'isolement et de mutisme... Pourtant il reste vrai que la réserve était comme naturelle à ces saints religieux et que, dans leur retraite, ils ont fait parler d'eux le moins possible, ayant placé très haut le plan de leur vie ». DOM WILMART, *La chronique des premiers Chartreux*, Rev. Mabillon, 1926, p. 77.

Il faut évidemment faire la part du manque de documents. Et à long terme, d'ailleurs, les mêmes causes produisirent les mêmes effets et le nombre des maisons de moniales chartreuses se réduisit considérablement. Cependant, les heurts dramatiques semblent avoir été évités. Comment donc les chartreux résolurent-ils « leur problème », aux origines ? Quelles furent les formes utilisées ? Chaque ordre a eu sa ou ses solutions successives. Comment les héritiers des Pères du désert affrontèrent-ils la *cura monialium* ?

Section I. — ORGANISATION ET GOUVERNEMENT

C'est le monastère de Prébayon, en Provence, qui fut le premier germe de la branche féminine de l'ordre cartusien. C'était un fort ancien monastère. Il fut fondé vers 610 par une parente de sainte Radegonde de Poitiers, Germelie. Il eut une vie fort agitée, et Sarrasins et inondations le dévastèrent tour à tour. Il dut même être abandonné, et ses pieuses habitantes le reconstruisirent quelques kilomètres plus loin, à Saint-André de Ramières. Mais le nom de Prébayon demeura⁴. Le site en était sauvage et solitaire⁵. Les moniales y vivaient selon la règle de saint Césaire⁶, que jadis Radegonde avait apprise de l'abbesse du monastère d'Arles et donnée à sa fondation de Sainte Croix de Poitiers. Germelie l'apporta à Prébayon.

Aux alentours de 1140⁷, et on ne sait exactement dans quelles circonstances, les moniales de Prébayon manifestèrent le désir d'adopter les observances cartusiennes et le Bienheureux Jean d'Espagne, alors prieur de la chartreuse de Montrieux, adapta pour elles la règle masculine⁸. Elles reçurent de lui une adaptation des *Consuetudines* de Guigues⁹. En 1140, les *consuetudines* de Guigues sont devenues la loi de l'ordre, et on peut même dire que l'adhésion à ces *consuetudines* est devenue à

4. DOM C. LE COULTEUX, *Annales ordinis cartusiensis ab anno 1084 ad annum 1429*, vol. II, 1888, p. 32.

5. Cf. CHARTREUX ANONYME, *op. cit.*, t. 2, p. 457, sur tous ces points.

6. Il existe plusieurs éditions de la règle de saint Césaire-*Regula ad Virgines* — qui est une des premières règles de moniales que nous possédions. Il la donna au monastère d'Arles que dirigeait sa sœur Cesarie, qui avait été elle-même formée à Saint-Sauveur de Marseille, l'abbaye de Cassien. Celle de la PATROLOGIE LATINE (t. 67, cols 1105, 1116) n'est pas bonne. Celle des ACTA SANCTORUM, janvier, t. I, 12 janvier, p. 730-737) est meilleure. Et une édition critique récente existe, celle de DOM MORIN : « *S. Caesarii Arelatensis episcopi regula Sanctarum Virginum* » (Florilegium patristicum, fasc. 34), Bonn, 1933.

7. Il existe une célèbre erreur sur la date à laquelle les religieuses de Prébayon firent cette demande. On la fixait à 1268, en se fondant sur une bulle de Clément IV de cette date. L'erreur remonte à 1731, et avait été reprise par tous depuis, y compris par DOM CORTINEAU (*Topo Bibliographie*, t. II, col. 2367) — LE CHARTREUX ANONYME (*op. cit.*, t. II, p. 457, n° 1) en fait justice en démontrant que de nombreux textes font état de l'existence de moniales chartreuses avant cette date, et que celle qu'il fixe a toutes les vraisemblances.

8. On ignore si elles ne se sont pas adressées d'abord à saint Anthelme qui était alors général de l'ordre. Il aurait lui-même chargé Jean d'Espagne de la rédaction.

9. Sur les *Consuetudines*, cf. LE CHARTREUX ANONYME, *op. cit.*, t. II, ch. 3.

cette date le critère d'appartenance à l'ordre¹⁰. Il faut donc admettre que Prébayon, quand il reçoit la règle de Jean d'Espagne, devient une chartreuse juridiquement constituée et admise dans l'ordre.

On peut penser que leur observance de la règle de saint Césaire a été une raison, entre autres, du désir des moniales de Prébayon d'embrasser la vie cartusienne. La règle de saint Césaire est bien dans la ligne des textes des Pères du Désert et des règles érémitiques, et on a pu dire que les filles de Prébayon connaissaient la vie cartusienne avant de l'avoir embrassée¹¹. L'inclinaison de leur spiritualité les prédisposait certainement aux rigueurs cartusiennes. En tous cas, l'affiliation de Prébayon à l'ordre chartreux fut une réussite. On peut s'en étonner : la règle de saint Césaire, malgré son austérité, n'impliquait pas la vie en cellule ; la supérieure de Prébayon portait le titre d'abbesse et dut y renoncer (il n'y eut jamais d'abbé chez les chartreux). Enfin, on constate qu'il n'y eut au XII^e siècle qu'une seule affiliation réussie à l'ordre chartreux, en dehors de Prébayon, et il s'agissait d'un monastère d'hommes. Et cependant, malgré tant de conditions défavorables. Prébayon va être « la pépinière d'où sortiront les autres maisons de moniales chartreuses¹² ». Elle reste longtemps la seule (Bertaud, ou Notre Dame d'Aurouse, ne fut, en effet, fondée qu'en 1188). L'obscurité entoure ses premières années. On est mal renseigné et sur son organisation hiérarchique et sur la vie qu'on menait en ses murs.

L'affiliation à l'ordre fut approuvée tour à tour par Eugène III et par Alexandre III, et l'ordre, qui l'avait acceptée, dut donc pourvoir à sa direction.

Il semble qu'au début il ait tenté de le faire de manière assez lâche. Le gouvernement de la maison resta entièrement entre les mains de la prieure, sans partage¹³. Prébayon et plus tard Bertaud et les maisons fondées jusqu'en 1260, n'avaient pas de représentants au chapitre général. La chose est d'importance, car la représentation au chapitre général est un critère habituel d'appartenance à un ordre. La prieure fait cependant profession d'obéissance au chapitre général. Et des liens existent : ce sont les visiteurs, que l'ordre envoie dans les maisons de moniales, sans régularité absolue au début, semble-t-il. Les moniales peuvent recourir à eux. Ils rendent compte ensuite de leurs visites au chapitre général ou au général de l'ordre, selon les normes habituelles. Cependant l'autonomie de la maison reste grande.

La prieure est assistée par des « clerics rendus » qui dépendent des visiteurs. Mais ils ne font que l'assister, elle n'a même pas besoin de leur avis par exemple *pro dominabus* (sic) *recipiendis*. Qu'est-ce que ces « rendus » ? Le chartreux anonyme¹⁴ les nomme « une très curieuse sorte de sujets de l'ordre » et leur consacre de fort intéressants développements. Catégorie intermédiaire entre les pères et les frères, chargés sur-

10. CHARTREUX ANONYME, *op. cit.*, t. II, p. 62 et s., et plus spécialement p. 62, 73, 83.

11. CHARTREUX ANONYME, *op. cit.*, t. II, p. 460 et s.

12. CHARTREUX ANONYME, *op. cit.*, t. II, p. 460.

13. Cf. D.D.C. t. III, col. 626-632.

14. *Op. cit.*, t. III, p. 134.

tout des affaires extérieures du monastère, on en rencontre dans les monastères de moniales où ils exercent les fonctions de chapelains. Ce qui fait penser d'ailleurs que les clercs rendus « affectés aux moniales » devaient être un peu différents de ceux qu'on rencontrait dans les monastères d'hommes, puisque là, ils ne devaient pas dépasser le diaconat¹⁵. La catégorie est donc diversifiée, et il est intéressant de noter qu'on a créé des techniques nouvelles pour satisfaire à des besoins particuliers. Ce qui est bien souvent le cas lorsqu'il s'agit des affaires des moniales...¹⁶. Ces clercs rendus assistaient aux offices dans une chapelle spéciale.

On a nommé cette période, qui va jusqu'en 1260, celle du « gouvernement par la prieure seule »¹⁷, par opposition à la période suivante. En effet, elle dure relativement peu de temps. Cela semble rétrospectivement assez normal. Les chartreuses féminines étaient insuffisamment intégrées à l'ordre et des difficultés avaient dû naître. Le gouvernement de la prieure seule, l'absence de représentation au chapitre général ne donnaient pas aux maisons une armature suffisante. Il manquait ces liens organiques qui seuls permettent aux maisons de femmes de faire partie harmonieusement d'un « ordre » hiérarchisé.

En 1260, le chapitre général décide qu'un chartreux dirigerait dorénavant les monastères féminins. On lui donna le titre de *prieur*. Il devait gouverner la maison, les clercs et les religieuses, la prieure surveillait seulement les religieuses. La décision fut mal accueillie. Si mal, par Prébayon en particulier, que l'ordre dut se séparer de sa première chartreuse féminine¹⁸. Les autres maisons acceptèrent le changement, mais pour ménager la susceptibilité de la prieure, le chapitre général décida en 1283 que le prieur se nommerait *vicair*e et que la prieure aurait le pas sur lui¹⁹. Cependant, c'est au vicair'e que durent à partir de ce moment obéir les clercs rendus et les convers, et non plus à la prieure. Et il avait, sur les religieuses, les droits que les statuts donnaient, dans les chartreuses masculines, au prieur sur les religieux. L'administration du temporel restait à la prieure, mais elle dut ajouter à sa promesse d'obéissance au chapitre général une promesse d'obéissance au vicair'e. Il était nommé avec elle dans la formule de profession, dirigeait le chapitre conventuel, et donnait sa voix le premier dans les délibérations. Il devint le seul confesseur. Il donnait, avec la prieure, les autorisations de correspondance, mais en dehors de cela, la direction de la vie journalière des religieuses resta à la prieure.

Les vicaires avaient dignité priorale. Ils étaient élus par le définitoire ou par le chapitre général, ou nommés *super annum* par le général de l'ordre — pour un temps indéterminé. Ils devaient aller chaque année

15. Ce n'est qu'en 1276 que chaque maison put élever son clerc rendu à la prêtrise.

16. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler des particularités de ce genre et nous en rencontrerons d'autres.

17. D.D.C. t. III, col. 627.

18. Néanmoins, les religieuses portèrent l'habit de l'ordre jusqu'en 1735. Cf. ANNALES, II, p. 39.

19. Les chartes, en effet, la nomment avant lui. Cf. D.D.C. t. III ; col. 627.

au chapitre général demander *misericordiam et absolutionem ab officio*, et étaient évidemment révocables *ad nutum* par celui-ci.

On était en présence, on le voit, d'un système plus centralisé. Il ne vint pas à bout des difficultés, cependant et elles entraînèrent les conséquences habituelles en la matière. Le caractère discret qu'elles eurent dans l'ordre chartreux ne diminue pas leur importance. Toutefois, on est mal renseigné sur les faits précis qui les amenèrent. Nous ne possédons pas ici la documentation abondante et passionnante que sont les statuts cisterciens. On ne trouve mention des abus et de indisciplines qui furent dans tous les ordres sources de désordres et de sanctions que dans les *Nova statuta* de 1368. Ces abus n'ont rien d'original, d'ailleurs ils concernent les sorties de clôture, les fantaisies vestimentaires, quelques scandales de mœurs, ou des prétentions excessives, servir la messe par exemple. Ils firent néanmoins apparaître la nécessité de restreindre les nouvelles affiliations²⁰. La *cura* des maisons existantes paraissait assez lourde²¹. En fait, non seulement cessèrent de se fonder de nouvelles maisons, mais même disparurent certaines de celles qui existaient. Sans entrer dans les détails, on peut citer quelques chiffres. Au XII^e siècle, deux maisons de moniales sont fondées, Prébayon et Bertaud, au XIII^e, douze. Bertaud est fondé en 1188 (et périt par le feu en 1466), Bonlieu en 1229, Poléteins en 1230, Prémol en 1234, Parménie en 1257, Celle-Roubaud en 1260, Mélan en 1292, La Salettes en 1299. Au XIV^e, trois. En tout, de 1140 à 1507, dix-sept furent fondés (pour deux cent trente chartreuses d'hommes). En 1510, il restait sept chartreuses féminines, et encore Bertaud n'existait plus que nominalement (elle avait été incendiée et la communauté s'était réfugiée à Durbon qui, au XVII^e siècle fut incorporée à Prémol). En 1677, cinq maisons seulement reçoivent les statuts de Dom Le Masson²². Quatre maisons seulement ont subsisté par la suite. On est donc assez loin de l'élan des débuts.

Section II. — LE MONASTÈRE

Que peut-on dire maintenant, à partir des éléments bien minces que nous possédons, de la vie quotidienne dans une des chartreuses féminines des deux premiers siècles ? Peu de chose, en vérité, car la règle de Jean d'Espagne n'a pas été conservée — et c'est fort regrettable. D'abord parce qu'elle nous aurait renseignés mieux que les textes postérieurs,

20. LE COULTEUX, *Annales*, II, p. 41. *Stat. nov.* p. 3 c. 4, n° 29 « Statuto perpetuo et irrefragabili ordinamus ne amodo in ordine nostro domus novae monialium recipiantur aut incorporentur sed tantum nobis cura sufficiat susceptarum ». Le statut fut édicté alors que Dom Guillume Raynauld était à la tête de l'ordre.

21. Il ne semble pas que cette charge, toutefois fut rendue particulièrement insupportable par un recrutement pléthorique. Les effectifs des maisons paraissent être restés assez limités ; cependant on trouve dans les statuts de DOM LE MASSON (cf. *infra* n. 24) mention d'un *numerus clausus*.

22. Les seules qui concernent directement les moniales — mais ils sont de 1690 ! (cf. *infra*, p. 86).

nécessairement remaniés, sur la vie des chartreuses en ces premières années, ensuite parce qu'elle aurait permis de fructueuses comparaisons avec la règle de saint Césaire. Quoi qu'il en soit, les premiers textes législatifs que nous possédions qui parlent des moniales sont les *Antiqua Statuta* de 1256. La situation à cette date a déjà changé. Prébayon a plus d'un siècle d'existence, et d'autres chartreuses de moniales ont été fondées. Les *Nova Statuta* de 1368 traitent aussi des moniales, mais de façon brève et fort peu détaillée. On n'en peut tirer que peu de renseignements²³. Ce n'est qu'en 1610, donc bien après la période que nous envisageons que Dom Le Masson rédigera un texte qui sera vraiment propre aux moniales²⁴. Et, à cette époque, la plupart des maisons ont disparu !

Nous avons dit qu'il n'y a que fort peu d'éléments utilisables dans les *Cartes* des chapitres généraux, dont on ne possède que des séries fragmentaires, qui se chevauchent, présentent des lacunes. Restent donc les *Annales* de Dom Le Coulteux, qui ont le mérite d'exister et dont on s'accorde à penser que leur auteur a fort bien tiré partie du peu de documents qu'il possédait.

Quant aux monographies, elles n'apportent que fort peu de renseignements intéressants²⁵ sur la période qui nous occupe.

La vie des moniales chartreuses²⁶ ne présente pas de particularités absolument notables, quant à l'organisation de la maison, à son personnel ou au déroulement de la vie. Seule la « consécration des vierges chartreuses » sur laquelle nous reviendrons, offre un intérêt spécial. Les dignitaires sont la prieure, la sous-prieure, la maîtresse des novices, assistées des officières habituelles : cellière, sacristine, etc...

Les habitantes du monastère se divisent en trois classes : moniales, converses, données. Les premières se divisent à leur tour en simples professes et en consacrées. Les converses sont vêtues de blanc, les données de gris ou de marron. Les moniales portent une robe de laine blanche, avec un scapulaire ou cuculle, dont les deux parties sont reliées par des bandes qui symbolisent leur dépendance envers leurs supérieurs. Le scapulaire n'a pas de capuchon. On le remplace par une guimpe, qui couvre le cou, un bandeau et un voile pouvant se rabattre. Il est blanc pour les professes et noir pour les vierges consacrées. Elles portent toutes à

23. Les éditions des statuts des chartreux n'abondent pas. On peut consulter : *Statuta ordinis Cartusienensis a domno Guigone priore Cartusiae edita...* (Bâle, 1510 ; B. N. Réserve H 371 — H 412) et naturellement les *Annales* de Dom LE COULTEUX.

24. Dom LE MASSON — *Statuts des moniales chartreuses, tirés des Statuts de l'Ordre et de quelques ordonnances des Chapitres Généraux*. (La Corrière, imp. de C. Faure, 1690, 2 parties en un vol. in 8° — B. N. Réserve 16° Ld 87 (5)). Encore ces « statuts » ne sont-ils qu'une transposition du XIII^e et dernier chapitre de la 3^e partie de la *Nova collectio* de 1368 ; il y a des adaptations et des coupures, et aussi des adjonctions, celles de diverses ordonnances des chapitres généraux, mais le numérotage, en gros, est respecté.

25. On peut néanmoins signaler : Abbé P. GUILLAUME, *Chartes de N. D. de Bertaud*, Paris 1888. — H. FEIGE, *Histoire de Mélan*, in *Mem. doc. acad. Sales*, 1898, XX. I. 518. — MUGNIER, *Documents concernant les Chartreuses de Sallettes*, in *Mem. et doc. Soc. Savoie*, XXXI, 1892 ; VIII. XIX. PILOT DE THOREY, *La Chartreuse de Prémol, près Uriage les Bains*, Grenoble, 1882.

26. Nous utiliserons donc ici à peu près exclusivement les *Annales* de Dom LE COULTEUX, t. II, p. 30 s. Les statuts de Dom LE MASSON, en effet apportent des indications complémentaires, mais dont on ne peut aucunement garantir qu'elles expriment l'état des origines.

la messe un manteau blanc, et ne doivent évidemment user ni de robes à traine ni de « manches incorrectes ».

Il faut entrer à la chartreuse avant vingt-huit ans en principe pour être moniale. Il y a un an de postulat, la prise d'habit, un an de noviciat et une profession temporaire. Au bout de trois ans seulement sont prononcés les vœux solennels. La période probatoire est donc assez longue.

Pour les converses et les données, de même, on procède par étapes ; on est d'abord donnée, après un an de postulat et un an de noviciat ; on le reste cinq ans. Il y a ensuite un an de noviciat de converses, puis une profession. Les converses font, comme partout, les travaux matériels. Mais les religieuses les aident pour le lavage. Elles assistent le dimanche et les jours de fête à tous les offices, et chaque jour à une partie de l'office de nuit.

Les offices sont, en effet, les mêmes que ceux des hommes, de jour et de nuit. L'office est commencé par une religieuse consacrée qui peut d'ailleurs chanter l'Evangile en l'absence de prêtre à l'office de nuit. Ils ont lieu dans l'église, qui est séparée en deux parties distinctes, comme toute la maison. On y distingue le sanctuaire, ou chœur des pères, et le chœur des moniales, avec une double grille et un double rideau, dont l'un est relevé pendant l'office. Ce chœur lui-même a une partie réservée aux converses.

La maison des religieuses comprend, comme à l'accoutumée, le chapitre, le réfectoire, les cellules, l'enclos, et est strictement séparée du « quartier des religieux ».

La solitude et le silence sont un peu moins stricts que dans les chartreuses masculines. Cependant, la cellule existe aussi. Mais alors que les hommes y restent même en cas de maladie, les moniales ont une infirmerie ; elles prennent leurs repas au réfectoire et non en cellule, et ont une récréation par jour, alors que les hommes n'en ont qu'une par semaine. L'abstinence est absolue, même en cas de maladie grave.

La journée est divisée entre la prière et la méditation en cellule, et le chant de l'office. Les chartreuses font quelques travaux manuels, mais assez peu, et ils ne doivent jamais être lucratifs. L'obligation de la clôture est évidemment périodiquement rappelée par les chapitres généraux elle était sans doute formulée dans la règle de Jean d'Espagne²⁷. Le chapitre général la proclame de nouveau solennellement en 1298, l'année même de la bulle *Periculoso*.

Le seul point vraiment original du statut des moniales chartreuses est ce qui a trait à la consécration²⁸.

C'est un privilège des moniales chartreuses, dont les origines sont as-

27. Abbé F. A. LEFEBVRE — *Saint Bruno et l'Ordre des Chartreux* — 2 vol. 8° Paris 1883, p. 365. *Monemus moniales ne amodo veniant loqui cum aliquo saeculari vel regulari, vel etiam cum parente, nisi ad clerum, et tum associatae cum una duabus ; ita monemus eas efficaciter ne portam suam permittant homines intrare.* L'abbé Lefebvre avance que les premières chartreuses féminines ne connurent pas la clôture, mais cette opinion nous paraît sans fondement. La règle de saint Césaire, en tous cas, la pratiquait étroitement.

28. Sur la consécration, cf. l'ouvrage essentiel : René METZ, *La consécration des vierges dans l'église romaine ; étude d'histoire de la liturgie* — Bibliothèque de l'Institut de droit canonique de l'Université de Strasbourg, IV, 1954, p. 501 ; C. R. de Jean GAUDEMET, *R.H.D.* 1955, p. 298-302.

sez obscures. Il semble être une combinaison, unique en son genre, de deux rites différents de la primitive Eglise — celui de la consécration virginale — qui est encore en usage chez les cisterciennes et certaines bénédictines, et par lequel les moniales reçoivent des mains de l'évêque le voile et l'anneau ; et celui de la bénédiction des diaconesses, qui conférait une dignité à celles qui le recevaient, en même temps que l'étole et le manipule.

Les diaconesses disparurent au deuxième concile d'Orléans de 583, mais on admet que sainte Radegonde obtint pour elle-même et pour son monastère d'Arles le privilège de recevoir le manipule et l'étole, en même temps que le voile et l'anneau de la consécration virginale. Quand sainte Germetie, en 611, fonda Prébayon, elle conserva le privilège. Et lorsque Jean d'Espagne adapta la règle chartreuse pour les moniales de ce monastère, il les fit renoncer au titre abbatial, mais leur conserva la consécration virginale avec remise de l'étole et du manipule²⁹.

Les vierges chartreuses consacrées, pour lesquelles existe évidemment une stricte exigence d'intégrité physique, portent l'étole et le manipule le jour de leur consécration, du cinquantenaire de cet acte et le jour de leur mort. Elles peuvent lire l'Epître à la messe, de par la remise du manipule, et, par celle de l'étole, l'Evangile à l'office de nuit.

Cette consécration est le trait le plus original de ces moniales chartreuses, dont on doit bien dire qu'on les connaît peu. Leur existence fut discrète³⁰. Néanmoins, ce qu'on sait de leur origine est assez frappant parce qu'il s'harmonise parfaitement avec le tableau qu'offre le mouvement monastique féminin du XI^e au XIII^e siècle : les moniales assoiffées de sainteté recherchent un *ordo arctior* et c'est Prébayon adoptant la règle cartusienne. Malgré la dureté des observances, de nombreuses maisons naissent et grandissent. L'ordre masculin, d'abord accueillant, devient réticent, puis hostile devant l'affluence des vocations, les soins qu'elles requièrent, les abus qu'elles entraînent. Et c'est la condamnation de 1363 qui va tarir le recrutement, interdire les fondations nouvelles. Ce processus est le même dans tous les ordres. Ici, pas d'éclat, tout se passe en mineur. Faut-il penser que l'ordre chartreux n'accorda jamais une importance extrême à ses moniales ? ou que celles-ci furent d'une sainteté particulière ? Le champ des hypothèses reste ouvert.

29. La consécration est évidemment réservée à l'évêque. On peut en voir les rites dans le Pontifical romain, mss. Bib. Avignon n° 205 (anc. fonds 9) I. 43, qui n'en présente toutefois qu'une partie. Le cérémonial cartusien possède un rit particulier. La filiation que nous avons rapportée a été discutée (*D.D.C.*, t. 3, col. 631). On est évidemment réduit aux hypothèses.

30. Pourtant, elles donnèrent une sainte à l'Eglise : sainte Roseline, prieure de la Celle-Roubaux (1263-1329). Et Béatrice d'Ornacieu et Marguerite d'Oingt, prieure de Poletains, ont laissé des traces de grande vertu. Sur cette dernière, cf. Mgr. GARDETTE, *Les œuvres de Marguerite d'Oingt*, Société d'édition les Belles Lettres, Paris 1965.

CHAPITRE V

LES DOMINICAINES

Le récit des premières années d'existence des filles de saint Dominique appartient aux historiens de l'ordre¹. Leur origine, en effet, intimement liée aux débuts de l'apostolat du saint, est connue, et nous nous limiterons à quelques brèves indications historiques. De même, les remous qu'elles entretenaient pendant un demi-siècle dans un ordre étroitement uni à la hiérarchie et au monde ne purent être ignorés. Nous ne sommes pas ici dans l'obscurité qui entoura la naissance des cisterciennes ou celle des chartreuses. Néanmoins, des problèmes restent posés². Un problème de chronologie législative d'abord, qui n'est formel qu'en apparence. Les observances des dominicaines devinrent au XIII^e siècle, nous le verrons, une *forma vitae* qu'adoptèrent, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, de très nombreux monastères d'Europe, qui ne faisaient pas partie de l'ordre dominicain. Il importe donc de tenter de définir avec précision leurs états successifs pour en fournir une description.

Les tensions que causa l'insertion, dans l'ordre dominicain, de la branche féminine, ce que l'on a appelé « la genèse du second ordre », sont également de tout premier intérêt, car ils nous montrent la permanence dans le temps des difficultés nées de la *cura monialium* ; et ils nous font assister, à travers documents capitulaires et pontificaux, à la lutte sévère que menèrent pendant un demi-siècle les moniales pour obtenir que l'ordre leur reconnaisse une place officielle en son sein.

Section I. — LES ORIGINES

La première « fondation » de saint Dominique fut un monastère féminin, Notre Dame de Prouille, et on ne peut décrire les origines de l'ordre sans parler de ce monastère. On connaît le déroulement général

1. Pour une bibliographie complète de saint Dominique et de l'ordre, cf. M. H. VICAIRE, O. P., *Histoire de Saint Dominique*, 2 t., Paris 1957, Ed. du Cerf, bibliographie t. I, p. 13 à 26.

2. Ou n'ont été résolus que récemment par le savant ouvrage du Père VICAIRE, auquel nous devons la majorité des renseignements que nous exposerons.

des premières années que Dominique de Caleruega passa en France³. La date exacte de son arrivée à Fanjeaux, « haut lieu de l'hérésie albigeoise » est, en revanche controversée⁴. Mais tous s'accordent à voir dans ce bourg un des centres les plus actifs du catharisme. Dans la diffusion de cette hérésie, les femmes jouaient un grand rôle. Réunies en communautés, fort semblables formellement à des couvents, qui comportaient des noviciats et pratiquaient les observances régulières, elles y enseignaient les filles de la noblesse. Elles portaient le nom de « parfaites » et préparaient des enfants, qu'on leur confiait parfois fort jeunes, à une mission d'apostolat.

Fanjeaux possédait plusieurs de ces *domus hereticorum*⁵. Ce rôle des femmes, image déformée de leur place de tout premier plan dans le mouvement religieux de l'époque⁶ doit être envisagé, comme celui-ci, du reste, en son aspect sociologique et même économique. Certes, il faut bien y voir la « nostalgie de la vie angélique »⁷, source de tant d'hérésies en ces temps. Mais peut-être plus encore étaient la cause de cet afflux des femmes dans les communautés de *parfaites* les conditions économiques qui régnaient alors dans l'Albigeois ravagé, où, plus que partout ailleurs, la petite noblesse cotoyait la misère⁸. Lorsque saint Dominique entreprit de convertir les femmes de Fanjeaux, il fut immédiatement sensible à ces considérations, et à la nécessité « de retrouver pour ces femmes, après leur rentrée dans l'Eglise, une forme de vie qui ne fut pas moins exigeante que celle des parfaites... Il fallait leur trouver un milieu, souvent même un moyen d'existence... il fallait constituer un monastère avec ces converties de tous genres. On leur assurerait ainsi un asile, en même temps qu'un milieu de prière et de sanctification. On pourrait récupérer les jeunes filles que les parfaites éduquaient... »⁹.

Aussi saint Dominique réunit-il à *Prouille* ses premières converties, obtient de l'évêque¹⁰ l'autorisation nécessaire et la concession de l'église Sainte-Marie, et en mars 1207, il fonde le couvent... c'est-à-dire qu'il constitue là un groupe de moniales avec une prieure¹¹. Elles sont une douzaine.

Il faut admettre, malgré ce qui a parfois été soutenu, que rien n'est plus

3. VICAIRE, *op. cit.*, I, p. 119 et s.

4. Sans doute peut-on admettre la fin de 1206 comme vraisemblable.

5. GUIRAUD (J.) — *Cartulaire de Notre-Dame de Prouille*, 2 t. Paris 1907, t. I, Préface ch. VII, pp. CCCXXI.

6. GRUNDMANN, *Religiöse Bewegungen*, pp. 170 et 438.

7. VICAIRE, *op. cit.*, p. 241. — Ceci expliquerait qu'on constate des désertions dans les abbayes bénédictines. Les abbayes de moniales cisterciennes, soumises à une discipline plus stricte, étaient moins touchées (GUIRAUD, *op. cit.*, p. CCXXXXVII) : désir d'une vie plus sainte, plus parfaite.

8. On élevait pour rien dans ces communautés les enfants dès l'âge le plus tendre — deux ans, par exemple : « Erant in illis locis nobiles quidam qui, egestate compulsi, filias suas tradebant haereticis nutriendas et erudiendas ». Humbert de ROMANS, *ap. QUETIF et ECHARD, Scriptores ordinis Praedicatorum*, I, p. 6.

9. VICAIRE, *op. cit.*, p. 242.

10. Foulques, évêque de Toulouse, cf. VICAIRE, *op. cit.*, p. 243, note 44.

11. On peut voir leurs noms dans GUIRAUD, *op. cit.*, p. CCCXXVI — La prieure, Guillemine de Fanjeaux, « fille spirituelle » de saint Dominique restera jusqu'à sa mort en 1225 à la tête du couvent.

loin à ce moment de la pensée de saint Dominique que le désir de créer une « forme de vie monastique » nouvelle. Sa « fondation » n'obéit à aucun plan préconçu — elle répond à une nécessité pratique, c'est tout. C'est pourquoi il nous semble qu'il ne faille pas se livrer, dès les origines, à des études trop poussées sur les termes qu'on rencontre dans les textes, et qui sont parfois déroutants, voire contradictoires¹². Pendant plusieurs années, l'organisation du monastère restera tout empirique. Au premier plan sont les sœurs, c'est indéniable¹³. Et à leurs côtés existe une communauté masculine. Saint Dominique a-t-il voulu créer un « monastère double » ? Sans doute pas. L'existence d'une communauté masculine auprès d'une maison de moniales est une nécessité, c'est tout.

Toutefois, il apparaît bien qu'en plaçant auprès de ses « chères filles de Prouille » ses premiers compagnons, saint Dominique n'ait pas désiré seulement fournir à celles-ci une aide indispensable. Le couvent va servir de substrat économique à leur apostolat. Il en est le centre de rayonnement, le lieu de recueillement et de repos, le centre de prières¹⁴.

En effet, saint Dominique, qui voue dès l'origine ses compagnons à la mendicité, sollicite au contraire pour ses filles les donations indispensables à leur vie. Il obtient le 17 avril 1207 la donation de l'église de Saint Martin de Limoux, de Bérenger de Narbonne¹⁵ — d'autres suivront¹⁶.

En même temps, il décide d'assumer lui-même la direction spirituelle de la maison, confiant à Guillaume Claret son administration tempo-

12. VICAIRE, *op. cit.*, p. 249, 250, 269. Ainsi, on nomme les sœurs indifféremment *dominae*, *sorores*, *moniales* et même *conversae*, qui ici signifie tout simplement converties. De même à propos de la dénomination d'*abbaye*, qu'on rencontre un peu plus tardivement dans les textes (LAURENT, M. H. *Historia Diplomatica S. Dominici, Monumenta Ordinis F. Predicatorum historica* (M.O.P.H.) T. XV fasc. I, Paris 1933, n^{os} 23, 25, 29, 30, 32, 33, 35 etc.), et qui y cohabite, d'ailleurs avec celle de *domus* (n^{os} 8, 27, 28, 47, 48), de *locus* (n^{os} 23, 25) ou d'*ecclesia* (n^{os} 8, 31, 33, 34), il ne faut pas lui attacher de sens technique. La première orientation de la maison était nettement cistercienne. Prouille a grandi en milieu cistercien, saint Dominique était en rapports continuels avec les abbés de l'ordre et on est même en droit de penser que son projet initial était de leur confier la charge de « ses filles ». Ils étaient les grands éducateurs de moniales de l'époque. Mais Cîteaux était justement en train de commencer à réagir vigoureusement contre son pléthorique recrutement féminin, le projet n'eut donc pas de suite. Après 1213, et pourtant, à ce moment un véritable « monastère » est né, on ne trouve plus le terme *abbatia* dans les textes, et jamais le prieur ou la prieure de Prouille n'eurent le titre d'abbé ou d'abbesse.

13. Le procureur du couvent agit *nomine dictarum monialium* ; les actes sont rédigés *cunctis fratribus et monialibus*, parfois même *monialibus* seulement. (BALME, RR. PP. et LELAIDIER (t. III, et COLLOMB) *Cartulaire ou histoire diplomatique de S. Dominique*, 3 t. Paris 1893, 1897, 1901 t. I p. 266). Peut-on parler déjà de véritables « observations », de règlements imposés dès ce temps ? Il ne le semble pas.

VICAIRE (*op. cit.*, p. 250 et s.) réfute les allégations de GUIRAUD (*op. cit.*, CCCXXVI) et de BALME (*op. cit.*, 136) qui font remonter aux premiers jours l'établissement de la clôture monastique. En fait, les bâtiments étaient en si mauvais état que des sœurs au début, durent demeurer à Fanjeaux (LAURENT, *op. cit.*, p. 824). Et nous verrons plus loin qu'on ne peut rien dire de précis sur l'octroi d'une « règle » aux premières converties.

14. D'où le nom de « Sainte Predication » que portera Prouille, qui est celui de « l'entreprise générale » qu'on transporte sur sa base économique (VICAIRE, *op. cit.*, p. 226). Longtemps les couvents dominicains du Midi de la France porteront ce nom « la Predication de X ».

15. GUIRAUD, *op. cit.*, II, 158 — et la donation était d'importance.

16. VICAIRE, *op. cit.*, p. 247 — Mais il est cependant encore trop tôt pour voir en Prouille un riche monastère ! Ses premières années coïncidèrent avec les grands drames de la croisade on ne sait rien ou peu de chose sur les années 1208, 1209, 1210 qu'on peut supposer fort difficiles ! (VICAIRE, *op. cit.*, p. 255).

relle¹⁷. Autour d'eux s'organise le groupe sacerdotal, qui donne ses soins aux sœurs et exerce en même temps sa mission de prédication. Quelques convers les aident dans leurs tâches, et également d'assez nombreux donnés. Ainsi s'est constitué ce qu'on peut considérer comme un « monastère double », encore qu'il ne corresponde que partiellement aux types parfaits de la haute époque.

Quoi qu'il en soit. Prouille, ainsi empiriquement constitué, n'en est pas moins « le centre des prédications dominicaines en Languedoc, le berceau de l'ordre »¹⁸ au sein duquel il gardera toujours, d'ailleurs, une place privilégiée, encore que parfois douloureusement imprécise. En 1212 saint Dominique peut enfin commencer les véritables constructions¹⁹. C'est sans doute en 1213 qu'il impose réellement la clôture, et nous verrons qu'on a pu soutenir que vers cette date aussi il aurait pu donner leur première règle aux sœurs.

Peu à peu, la *situation juridique* de la maison va se préciser. Originellement, aucune organisation juridique, nous l'avons vu ; la communauté masculine n'est liée à saint Dominique que par des liens amicaux, fraternels. L'empirisme domine et les nécessités pratiques.

Mais saint Dominique a, bien sûr, déjà l'idée de sa « société de Prêcheurs ». Nous n'avons pas évidemment à nous étendre ici sur les débuts de l'ordre proprement dit. On sait qu'il fut confirmé le 22 décembre 1216²⁰. Mais la bulle de confirmation était adressée à « Dominique, prieur de saint Romain de Toulouse »²¹ et ne confirmait donc que cette maison, seule partie réalisée des projets du saint. L'*ordo* confirmé n'était pas la société dominicaine, mais l'observance des clercs rattachés à l'église de Saint-Romain²². Prouille n'était cité dans le privilège que comme *bien dépendant de Saint Romain*.

Elle avait déjà obtenu une bulle de protection pontificale, en 1215²³. Mais ce n'était qu'une bulle de confirmation de ses biens, et de protection, sans aucune référence explicite ni implicite à un ordre qui d'ailleurs n'existait pas encore, ni même à saint Dominique. La bulle était adressée *dilectis filiis... priori, fratribus et monialibus domus sanctae Mariae de Pruliano*.

Aussi, étant donné l'imprécision de sa situation, contesta-t-on à Prouille, après 1216, le droit de se dire membre de l'ordre canonial nouvellement créé — et donc la juridiction de l'ordre sur elle²⁴. Prouille

17. JOURDAIN DE SAXE, *Libellus de principiis ordinis praedicatorum*, ed. SCHEEBEN, M.O. P.H., XVI Rome, 1935, n° 29. Plus tard, quand ses activités appelleront saint Dominique loin de Prouille, Guillaume en deviendra le prieur. (LAURENT *op. cit.*, n° 106).

18. GUIRAUD, *op. cit.*, p. CCCXXI.

19. Cf. VICAIRE, *op. cit.*, p. 255 et s. sur l'activité déployée par saint Dominique pendant les années 1212, 1213, 1214 pour obtenir des donations, les faire confirmer, remembrer les terres, et aborder enfin l'essentiel de son programme : la construction d'un véritable cloître.

20. Voir à ce sujet VICAIRE, *op. cit.*, t. II ch. XI et XII spécialement p. 62 et s.

21. Sur les circonstances de la fondation de Saint Romain de Toulouse « péripétie principale de la vie de saint Dominique... naissance véritable de l'Ordre », cf. VICAIRE, *op. cit.*, t. I, p. 331 et s., qui date cette fondation d'avril 1215 (p. 333 et n. 38).

22. VICAIRE, *op. cit.*, p. 65.

23. *Bullarium ordinis praedicatorum*, ed. F. T. RIPOLL et A. BRÉMOND, Rome 1729-1740, 8 vol. (B. O. P.) t. I, p. I.

24. BALME, *Cart.* t. I, p. 180.

participait-elle aux privilèges qu'on venait d'accorder à l'ordre, notamment à celui d'admettre de nouvelles recrues? La bulle de confirmation de l'ordre de 1216 disait bien s'appliquer aux maisons issues de Saint-Romain... mais Prouille était antérieur²⁵. En 1218, la situation allait enfin être réglée, par une bulle du 30 mars²⁶, ampliation du privilège de confirmation au profit des frères de Prouille. C'était la suprême sanction romaine. La bulle concerne la communauté masculine, mais elle est rédigée au nom du monastère, confirme ses biens, et rattache en somme les sœurs et leur monastère à l'ordre par leur communauté masculine, qui est érigée en communauté de prêcheurs et reçoit les privilèges de l'ordre²⁷. Le document établit l'indépendance de Prouille par rapport à Saint Romain. En 1218, Prouille est une communauté juridiquement constituée, à travers laquelle l'ordre continuerait même si Saint Romain disparaissait avant qu'aucune autre maison ne soit fondée²⁸. Cette communauté possède un noviciat de l'ordre, et donne ses soins aux sœurs. Ainsi, en 1218 le premier couvent de dominicaines existe juridiquement²⁹. Nous parlerons plus longuement de son organisation intérieure.

Il nous faut maintenant aborder le problème des textes qui régissaient la vie de ce monastère — et particulièrement de la place qu'ils eurent dans le développement de la législation applicable aux moniales dominicaines dans la période ultérieure.

Section II. — RECHERCHES DE CHRONOLOGIE LÉGISLATIVE

Différents problèmes se posent quand on veut essayer d'établir la succession des textes qui régissent la vie des moniales dominicaines.

§ 1^{er}. — *Prouille*.

Tout d'abord, des problèmes qui concernent directement Prouille. Quelles furent les observances qui s'y appliquèrent et que peut-on dire de l'époque à laquelle elles furent rédigées?

25. Cf. H. CHR. SCHEEBEN, *Die Anfänge der Zweiten ordens der HL. Dominikus*, in A. F. P. 1932, II, p. 298 et s.

26. B. O. P., I, p. 6, *Religiosam vitam*.

27. Nous reviendrons plus loin sur les vicissitudes de cette institution, qui ne dura qu'assez peu de temps dans son état initial. Cependant, en 1230 (GUTHAUD, *Cart.* II, 4 n. 237) on accepte encore les novices à Prouille.

28. Cf. VICAIRE, *op. cit.*, p. 109 et note 34. On peut réellement parler à cette date d'incorporation, d'appartenance à l'ordre. Et il nous semble qu'il est un peu subtil de parler d'une incorporation seulement « partielle » (SCHEEBEN *op. cit.*, p. 304) en se fondant sur ce que saint Dominique voulait que les frères qui donnaient leurs soins aux couvents de moniales ne fussent pas rattachés à une communauté masculine extérieure, mais aient ce caractère en quelque sorte « spécifique » que nous avons vu déjà existant dans d'autres ordres. Il nous paraît plus juste de parler de « rattachement médiateur ».

29. L'activité de saint Dominique, dont le retentissement auprès des femmes est incontestable, avait déjà porté d'autres fruits. (cf. VICAIRE, *op. cit.*, p. 329). Au début de l'été 1215, Foulques, évêque de Toulouse, avait donné à Dominique un hospice pour l'œuvre des dames converties, qui dépendait du chapitre de Saint Etienne et de l'abbaye de Saint Sernin. Il ne s'agit pas là d'une filiale de Prouille, mais d'un véritable couvent, avec une prieure, réservé sans doute à des « repenties ». Mais il n'eut qu'une brève existence et disparut dès 1217.

Nous avons admis précédemment que saint Dominique ne donna pas immédiatement à ses filles une véritable règle, et qu'elles vécurent quelques années en suivant des observances de nature assez indécises, d'inspiration sans doute cistercienne³⁰. Le monastère ne sera vraiment « constitué » que vers 1213 ; est-ce à ce moment là que son fondateur rédigea pour lui une véritable règle ? On l'a soutenu³¹. Mais il faut reconnaître qu'on en est réduit aux hypothèses pour cette période... Aucun texte ne nous est parvenu, et rien ne permet de faire remonter aussi loin ceux que nous possédons. On peut aussi bien penser que saint Dominique maintint, après cette date, les *consuetudines* cisterciennes³².

En 1215, quand Innocent III accorda à Prouille sa première bulle de protection, celle-ci ne porte aucune référence à une règle quelconque existant dans le monastère. Mais on peut évidemment soutenir qu'un texte « économique » comme l'était cette bulle n'avait pas à le faire.

Ce qu'on peut penser, c'est que si saint Dominique donna une règle à Prouille en 1213, elle fut sans doute inspirée des statuts de Prémontré — d'abord parce que Dominique les connaissait bien³³ et qu'il put penser que les *consuetudines arctiores* convenaient à ces cathares converties³⁴ — d'autre part parce que, calquées elles-mêmes sur les *consuetudines* de Cîteaux, elles ne dépayseraient pas les religieuses de Prouille qui pratiquaient celles-ci depuis plusieurs années — enfin parce que l'organisation primitive des monastères de norbertines rappelait celle établie à Prouille³⁵. En 1216, les frères qui, d'un commun accord, avaient choisi de pratiquer la règle de saint Augustin, reçoivent leurs premières constitutions³⁶, et elles sont directement inspirées de celles de Prémontré. On a pensé que ce serait seulement à ce moment-là que saint Dominique aurait donné à Prouille une véritable règle, qui aurait eu pour base les constitutions masculines³⁷. Les similitudes qu'on trouve entre les *consuetudines* de Prémontré et la règle de Prouille — telle que nous la possédons — proviennent-elles alors de la règle masculine ? S'agit-il, pour cette règle de Prouille (que nous dirons « postérieure à 1216 » sans plus de précisions), d'une réécriture d'une règle de 1213, immédiatement influencée par Prémontré, ou d'une nouvelle règle, subissant cette influence de façon médiate, par l'intermédiaire de la règle des frères ?

30. Il semble qu'elles aient même porté l'habit cistercien dans les premiers temps. (MANDONNET-VICAIRE, P. et M. H., *St Dominique, l'idée, l'homme et l'œuvre*, 2 t. Paris 1938. t. I, p. 106).

31. MANDONNET, *op. cit.*, p. 107.

32. MANDONNET-VICAIRE, *op. cit.*, p. 112 réfute avec raison la thèse soutenue par H. Ch. SCHIEBEN (*A.F.P.* 1932 p. 284-315) et croyons-nous, abandonnée par lui depuis (elle avait déjà été critiquée par GRUNDMANN, *Religiöse Bewegungen* p. 209-211), thèse qui, pour démontrer que saint Dominique répugnait à imposer à ses filles les formes ordinaires de la vie religieuse, s'autorisait de l'imprécision de ces années pour dire que les moniales de Prouille auraient été successivement institutrices, visiteuses-apostoliques, cisterciennes, béguines et chanoinesses augustines...

33. VICAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 40.

34. VICAIRE, *op. cit.*, t. I, p. 263, n. 157.

35. Mais les monastères de Prémontré furent « disjoints » en 1140. C'était remonter bien loin...

36. MANDONNET-VICAIRE, II. *La législation des Prêcheurs*, p. 203-239 et spécialement *Appendice V — Les consuetudes de 1216*.

37. VICAIRE, *op. cit.*, t. II, *Appendice VIII, La Règle de Saint Sixte*, nos 8, 11, 14.

Il semble qu'il faille pencher pour la seconde hypothèse³⁸ — et donc rien ne vient confirmer l'existence d'une règle de Prouille de 1212-1213³⁹.

La situation se complique encore, si l'on peut dire, du fait suivant : c'est que nous ne possédons pas le texte de cette règle postérieure à 1216 dans son état original ; ce qui, il faut l'avouer, ne rend pas sa datation plus commode !

§ 2. — *Saint Sixte.*

Toutefois, nous possédons un texte, dont nous allons voir qu'on peut admettre qu'il est directement influencé par la *règle de Prouille* : la *règle de Saint Sixte de Rome*. Que savons-nous de lui, comment nous est-il parvenu ?

Pour répondre à cette question, il faut parler un peu de l'activité de saint Dominique, et pour ce faire, le suivre en Italie, à l'automne de 1219⁴⁰. A Rome, Honorius III a succédé à Innocent III sur le trône pontifical, et a repris à son compte — parmi beaucoup d'autres — un des projets qui furent chers à son prédécesseur : la réforme d'un certain nombre de monastères de femmes romains⁴¹. Ils avaient été un sujet de préoccupation pour Innocent III ; il aurait désiré en confier la réforme aux chanoines de Sempringham, les Gilbertins, qui lui paraissaient convenir parfaitement à cette tâche. Malheureusement, sa tentative n'avait pas abouti et Honorius III pensa que saint Dominique pouvait mener à bien cette entreprise délicate. L'emplacement de la future fondation était déjà choisi, c'était l'ancienne église de Saint-Sixte, qu'on faisait remettre en état. Nous ne nous étendrons pas sur l'œuvre entreprise par saint Dominique, ses « colloques » avec les moniales romaines, les résistances qu'il rencontra dans les familles de celles-ci, l'installation des frères qui desserviraient le monastère féminin⁴².

Enfin, le 24 février 1221, il réunit les sœurs à Saint-Sixte, — la majeure partie d'entre elles est constituée par la communauté de *Sainte Marie in Tempulo* ; toutes les sœurs font profession entre les mains de saint Dominique, s'engagent à entrer en clôture quand il le voudra, — leur abbesse remet entre ses mains son autorité et les biens et droits du monastère. Elles n'entreront définitivement au monastère et ne recevront l'habit que vers le 20 avril, car il avait fallu entre temps transférer les frères en d'autres lieux, en la basilique Sainte Sabine sur l'Aventin⁴³. Elles sont soixante et une, aux sœurs de Sainte Marie in Tempulo se sont jointes celles de Sainte Bibiane, et quelques isolées.

Pour éduquer ces nouvelles recrues, saint Dominique a fait appel évi-

38. VICAIRE, *op. cit.*, n° 10 *in fine* avec quelques correctifs formels...

39. Ni complètement l'infirmier... mais on en est réduit aux hypothèses.

40. VICAIRE, *op. cit.*, p. 150 et s.

41. VICAIRE, *op. cit.*, 2, p. 182. Il voulait fonder un nouveau monastère féminin qui rassemblerait sous une règle stricte les moniales venant de monastères ruinés, ou en pleine décadence et les femmes de la ville qui aspiraient à la vie religieuse.

42. Voir sur tous ces points VICAIRE, *op. cit.*, 2, p. 184 et s. et p. 278 et s. la bibliographie et l'énumération des actes, documents et chroniques concernant le monastère.

43. VICAIRE, *op. cit.*, p. 285.

demment à ses « chères filles » de Prouille. Qui, mieux qu'elles, peut enseigner les principes qui lui sont chers et la règle qu'il veut instituer ?

Le pape, dès 1219 les avait averties en leur demandant de faire bon accueil à l'appel de leur fondateur⁴⁴. Elles sont arrivées le 15 mars 1221, au nombre de 8, et un mois après, la communauté va s'organiser, sur le modèle de celle de Prouille. Elle est nantie, comme celle-ci, d'une communauté de six frères qui doit l'aider à vivre selon les normes voulues par saint Dominique. Quelles sont ces normes ? La recherche présente un intérêt qui dépasse le cadre du monastère romain — qui dépasse même l'histoire des fondations féminines de saint Dominique, et c'est pour cette raison que nous insistons sur ces points. La règle de Saint Sixte de Rome deviendra en effet, une « forme de vie » officielle dans les monastères féminins du XIII^e siècle⁴⁵. Cette glorieuse destinée rend plus que jamais importante la détermination exacte de ses origines et son contenu.

Cette règle est-elle la règle de Prouille ? Les sœurs du monastère languedocien l'ont-elles apportée avec elles, et enseignée à leurs « élèves » ? La *regula Sancti Sixti de Urbe*, sous laquelle vivront un très grand nombre de monastères européens au XIII^e siècle, reproduit-elle la première législation des moniales dominicaines ? Nous possédons cette *regula Sancti Sixti* non dans sa rédaction primitive, mais dans une forme immédiatement postérieure : celle qu'elle revêt en 1232, quand Grégoire IX l'octroie aux Pénitentes de Sainte Marie Madeleine en Allemagne⁴⁶. A ce

44. LAURENT, *op. cit.*, n° CIV — la lettre est adressée *fratribus et sororibus*.

45. A l'époque qui nous occupe, les moniales n'ont plus guère de choix quant à leurs observances. Prémontré a abandonné complètement ou presque ses maisons féminines à la fin du XII^e siècle. Cîteaux vient de se décider à freiner son recrutement. Restent la règle que le cardinal Hugolin a donnée aux clarisses et celle « de Saint Sixte de Rome ». De nombreuses communautés de femmes adoptaient cette dernière, depuis 1230 (cf. GRUNDMANN, *op. cit.*, p. 220-35) spécialement en Allemagne. Et, au cours du XIII^e siècle les papes, quand ils fondaient un monastère féminin, lui octroyaient en général la *Regula ordinis monialium Sancti Sixti, de Urbe*. Elle a perdu à ce moment son caractère dominicain, et est devenue une « règle-type », sans rapport avec tel ou tel ordre, une « forma vivendi » reconnue par l'Eglise. Le terme « ordo » ne recouvre ici aucune société centralisée ou hiérarchisée régie par les *Institutiones de Saint Sixte*, mais des maisons indépendantes qui suivent l'ordre « de ces institutions (cf. CREYTENS, *A.F.P.*, XVII, 1947, p. 52).

46. Elle a déjà pris ce caractère « officiel » dont nous parlions. Nous ne pouvons nous livrer ici à une nouvelle approfondie de cet ordre, qui fut un des ensembles les mieux ordonnés et les plus compacts parmi ceux qu'on constitua au XIII^e siècle avec des « Repenties » ou des « Pénitentes ». Cette étude a été faite ailleurs : André SIMON, *L'Ordre des Pénitentes de Sainte Marie Madeleine en Allemagne au XIII^e siècle*, Fribourg, 1918. Cet ordre se constitua en 1227 et suscita un vif intérêt de la part de Grégoire IX qui continuait en cela la tradition de ses prédécesseurs. (Qu'on pense à l'appel d'Innocent III du 29 avril 1198, *Pat. lat.*, 214, 102 conseillant aux chrétiens, par charité, de chercher une épouse parmi les *mulieres publicae*). Elles vécurent quelque temps en suivant les observances cisterciennes ; puis, le 23 octobre 1232 Grégoire IX les plaça sous la règle de Saint Augustin et les institutions de l'ordre des moniales de Saint Sixte de Rome (Bulle *Exurgentes de pulvere*, dans SIMON, p. 258 et 142-153. Ce n'est d'ailleurs pas le texte de Grégoire IX que nous possédons, mais la confirmation que Nicolas IV en donna en 1291 mais la copie est rigoureuse). Ces textes, par leur souplesse, paraissaient sans doute convenir à ces pécheresses repenties, et Grégoire IX, de plus, espérait peut-être les rapprocher ainsi des dominicains... auxquels, du reste, elles furent ultérieurement « commises » (et non « incorporées ». Voir à ce sujet la lettre de Jean de Boccamazzi, légat en Allemagne, 1286-1288, au provincial d'Allemagne, dans SIMON, *op. cit.*, p. 250). Elles furent d'ailleurs ensuite réellement « incorporées » quand le furent tous les monastères allemands dont les prêcheurs s'occupaient à un titre ou à un autre (cf. *infra* p. 123) puis de nouveau soustraites par Nicolas IV en 1289 à leur juridiction (SIMON *op. cit.*, p. 85 et s.)

moment, est-elle encore la règle de Prouille ? Quelles modifications a-t-elle subie ?

Il faut envisager d'abord les rapports règle de Prouille — règle de Saint-Sixte. Pendant fort longtemps, leur identité totale ne fut pas discutée⁴⁷. La règle de Saint Sixte ne serait qu'une « dénomination extrinsèque de la règle de Prouille ». On faisait appel à une probabilité de bon sens : appelées par saint Dominique pour faire l'éducation des nouvelles recrues, que leur auraient enseigné d'autre les moniales de Prouille que ce qu'elles pratiquaient elles-mêmes ? Cette opinion a le mérite de la simplicité, mais ne rend pas exactement compte de la réalité⁴⁸. Non pas tant à cause des références à la *regula sancti Benedicti* dont on a dit qu'elles n'auraient pu se trouver dans la règle de Prouille⁴⁹, mais plutôt à cause de la ressemblance — sinon de la similitude — qui existe entre la seconde partie de la règle de Saint Sixte et la règle de l'ordre de Sempringham⁵⁰. Ceci ne pourrait évidemment venir de Prouille, et on se rappelle, en revanche, que c'étaient des Gilbertins qui, primitivement, devaient s'occuper de Saint-Sixte. Cela va dans le sens d'une plus grande autonomie de la règle de Saint Sixte. Comme également l'absence dans la règle de Saint Sixte de dispositions rappelant les statuts originaux des sœurs de Prémontré, ceux du XII^e siècle⁵¹, dont nous avons vu qu'on pouvait admettre qu'ils avaient inspiré la première législation de Prouille.

Il semble donc qu'il faille admettre que la théorie traditionnelle était exagérée. On serait bien en présence à Saint Sixte d'une règle nouvelle. Mais il ne faut pas aller non plus trop loin dans cette voie, car l'argument « traditionnel » demeure vrai dans la mesure où les sœurs de Prouille ont enseigné effectivement ce qu'elles connaissaient — leurs constitutions ne sont pas la base exclusive de la règle de Saint Sixte, mais y ont certainement une large place.

D'ailleurs, un autre point est à noter. C'est que la règle de Saint Sixte a nettement pour source les institutions primitives des frères prêcheurs⁵², et que, si elle a subi l'influence des coutumes de Prémontré⁵³, c'est à travers les constitutions des frères qu'elle l'a fait⁵⁴. Or, nous avons dit que la règle de Prouille, rédigée après 1216, aurait subi, elle aussi, l'in-

47. BALME, *Cart.* t. II, p. 425 (le texte des constitutions est reproduit pp. 425 à 453). MANDONNET-VICAIRE, *op. cit.*, II, p. 244 — MORTIER *Les maîtres généraux*, I, 344 — SIMON, *op. cit.*, p. 32.

48. L'étude du R. P. VICAIRE (*Hist. de Saint Dominique*, t. II, Appendice VIII, *La Règle de Saint Sixte*) rend compte, elle, fort exactement nous semble-t-il de cette réalité extrêmement complexe, dont nous n'avons pas ici la prétention de reproduire tous les détours. Nous nous contenterons d'exposer les résultats auxquels parvient l'auteur.

49. Et qui se trouvent dans la règle de Saint Sixte, mais bien parce que ces références prouvent que les moniales à qui s'adressait la règle de Saint Sixte avaient autrefois connu non pas la règle de saint Augustin, mais la règle de saint Benoît et les coutumes de Cîteaux. Or ceci s'applique parfaitement aux sœurs de Prouille, et ne contrevient donc en rien la théorie de la similitude. (cf. VICAIRE, *op. cit.*, Appendice VIII, n° 6, p. 390.)

50. VICAIRE, *op. cit.*, n° 7 p. 391 — la similitude n'est littérale qu'en un seul endroit — mais il y a souvent parallélisme des dispositions.

51. Ceux de l'édition VAN WAEFELGHEM, *A.O.P.* IX, 1913 p. 63 à 67.

52. Celles de 1216.

53. Celles du dernier quart du XII^e siècle, 1174 sans doute. L'influence est indéniable.

54. Comme le démontre VICAIRE, *op. cit.*, *App.* n° 8, 9, 10.

fluence de la règle des frères, et à travers elle, celle de Prémontré. On aurait là au moins une similitude entre la règle de Saint Sixte que nous possédons et la règle de Prouille. Il semble donc qu'il faille admettre une certaine absorption, une compénétration. Les sœurs de Prouille auraient admis qu'une adaptation fut faite de leurs observances, qui les rendit plus « assimilables » aux sœurs de Saint Sixte.

Saint Dominique remania peut-être lui-même la règle dans l'hiver 1220-1221 pour l'adapter à sa nouvelle fonction et on peut admettre qu'en repartant, les sœurs de Prouille emportèrent cette nouvelle règle, qui, si elle apportait à la leur quelques modifications, n'entraînait certainement pas de transformations profondes. Il y a, en 1223, une unité législative incontestable. A cette date, Jourdain de Saxe, successeur de saint Dominique voulut obtenir des « éducatrices » pour le monastère qu'il fondait à Bologne, Sainte Agnès. Il les demanda à Prouille, dépositaire de la tradition fondamentale des moniales dominicaines. Ne pouvant les obtenir, il s'adressa à Saint Sixte. Il fallait donc qu'il y eut peu de différences entre les maisons⁵⁵.

Si on suit alors cette règle de 1221 à 1232, il faut examiner si la bulle de Grégoire IX aux Pénitentes de Sainte Marie Madeleine représente bien son état authentique. Rien ne prouve en effet, que Grégoire IX ne l'a pas modifiée profondément pour la leur octroyer... En fait, la majorité des auteurs admet actuellement une « continuité essentielle entre la règle de Prouille, la règle de Saint Sixte et les institutions des sœurs de Sainte Marie Madeleine », tout au moins quant aux données historiques externes. L'examen interne du texte envisagé dans son ensemble conduit à des conclusions plus nuancées, qui laissent subsister la « continuité » sans exclure l'adaptation. En effet, les Pénitentes de Sainte Marie Madeleine vécurent sous les *institutions de Saint Sixte* et joignirent à celles-ci des *statuts additionnels* et, si les *statuts* conviennent parfaitement à un monastère féminin dépendant d'un ordre masculin⁵⁶, et furent adoptés tels quels par les Pénitentes, la règle, elle, contient des expressions qui ne peuvent s'appliquer qu'aux Pénitentes, et a donc dû être *modifiée* pour leur être octroyée. Elle était devenue à ce moment non « un texte canonisé, intangible » mais une *forma* essentiellement plas-

55. VICAIRE, *op. cit.*, Appendice n° 3. En 1236, dans une requête adressée à Grégoire IX (B.O.P. I, 86) les moniales de Prouille lui disent qu'au moment de leur « conversion » (donc aux origines de Prouille), *elegerunt Domino famulari sub regula Sancti Sixti de Urbe*. C'est de toutes façons un peu anachronique. Mais il faut admettre sans en tirer un argument pour une similitude totale entre les observances prouillanes et la *regula Sancti Sixti*, comme on le faisait jadis, que les sœurs de Prouille, si fières de leur tradition, n'auraient pas employé cette formule — encore que celle-ci fut devenu « de style » à la Curie et dans toute l'Europe — si elle n'avait pas correspondu à la réalité. La continuité fondamentale paraît démontrée — autant que l'état des documents permette une véritable conclusion. cf. sur tout ceci VICAIRE, *op. cit.*, Appendice, n° 13-16.

56. Ils avaient sans doute appartenu auparavant à un monastère de dominicains, car ils sont littéralement extraits des constitutions de Jourdain de Saxe (celles qui étaient en vigueur entre 1228 et 1236) et les Pénitentes les empruntèrent de leur propre chef et peut-être sans autorisation de l'ordre. (Cette façon de faire est courante, nous en avons rencontré des exemples avec les cisterciennes). Ils ont été édités par SIMON, *op. cit.*, p. 154-170. cf. également Fernand DISCRY, *La règle des Pénitentes de Ste Marie Madeleine, d'après le mss. de St Quirin de Huy*, in *Académie royale de Belgique, Bull. de la Commission royale d'histoire*, CXXI, 1956, p. 84.

tique, ainsi que l'indique son nom d'*institutions*, d'ailleurs. Mais ces modifications ne furent pas substantielles. Il s'agit plutôt d'interpolations sans importance réelle. Comment admettre d'ailleurs que Grégoire IX ait continué de nommer *institutions de Saint Sixte* un texte profondément remanié ? En supprimant ces additions, on peut donc finalement admettre que la bulle de 1232 représente assez exactement la *règle de Saint Sixte*, et peut constituer un point de départ pour l'étude de la législation des dominicaines⁵⁷.

§ 3. — *Les formes intermédiaires.*

Les dominicaines n'obtiendront qu'en 1259 leurs constitutions officielles. Auparavant, existeront un certain nombre de formes législatives intermédiaires — dont certaines subirent l'influence des formes antérieures alors que d'autres annonçaient l'état final de la législation. Elles furent éminemment transitoires et contingentes, mais n'en représentent pas moins un aspect extrêmement intéressant du processus législatif.

Le premier groupe de ces formes intermédiaires fait appel à un phénomène dont nous avons déjà parlé, celui de l'existence de *constitutions complémentaires*, de *statuts additionnels*. Ces statuts additionnels répondent à des nécessités pratiques, ou politiques. Pratiques car si, plus que la législation des ordres masculins, la législation des moniales présente toujours quelques traits fondamentaux intangibles⁵⁸, elle est soumise plus qu'elle aux contingences économiques, ou géographiques. Plus que la législation des ordres masculins, elle est tenue de s'adapter⁵⁹.

Politique — nous voulons parler surtout ici de la « politique des ordres », mais le mot pourrait même avoir une autre extension — en ce que ces statuts sont adoptés en général par les monastères féminins à une époque où l'ordre où elles voudraient entrer refuse de les admettre ; les sœurs les adoptent pour se rapprocher de l'ordre et vaincre ainsi ses réticences. L'ordre évidemment ne se soucie nullement de vérifier leur stricte application : et ceci accentue encore le caractère nécessairement imprécis et empirique de cette forme de législation.

C'est régis par de semblables statuts que les monastères *allemands* de

57. Cf. CREYTENS, *Constitutions de Montargis*, p. 30 et s. et p. 53 — et VICAIRE, *op. cit.*, *Appendice*, n° 4, n° 5, n° 12, in fine, dont l'étude résume toutes les discussions qui intervinrent sur ce point.

58. La clôture, par exemple, tout au moins à partir d'une certaine époque.

59. Evidemment jusqu'à un certain point ! Mais quelques exemples peuvent faire saisir ce que nous voulons dire : l'instabilité du personnel masculin est une des plaies des monastères de moniales. Comment respecter des impératifs absolus (6 frères à demeurer dans le monastère, par exemple) devant la mauvaise volonté persistante de l'ordre ? Comment respecter la stabilité dans un pays que ravage la guerre ? On voit des monastères changer trois fois d'emplacement, renonçant de plus en plus à une solitude exigée au début et rendue impossible par les pillages et les destructions (M. Th. DE BUSSIÈRE, *Histoire des religieuses dominicaines du couvent de Ste Marguerite et Ste Agnès à Strasbourg*, Strasbourg 1860). De même, dès l'origine, saint Dominique, qui faisait de ses frères des « mendiants » permit aux sœurs d'avoir des revenus, qui furent souvent importants. Comment, en effet, concilier la vie contemplative et la clôture avec la pauvreté absolue ? Nous retrouverons ce problème et les nécessaires « aménagements » des principes quand nous traiterons des clarisses.

dominicaines vécurent jusqu'en 1259⁶⁰. Car, lorsqu'ils en approuvaient la fondation, les papes, on l'a vu, leur donnaient couramment « la règle des moniales de l'ordre de Saint Sixte de Rome ». Mais ne les incorporaient pas forcément aux dominicains pour cela ! Alors ces monastères adjoignaient à cette règle de Saint Sixte qui avait perdu, elle, son caractère spécifiquement dominicain, des statuts additionnels du type de ceux des Pénitentes, calqués sur la législation des frères, dans l'espoir de devenir ainsi « un petit peu dominicains »⁶¹. Si leurs désirs étaient enfin exaucés⁶², la situation juridique changeait, mais non l'ordre des observances. Après 1245, en effet, le pape lorsqu'il incorpore à l'ordre des frères prêcheurs un monastère de moniales, impose aux supérieurs de l'ordre de pourvoir celui-ci de constitutions modelées sur celles des frères⁶³. Les *statuts* devenaient *règle*, mais rien n'était changé.

Ainsi, jusqu'à la rédaction officielle de 1259 les monastères allemands vécurent sous cette législation, adaptation d'abord empirique, puis officielle, de la législation des frères. Et dont on a soutenu⁶⁴, avec quelque vraisemblance, nous semble-t-il, qu'on en aurait une forme authentique dans la règle des Pénitentes de Sainte Marie Madeleine — ou tout au moins qu'on ne pourrait relever entre cette règle et celle des monastères allemands que des différences secondaires⁶⁵.

Encore cette apparente systématisation ne doit-elle pas leurrer. Nous avons parlé des contingences diverses au début de ce paragraphe. Elles subsistaient même après l'adoption d'une règle relativement uniforme, même après l'incorporation officielle à l'ordre. Humbert de Romans, quand il entreprit l'uniformisation de la législation parlait de la multiplicité des constitutions des monastères allemands. Certains devaient se grouper, et se donner des ordonnances particulières, peut-être se les faire donner par leur provincial... Les textes ayant disparu, on en est évidemment réduit aux hypothèses. Mais celle-ci est vraisemblable⁶⁶.

La deuxième « forme intermédiaire » s'oppose à la première, constituée par le groupe de « statuts » qui ont perpétué jusqu'au milieu du XIII^e siècle la tradition de la législation de Jourdain de Saxe⁶⁷. Cette se-

60. Cf. sur tous ces points CREYTENS (R.) *O. P. Les Constitutions primitives des sœurs dominicaines de Montargis*, 1250 — in A.F.P., vol. XVII, 1947, p. 41 à 84.

61. D'autant qu'il faut admettre que des dominicains acceptaient souvent de desservir de tels monastères, bien qu'ils ne fussent pas régulièrement « incorporés ». Nous avons vu le même phénomène se produire dans l'ordre cistercien et c'est à cause de ces similitudes qu'on a pu parler de la « relève des cisterciens » par les dominicains. Les grands ordres redoutaient d'ailleurs beaucoup ces « incorporations de fait » qui leur forçaient la main, et nombreux sont les statuts de chapitres généraux qui en font foi. Mais il était difficile d'aller contre les nécessités ou les sympathies locales.

62. Et nous verrons (infra p. 123) combien ils le furent souvent en Allemagne à cette époque !

63. *B.O.P.*, I, p. 148, 149, 150, 151, 153, 161, 162. « ...eis de constitutionibus vestri ordinis que ipsi competunt, exhibentes... »

64. CREYTENS, *op. cit.*, p. 57.

65. CREYTENS, *op. cit.*, p. 57, n° 60 en apporte la démonstration par les *Admonitiones* du provincial d'Allemagne aux sœurs de sa province, et fait justice (n. 64) de la théorie selon laquelle Jean le Teutonique aurait rédigé lui-même des constitutions pour les monastères allemands (théorie qui avait été soutenue par MOTTIER, *Histoire des Maîtres généraux*, I, 539, et DANZAS, *Etude sur les temps primitifs*, IV, p. 266).

66. CREYTENS, *op. cit.*, p. 58.

67. Alors que les frères vivent depuis 1241 d'après les constitutions réformées de Raymond de Penafort.

conde forme est au contraire orientée vers l'avenir. Son importance a été mise en lumière récemment⁶⁸. On l'avait négligée jusqu'alors, et on passait sans transition de la règle de Saint Sixte aux constitutions de 1259. Il s'agit des *constitutions dites de Montargis*⁶⁹.

Nous parlerons plus longuement du couvent de Montargis lorsque nous étudierons les conflits qui existèrent entre les sœurs et l'ordre, conflits où il joua un rôle important. Incorporé à l'ordre en 1245, il obtint immédiatement des constitutions qui furent rédigées conformes à ce qu'était à ce moment la législation des frères. Raymond de Penafort venait, en 1241, de donner à ceux-ci des constitutions qui modifiaient celles de Jourdain de Saxe⁷⁰. La date d'incorporation de Montargis fit qu'il ne connut sans doute jamais d'autre législation. Ces constitutions sont datées de 1250⁷¹. A cette date, c'est Humbert de Romans qui est provincial de France. Les sœurs de Montargis dépendent donc de lui, et le texte que nous possédons est donc de lui fort certainement.

Mais ces constitutions, malgré leur excellence⁷² n'eurent, semble-t-il, que peu de diffusion. Elles restèrent limitées à la province de France, dont Montargis était alors le seul couvent de femmes régulièrement incorporé⁷³. Le maître général (alors Jean le Teutonique) les approuva, mais ne les rendit pas obligatoires dans les autres provinces⁷⁴. Elles n'eurent pas le caractère « officiel » de la rédaction de 1259. Mais nous allons voir qu'elles l'influencèrent très directement. Ce n'est pas seulement par leur date qu'elles sont « une forme intermédiaire » entre la règle de Prouille — Saint Sixte et les constitutions d'Humbert de Romans, mais également par leur contenu, qui présente avec ces dernières de nettes identités, identité de structure et même identités littérales⁷⁵.

§ 4. — La rédaction définitive de 1259.

Nous verrons plus loin qu'Humbert de Romans (général de l'ordre de 1254 à 1263) fut l'initiateur de la réforme qui aboutit — bien après sa

68. Dans l'article de CREYTENS auquel nous nous sommes référé.

69. Elles sont éditées par R. CREYTENS à la suite de son article (in *A.F.P.* 1947, *Les constitutions primitives...*), d'après un manuscrit de la bibliothèque royale de La Haye. p. 67 à 84. Elles sont suivies d'une lettre d'Humbert de Romans, lettre dont, devenu général de l'ordre, il renouvellera les prescriptions en 1256.

70. On peut les consulter dans *A.F.P.* XVIII (1948) p. 5-68, éditées par R. CREYTENS. *Les Constitutions des Fr. Prêcheurs dans la rédaction de Saint Raymond de Penafort*.

71. Cf. CREYTENS, *Constitutions de Montargis*, p. 46 et s. Le manuscrit de La Haye ne représente peut être pas l'état absolument original de la législation de Montargis (CREYTENS p. 56). Il faut le dater de 1250, en gros — exactement, entre 1249 et 1251 (CREYTENS p. 49). Nous y trouvons, en effet, des textes des chapitres généraux de 1248, 1249, mais aucun texte postérieur. En particulier, on n'y trouve aucun texte du chapitre général de Metz de 1251, dont certains cependant pouvaient s'appliquer aux sœurs.

72. Montargis jouissait d'ailleurs d'une excellente réputation. Un chroniqueur du temps (cité par CREYTENS p. 46) s'exprime ainsi à son sujet : *speciali prerogativa sanctitatis et religionis fulgent in Francia*.

73. Les « Emmurées de Rouen », deuxième monastère de la province de France ne sera fondé qu'en 1260-1265. (sur ce monastère, voir M. D. CHAPOTIN, *O.P.*, *Histoire des Dominicains de la Province de France — Le Siècle des fondations*, Rouen, 1898, p. 505-510).

74. Nous avons vu ce qui se passait alors en Allemagne (et qu'on a même soutenu que Maître Jean donna lui-même des constitutions aux couvents de cette province).

75. CREYTENS, *op. cit.*, p. 61.

mort : — à la « stabilisation juridique » des sœurs au sein de l'ordre des prêcheurs. C'est à lui également que les sœurs durent l'uniformisation de leurs observances. Elle était fort nécessaire !

Ayant donné aux frères de nouvelles constitutions qui succédaient à celles de Raymond de Penafort⁷⁶, Humbert décida d'en donner aussi aux moniales : et, désireux d'assurer à son initiative l'approbation de l'autorité pontificale, il se fit charger de cette mission par Alexandre IV⁷⁷ en 1257. Il rédigea rapidement ces constitutions⁷⁸. N'avait-il pas sous la main le texte de celles de Montargis données *par lui* à ce monastère quelques années seulement auparavant⁷⁹ ? Il n'y apporta que les modifications que nécessitait la destination plus générale du nouveau texte⁸⁰ et les fit promulguer au chapitre général de Valenciennes de 1259 comme loi unique et officielle. Tous les monastères devaient s'y soumettre sous peine d'être exclus de l'ordre. Elle leur fut envoyée avec une circulaire de promulgation impérative⁸¹.

Ainsi la législation des sœurs était fixée définitivement⁸². Toutefois, il faut admettre que cette uniformité complète était un idéal difficile à mettre en œuvre. Nous avons parlé plus haut des nécessités pratiques pressantes auxquels étaient soumis les monastères de moniales. Elles continuèrent d'exister après 1259 ! Humbert de Romans fut parfaitement sensible aux exigences des réalités. Pour les frères déjà, il avait admis que les provinciaux puissent ajouter aux constitutions des *declaraciones*⁸³ sortes « d'explications » qui tenaient compte des contingences. De même, il autorisa les provinciaux à adjoindre à sa législation des *admonitiones* qui règleraient dans le détail la vie des moniales. Ainsi était retrouvée une souplesse nécessaire, qu'une codification trop étroite risquait d'enlever. Toutes ces *admonitiones* restaient, toutefois d'application très locale et n'eurent jamais la prétention de supplanter le *corps juridique* constitué par la règle de 1259⁸⁴. Les sœurs, d'ailleurs, avaient enfin ob-

76. A.S.O. P. (Rome 1897 sq.) ; III, (1897) 2, p. 6-60 ; 98-122 ; 162, 181.

77. Celui-ci, le 27 août 1257, lui adressa le texte suivant (reproduit dans FINKB, *Underrückte Dominikaner briefe*, p. 53, n° 5) : « Alexander... Añectus promptitudo benevoli... Hinc est, quod nos de tua probata circumspectione confisi, ut constitutiones monialium Ordinis Sancti Augustini vivencium secundum tui ordinis instituta ad uniformitatem reducere ac de illis corrigendis vel quocumque modo in melius reformandis libere dispone valeas, prout secundum Deum et salubrem statum monialium earundem et honestatem sui ordinis videris expedire, tibi auctoritate presentium concedimus facultatem... »

78. Nous en possédons le texte dans : *Analecta*, III, 1897, p. 337-348.

79. On voit nettement qu'on ne peut trouver de continuité entre la règle de Saint Sixte et la règle des sœurs de 1259 alors que la ressemblance est très grande entre cette dernière, et la règle des frères de 1259. C'est évidemment parce que la règle des sœurs de 1259 vient de Montargis, et que celle-ci vient, comme celle des frères, des constitutions de Raymond de Penafort de 1241. La source est commune. Ceci nous paraît résoudre également un problème qu'avait soulevé MORTIER (*Les Maitres Généraux*, t. I. p. 539) s'étonnant d'une disposition des nouvelles constitutions des sœurs qui, bien que postérieure au chapitre de Valenciennes, y perpétuait une tradition de « l'ancienne législation dominicaine », que ce chapitre venait d'abroger (le droit de vote après un an seulement de profession). Il concluait à une rédaction antérieure, et ne savait à qui l'attribuer. Il lui paraissait bien en effet qu'elle convenait à Humbert. Il s'agit évidemment du texte de Montargis, inspiré lui-même de « l'ancienne législation » de saint Raymond.

80. Nous reviendrons sur ce point quand nous étudieront le contenu de ces constitutions.

81. *Si que vero nollent hujusmodi formam recipere pro sororibus ordinis minime habeantur*.

82. Voir sur tous ces points CREYTENS, *Montargis*, p. 59, et n. 70, la discussion sur l'authenticité du texte des *Analecta*.

83. Cf. CREYTENS, *Montargis*, p. 60.

tenu avec ce texte ce qu'elles appelaient de tous leurs vœux depuis trente-cinq ans : une règle uniforme, aussi proche que possible de celle des frères prêcheurs.

Section III. — LE MONASTÈRE

La première fondation de saint Dominique fut une fondation féminine — et il eut toujours grand soin de ses « converties » ; jamais son zèle à leur égard ne se démentit. On aperçoit ce souci dès les origines, par la façon dont il explique aux frères de Prouille comment il conçoit l'organisation de son monastère⁸⁴. Prouille est une maison de moniales, et les frères doivent pourvoir à leurs besoins tant matériels que spirituels. La structure du monastère correspond nettement à cet idéal — elle subira, certes, au cours des années, de multiples atteintes — qui pourront parfois sembler détruire complètement ses éléments initiaux. Néanmoins les principes de l'organisation primitive subsisteront.

Toutefois, les moniales ne jouissent pas, dans l'ordre, d'une autonomie comparable à celle que nous avons observée chez les cisterciennes, par exemple. Leurs supérieures n'eurent jamais rang d'abbeses, n'exercèrent jamais aucun rôle « hors clôture », ne participèrent jamais aux chapitres de l'ordre.

Mais jamais non plus elles ne furent ou réduites au rôle de converses-servantes qui était celui des sœurs de Prémontré, ou abandonnées par l'ordre aux Ordinaires. Même aux pires moments de la lutte qu'elles menèrent pour obtenir que l'ordre ne les abandonnât pas, il y eut toujours des Prêcheurs pour s'occuper d'elles et perpétuer, autant que faire se pouvait, les structures établies par saint Dominique.

Nous envisagerons l'organisation du monastère du point de vue des gouvernants et de celui des gouvernés — dans un paragraphe premier qui décrira les rouages de l'administration — tels qu'ils peuvent être entrevus à travers les diverses étapes de la législation. Et ensuite nous décrirons sommairement la vie d'un monastère, dans un paragraphe deux⁸⁵.

84. On a un exemple remarquable de ces *admonitiones* dans les « avertissements », ou instructions, envoyé par Hernan de Minden, provincial d'Allemagne en 1276, aux sœurs de sa province. Il fut longtemps chargé du ministère des sœurs, et c'est à lui que furent confiés les Penitentes de Sainte-Marie-Madeleine en particulier, lors de leur passage au sein de l'ordre. Malheureusement, ses *avertissements* n'ont pas été intégralement publiés. Le manuscrit se trouve aux archives de l'ordre à Rome. Nous n'avons pu en prendre connaissance mais certains textes sont édités dans : FINKE, *Ungedruckte Dominikanerbrieife des 13 Jahrhunderts*, Paderborn, 1891, et nous les utiliserons.

85. BALME — *Carl.* II, p. 453 : « Enfants du même père, les frères et les sœurs unis par le sang au foyer de la maison paternelle, participeraient au même esprit pour former une seule famille ».

86. Ce sera là nécessairement une étude plus indicative que réellement descriptive. Nulle part mieux qu'ici ne jouent les contingences... chaque monastère peut avoir son historien !

§ I. — *L'administration et le personnel du monastère.*A. *Les organes de direction.*

L'organisation de l'ordre dominicain est, a-t-on dit, d'essence démocratique. C'est, en effet, par une série d'organes élus « au suffrage universel » qu'il est dirigé. Mais cependant à sa tête existe une autorité unique, le maître général. Il n'est qu'une émanation de l'assemblée toute puissante, mais il la dirige et exerce sur l'ordre tout entier une juridiction immédiate. Ainsi sont harmonieusement juxtaposés les avantages de l'unité de direction et les garanties du recrutement démocratique⁸⁷.

Cette combinaison se retrouve à tous les échelons de la hiérarchie⁸⁸. Au sein de ce complexe, les monastères féminins occupent une place à part. Prouille, nous l'avons vu, ne fut à l'origine « rattaché à l'ordre » que par sa communauté masculine. Quelle est la situation de la communauté féminine ? Sur elle s'exerce la juridiction de son supérieur majeur, saint Dominique lui-même en l'occurrence, puis ses successeurs.

Ce caractère d'immédiateté continuera d'exister tant que les maisons de femmes n'auront pas une situation juridique nette au sein de l'ordre.

Et même après les premières divisions provinciales⁸⁹ c'est toujours du maître général immédiatement que dépendront les moniales⁹⁰. C'est en quelque sorte un rattachement « personnel », né du lien personnel qui unissait saint Dominique à ses premières filles. C'est la première autorité qui s'exerce sur les maisons de moniales soumises à l'ordre.

Au-dessous s'exerce évidemment celle du provincial, supérieur régulier avec le général, qui jouit sur ces maisons des pouvoirs habituels⁹¹ ; il les exerce directement ou les délègue. Il fait lui-même la visite ou nomme à cet effet des visiteurs — le droit de visite doit être exercé annuellement⁹².

A la tête du monastère se trouve le prieur ; il dépend du provincial, qui confirme son élection par le chapitre des frères. Le prieur est le supérieur de la communauté masculine qui doit résider auprès du monastère des moniales. Nous allons voir qu'il dirige aussi la partie féminine du monastère⁹³.

87. GALBRAITH. *The Constitution of the Dominican Order* — 1216-1360 — Manchester 1925 — MORTIER, *Hist. des Maîtres généraux de l'Ordre des Frères prêcheurs*, t. I, 1170-1263, Paris 1903 p. 77.

88. MORTIER, *Histoire abrégée de l'Ordre de St Dominique en France*, Tours 1920 p. 29 et s. cf. D.H.G.E. Fasc. 80, *vo Dominique* (St) par M. H. VICAIRE — et GALBRAITH. *op. cit.*

89. Cf. MORTIER, *op. cit.*, p. 36.

90. On trouve toujours son nom à côté du nom du provincial dans les actes. C'est d'ailleurs tout à fait conforme au génie de l'organisation dominicaine ; le maître général a une juridiction immédiate sur tout l'ordre. (Cette organisation diffère grandement en cela de celle de Cîteaux par exemple, où les abbés-pères n'ont pas de juridiction immédiate sur les membres des abbayes filles). Cf. une lettre d'Arnaud SEGUIER (de 1205), prieur de Prouille, citée par GUIRAUD (*Cartulaire de Prouille*) qui fait mention explicite du maître général en exercice.

91. En particulier du droit de « dispense » dont on usait d'ailleurs avec modération.

92. GALBRAITH, *op. cit.*, p. 155 à 162 — cf. § 2.

93. Evidemment, on ne peut décrire cette charge comme constituant une norme permanente. Dans les périodes de crise, elle subit mainte éclipse ! Néanmoins, elle fonctionna toujours à Prouille, et les prieurs de Prouille furent généralement des hommes de grande valeur. Par

Quels sont donc *les pouvoirs du prieur* ? Investi par le maître général ou par le provincial, il est le supérieur des deux communautés qui forment le monastère. Il en a l'administration spirituelle et temporelle. Sa charge est révocable, mais de durée indéterminée. Son autorité ne s'exerce pas de la même manière dans tous les domaines.

Au regard des sœurs, son pouvoir ne fait que « coiffer » celui de la prieure, dont il n'est en quelque sorte que le support. Il ne peut accorder ce qu'elle refuse. Bien entendu, il jouit de l'exercice total de la juridiction spirituelle ; franchissant la clôture, il fait une visite annuelle et dirige à cette occasion le chapitre conventuel⁹⁴. Certains cas graves de discipline relèvent directement de lui ; il a un pouvoir de correction général, y compris vis-à-vis de la prieure. Il doit spécialement veiller à la clôture.

De la partie masculine de la communauté, il est le supérieur direct. Il gouverne immédiatement les confesseurs et chapelains⁹⁵, qui ne sont que des délégués, et d'une façon générale tout le personnel du monastère, procureurs, convers, serviteurs. Par leur intermédiaire, c'est lui qui gère le temporel du monastère, est en justice, passe les contrats. Il doit tenir par écrit les comptes du monastère. C'est lui qui nomme les desservants des cures qui en dépendent, avec la prieure toutefois, et l'approbation de l'ordinaire.

La prieure, en effet, joue dans le monastère un rôle que celui du prieur n'entame point. C'est elle qui exerce une autorité *directe* sur les sœurs — une autorité réelle et effective, bien qu'elle agisse sous le contrôle du prieur.

Elle est élue librement par les sœurs, au suffrage indirect, et ensuite confirmée par le maître général ou par le provincial. Sa charge est temporaire, triennale en général.

Il importe toutefois de noter ici une nuance. La réglementation a varié suivant les divers états de la législation des sœurs. Nous étudierons cette législation à deux moments principaux ; dans les constitutions dites de Montargis et dans celles que Humbert de Romans donna aux sœurs en 1259 et qui ont une portée générale. Or, l'accent n'est plus mis en 1259 sur cette élection proprement dite. A Montargis, la prieure est élue par son couvent et confirmée par les supérieurs selon les formes habituelles. Ceux-ci n'interviennent dans la nomination que si le choix n'est pas fait au bout d'un mois. En 1259⁹⁶, le texte porte : *Magister vel prior provincialis provideat de priorissa ubi talis consuetudo fuit usque nunc. Alias vero priorissa a conventu suo secundum formam canonicam... eligatur.*

exemple Raymond Cathala (1229-1258). Arnaud Séguier (1267-1296), qu'on surnomma « le Salomon de Prouille ».

94. Il peut tenir des chapitres extraordinaires, mais seulement avec la permission du supérieur majeur. Sur tous ces points, cf. A. DANZAS, *Etudes sur les temps primitifs de l'ordre de saint Dominique*, 1877, t. IV, p. 257 s.

95. Quand il en existera.

96. Nous aurons fréquemment dans le cours de ce chapitre à citer ces constitutions :

— celles de Montargis, que nous citerons d'après l'édition de CREYTENS (A.F.P., XVIII, 1947, p. 67 à 84) : CONST. MONT, XX, 79.

— celles de 1259, citées d'après l'édition de 1897 in A.S.O.P., 1897, p. 337-348 : CONST. 1259, XXIII, 346.

L'élection, certes, continue d'exister. Mais elle n'est plus le seul mode de nomination. On voit ici l'infléchissement de la législation quand, de particulière, elle devient celle de l'ordre tout entier.

La prieure participe avec le prieur à l'administration du monastère⁹⁷. Mais elle en a surtout la direction intérieure, c'est elle qui préside les chapitres, veille à la discipline claustrale, à l'observance de la règle, qui dirige les travaux des sœurs, etc... Après avoir ainsi sommairement décrit les organes de direction du monastère, envisageons maintenant son personnel proprement dit.

B. Le personnel du monastère.

Les moniales :

L'âge d'admission a varié. Il est fixé à 11 ans dans les constitutions de Saint Sixte⁹⁸, cet âge pourra même être avancé « pour éviter un scandale » et on devra alors faire l'éducation de ces enfants jusqu'à 14 ans. Dans les constitutions de Montargis, on peut recevoir une enfant de 7 ans, mais elle ne sera admise qu'à 12 ans à la profession ; on entoure les admissions de précautions⁹⁹. Le noviciat est l'objet de nombreuses prescriptions dans les constitutions de Montargis¹. La formule de profession nous est donnée². Les sœurs font promesse de stabilité. Les changements de couvent doivent être autorisés par les supérieurs. Un point important — et cela n'a rien qui puisse surprendre — est celui du nombre des sœurs dans les monastères. Nous avons déjà maintes fois rencontré ce problème³. Nous avons peu de renseignements sur le caractère du recrutement quant aux classes sociales. La question présente évidemment peu d'intérêt dans les débuts ; par la suite, il y eut des maisons où il était exclusivement nobiliaire⁴, mais il nous paraît qu'il s'agissait là d'exceptions.

En ce qui concerne les « officières » du monastère, on rencontre les

97. L' « Histoire du monastère de N.-D. de Prouille, par une religieuse du même monastère » Grenoble, 1858, p. 54 et s. fait mention d'un « Conseil mixte », compétent pour l'administration du monastère ; il est composé du prieur, de la prieure, de quatre religieuses, « prudentes et discrètes » et de quatre religieuses « anciennes », instituées les unes et les autres par le maître général ou par le provincial. Ce conseil est qualifié d' « institution originale » et, en effet, nous n'en avons pas trouvé trace dans d'autres communautés.

98. Nous citerons ces constitutions, CONST. ST SIXTE, d'après l'édition de BALME, (*Cartulaire ou histoire diplomatique de St Dominique, Paris, 1893, t. II, pp. 425 à 453*).

99. Const. Mont. XIII, p. 74. *Examinetur etiam diligenter utrum sit gravida.*

1. Const. Mont. XIV, p. 75.

2. Const. Mont. XV, p. 75-76 : « Ego N. facio professionem et promitto obedientiam Deo et beate Marie et tibi N. priorisse sancti Dominici vice magistri fratrum predicatorum secundum regulam Beati Augustini et institutiones sororum quod ero obediens tibi tuisque successoribus usque ad mortem ».

3. Souvent trop important en égard aux revenus du monastère, le nombre des admissions devait être « taxé » par les supérieurs. Les abus étaient si fréquents et entraînaient des conséquences si désastreuses que les constitutions elles-mêmes traitaient ce problème (Const. Mont. XIII, 74 — Const. 1259, XIV, 342). Et les supérieures devaient y revenir, car le chiffre maximum était sans cesse dépassé. Humbert de Romans en 1258, lors d'une visite à Prouille, rappelle qu'on ne doit pas dépasser dans ce monastère le nombre de cent moniales (GUTHAUD, *Cart.* p. 255).

4. M. D. CHAPOTIN, *Histoire des Dominicains de la Province de France — le siècle des fondations* — Rouen 1898 p. x et s.

titres habituels : sous-prieure, maîtresse des novices, cellière⁶, circa-trices⁶. Certains monastères possédaient des converses⁷. Mais, comme toujours, le point qui mérite le plus d'attention, est celui qui concerne la partie masculine du monastère.

Le personnel masculin :

Saint Dominique avait prévu que six religieux devaient en permanence assurer le service spirituel du monastère. Nous verrons les conflits qu'engendra cette exigence ! Originellement, le prieur est assisté de *confesseurs*, quatre en général, choisis parmi les religieux et qui lui sont subordonnés.

Le prieur a parfois un rôle délicat à jouer dans la détermination exacte de leurs compétences⁸. On prend à leur égard un grand nombre de précautions. Les sœurs se confessent en principe une fois par mois, elles sont pour ce faire partagées en deux chœurs, et les confesseurs y viennent par roulement⁹.

Lorsque, après la « normalisation » de Clément IV¹⁰ les dominicains ne seront plus tenus de résider auprès des couvents de moniales, le service spirituel sera assuré par des *chapelains*. Ceux-ci sont des séculiers, choisis évidemment par les supérieurs du monastère¹¹ ; soustraits aux Ordinaires, ils relèvent des supérieurs de l'ordre quant à leurs actes et à leurs personnes. Il y a là un transfert de juridiction, voulu par le pape, qui désirait aider les dominicains dans une tâche qu'ils jugeaient trop lourde. Les sœurs pouvaient conférer à ces chapelains les bénéfices dont elles disposaient par droit de patronage¹².

Pour la gestion temporelle du monastère, le prieur est à la tête d'un

5. *Const. Mont.* XXI, 79. *Const.* 1259, XXVI, 346. elle s'occupe du ravitaillement, ne peut rien aliéner, tient les comptes intérieurs, et fait un rapport au moins une fois par an devant le prieur provincial.

6. Celles-ci sont une institutions plus originale (*Const. Mont.* XXII, 79 — *Const.* 1259, 25, 346) — *duo maturae sorores premonantur, que sint sollicita et intente circa gestus et facta sororum*. Dans les constitutions de 1259, de leurs enquêtes, elles font un rapport au visiteur.

7. *Const. Mont.* XXV, 81. Le rythme de leurs prières est un peu différent de celui des sœurs, leurs tuniques sont grises. Mais l'institution ne semble pas avoir été générale. Dans les constitutions de 1259 (*Const.* 1259, XIV, 343), on permet la réception de converses *in numero moderato*, et quand c'est nécessaire.

8. En effet, c'est la prieure qui veille à la discipline claustrale. Cf. DANZAS, *Etude sur les temps primitifs*, op. cit., p. 259 et s, qui cite les *Admonitiones* d'Herman de Minden : « la juridiction de la prieure et celle du confesseur sont distinctes. La prieure exerce son action en public, le confesseur en secret. La prieure a toute puissance dans les choses pouvant préjudicier à l'ordre, le confesseur dans celles qui touchent à l'offense à Dieu ».

9. *Divident se per choros ad fenestras* — *Confessorum mutent et alternent loca sua*. Parfois même il y a des mutations d'un couvent à l'autre (DANZAS, op. cit., p. 262). Quant aux possibilités de se confesser à d'autres confesseurs, elles sont strictement réglementées.

10. Cf. *infra* p. 125.

11. DANZAS, op. cit., p. 257 et s.

12. Les églises qui dépendaient des monastères pouvaient leur être unies par les liens divers, assez lâches s'il s'agissait de simples droits de patronage, ou plus étroits. Parfois, la *cura animarum* appartenait au monastère ; on nommait alors un curé, auquel on déléguait les pouvoirs spirituels, le temporel restant au monastère qui rétribuait le personnel de la cure et veillait à l'entretien des lieux. On trouve dans le procès-verbal de la visite de Pierre Gui à Prouille un relevé des dépenses du *procurator* de St Martin de Limoux qui fait apparaître ces différents chapitres (*visitatio* f° 8 col. 4, cf. *infra* p. 108).

ensemble d'auxiliaires. D'abord, les *procureurs*¹³, régisseurs des domaines, qui, sous sa direction et son contrôle, procèdent à tous les actes d'administration. Ce sont eux qui dirigent directement le personnel des exploitations agricoles, *convers*, *donnés*, *domestiques*, toute la foule de « familiers »¹⁴ qui gravirent généralement autour d'un monastère de quelque importance.

Il faut faire une mention spéciale des *convers* — car on a récemment mis en lumière l'aspect particulier qu'ils présentaient dans les couvents de dominicaines¹⁵. Quant aux *donats*, on en trouve dès les plus anciennes chartes de Prouille. L'institution fut spécialement florissante¹⁶.

§ 2. — La vie dans le monastère.

Nous avons déjà dit à maintes reprises que nous tentions ici une typologie, plus qu'une description. Cependant, on peut faire état de quelques documents concernant Prouille ; des renseignements nous viennent d'un procès verbal de visite — celui de la visite qu'effectua en 1340 à Prouille, Pierre Gui, provincial de Toulouse¹⁷. Ce procès verbal nous renseigne sur l'organisation intérieure d'un monastère.

Les constitutions elles-mêmes, ensuite, nous diront comment s'y déroulait la vie quotidienne. Quant à l'organisation du monastère, le point le plus notable est évidemment sa séparation en deux corps différents¹⁸. Il y a deux églises ; celle des sœurs, Sainte Marie de Prouille est la plus importante, mais les frères possèdent Saint Martin pour leurs offices.

La description des lieux réguliers¹⁹ dans la partie féminine du monastère n'offre pas de particularité notable, sinon les précautions prises pour la clôture (le chœur est clos, séparé du reste de l'église). Le couvent possède un *hospitium* — les parents des sœurs peuvent y prendre leurs repas, mais non y coucher, semble-t-il²⁰. Le dortoir est commun.

13. Guillaume Claret fut le premier d'entre eux. Cf. *Hist. de Prouille par une religieuse...* *op. cit.*, p. 47 et s.

14. Grangers, bouviers, pâtres, sommelières, messagers, appariteurs, tisserands, jardiniers.

15. R. CREYTENS : *Les convers des moniales dominicaines au Moyen Âge. A.F.P. XIX* — 1949, p. 5 à 46, qui a montré la différence qui existait entre les convers de Prouille et de Saint-Sixte et les convers de l'ordre (p. 10), les premiers jouissant, en effet, d'un statut juridique particulier.

16. GUIRAUD, *Cart. de Prouille*, I, p. 256. Et cf. CREYTENS, *op. cit.*, p. 11 et s. Cette catégorie semble n'avoir existé que dans les monastères de femmes. Ils passent avec la maison une sorte de contrat analogue à un contrat de vasselage (p. 14).

17. J. GUIRAUD, *De Prulianensi monasterio ordinis Predicatorum incunabilis* (1206-1340). Paris 1886. Cet ouvrage est intéressant à plus d'un titre. On y trouve en effet une énumération des biens de Prouille (p. 24 à 44), avec l'historique de l'augmentation du patrimoine de 1215 à 1340 (p. 58 à 92). Nous voyons dans ce document comment se déroulait une visite — par exemple la façon minutieuse dont procédait le visiteur, qui se livre à des examens détaillés (*per vestigatio diligens gravisque*, p. 97).

18. *De ecclesia et monasterio sororum* (GUIRAUD, *op. cit.*, ch. 8) et *De Fratrum Predicatorum monasterio* (ch. 9) :

« Ab alia parte monasterii et extra muros dictarum sororum manent religiosi viri... dicte sorores moniales sunt ab uno latere dicti monasterii reclusæ et incarcerate, et ab alio latere ejusdem monasterii est claustrum, ecclesia et habitatio prioris, confessorum et aliorum fratrum Predicatorum atque fratre laycorum et servitorum dicti monasterii, ita quod non est accessus vel aspectus inter eos ».

19. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 128, 129. Ils comprennent évidemment cuisines, infirmerie, *locutorium*, chaufferie, etc... rien de spécial.

20. *eod. loc.* p. 134.

Les frères habitent, eux, un autre monastère. Ils ont aussi un dortoir commun²¹, un réfectoire, une infirmerie²².

Certains bâtiments toutefois sont communs, le cellier par exemple. Le monastère des frères comprend d'ailleurs de nombreuses dépendances, *domus donatorum*, et *aliae officinae pro ibi morando necessarie* (*granerium seu horreum, palerium, stabulum*²³).

Le monastère possédait évidemment de nombreuses granges²⁴.



Voyons maintenant ce que le texte même des constitutions — et leur comparaison — nous apprend sur le déroulement de la vie dans le monastère. Il dépend étroitement de la règle²⁵, bien entendu. Mais on sait comment il faut entendre cette proposition. La règle n'est qu'un canevas sur lequel s'appliquent les constitutions. Celles-ci, nous l'avons vu, ont pris diverses formes. Nous avons vu également les retouches, modifications, dûes aux lieux, aux époques, qu'en subissait la lettre. C'est dire combien la variété est ici normale et combien une description des constitutions qui les présenterait comme *ne varietur* serait fausse... Ceci dit, nous évoquerons ici leur état à la fin de la période qui nous a retenus, en indiquant autant que faire se peut les références aux états antérieurs de la législation. Le dernier état des constitutions des moniales pour cette période est constitué, on le sait, par la rédaction qu'en donna en 1259 Humbert de Romans. C'est elle que nous utiliserons. Cette rédaction de 1259 a pour origine immédiate, on l'a vu, les constitutions de Montargis — elle présente cependant avec celles-ci des différences, et d'autres différences encore avec ce que nous avons trouvé être la législation originale.

Voyons ces constitutions dans l'ordre où nous les présentent leurs chapitres²⁶.

L'incipit reprend les termes mêmes de celui des constitutions de Montargis²⁷. Est supprimée la référence à la province de France, et l'ordre des mots est quelque peu remanié *in fine*.

21. De nombreux chapitres répètent cette exigence.

22. « Teneretur in monasterio unus expertus apothecarius secularis, cui de omnibus pro suo officio per receptorum pecuniarum completissime provideretur » (*visitatio*, f^o 14, col. 3).

23. *Eod. loc.* p. 154 et s.

24. *Eod. loc.* p. 157 à 176.

25. Celle de saint Augustin.

26. Nous citons ces constitutions d'après l'exemplaire, que nous avons consulté au Saulchoir, (où la très grande amabilité du R. P. DUVAL, bibliothécaire, a grandement facilité nos recherches) du *Liber constitutionum sororum ordinis Predicatorum* (ex exemplari codicis *Ruthenensis in Archivio Generali Ordini Romae asservato*) qui constitue le t. III des A.S.O.P. cf. p. 000 n. 006 Rome 1897 sq. p. 337-348 (citées : CONST. 1259).

27. Nous le reproduisons ici car il nous paraît intéressant. « Quoniam ex precepto regule jubentur sorores nostre habere cor unum et animam unam in Domino, justum est ut que sub una regula et unius professionis voto vivunt uniformes in observantiis canonice religionis inveniantur quatinus unitatem quae interius servanda est in cordibus foveat et representet uniformatis exterius servata in moribus. Quod profecto eo competentius et plenius poterit observari si ea agenda sunt scripto fuerint commendata si omnibus qualiter sit vivendum scri-

Les chapitres I à X sont à peu près semblables dans la rédaction de 1259 et dans celle de Montargis. Les différences sont infimes et ne touchent en rien au sens du texte ou aux prescriptions qu'il renferme²⁹.

Les différences commencent ensuite. Le nombre des chapitres est plus élevé dans la rédaction de 1259 que dans celle de Montargis, et l'est plus dans celle-ci que dans celle de Saint Sixte³⁰. On notera, plutôt qu'une aggravation proprement dite de la réglementation, un souci de précision plus grand³¹.

Il y a peu à dire des chapitres I à VI, communs aux deux rédactions ; ils ne présentent aucun trait original ; le chapitre II porte l'interdiction de la viande. Leur rapport avec les constitutions des frères est net.

Le chapitre VII, *de infirmis*, témoigne du soin particulier dont étaient l'objet les malades dans l'ordre. L'appréciation de la gravité du mal est laissée à la prieure — et on lui recommande la vigilance et la charité³². Le nombre des saignées est fixé — ainsi que celui des coupes de cheveux³³. La question du coucher des sœurs est réglée par les chapitres IX. Elles dorment tout habillées et en dortoirs, nous l'avons vu. En 1259, on admet qu'elles puissent coucher hors du dortoir, mais au moins à trois — ce n'était pas admis à Montargis³⁴. Il n'en est pas fait mention dans les constitutions de Saint Sixte.

Les vêtements des sœurs sont décrits au chapitre X, commun encore aux deux rédactions³⁵. Leur réglementation faisait l'objet du chapitre VIII des constitutions de Saint Sixte³⁶. S'ajoute à ce chapitre X l'interdiction de recevoir des cadeaux d'un homme ou de lui en donner sans l'autorisation spéciale de la prieure.

Le chapitre XI, *de communitate rerum*³⁷, n'existe pas dans les consti-

ptura teste innotescat, si mutare vel addere vel minuere nulli (quicquam) propria voluntate liceat ne si minima negligant paulatim defluant. Ad hec tamen in conventu suo que preest dispendandicum sororibus habeat potestatem cum sibi aliquando videbitur expedire nisi in hiis in quibus magister ordinis fratrum predicatorum vel eorum vicarius ex causa ad certum tempus aliter ordinaret. Priorissa etiam utatur dispensationibus sicut alie sorores. Ut igitur unitati et paci sororum provideremus librum istum quem librum constitutionum appellamus diligenter conscripimus per certa capitula infra scripta distinctum : ut quod queritur facilius inveniatur. Declaramus ut constitutiones earum tam presentes quam futurae non obligent sorores ad culpam sed ad penam tantum nisi preter preceptum vel contemptum ».

28. I. *de officio ecclesie* ; II. *de inclinationibus* ; III. *de suffragiis mortuorum* ; IV. *de jeuniis* ; V. *de cibo* ; VI. *de collatione* ; VII. *de infirmis* ; VIII. *de minucione* (CONST. MONT. « et tonsura ») ; IX. *de lectis* ; X. *de vestitu*.

29. On a 31 chapitres dans la rédaction de 1259, 26 à Montargis et 25 à Saint-Sixte.

30. L'apparition, par exemple, de la *media culpa* (ch. 18) qui existait à Saint-Sixte, mais pas à Montargis.

31. On relevait déjà un pareil souci dans les constitutions de Saint-Sixte, ch. IV, (BALME, *op. cit.*, p. 430).

32. En 1259, on peut se faire couper les cheveux sept fois par an — quatre fois seulement dans les constitutions de Montargis. (CONST. 1259, VIII et XII, 341 ; CONST. MONT. VIII, 71). Et en 1259 ces coupes sont en relation avec les communions dont la fréquence est laissée à l'appréciation des frères chargés du ministère.

33. CONST. 1259, IX, 341. CONST. MONT. IX, 72.

34. « Vestes lanas, honestas et albas et non nimis preciosas deferant sorores, preter mantellum quod debet esse nigrum. Pellicum vero inter duas tunicas habeant quod aliquantulum tunicis brevius sit... Pelliceis et coopertoriis silvestribus sorores non utantur. Tunice usque ad talos, scapularia vero sine quibus non vadant sint tunicis breviora. Tunicas, coligas et soccas habeant sorores ut necesse fuerit et facultas permiserit ».

35. BALME, *op. cit.*, p. 433. La réglementation est sensiblement la même. On admettait déjà le *pellicum*, vêtement de peau d'agneau qu'on porte sous les habits.

36. CONST. 1259, XI, 341.

tutions de Montargis. Il porte l'interdiction formelle de toute propriété, de tout objet fermant à clef sauf pour celles dont l'office le requiert, de toute correspondance avec l'extérieur sans autorisation. Des enquêtes seront faites. On voit là une nette extension des moyens de préserver la clôture.

Le chapitre XIII reprend les dispositions du chapitre XII de Montargis³⁷ pour affirmer l'obligation au silence. C'est là évidemment une prescription très ancienne³⁸, et elle a une portée très étendue. Le chapitre se poursuit par la réglementation des entrevues au parloir, qui sont très strictement accordées, et entourées de précautions³⁹.

Nous avons parlé au paragraphe précédent de l'âge des admissions, dont traite le chapitre XIV. *In fine*⁴⁰, il y est fait mention des converses, qui avaient droit à Montargis à un chapitre spécial⁴¹. On ordonne d'en prendre en petit nombre. Ceci n'était pas indiqué dans les constitutions de Montargis, mais le texte est ici évidemment de portée plus générale. Aucune mention dans les constitutions de Saint Sixte.

Le chapitre XV⁴² traite des novices et de leur instruction et reprend sans changement les dispositions du chapitre XIV de Montargis⁴³. Il n'y a rien de très original à noter. Il existe évidemment une maîtresse des novices, qui entend hors du chapitre les fautes de jeunes postulantes, les dirige et les instruit. L'accent est mis sur le caractère maternel que doivent avoir son enseignement et ses sanctions. Nous avons parlé plus haut⁴⁴ de la profession que règle le chapitre XVI.

Les cinq chapitres suivants (XVII, XVIII, XIX, XX, XXI)⁴⁵ traitent des *culpa*. Leur réglementation est strictement calquée sur celle de la branche masculine de l'ordre. Nous avons noté la réapparition en 1259 de la *media culpa*⁴⁶ qui existait à Saint Sixte et avait disparu à Montargis. Le chapitre XXII, *de apostatis*, n'existait pas à Montargis⁴⁷.

Le chapitre XXIII traite de l'élection de la prieure. Nous en avons déjà parlé⁴⁸.

La sous-prieure bénéficie en 1259 d'un chapitre spécial qu'elle n'avait pas à Montargis⁴⁹. Elle est toujours « instituée » par la prieure, *de consilio discretarum sororum*. Mais, en 1259 sont requis, en plus, l'avis du

37. CONST. 1259, XIII, 341 — CONST. MONT. XII, 72-73 : « Silentium teneant sorores in oratorio, in claustris, in dormitorio, in refectorio... Caveat autem priorissa ne sit facilis ad dandas licentias sine causa ».

38. On a déjà à Saint-Sixte (VII, de silentio, BALME, 432) : « Sorores autem silentium teneant in locis omnibus preter quam in locutorio... in operatorio vero loqui silenter poterunt de hiis que spectant ad opera... ».

39. « Priorissa autem et subpriorissa cum aliquo in locutorio non loquantur nisi in presentia alicujus quatuor predictarum vel alicujus antiquarum ».

40. CONST. 1259, XIV, 343.

41. CONST. MONT. XXV, 81.

42. CONST. 1259, XV, 342.

43. CONST. MONT. XIV, 75.

44. Cf. p. 106.

45. CONST. 1259, 344-345.

46. CONST. 1259, XVIII, 344.

47. CONST. 1259, XXII, 345 — elles sont punies de châtimens corporels et de prison.

48. Cf. supra p. 105.

49. CONST. 1259, XXIV, 346.

provincial ou de son vicaire⁵⁰. Ses attributions sont en revanche, demeurées les mêmes. Les chapitres XXV et XXVI reprennent, en les inversant, les chapitres XXI et XXII de Montargis. Ils traitent de deux sortes d'officières, *celleraria* et *circatrix*, sans rien changer à leurs attributions.

Le chapitre consacré au travail (XXVII) est repris à peu près intégralement des constitutions de Montargis⁵¹. L'accent est mis sur le travail manuel et sur la nécessité de ne jamais tomber dans l'oisiveté. A Saint Sixte, on trouvait déjà les mêmes exigences⁵². Toutefois, l'obligation au travail manuel n'empêcha jamais les moniales dominicaines de se livrer à des activités intellectuelles⁵³.

Le chapitre XXVIII, *de edificiis*⁵⁴ n'existait pas dans les constitutions de Montargis. On insiste sur la simplicité nécessaire des constructions⁵⁵ et sur leur adaptation aux nécessités de la clôture⁵⁶ qu'on décrit avec minutie. La description des bâtiments claustraux était éparse dans les constitutions de Montargis. Ici, elle est réunie et nous offre le *cadre même* de la clôture : guichets, *fenestras ferreas*, double système de clefs, *hostia lignea bona*.

Le chapitre suivant XXIX⁵⁷ en expose les modalités. Il reprend ce qui constituait à Montargis le chapitre XXVI, *de modo ingrediendi*, en systématisant et en renforçant les formules. Rien de très nouveau d'ailleurs, on trouve ici les précautions habituelles en matière de clôture active et passive. L'interdiction de sortie est formelle sous peine d'anathème. Seules sont admises les calamités classiques : *periculum ignis, vel ruine, vel latronum...* etc. L'interdiction est d'ailleurs plus nette qu'elle ne l'était à Montargis. On va vers la systématisation de la clôture⁵⁸.

Les entrées sont également strictement réglementées⁵⁹. Et même celles faites à l'occasion des visites doivent être « rares ». Les communions de malades sont aussi l'objet de nombreuses précautions⁶⁰.

Le chapitre XXX, *de capitulo*, ne fait que reprendre le chapitre XXIV de Montargis⁶¹, en exposant le déroulement habituel d'un *capitulum cotidianum*, avec les coupes, les châtimens corporels, les directives de la prieure. On insiste toutefois sur son caractère secret vis-à-vis des

50. On peut noter ici la tendance déjà signalée à une plus stricte dépendance vis à vis des autorités de l'ordre.

51. CONST. 1259, XXVII, 346. CONST. MONT. XXIII, 80.

52. CONST. ST SIXTE, XX, 449. Elles filent, tissent, brodent, ou transcrivent des manuscrits.

53. « Ideo, exceptis illis horis quibus orationi, lectioni vel provisioni divini officii, seu cantus, eruditionis litterarum... » (CONST. ST SIXTE p. 449). Elles semblent n'avoir pas été dépourvues d'une certaine culture. La connaissance du latin, en tout cas, n'est pas rare.

54. CONST. 1259, XXVIII, 346.

55. Exigence que dut rendre nécessaire le trop grand luxe de certaines fondations.

56. « Ante omnia detur opera quod clausura sit valde alta et fortis. »

57. CONST. 1259, XXIX, 347, *de ingressu et egressu domorum*. CONST. MONT. XXVI, 81, *de modo ingrediendi*.

58. On n'est plus qu'à trente ans de la bulle *Periculoso*.

59. Sont admises les personnalités habituelles, roi, reine, métropolitain, évêque, légat, cardinaux, pape, fondateurs. Seule leur parlera la prieure, accompagnée de trois sœurs d'âge respectable, *breviter et succincte*. On pourra également effectuer des travaux dans les *termes* du monastère, mais il y faut la permission du provincial.

60. Et on s'en méfie : « Cavendum est autem ne de facili multiplicentur ingressus modo causa communis modo causa uniois sine magna causa sed simul fiat utrumque ».

61. CONST. 1259 XXX, 347. CONST. MONT. XXIV, 80.

autres ordres et des séculiers ; et d'autre part sur la modération que doivent présenter les accusations.

Le chapitre XXXI⁶² est, lui, une innovation par rapport à Montargis, mais n'est pas pour étonner eu égard au contexte historique⁶³. C'est en effet une interdiction formelle de nouvelles fondations. On rappelle qu'il y faut le consentement du chapitre général, et que, si l'avis est favorable, la maison devra posséder des revenus suffisants. Ce sont là, pour ainsi dire formules de style en ce temps. Nous y reviendrons.

Quels autres documents peuvent nous renseigner sur la vie du monastère ? Nous avons consulté les statuts des chapitres généraux de l'ordre dominicain⁶⁴. Mais on ne peut comparer les services qu'ils nous rendent à ceux que nous rendirent les statuts cisterciens. En effet, ils traitent fort peu des moniales, d'abord. C'est normal pour leurs débuts : dans le premier tiers du XIII^e siècle, les « moniales dominicaines » — ou, celles qui plus exactement, le deviendront — ne font pas partie de l'ordre. Et même par la suite, on ne trouvera jamais dans les statuts des chapitres dominicains les détails de tous genres qui foisonnent dans ceux de l'ordre cistercien. Ils sont plus réglementaires, moins concrets, et tournent, en général, autour de la même préoccupation énoncée de façon abstraite : la méfiance de l'ordre vis-à-vis des incorporations de maisons de moniales⁶⁵. Aussi n'en dirons-nous que quelques mots, nous réservant d'y revenir lorsque nous traiterons de la politique de l'ordre. Au point de vue des règlements intérieurs des maisons, il y a peu de choses. On interdit généralement aux frères d'en assurer la *cura*⁶⁶, et quand une activité de ce genre est tolérée, on rappelle sans cesse la prudence⁶⁷ nécessaire. La tendance ne varie pas. Cependant le chapitre de Metz de 1298 traite de la condition de frères résidant dans un monastère féminin⁶⁸.

62. CONST. 1259, XXXI, de *concessione domorum*, 348.

63. Et à la portée générale du texte de 1259.

64. Dans l'édition qu'en a donné REICHERT, in M.O.P.H. t. III, *Acta capitulorum generalium* — vol. I, *ab anno 1220 usque ad annum 1303*. Rome 1898. t. IV, vol. II, *ab anno 1304 usque ad annum 1378*. Rome 1899.

65. De très nombreux chapitres ne font qu'énoncer l'interdiction d'incorporation. On rappelle les conditions requises ; tels sont les chapitres de 1255 (REICHERT, t. III, p. 75) 1256 (p. 79), 1257 (p. 84), 1259 (p. 98) 1261 (p. 108). Les formules varient peu : « Precipimus districte et in virtute obedientiae quod nullus frater directe vel indirecte procuret scientior vel det operam ut cura mulierum ordini committatur ». De même en 1287, 1288, 1289.

66. CH. DE BOLOGNE de 1242 (p. 24) : « Fratribus qui monialibus aliis religiosis mulieribus sacramentum extreme unctionis administraverunt vel prelatos earum instituerunt vel destituerunt vel officium visitationis in earum domibus exerceverunt injugimus VII dies in pane et aqua, VII psalmos et VII disciplinas et in virtute obediencie districte precipimus quod a talibus abstineant et eas de cetero non communicent. Qui autem eas visitaverunt non excusentur ab hac pena vel precepto propter litteras domini Pape nisi in eis continetur non obstante privilegio... » Cf. également FERRARE, 1290, p. 257.

67. CH. DE TRÈVES de 1249, p. 47 — CH. DE VENISE de 1357, t. IV, p. 379, CH. de 1358 p. 383.

68. CH. DE METZ, 1298, p. 290 : « Ordinamus quod fratres in monasteriis sororum continue et per modum collegii sub regimine et cura sui specialis prioris residentes, sicut in Sancto Sixto et in Pruliano et in aliis consimilibus locis non pertineant ad conventum alium nisi solum quantum ad suffragia et de eorum tam libris quam aliis rebus prior provincialis post eorum obitum jus habeat ordinandi ». En 1343 (t. IV, p. 350) on rappellera qu'il faut se préoccuper de la moralité de ces frères, et en 1357 (t. IV, p. 379). Plus tardivement, on exposera les conditions d'entrée des frères dans les monastères féminins (ch. de 1362, t. IV, p. 395), en les limitant strictement ; en 1365 (t. IV, p. 408) on posera une interdiction plus formelle : « Districtissime mandamus fratribus omnibus (quod) non intrent monasteria sororum nostrarum nisi in ca-

C'est le premier qui le fasse. On peut le considérer comme une « promotion » des sœurs. Comme le seront ceux de 1307 et 1315⁶⁹, qui font mention pour la première fois de sœurs dans les *suffragia*. Cela deviendra courant par la suite et semble montrer une agrégation des sœurs à l'ordre. Mais fort peu de chose, dans tout cela, sur la discipline ou l'organisation proprement dite des maisons, sur les rapports hiérarchiques ou fonctionnels.

Le chapitre de 1266⁷⁰ nous fait assister à une incorporation. C'est le seul parmi ceux que nous avons examinés. Le chapitre de 1307⁷¹ mentionne les « visites », mais presque par préterition ; et pourtant on parlait bien alors de *sorores ordinis*. En 1319, l'Ordre semble vouloir défendre ses sœurs contre les ingérences séculières⁷². Quelques chapitres traitent de la clôture⁷³ — et celui de 1321⁷⁴ des offices célébrés dans les monastères de moniales. Une certaine normalisation semble être intervenue à ce moment. Mais on trouvera plus tardivement des textes très restrictifs.

On voit que la moisson est peu abondante. Les textes ne traitent guère des maisons féminines que par référence à leur personnel masculin, et toujours pour limiter son intervention. On ne trouve rien sur le per-

sibus positis in constitutionibus sororum earumdem ; contrarium facientes... (suivent les ré-vocations de toutes les autorisations personnelles)... reservat eciam sibi soli dictus pater generalis absolucionem. »

69. *Eod. loc.*, t. IV, pp. 24, 85.

70. Ch. DE TREVES DE 1266, t. III, p. 134 : « Concedimus quod domus sororum in Catureo et in valle Ducisse recipiantur sub cura ordinis ».

71. T. IV, p. 24 : « Declaramus quod vicarii magistri vel provincialium de visitandis vel ordinandis monasteriis sororum ordinis se nullatenus intromittere possint, nisi in eorum litteris specialiter sit expressum ». Cette disposition est reprise et explicitée en 1327, t. IV, p. 174 : « Quaesitum fuit utrum vicarius generalis et ordinarius provincie possit absque nova commissione de monasteriis sororum se intromittere, que intra provinciam suam continentur, visitando, inquirendo et puniendo et alia exercendo que prior provincialis in illis poterit exerceri. Ad quod dictum fuit et declaratum quod vicarius provincialis non potest se intromittere de monasteriis sororum nisi quantum ei per priorem provincialem concessum fuerit et in litteris vicarie expressum, prout in actis (capituli) Argentine celebrati A° Dⁱ 1307 extitit declaratum ; sed vicarius ordinarius potest sicut et prior provincialis poterat cujus ex vi constitutionem plenam in omnibus obtinet potestatem. »

72. Ch. DE 1319, t. IV, p. 117 : « Significamus omnibus quod gracias sororibus nostris a prelati omnibus quibuscumque concessas magister de diffinitorum consilio revocat et annulat ». De même en 1350 (p. 334) on les mettra en garde contre les rapports avec le siècle.

73. Ch. DE 1327, t. IV, p. 171 : « Cum in constitutionibus sororum nostrorum sit arctius ad eas determinatus ingressus, volumus constitutionem illam per adjectionem precepti quantum ad omnes articulos arctius observari. Quod preceptum teneatur quilibet prior provincialis fratribus et sororibus intimare ; quantum autem ad alia monasteria, mandamus districtione, qua possumus, omnibus prioribus provincialibus quatenus ingressum fratrum ad monasteria arceant quantum est possibile observari ».

Ch. DE 1349, t. IV, p. 328 : « Quia ex clausura monasteriorum ordini subditorum debite observata honestas eorumdem et sanctitas quam plurimum custoditur et nutritur devocio ad personas seculares omni districtione qua possumus inhibemus ne per provinciales aut priores sororum vel earum vicarium dispensationes fiant seu concedatur licentia quibuscumque personis intrandi prefata monasteria nisi secundum formam que in constitutionibus sororum de ingressu plenius explicatur ».

74. t. IV, p. 134 : « Vult et ordinat magister ordinis de diffinitorum consilio quod in quolibet monasterio sororum missa conventualis de die quolibet habeatur, et vult quod provinciales vel eorum vicarii ordinent de aliquibus fratribus qui missam illam dicere teneantur, si commodum potest fieri hoc per fratres ; sin autem provideant de alio capellano honesto et maturo. Interdicti autem dictus Magister Ordinis omnibus sororibus quod nullum capellanum extra obedienciam nostri ordinis ad predictam missam admittant, nisi illum de quo provincialis eis duxerit providendum... »

sonnel féminin du monastère ou sur ses activités. C'est regrettable dans la mesure où ces textes sont des textes de portée générale.

D'autres documents, sont, comme l'étaient d'ailleurs ceux qui concernaient Prouille, de portée limitée dans l'espace.

Ce sont les *admonitiones* d'Hermann de Minden, auxquelles nous avons déjà fait allusion⁷⁵. Hermann fut longtemps chargé du ministère des sœurs. Il devint en 1276 provincial d'Allemagne et exerça alors à ce titre sa juridiction sur leurs monastères. Il y en avait plus de soixante-dix, il s'en occupa avec assiduité et ses « Lettres » sont donc une source intéressante sur la vie dans les monastères de dominicaines allemandes au XIII^e siècle. C'étaient, en général, des lettres de réforme ; il semble qu'il y ait eu quelques abus à la période précédente⁷⁶, mais toutefois aucun texte ne vise les mœurs, qui semblent avoir été bonnes. Nombreux, en revanche, ceux qui tendent à faire respecter la clôture⁷⁷, et qui prennent parfois un aspect assez pittoresque⁷⁸. Certains textes apportent des renseignements sur le personnel masculin du monastère⁷⁹. D'autres pourraient être considérés comme des « formulaires » de visites⁸⁰. Il est intéressant de remarquer avec quelle sollicitude Hermann s'occupait des monastères qui relevaient de lui. Il importe, en effet, de redire que si l'ordre fit longtemps preuve d'une hostilité indéniable, les dominicains, à l'inverse et à titre personnel, eurent toujours grand soin des maisons qu'ils géraient⁸¹.

Section IV. — LA LUTTE POUR L'ADMISSION DANS L'ORDRE

La lutte que menèrent pendant un demi-siècle les moniales qui désiraient obtenir l'incorporation de leurs maisons à l'ordre des frères prêcheurs est pleine d'enseignements. Par sa durée, par son intensité, par le prestige des personnalités qu'elle opposa et par l'acharnement de leurs efforts, elle illustre et synthétise tous les combats que soutinrent les mo-

75. Cf. supra p. 103 ce que nous disons de la publication de ces documents.

76. FINKE, *op. cit.*, p. 46.

77. N° 95, p. 118-119. Le provincial charge les prieures de Regensburg et Nuremberg d'avoir soin que personne n'entre dans les couvents qui sont sous leur garde. Le texte est de 1288 ; sont responsables la prieure, les sous-prieures, les portières ; les abus semblent avoir été importants : des gens mangeaient, buvaient, et dormaient(!) dans le monastère. Cf. également n° 113, pp. 133-134 — et n° 119 pp. 137-138 (1289).

78. Telle la lettre de 1277 (n° 83 p. 105) dans laquelle il défend aux sœurs de St Lambert de déjeuner sur l'herbe, avec des considérants humoristiques et poétiques fort amusants.

79. N° 108, pp. 128 à 131, 1289. Dans cette lettre Hermann écrit aux sœurs des sept couvents de Strasbourg pour leur indiquer la conduite à tenir pendant l'interdit ; et à cette occasion leur rappelle certaines règles au sujet de leurs chapelains, en particulier en ce qui concerne les confessions. On a également n° 160, p. 166-167 ; Hermann indique au personnel du couvent de Kaplan ses règles de conduite.

80. N° 86, p. 108, 1286-90.

81. On note d'ailleurs qu'on ne relève aucune hostilité d'Hermann aux nouvelles fondations, même si elles doivent accroître les charges de l'ordre. N° 117, p. 136, 1289, Hermann remercie un gentilhomme de la fondation d'un monastère à Regensburg. N° 128, p. 145 (1289). Hermann accorde à la comtesse Bia de Regenstern de prendre des sœurs au couvent de Wiederstedt pour une nouvelle fondation. En 1289 également n° 130, p. 147, il commet au prieur de Wimpfen la cura des sœurs de Michelfeld. Et n° 144, pp. 155-156, il permet à quelques frères de Plannen d'édifier un couvent de femmes à côté de leur monastère.

niales, en ce temps de floraison pieuse, pour obtenir des grands ordres une « reconnaissance » légalisant leur existence. L'ordre au sein duquel cette lutte se déroule est plus qu'aucun autre intimement lié à la vie de l'Eglise⁸². C'est là encore une raison qui rend particulièrement intéressant et vivant tout événement qui s'y déroule.

Aussi de cette lutte donnerons-nous un tableau aussi précis et détaillé que possible, même si l'abondance des rebondissements et « retournements » en rend parfois la lecture un peu longue. Car il nous paraît qu'elle n'est jamais dépourvue d'intérêt.

Lorsque saint Dominique mourut en 1221⁸³, l'ordre, nouvellement constitué, avait sous sa juridiction trois monastères de femmes, ceux que le saint lui-même avait fondés : Prouille, Saint-Sixte et Madrid. Nous avons vu qu'il était très favorablement enclin à accueillir des sœurs, auxquelles il réservait un rôle éminent : la prière qui devait aider l'inlassable apostolat des frères⁸⁴. Mais il n'avait pas prévu la multiplication rapide de ces monastères. La popularité du nouvel ordre dans le monde religieux féminin fut immédiate. De nouvelles recrues affluaient — et nombre de communautés existantes aspiraient à se ranger sous ses lois. Ce n'est pas en France que, au début naquirent le plus grand nombre de maisons ; mais en Italie, en Espagne, en Allemagne surtout, de plus en plus nombreux, les monastères aspiraient à être incorporés à l'ordre dominicain⁸⁵.

Accepter ces incorporations eut signifié pour les frères accepter d'y assurer le même service qu'à Prouille ou à Saint Sixte, — à savoir six frères à demeure dans le monastère donnant aux moniales leurs soins spirituels et assurant la gestion de leur temporel⁸⁶. Si on songe à l'énormité des tâches qui, dès l'origine, incombèrent aux dominicains, au caractère d'apostolat que leur fondateur avait donné à leur mission, on conçoit qu'ils trouvèrent rapidement la tâche lourde. D'autant que cette mission était essentiellement de « rayonnement » tournée vers le dehors, et qu'elle s'accommodait fort mal d'une vie consacrée à la *cura* de moniales strictement cloîtrées.

Les conflits naquirent presque immédiatement. D'épisodes violents en luttes sournoises, nous allons les voir s'étaler sur quarante ans.

I. — *Jourdain de Saxe* (général de 1222 à 1237) favorisa, à l'origine, les fondations féminines. En 1224, il donna lui-même l'habit aux sœurs de

82. Cf. MANDONNET. VICAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 249.

83. Voir sur ce point VICAIRE *op. cit.*, II, p. 324 et s.

84. Jourdain de Saxe écrivait à Diane d'Andalo : « Je prie rarement ; vous devez exhorter vos sœurs à suppléer à mes défaillances ».

85. La première « fille » de Prouille ne fut fondée qu'en 1283. Mais dans les autres pays, le développement fut beaucoup plus rapide. Dès le début du généralat de Jourdain de Saxe est fondé Sainte Agnès de Bologne — l'initiative en revient d'ailleurs à Dominique lui-même — puis en 1223 un monastère dans la vallée de Lisbonne, et Saint-Paul de Trévise en Italie. En Allemagne également le mouvement prit rapidement de l'extension. Les Unterlinden de Colmar sont fondés en 1232, Syl, au temps de Jourdain, les sept monastères de Strasbourg commencent à naître en 1232 également, ainsi que Marienthal. Dissenhoffen fut fondé en 1230, Adelhausen en 1234, Tösz en 1233, Ottenbach en 1238. (Cf. DANZAS, R. P. Antonin — *Etude sur les temps primitifs de l'Ordre de Saint Dominique*, t. IV, 1877, p. 41 et s).

86. C'est la conception même de saint Dominique (BALME, CART. II, p. 453).

Bologne, et son amitié pour Diane d'Andalo est restée célèbre⁸⁷. Il envoya lui-même à Sainte Agnès des frères de Saint Nicolas et des sœurs de Saint Sixte vinrent instruire les nouvelles recrues.

Immédiatement après, le mouvement, fort de cette approbation, allait se précipiter. Partout où s'installait un nouveau couvent de frères arrivaient de pieuses femmes qui demandaient à prendre l'habit et à suivre les observances de l'ordre⁸⁸. Dès 1224, des plaintes furent portées au Chapitre général de Paris ; et on décida de suspendre les fondations. Certains frères voulaient même trancher le vif et exclure de l'ordre les maisons existantes ! Le provincial de Lombardie parlait de retirer les frères de Saint-Agnès. Un cri d'angoisse s'éleva de tous les couvents féminins⁸⁹. Jourdain de Saxe intervint lui-même auprès du pape pour qu'il protège les sœurs contre ces extrémistes. En 1226, Honorius III défendit au chapitre de les abandonner⁹⁰. C'est la première intervention pontificale en leur faveur. Elle sera suivie de beaucoup d'autres, nous allons le voir.

La question fut à nouveau soulevée au chapitre généralissime de 1228, et, en 1235, le chapitre général céda au violent courant hostile aux moniales qui régnait parmi les frères.

Il interdit les nouvelles incorporations⁹¹. Evidemment, ceci ne valait que pour l'avenir. Mais les frères s'en autorisèrent immédiatement pour abandonner les maisons dont il avaient la charge : les sœurs, désespérées, réagissaient partout, ne se souciant pas de passer sous l'autorité des évêques. En particulier, les maisons « originelles », qui se jugeaient les plus injustement lésées, Prouille s'adressa directement au pape, Sainte-Agnès et Madrid à Jourdain. Grégoire IX⁹² intervint pour Prouille et Ma-

87. Sur Diane d'Andalo, ses rencontres avec saint Dominique, sa vocation contrariée et la tumultueuse fondation de Sainte Agnès de Bologne, voir : CHRONIQUE DE SAINTE AGNÈS, *Analecta*, I, 180 et s.

88. Cf. R. P. MORTIER, *Histoire des maîtres généraux de l'Ordre des Frères Prêcheurs*, 8 t. Paris. 1903-1920 — t. I, 1170, 1263 p. 162 et s.

89. MORTIER, *op. cit.*, p. 168.

90. Bulle du 17 décembre 1226, B.O.P. t. VII, p. 7 — « ut Fratres Predicatores curam suscipiant Bononiensis monasterii Sancte Agnete — Honorius... magistro (Jourdain). Ad audiendam nostram pervenit quod licet dilecte in Christo filie Diana fundatrix et quedam alie Sorores domus Sancte Agnetis, Bononien. diocesis, secundum ordinem Fratrum Predicatorum in manus bo (ne) me (morie) Fratris D (ominici) predecessoris tui professionem fecerint, firmam spem, fiduciamque tenentes sub eodem ordine perpetuo permanere, tu tamen domum ipsam Priorissas et alias sorores degentes inibi quasi pro derelictis habens circa eas officii tui debitum quod non sine admiratione referimus, non exeres. Ne igitur ipse spe quam tui predecessoris tempore, ipso docente, ac duce, ad noscuntur ordinem habuisse, per tuum defectum doleant se frustratas discretioni tue per Apostolica Scripta mandamus atque precipimus, quatenus eas, et locum earum, sub custodia et correctione tua suscipias, sicut cetera loco ejusdem Ordinis tue discretioni commissa ».

91. « En vertu de l'obéissance et sous peine d'excommunication, nous défendons strictement à tous les frères de s'occuper à l'avenir de faire mettre à la charge de l'ordre ou confier à sa garde, des religieuses ou toute autre communauté de femmes » (cité par MORTIER, *op. cit.*, p. 347).

92. Bulles du 24 mars 1236, B. O. P. I, p. 86, pour Prouille et du 7 avril 1236, *eod. loc.*, p. 87 pour Madrid. Nous ne citerons que la première, plus détaillée.

« Gregorius... dilecto filio Fratri Jordano, Generali magistro ordinis Predicatorum, Salutem... Scimus in tuo desiderio geri continuum, ut augmentis assiduis proficias animarum, Igitur, pro dilectis in Christo filiabus Priorissas et conventu monasterii Beate Marie de Pruliano Tolo-sanæ diocesis ad te petendum assumimus, quod Secundum Deum ipsarum competere profectibus iestmamus, Sanelecta coram nobis earum petitio continebat quod cum ipse, que Beati

drid, enjoignant formellement au maître général d'y remettre un prieur et quatre religieux, malgré le texte capitulaire de 1235, ou plutôt malgré l'interprétation extensive qu'on en avait donné.

Jourdain était enchanté qu'on lui forçât la main. Il était demeuré favorable aux moniales, et pouvait ainsi s'abriter derrière les décisions pontificales⁹³.

Une accalmie suivit. Mais elle devait être de courte durée.

II. — En 1238, *Raymond de Penafort* succédait à Jourdain à la tête de l'ordre. Il n'y resta que jusqu'en 1240, mais son bref généralat devait être funeste aux sœurs qui trouvaient en lui un adversaire décidé. Fort sensible aux inconvénients de la multiplicité des incorporations, il s'avisa qu'il fallait non pas tant faire agir le chapitre général (des décisions duquel on pouvait toujours en appeler au pape !) que le pape lui-même. Et il obtint de Grégoire IX en 1239 le fameux décret par lequel celui-ci s'engageait à ne plus réclamer de nouvelles incorporations⁹⁴.

III. — *Jean le Teutonique* qui lui succéda (1241-1252) continua dans la même voie. L'époque était sombre pour les moniales ! Les chapitres généraux multipliaient les ordonnances⁹⁵. Et le maître général obtint en 1243 d'Innocent IV la confirmation de la bulle de Grégoire IX de 1239⁹⁶.

Dominici Magistri jam dicti Ordinis inducte sacris monitis et exemplis, relicta pompa seculi, elegerunt Domino famulari sub Regula Monialium Sancti Sixti de Urbe in prefato loco fuerint collocatae, et idem Sanctus pia dispositione providerit, ut unus Prior, et quatuor Fratres Clerici ejusdem Ordinis, in spiritualibus et temporalibus curam gererent earumdem et id quasi usque nunc fuerit observatum, Prior et Clerici, qui secundum provisionem in hujusmodi preerant eisdem, occasione cujusdam constitutionis nuper edite in Capitulo Generali, scilicet, ne Fratres supradicti Ordinis curam deinceps habeant mulierum memoratis Priorisse et conventui preesse recusant. Verum, etsi laudabilis in hac parte eorum intentio videatur, tamen quia ipsarum institutis non debet derogari preteritis, que sumpsisse noscuntur Originem a perfecte Studio caritatis; praesertim cum, si prefatis Priorisse et conventui in paupertate positos, et malignorum injuria multipliciter conturbatis, dictorum Fratrum solita consolatio subtrahatur, timendum sit, quod de ipsarum manibus fructus laboris preteriti evanescat et parum proficere valeant in futurum; Devotionem tuam rogamus, et hortamur attente, per Apostolica tibi scripta mandantes, Quatenus, institutione hujusmodi non obstante, pro Beate Virginis et Sancti reverentia memorati, cujus plantationes ita decet salutis rore complui, ut nullo possint lesionis turbine deformari, prefatis Priorisse et Conventui. Quas primas omnium ad dictum Ordinem conversarum, idem Sanctus, doctrine Sacre ritibus, de flectibus seculi ad litus deduxisse dignoscitur, sicut hactenus habuerunt, deputare, sublata difficultate, procures; mandatum nostrum taliter impleturus ut, eis consequentibus quod tam digne deponitur, tibi benedictionis eterne gratia cumuletur... »

93. Lettres au Provincial de Lombardie — XLVIII et XLIX (*Beati Jordani de Saxonis epistulae*, ed. A. WALZ, *M. O. P. H.* XXIII, Rome 1951).

94. Bulle du 25 octobre 1239. *B. O. P. I.*, p. 107.

« Gregorius... dilectis... Magistro et Fratribus. Inspirationis divinae gratia faciente, vos, quos in lucem gentium Dei Sapientia dedisse dignoscitur... Digne igitur, quia per ea, que vobis a Sede Apostolica committuntur, principalis vestri propositi nonnumquam executio impeditur, et non molium Saluti, detrahitur animarum, Auctoritate Apostolica vobis presentium indulgemus ut ad correctionis, seu visitationis officium monasteriis vel ecclesiis impendendum, necnon ad executiones causarum et denuntiationes excommunicatorum procedere, vel recipere curam monialium seu religiosarum quarum libet, nulli Fratrum vestrorum de cetero per litteras apostolicas teneantur, nisi expresse de hac indulgentia fecerint mentionem. Nulli ergo... »

95. CHAPITRE GÉNÉRAL DE BOLOGNE 1242 — cf. n. 66 p. 24.

CHAPITRE GÉNÉRAL DE COLOGNE de 1245 — *Acta* p. 32.

CHAPITRE GÉNÉRAL DE LONDRES de 1250 — *Acta* p. 53. « Ne priores permittant fratres monasteria monialium frequentare nec earum confessiones nisi in manifesto audire ».

96. Bulle du 3 septembre 1243 *B.O.P.I.*, p. 121.

Selon une expression savoureuse⁹⁷ ce fut une levée de quenouilles. Les réclamations affluaient à Rome contre Jean le Teutonique, qui n'en avait cure. Sous son généralat, on comptait au moins cinquante couvents de sœurs qui se réclamaient de l'ordre. S'il fallait donner à chacun six frères, comme l'avait prévu saint Dominique, cela faisait trois cents frères immobilisés dans des tâches fort éloignées de celles qu'ils eussent voulu remplir et qui, de plus, exigeaient d'eux des qualités morales spéciales. Sans parler des convers, qui étaient évidemment assez nombreux dans les maisons de moniales⁹⁸. Elles possédaient souvent des biens fonds importants et ne pouvaient les exploiter directement ni même les gérer. Cela entraînait nécessairement pour les frères une observance moins stricte de la règle, des habitudes différentes de celles qu'ils auraient dû avoir, des pratiques aberrantes (la passation de contrats, par exemple).

Pendant dix ans, la lutte sera acharnée, les sœurs se défendaient pied à pied. Et Innocent IV cédait peu à peu à leurs assauts.

Les premières, les sœurs de Saint-Sixte, arguant de leurs origines, eurent gain de cause⁹⁹. On les maintint sous la juridiction de l'ordre, on rétablit l'obligation pour les frères de les « instruire et de les corriger ». Mais le maître général fit la sourde oreille, ne leur laissant qu'un religieux prêtre qui ne pouvait même pas les confesser, et un convers qui ne pouvait même pas monter à cheval pour parcourir les propriétés, ni y demeurer pour en surveiller la gestion ! Les sœurs en appelèrent au pape qui dut envoyer une lettre de blâme aux définiteurs du chapitre général qui s'ouvrait à Bologne, et au général lui-même¹. Il leur fallut s'incliner ! Les sœurs l'emportaient, et la brèche était ouverte ! on le sut ; d'autres maisons s'adressèrent au pape. Des influences s'exerçaient.

97. MORTIER, *op. cit.*, p. 351.

98. Cf. sur ce sujet CREYTENS, *op. cit.*, Convers, p. 209, n. 2.

99. Bulle du 3 février 1244, *B.O.P.* p. 131.

« Innocentius... dilectis in Christo filiabus Priorisse et monialibus Sancti Sixti de Urbe, salutem... Cum vos inclusae in claustralibus castris, mente tamen libera devote Domino famulantes, institutiones ordinis Fratrum Predicatorum hactenus laudabiliter duxeritis observandas, volumus et presentium auctoritate Statuimus ut sub Magisterio et doctrina Magistri et Provincialis Prioris Tuscie dicti Ordinis, qui pro tempore fuerint, de cetero maneatis : ipsique Magister et Prior vobis de Fratribus suis in Monasterio vestro sufficientes deputent Fratres, tam clericos quam conversos et Priorem discretum et providum ibidem restituant residentem qui vos et eos verbo instruat et exemplo, et corrigat etiam delinquentes, sicut tempore B. Dominici et Fratrum Jordani et Raymundi ejusdem ordinis magistrorum fieri consuevit ; iidemque Fratres predicti ordinis beneficiis et privilegiis sicut Fratres alii dicti ordinis libere potiantur, ac eadem qua vos, omnino gaudeant libertate. Nulli ergo... »

1. Bulle du 14 mai 1244, *B.O.P.* p. 143.

Le début de la bulle est copié sur la précédente. Suivent les remontrances :

« Quia vero sicut intelleximus, tu, frater episcopo, priorem predicto monasterio subtrahens nec alium subrogare curans eidem, ut frater ibi permanens confessiones earum non audiat et conversus non equitet, nec in earum possessionibus personalem residentiam faciat, contra consuetudinem super iis servatam hactenus, mandavisti in abusionem predicti statuti nostri ac gravem earum et predicti monasterii lesionem. Nos volentes, ut per vos ipsos talia corrigatis, universitati vestre per Apostolica scripta firmiter precipiendo mandamus quatenus priorem restituentes eisdem, mandate ejusmodi sine difficultate qualibet revocantes, ad faciendam similia, vel statuenda aliqua contra premissi statuti nostri tenorem, per que profectus ipsius Monasterii valeat impediri, absque speciali nostra licentia nullatenus procedatis. Nos enim decernimus irritum et inane, si secus duxeritis, quod non credimus, attendandum ».

Du 14 mai 1244 au 19 mars 1246, le pape fit incorporer neuf monastères². C'est à ce moment que Montargis et sa fondatrice Amicie de Montfort³ jouèrent un rôle de tout premier plan⁴. Lorsque Amicie obtint l'incorporation de sa fondation d'Innocent IV, le maître général tenta de réagir, sentant bien qu'il perdait petit à petit le bénéfice des mesures générales péniblement obtenues peu de temps auparavant. Mais le Saint Siège resta sourd à ses instances, et le 4 avril 1246⁵ posa un principe général qui détruisait tous les privilèges déchargeant l'ordre de la *cura monialium*. Cependant, il faut noter que comme dans la bulle d'incorporation de Montargis, on accorde aux Prê-

2. Bulle du 7 mai 1245, *B.O.P.* I, pp. 148, 149 pour Sainte Agnès — du 4 juillet 1245 (*B.O.P.* pp. 150-151) incorporant cinq monastères de Strasbourg de la Province d'Allemagne — également deux autres les 14 juillet et 9 septembre 1245. cf. aussi *B.O.P.* pp. 153, 161.

3. Sur Amicie de Montfort, dont il a déjà été question, on peut voir : CHAPOTIN (R. P. M. D.), *Histoire des Dominicains de la Province de France ; le siècle des Fondations*, Rouen 1898, p. 348 et s. Ses démarches innombrables et son activité nous sont contées par Humbert de Romans (Quétif et Echard, *Scriptores Ordinis Predicatorum*, t. I, p. 69). « Fuit autem (Amicia de Jobinaco) la fille de Simon de Montfort était comtesse de Joigny) tanti fervoris et animi in domus predictae promotione, quod, cum Fratibus multis se apponentibus, licentiam construendi illam habere non posset aliquo modo ab ordine, in propria persona multosiens ivit ad curiam Pape et obtinuit litteras efficacissimas ad suum desiderium consummandum. »

C'est à la requête d'Amicie également que le pape incorpora à l'ordre dominicain S^{te} Agnès de Strasbourg le 7 mai 1245 (cf. note précédente).

4. La bulle d'incorporation de Montargis, du 8 avril 1245, *B. O. P.* p. 148 est typique. « Cum sibi dilecta in Christo filia nobilis mulier Amicia de Jovinaco et Galterus natus ejus Monasterii Sancti Dominici juxta Montem Argii Senonensis diocesis fundatores, in nostra, propria presentia constituti, et dilecta in Christo filii priorissam et sorores ejusdem monasterii, incluse in caustralibus monasteriis, Mente tamen libere, Secundum Ordinem vestrum desiderant Domino famulari, Nos eorum precibus inclinati, Monasterium ipsarum incorporantes Ordini Supradicto, duximus Statuendum, ut eodem priorissa et sorores, sub Magisterio et doctrina Magistri et Prioris Provincialis Francie dicti ordinis qui pro tempore fuerint tales, debeant retineri, illis gaudentes privilegiis que Ordini supradicto ab A^{pa} Sede concessa sunt, et in posterum concedentur ; ipsi que Magister et Prior, contraria consuetudine ipsius ordinis vel indulgentia ab A^{pa} Sede obtenta seu etiam obtinenda nequaquam obstantibus, animarum ipsarum sollicitudinem et curam gerentes ac ipsis constitutiones ejusdem ordinis sine difficultate qualibet exhibentes, eidem Monasterio, per se vel per alios Fratres Sui Ordinis quos ad hoc idoneos viderint, Quoties expedierit, officium visitationis impendant, corrigendo et reformando tam in capite quam in membris. Que correctionis seu reformationis officio noverint indigere ; nichilominus instituunt et destituunt, mutant et ordinant prout in aliis monasteriis Monialium ejusdem ordinis fieri consuevit. Electio autem priorisse libere pertineat ad conventum. Confessiones autem audiant, et ministrent eis ecclesiastica sacramenta, et ne, pro eo quod in eodem monasterio ipsius ordinis Fratres residere continue non tenentur, possit periculum imminere, predicti Magister ac Prior ad confessiones in necessitatis articulo audiendas et Ministranda Sacramenta predicta, deputent eis aliquos discretos et probos capellanos. Ad hec, liceat eidem priorisse ac sororibus redditus et possessiones recipere ac easdem libere retinere, non obstantibus contraria consuetudine seu statuto ipsius Ordinis, confirmatione Sedis Apostolice aut quacunque firmitate alia roboratis ; quorum administrationi predicti Magister et Prior preciantur aliquos viros idoneos, ipso que inde removeant, et substituant alios, prout viderint expedire quocirca discretioni vestre per apostolica scripta firmiter precipiendo mandamus quod omnia premissa ad ministerium hujusmodi spectantia, vestra diligentia et sollicitudine juxta constitutionum harum tenorem, sublata quocunque difficultatis dispendio, adimpleatis.

5. Bulle du 4 avril 1246, *B.O.P.* I, p. 160 — les termes en sont fort généraux :

« ...Statuimus ut dicte moniales, vel alie, si qua vobis de cetero sub quacunque forma committi contigerit. Apostolice Sedis indulgentia concessa vel in posterum concedenda non obstante nisi expressam fecerint de presentibus mentionem hac solum a vobis commissionis nostre beneficio consequantur, videlicet, ut ipse sub magisterio et doctrina vestra et eorum qui pro tempore fuerint debeant permanere, illis gaudentes privilegiis... et contraria consuetudine ipsius Ordinis non obstante... » Suit la description de la *cura*, que les frères devront assurer — enseignement, soin des âmes, visite, correction et réformes, confessions, sacrements.

cheurs la possibilité d'instituer des *chapelains** qui les déchargeront d'une trop exacte obligation de résidence. Nous verrons la destinée de cette institution.

Le désastre, pour les frères, semblait consommé ! Les demandes d'incorporation affluèrent de plus en plus nombreuses. D'avril 1246 à mai 1252, on peut relever dix bulles, incorporant dix monastères⁷ ! Et il y en eut d'autres !

Jean le Teutonique, patient, attendait son heure. En 1252, il soumit la question au chapitre général. Il voulait pouvoir parler « au nom de l'ordre » et espérait ainsi convaincre le pape, chiffres en mains ! Celui-ci dut, en effet, se rendre à l'évidence. Il prit, en septembre 1252, une nouvelle décision de principe⁸, qui accordait à l'ordre d'être déchargé de toute juridiction sur les moniales, Prouille et Saint Sixte étant mis à part. Ceci d'ailleurs fort à contre-cœur...

Les passions parurent quelque temps s'apaiser. Devant le caractère formel de la décision pontificale, les sœurs s'inclinèrent... momentanément. Mais leur situation était précaire et fort peu satisfaisante. Certes, elles gardaient l'habit, observaient la règle, et les usages de l'ordre, jouissaient même de ses privilèges. Mais il n'acceptait d'exercer sur elles aucune juridiction spirituelle ni en aucune façon de participer à la gestion de leur temporel. Même Sainte Agnès et Madrid étaient abandonnés ! Les Ordinaires avaient hérité le pouvoir de nommer les chapelains et les confesseurs. Une bulle d'Innocent IV du 26 février 1253 donne un tableau assez exact de la situation⁹.

6. « *Deputent eis aliquos discretos et probos capellanos* ».

7. B.O.P. I, p. 161 et s. — On relève la mention : « *contraria consuetudine ipsius Ordinis, vel indulgentia a Sede predicta obtenta...* »

8. Bulle du 26 septembre 1252, B. O. P. I, p. 217, *Evangelicæ predicationis*. Elle est adressée : « *Magistro et Prioribus Provincialibus* », et porte, après quelques considérations sur la mission des frères prêcheurs et son importance : « *Nos... ab omni cura et solitudine quantumlibet meritoria monasteriorum monialium incorporatum vobis seu commissorum vel quomodolibet unitorum, Sancti Sixti de Urbe, quod ut pote ad Romanam Ecclesiam pertinens specialioris cure favore prosequimur, et Sancte Marie de Pruliano Tolosane diocesis, quod Beatum Dominicum ordinatum et factum postmodum fel. rec. Gregorius Papa predecessor noster vobis commisit, monasteriis dumtaxat exceptis, vos et ordinem vestrum, de predictorum Fratrum nostrorum consilio, vestris inclinati precibus, duximus auctoritate presentium penitus absolvendos. Non obstantibus aliquibus Sedis Apostolice seu legatorum ipsius privilegiis, indulgentiis, vel litteris super incarnatione vel commissione sive unione hujusmodi hactenus impetratis ; quas, vires nolumus obtinere etiam contineatur in eis quod aliqua ipsis cujuscumque tenoris impetrata vel impretrande littere non obstant ; vobis nihilominus indulgentes ut ad recipiendum hujusmodi monasteriorum curam et solitudinem aliquam per indulgentias seu litteras predictæ Sedis, vel legatorum ipsius, si quas super incorporatione, commissione, vel unione talium Ordini vestro facienda, impetrari contigerit, cogi nullatenus valeatis. Nulli ergo...* »

9. B.O.P. I, p. 226. Bulle adressée « *Prioris et conventui monasterii Sancte Marie de Nazareth extra muros Papien...* Exigentibus devotionis vestre meritis libenter annuimus, et petitiones vestras, quantum cum Deo possumus, favorabiliter exaudimus. Cum igitur, sicut lecta coram nobis, ex parte vestra petitio continebat, nos olim ordini Fratrum Predicatorum vos incorporantes, curam vestram ejusdem Ordinis Fratribus duxerimus, committendam, ac postmodum eosdem Fratros a cura omnium monasteriorum monialium unitorum, sive incorporatum Ordini supradicto penitus per litteras Apostolicas absolvisse dicamur decernendo nihilominus indulgentias et privilegia dictis Monialibus ab Apostolica Sede concessa, seu concedenda, super his nullius existere firmitatis ; nos vestris devotis supplicationibus inclinati auctoritate vobis presentium indulgemus, ut nullum per hoc vobis, quominus existentes unite, ac incorporate Ordini supradicto, universis privilegiis, ac indulgentiis ejusdem Ordinis, vobis competentibus gaudeatis, atque aliis, que per unionem hujusmodi

Le 26 mai 1253, une bulle rappelait le principe de 1252¹⁰. Les frères, arguant de ces textes, abandonnaient complètement les moniales. Ils invoquaient également un texte ancien des constitutions¹¹. Le généralat de Jean le Teutonique s'acheva sur cette apparente défaite des sœurs consommée en une période relativement courte.

IV. — En 1254, *Humbert de Romans* devenait maître général — il le resterait jusqu'en 1263. Son influence allait s'exercer dans un sens conciliateur et réaliste. Il fut sensible à ce que la situation des sœurs, perpétuellement réglée de façon fragmentaire et empirique, soumise aux fluctuations du moment, avait de pénible. Et songea à l'adoucir.

Dans le même temps, d'ailleurs, Innocent IV se préoccupait aussi de cette situation. Il semble bien qu'il avait subi plus qu'accepté réellement de « mettre en échec » les sœurs. Une bulle du 18 février 1254¹² confiait à Hugues de Saint-Cher, cardinal de Sainte-Sabine, le soin de chercher une solution au problème. En 1255, le maître général proposa au chapitre général un moyen terme. Les nouvelles fondations demeureraient interdites aux frères — on les réserverait au chapitre général, ce qui présenterait évidemment plus de garanties. On lui adresserait les demandes qu'il examinerait, accepterait ou refuserait¹³. Il faudrait, comme pour les constitutions, qu'une affiliation fut admise par trois chapitres successifs pour qu'elle devienne pleinement valable. Le principe de la réforme fut admis au chapitre général de Milan de 1255¹⁴, et confirmé par les deux chapitres suivants.

Les monastères féminins repartirent en guerre. Montargis donna le signal, s'adressa directement à Alexandre IV. Celui-ci remit le monas-

estis adeptæ, prejudicium valeat generari, ita tamen, quod dicti Fratres per hoc ad gerendam monasterii vestri curam nullatenus teneantur. Nulli ergo... »

10. *A.O.P.*, t. VII, p. 30 : « vobis, auctoritate presentium, indulgemus, ut per litteras Apostolice Sedis seu Legatorum ejus impetrandas, cujuscumque tenoris existant, etiam si habeatur in eis aliqua de his specialis mentio hinc ad viginti futuros annos, nullum monasterium de novo suscipere teneamini, nisi literæ ipse de hujusmodi annorum numero et de concessione presentium plenam et expressam fecerint mentionem. Nulli ergo... »

11. *A.S.O.P.*, 1897 p. 100 : « in virtute obedientiæ et sub poena excommunicationis districte prohibemus ne aliquis Fratrum nostrorum labore vel procuret de cetero et cura vel custodia monialium vel quarumlibet aliarum mulierum nostris Fratribus committatur ».

12. *B.O.P.*, t. VII, p. 32 : « Licet sorores Ordinis Fratrum Predicatorum jam dudum incorporatas, personis ejusdem Ordinis duxerimus commendandas, pro eo tamen, quod postmodum personas ipsas ab hujusmodi onere absolvisse dicimur, eedem sorores, sicut accepimus, magnum exinde sustinent detrimentum. Quare petebatur a nobis, ut ipsas eidem ordine commendare sicut prius, non obstante absolutione hujusmodi, paterna sollicitudine curaremus. Quia vero tu, tanquam expertus quid in hujusmodi casu expediat, plenius scire potes, discretioni tue, de consilio Fratrum nostrorum committimus et nihilominus per Apostolica tibi scripta mandamus, quatenus super hoc diligenti deliberatione prehabita, auctoritate nostra ordines et disponas, prout eidem Ordini et predictarum sororum nostris saluti videritis expedire. Non obstantibus aliquibus indulgentiis, privilegiis sue litteris Apostolicis generalibus vel specialibus sub quacumque forma verborum obtentis, ac obtinendis... »

13. Nous avons vu (supra p. -31) que c'était le système pratiqué dans l'ordre cistercien.

14. *Acta I*, p. 75 : « In capitulo de domibus concedendis, post illud ubi dicitur, ut cura seu custodia monialium seu quarumlibet aliarum mulierum nostris fratribus committatur, addatur, sub eadem restrictione prohibemus ne magister vel capitulum aliquod curam monialium seu quarumlibet aliarum mulierum recipiat nisi per tria capitula fuerit approbatum » La disposition fut reprise en 1256 au chapitre général de Paris (*Acta*, p. 79). Qui porte, en plus : « Precipimus districte et in virtute obedientiæ quod nullus frater directe vel indirecte procuret scienter vel det operam ut cura mulierum ordini committatur » et au chapitre général de Florence en 1257 (*Acta* p. 84).

tère sous la juridiction de l'ordre le 25 janvier 1257¹⁵. Sainte Agnès suivit, et obtint, par l'entremise d'Hugues de Saint-Cher, son incorporation *définitive* en avril de la même année¹⁶. Une « énorme poussée » suivit, venant spécialement des monastères d'Allemagne, qu'Hugues de Saint-Cher protégeait et qui avaient toujours fait preuve d'une ténacité exceptionnelle¹⁷.

Mais les mêmes phénomènes produisent les mêmes effets... et les frères, de nouveau, réagirent, se voyant, de nouveau débordés.

Dès 1257, ils reprirent la lutte au chapitre de Florence¹⁸. La réaction ne tardait guère ! Elle employait cette fois un biais. Les prieurs provinciaux étaient invités à fournir au chapitre général un rapport sur le nombre des monastères féminins existant dans leur province, l'état de ceux-ci, le nombre des sœurs y demeurant et surtout la nature de leurs liens originaires avec l'ordre. On espérait ainsi en prendre un grand nombre en flagrant délit d'affiliation irrégulière ! En vertu de quelle autorité tel monastère était-il placé sous la juridiction de l'ordre ? En même temps les pères capitulaires assiégeaient Humbert de Romans, et obtenaient enfin de lui qu'il adressât à la papauté une requête lui demandant... de prendre le contrepied de ses propres décisions ! Le 16 novembre 1257¹⁹ Alexandre IV déchargeait l'ordre de la *cura monialium*, de nouveau.

La succession des décisions contradictoires était rapide !

Il est évident qu'était très préjudiciable au bon fonctionnement de l'ordre et même à sa tenue morale, une situation aussi chaotique. Certes, le nombre des frères attachés au services des moniales, fort élevé aux yeux des adversaires de celles-ci était somme toute assez minime, étant donné l'énorme extension de l'ordre. Mais ces frères représentaient néanmoins un élément dangereusement dépourvu de stabilité. Sans cesse retirés des couvents de femmes, réintégrés, réticents, enthousiastes, ou révoltés, on ne pouvait sans doute attendre d'eux le meilleur de ce qu'ils eussent pu donner. Que dire des luttes d'influences dont les chapitres généraux devaient être la scène ? Et de la situation

15. *B.O.P.* I, p. 328. Bulle expédiée au maître général et au prieur de la Province de France « ut monasterium monialium Sancti Dominici juxta Montargiacum in Ordinem cooptetur » Les termes de la bulle sont nettement comminatoires : « Firmiter precipiendo mandamus... »

16. *B. O. P.* I, p. 335 — Bulle d'Alexandre IV du 22 avril 1257 adressée « Priori Fratrum Predicatorum Bononiensium ut monasterii Sancte Agnetis Bononiensis curam gerat ». Le texte est extrêmement général, énumère les différents aspects de la *cura* et fait allusion à l'enquête de Hugues de Saint-Cher.

17. Le cardinal écrivit le 19 avril 1257 à Humbert et aux définiteurs du chapitre une lettre qui reproduisait la bulle que lui avait envoyée Innocent IV en 1254 (cf. ci-dessus p. 122 n. 12) et il ajoutait ceci : « Nos igitur attendentes, quod illas domos sororum, que recepte sunt auctoritate alicujus magistri vel capituli generalis ante commissionum seu mandatum apostolicum super hoc receptum, a cura nostri ordinis tamen bona conscientia repellere non possitis, auctoritate commissionis seu mandati predicti ordinamus et volumus, quod hujusmodi domus predictae nec non et domus sororum de Ymula et domus, quam rex Ungarie fecit, sint sub cura ordinis nostri... » (FINKE, *op. cit.*, pp. 52, 53, n° 4).

18. *Acta* p. 89 : « Mandat magister ordinis prioribus provincialibus vel eorum vicariis quod scribant ei ad sequens generale capitulum quot domos sororum nostrarum habent in suis provinciis et numerum sororum in qualibet domo et quos habeant proventus et redditus et qua auctoritate sunt eis commisse ».

19. *B.O.P.* I, p. 354 « *Inspirationis divine...* » La bulle reprenait, à peu de choses près, les termes de la bulle de Grégoire IX du 25 octobre 1239 (cf. ci-dessus p. 118 n. 94). premier texte pontifical qui enleva la *cura* aux prêcheurs.

de la papauté, tiraillée entre les assauts des sœurs et de leurs protecteurs, et les plaintes des Pères capitulaires, cédant aux uns, puis aux autres selon que les intérêts en présence lui paraissaient plus ou moins soutenables à tel ou tel moment ! On peut imaginer que le ton général devait aller s'aggravant, et qu'il devenait de plus en plus urgent de découvrir une solution.

Certains éléments favorables se faisaient jour néanmoins : le désir incontestable d'Humbert, d'abord, de voir cesser un état de chose navrant — l'attention paternelle dont malgré quelques repentirs, le Saint Siège ne cessait d'entourer les moniales. Deux mois et demi avant sa sévère décision de novembre 1257, Alexandre IV avait chargé officiellement maître Humbert — sur la demande de celui-ci — de rédiger pour les sœurs des constitutions officielles²⁰. Et surtout l'ordre, satisfait de la décision de principe qu'il venait d'obtenir, s'adoucissait quelque peu, sous l'influence d'Hugues de Saint-Cher en particulier²¹. Mais cependant, des années encore allaient s'écouler avant qu'un véritable compromis fut trouvé !

En effet, l'« adoucissement » des frères se traduisit d'abord par quelques concessions qu'on fit aux monastères créés par saint Dominique lui-même²². Mais immédiatement d'autres maisons tentèrent de s'introduire par la brèche ainsi faite, en revendiquant des titres qu'on leur contesta²³. De nouvelles controverses naquirent. En 1259, Humbert de Romans fit prendre au chapitre général de Valenciennes²⁴ une ordonnance qui interdisait à tout frère de considérer comme faisant partie de l'ordre des religieuses qui ne pourraient faire valoir un titre du pape, attestant leur soumission à sa juridiction. Les provinciaux devaient faire des enquêtes à ce sujet et en apporter les résultats au chapitre général suivant.

20. Le 27 août 1257. FINKE, *op. cit.*, p. 53 n° 5 et cf. ci-dessus p. 122.

21. FINKE, *op. cit.*, p. 54, n° 6. L'intervention est de février 1262 et concerne les monastères qui ne pouvaient faire la preuve de leur légitimité. Adressée au général et aux prieurs provinciaux, elle leur rappelle la mission dont Innocent IV avait chargé Hugues et continue ainsi : « Nos igitur dubium omne circa hujusmodi amputare volentes et conscienciis providi auctoritate domini pape Urbani, qui super hiis nobis novam fecit commissionem viva voce, ordinamus per presentes et committimus vobis, magister, tenore presencium, ut de monasteriis seu sororibus supradictis, de quibus est aliquod dubium, utrum sint de cura ordinis per ordinationes nostras supradictas, considerato statu et devocione earum possitis recipere sub cura ordinis illa vel illas, de quibus vobis videbitur expedire, reservantes nobis nichilominus adhuc potestatem alia vel aliter ordinanda, si nobis utile videatur ».

22. Bulle d'Alexandre IV du 13 juin 1258 (*B.O.P.* I, p. 365) qui accorde aux sœurs de Madrid les privilèges de l'ordre. (*Devotionis augmentum*). On relève la même année une bulle qui, malgré la décision précédente, commet la charge d'un monastère aux Prêcheurs (*Monasterium Sancti Jacobi de Ripolis, Florentiae in Tuscia*) et ceci « *contraria consuetudine ipsorum ordinis, vel indulgentia a Sede predicta obtenta...* » (*B.O.P.* I, p. 367, bulle du 3 août 1258).

23. Telle Gormas, dont la fondation par Saint Dominique fut toujours contestée, cf. sur ces points : MORTIER, *op. cit.*, p. 537.

24. ACTA, I, p. 98 « Injungimus distracte et in virtute obediencie quod nulle mulieres pro sororibus habeantur a fratre quocumque nisi de quibus constiterit prioribus provincialibus in quorum provinciis sint constitute quod auctoritate alicujus magistri ordinis vel capituli generalis vel alicujus pape cure ordinis sunt commisse. Piores autem provinciales inquisitione facta super hiis diligenti in sequenti capitulo magistro referant quot et quas et in quorum conventum terminis de hujusmodi sororibus domos habeant ».

Et la même année, le 5 décembre, Alexandre IV^{es} renouvelait le privilège d'Innocent IV du 26 mai 1253. De nouveau la situation s'était « déteriorée » ! Les frères avaient le dessus et, abusant de leur victoire, multipliaient les coups.

De 1259 à 1267, la lutte continue...

V. — Ce n'est qu'en 1267, sous le pontificat de Clément IV, et alors que Jean de Verceil était général de l'ordre, qu'elle arriva à son terme. Le 6 février 1267, Clément IV abrogea le privilège d'Innocent IV de 1253, que Alexandre IV avait renouvelé en 1259, et remit entre les mains des frères prêcheurs le gouvernement des sœurs²⁵.

Celles-ci paraissaient donc finalement l'emporter.

En fait, seul était trouvé le « moyen terme » si longtemps cherché,

25. *B.O.P.* I, p. 385. *Inspirationis divinae*. 5 décembre 1259 «... auctoritate vobis presentium indulgemus ut ad correctionis seu visitationis officium monasteriis vel ecclesiis impendendum, aut ad cognitiones causarum, sententiarum executiones, vel ad alia contingencia causas ipsas, seu citationes et denunciationes interdicti. Suspensionis et excommunicationum procedere vel recipere curam monialium seu religiosarum quarumlibet, nulli Fratrum vestrorum de cetero teneantur, vel compelli possint quod sint in causis aliquibus assessores, per litteras Sedis Apostolice vel Legatorum ipsius, aut quascumque personas, nisi ejusdem Sedis littere expresse de hac indulgentia et vestro specialiter ordine fecerint mentionem. Nulli ergo... »

26. Bulle du 6 février 1267, *Affectu sincero*, *B.O.P.*, t. I, c. 481. Etant donné l'importance de cette bulle nous la reproduisons intégralement :

« Clemens... dilectis filiis Magistro et Prioribus Provincialibus Ordinis Predicatorum. Affectu sincero sic vestri Ordinis decus et decorem diligimus, quod super omnibus spectantibus ad ipsius honestatem, acstrarum pacem mentium nos benignos et benevolos exhibemus. Sane quamvis nonnulli pie mem. Romani Pontifices Predecessores nostri, per suas litteras et mandata vobis, seu quibusdam vestrum, diversa Monialium seu Sororum Monasteria O. S. Augustini perpetuo regenda commississe dicantur. Nos tamen, ita illarum utilitatibus volentes per vestrum ministerium providere, quod cursus predicationis, quam ex iuncto vobis officio diligentius exercetis, animarum curandis langoribus fructuosus, concursu occupationum multiplici neque at retardari, presentium auctoritate statuimus, ut Moniales seu Sorores hujusmodi, vobis aut illis vestrum, quibus sunt per eodem Predecessoris, ut predictum est, commisse, vel que per te, fili Magister, seu predecessores tuos, qui fuerunt pro tempore, aut per capitula generalia predicti Ordinis sub vestra, seu aliquorum ex vobis cura sine cujusquam prejudicio sunt recepte, hoc a vobis ex hujusmodi commissionis, vel receptionis beneficio consequantur, videlicet, quod ipse sub vestro magisterio et doctrina vestrorumque successorum, qui pro tempore fuerint, in perpetuum debeant permanere. Ipsas quoque, ac earum monasteria, vobis et eisdem ordini, ac successoribus, auctoritate Apostolica de novo committimus ad cautelam, ut animarum ipsarum sollicitudinem gerentes, et curam, eisque de Constitutionibus vestri ordinis que ipsis competunt exhibentes, eadem Monasteria seu Moniales et Sorores predictas, per vos vel alios ipsius Ordinis vestri Fratres, quos ad hoc idoneos esse noveritis, quoties expedierit, visitetis, corrigendo et reformando ibidem tam in capite quam in membris, que correctionis et reformationis officio videritis indigere. Instituitis autem nihilominus et destituatis Monasteriorum hujusmodi Priorissas ac circa easdem Priorissas et Moniales seu Sorores ac Monasteria predicta, conversas et familiares in ipsis Monasteriis contigue degentes, Mutetis et ordinetis, prout secundum Deum Videritis expedire. Electio tamen Priorissarum dictarum libere ad conventus Monasteriorum pertineat predictorum, quarum confirmatio ad te, fili Magister, unique et ad singulos vestrum, filii Priores, in sua Provincia, vel ad eos, quibus id commiseritis, precipue pertinebit, confessiones vero per vos, vel Fratres eisdem audiat illarum, et ministretis eis ecclesiastica sacramenta. Verum, ne pro eo, quod in aliquibus ex eisdem monasteriis, Fratres vestri ordinis residere continuo non tenentur, pro defectu Sacerdotis possit eisdem Monialibus seu Sororibus detrimentum in Spiritualibus imminere, ad confessiones earum, in necessitatibus articulo audiendas et Sacramenta hujusmodi ministranda, deputetis aliquos discretos et providos capellanos, quos vobis deputare ac mutare liceat, prout vobis videbitur expedire. Non obstante aliqua contraria constitutione predicti ordinis vestri, et quacumque Apostolice Sedis indulgentia concessa, vel in posterum concedenda, de que in nostris litteris fieri debeat mentio specialis, vel quibusdam litteris fel. rec. Innocentii P. P. predecessoris nostri, per quas vos ab illarum cura dicitur absolvisse, seu quibuscumque privilegiis, indulgentiis, sive litteris Apostolicis, vobis aut ordini vestro seu Monialibus aut Sororibus supradictis, sub quacumque verborum forma, in contrarium forte obtentis, de quibus oporteat in presentibus plenam et expressam seu de verbo ab verbum fieri mentionem. »

qu'on avait été à différentes reprises sur le point d'adopter. Mais il fallait sans doute que le temps s'écoulât pour que les passions puissent s'apaiser et qu'on pût élaborer un compromis. Il faut bien voir, du reste, que tout compromis représentait une victoire pour les sœurs, l'ambition des frères « extrémistes » étant de les abandonner purement et simplement.

Ce compromis, ce moyen terme, c'était une affirmation juridique formelle en ses termes, mais atténuée, mais tempérée. Une certaine dérogation aux principes antérieurs, aux conceptions originelles, rendait cette affirmation supportable. Quel est le contenu exact de la décision ?

Des frères sont chargés par les supérieurs de l'ordre du ministère dans les couvents féminins. Ce ministère est entendu au sens le plus large, il comporte le devoir de visite, le droit de correction et la réforme des sœurs et de leurs supérieures, d'institution ou de destitution de celles-ci²⁷. Les dispositions antérieures contraires sont formellement abrogées. Quant aux changements apportés, ils concernent l'obligation de résidence des frères — ceux-ci, en effet, n'y seront plus astreints dans les monastères qu'ils dirigent, comme ils l'étaient au temps de saint Dominique et comme ils avaient, en principe, continué à l'être. Certes, la résidence ne leur est pas interdite, mais s'ils le désirent ils peuvent nommer, à leur discrétion, des chapelains, qui seront leurs auxiliaires, leurs remplaçants.

L'évolution est classique et n'a rien pour surprendre. Ainsi disparaît la principale cause, ou tout au moins la plus avouée, de la mauvaise volonté des frères²⁸.

On est loin, évidemment, des premières conceptions dominicaines, de la communauté de Prouille, du monastère double des origines, ou même de l'organisation établie à Saint Sixte par saint Dominique, des six frères résidant en permanence auprès de la communauté féminine et s'y consacrant entièrement.

Mais on ne peut s'étonner de cette transformation si on considère l'extraordinaire prolifération des monastères féminins qui se réclamaient de l'ordre²⁹, et l'évolution analogue — et souvent même plus radicale —

27. Elles restent évidemment éligibles par le couvent, il n'y a qu'un droit de confirmation du général ou du provincial.

28. Nous avons déjà rencontré des cas où cette solution avait été adoptée, dans la bulle d'incorporation de Montargis de 1245, par exemple (cf. ci-dessus p. 120 n. 4) et dans le texte pontifical de 1246 (cf. p. 120 n. 5). On peut s'étonner, en le déplorant, que cela n'ait pas été généralisé plus tôt.

29. On trouve quelques chiffres — que nous ne donnons qu'à titre indicatif — dans Bernard GUI, *Historia fundationum conventuum Ord. pred.*, in MARTENE, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VI, p. 437-566. Sa *notitia ordinis* donne un état des provinces en 1303, compte tenu du nouveau « découpage ». En nous en tenant seulement aux divisions géographiques modernes, on trouve en France 13 monastères ; en Espagne 8 ; en Italie 42 ; en Hongrie 3 ; en Allemagne 74 (plus 6 en Bohême) ; en Pologne 3.

Bernard GUI ne signale aucun monastère en Angleterre. Le premier, en effet, ne fut fondé qu'en 1356 (cf. *The english dominican province* — 1221-1921, London 1921, by Sister Mary BENVENITA, O. P. Chap. XI, — the nuns).

Quant à la Scandinavie, Bernard GUI y signale deux monastères. Il y en eut deux en Suède, en effet, et un au Danemark, mais qui eut une orageuse destinée (cf. Jarl GALLÉN. *La province de Dacie de l'Ordre des Frères Prêcheurs. Histoire générale jusqu'au Grand Schisme. Helsingforsiae* 1946).

que nous avons constatée dans les autres ordres. Le « gouvernement des sœurs » était ainsi rendu possible, et cette solution pratique mettait fin à la lutte qui durait depuis un demi-siècle. C'est à maître Humbert de Romans qu'il faut attribuer le mérite d'avoir esquissé « le dégel », d'avoir tenté de trouver une solution compréhensive. On peut à juste titre le considérer comme le véritable « fondateur du second ordre »³⁰.

Les causes de conflit étaient ainsi définitivement écartées. Aussi les lettres apostoliques que Jean, évêque de Tusculum, légat en Allemagne du pape Jean XXI promulgua au nom de celui-ci en 1276 et 1277³¹, et qui confirmaient dans leur appartenance à l'ordre un certain nombre de monastères de moniales ne soulevèrent pas de difficultés. La plupart, d'ailleurs, ne faisaient, quant à la *cura* que confirmer un état de fait. De même purent, à cette époque, être confiés à l'ordre des frères prêcheurs, par intervention pontificale des monastères d'autres ordres où un besoin de réforme se faisait sentir³². Nous allons voir que c'est dans le même temps que s'apaisèrent les différends entre les fils et les filles de saint François. Des problèmes similaires entraînèrent des recherches semblables, et, partiellement, des solutions identiques. Nulle part mieux qu'au sein des deux grands ordres mendiants n'apparaît la permanence et la constance des thèmes. Nous allons rencontrer en étudiant la genèse de l'ordre de sainte Claire une étonnante similitude de difficultés, et mêmes acteurs, et mêmes attitudes.

30. En faisant sur ce terme les réserves habituelles. Il est ici, parfaitement impropre. Les dominicaines ne jouirent, aux origines, d'aucune organisation suffisamment « spécifique » pour que l'exactitude de cette appellation puisse être soutenue. On ne saurait parler de « second ordre » que pour la commodité...

31. R. P. Antonin DANZAS, *Etudes sur les temps primitifs...* *op. cit.*, t. IV, p. 252. Cf. CREYTENS, *Convers*, qui cite une lettre de Jean Boccamazzi p. 15 n° 40.

32. Ce fut le cas par exemple des monastères de l'ordre des Pénitentes de Sainte Marie Madeleine dont nous avons parlé, et dont nous reparlerons. Nous ne poursuivrons pas ici un tableau que la fin des conflits et la normalisation juridique prive de son intérêt, dans l'optique de nos recherches. On pourra voir ailleurs le récit du fléchissement qui se manifesta dès la fin du XIII^e siècle et surtout au XIV^e dans de nombreux couvents de l'ordre (cf. MORTIER, les *Maîtres généraux*, *op. cit.*, t. II, p. 487 s., 545 s.). Il était dû souvent au trop grand nombre de recrues (cf. la lettre de Bérenger de Landorre, treizième général de l'ordre, au prieur des sœurs de Montpellier en 1312, in MORTIER, t. II, p. 487 et s.). La peste de 1347 fit également subir des ravages énormes aux monastères de dominicaines.

CHAPITRE VI

LES CLARISSES

Nous ne referons pas après d'autres¹ le récit de la vocation de sainte Claire et des débuts de saint Damien. On est en présence, cette fois encore, avec cette fondation, d'une initiative de caractère très limité à l'origine.

Saint François, qui voulait respecter les aspirations propres de Claire, si conformes aux siennes, entendait bien donner à la communauté à la tête de laquelle il la plaça une physionomie particulière, qui répondit à leur désir commun : pratiquer en perfection la Très Haute Pauvreté. Mais il n'avait sans doute pas conscience, en faisant quitter à Claire les bénédictines de Saint Paul chez qui il l'avait d'abord établie, et en la plaçant à Saint Damien, qu'il allait créer un « ordre nouveau ». Certes, dès 1215, il donne à Claire et à ses compagnes une *formula vitae*, dont le texte était sans doute fort proche de celui de la règle des frères de 1209², mais elle est peu précise, et quand il veut donner à sa fondation l'existence canonique, il la lie par la *Regula Sancti Benedicti*, conformément aux toutes récentes décisions du Latran. On peut dire sans trop s'avancer, nous semble-t-il, que les circonstances sont ici un peu les mêmes que celles qui présidèrent à la fondation de Prouille, *mutatis mutandis*, évidemment, car Claire n'est pas une hérétique et les problèmes sont moins pressants ! Il s'agit de faire rapidement échapper au monde des âmes d'élite, de leur fournir un cadre qui corresponde à leurs élans. François crée un monastère et l'organise, comme l'avait fait Dominique à Fanjeaux. Aucun des deux ne prévoyait sans doute l'extension énorme qu'allait avoir une initiative originellement limitée, et les difficultés qui allaient suivre, nées, comme toujours, de l'affluence des vocations vers les nouvelles formes qu'ils créaient.

1. Les débuts de l'ordre des « Pauvres Dames » ont fait l'objet de nombreuses études. On en trouve la liste dans P. L. OLIGER, O. M., *De origine regularum ordinis S. Clarae*, in A.F.H., V, 1912 ; dans R. de NANTES, *Les origines de l'ordre de Sainte Claire* (1212-1263), in *Etudes franciscaines*, XXVIII, juillet-décembre 1912 ; dans P. GRATIEN, *Histoire de la fondation et de l'évolution de l'ordre des Frères Mineurs au XIII^e siècle*, 1298, p. 593. Nous ferons à ces ouvrages de nombreux appels.

2. Le texte en est perdu, et on n'en connaît que deux passages, cités par sainte Claire au 6^e chapitre de sa règle, et dans sa troisième lettre à Agnès de Bohême — cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 112. A.A.S., Martii, ed. de 1668, t. I, de beate Agnete de Bohemia, p. 508.

Saint François fonda un monastère, pour Claire dont il admirait et voulait cultiver les vertus ; et, en quelques années, les fondations allaient se multiplier, essaimer, et immédiatement allaient surgir les problèmes de l'organisation juridique d'une *branche féminine*.

Difficultés, problèmes, furent importants, multiples, autant et plus qu'en aucun autre ordre. Ils prennent un caractère et un intérêt particulier de ce qu'ils sont intimement liés à l'histoire de la papauté du XIII^e siècle. Hugolin, le « second fondateur de l'ordre des Clarisses » comme l'appellera Urbain IV³, sera leur Cardinal Protecteur et leur législateur avant de devenir Grégoire IX. Rainaldi, leur Protecteur depuis 1227, ne voudra même pas quitter sa charge lorsqu'il deviendra Alexandre IV en 1254.

Gaëtan Orsini fut aussi leur Protecteur avant d'être Nicolas III⁴. Les interventions pontificales jalonnent l'histoire agitée des filles de sainte Claire. Pendant cinquante ans, les papes furent directement « concernés » par la lutte que menèrent les « Pauvres Dames » pour être acceptées par leurs frères en saint François. Cette lutte fut sévère, riche en retournements et en rebondissements. Elle est dominée par les thèmes que nous connaissons : afflux incontrôlable des vocations féminines, réticences à les diriger des membres masculins de l'ordre.

Il semble d'ailleurs que saint François ait été conscient du danger ; lui-même ne voulut jamais s'occuper d'un autre monastère que de Saint Damien et il mit rapidement ses frères en garde contre la *cura monialium*⁵. Mais, comme toujours, l'élan donné échappait à ses promoteurs et allait rapidement menacer de les submerger.

Nous allons envisager dans une première section les avatars du gouvernement des clarisses et les différents régimes constitutionnels qu'elles connurent, de l'organisation que leur donna en 1218 le cardinal Hugolin à l'unification que tenta Urbain IV en 1264, et qu'il ne réussit d'ailleurs que partiellement. Nous tenterons ensuite, dans une deuxième section, une description comparée des différentes règles que pratiquèrent les clarisses pendant cette période. Il n'y en eut pas moins de six, ce qui suffit à montrer la complexité des problèmes...

3. *Licet ex injuncto*, 14 juillet 1263 (*Bullarium franciscanum* ; SBARALEA Rome 1759 sq. 4 tomes (que nous citons : *B.F.*) II, 474). Ce n'est point lui, mais bien Urbain IV lui-même qui donna aux « Pauvres Dames » le nom d'Ordre de Sainte Claire, mais il intervint très personnellement dans toutes les questions qui se posèrent au début de l'ordre, nous le verrons plus à loisir. Ceci surtout à cause des liens d'amitié personnels qui l'unissaient à François et à Claire (encore que l'unanimité ne soit pas totale parmi les auteurs sur le caractère de ses interventions dans l'ordre franciscain cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 121 n. 5).

4. Une thèse a été récemment soutenue devant la Faculté de Paris sur notre sujet et son auteur a très aimablement accepté que nous utilisions les recherches qu'elle avait menées de façon très complète sur l'ordre des Clarisses. Nicole FERRAND, *Les Clarisses en France au XIII^e siècle* thèse droit (dactylo), 1958, 200 p. Nous utilisons ici son ouvrage p. 129 et s. et y ferons de fréquents appels.

5. Le chapitre XII de la règle des frères est très net à cet égard (et sera la source de nombreuses difficultés, nous le verrons) : « Et nulla penitus mulier ab aliquo fratre recipiatur ad obedientiam, sed dato sibi consilio spirituali, ubi voluerit agat paenitentiam ». Cf. P. AGATHANGE DE PARIS, L'origine et la fondation des monastères de Clarisses en Aquitaine au XIII^e siècle, in *Collectanea franciscana* XXV, 1955, p. 10. Saint François avait bien promis à l'origine que lui et ses frères s'occuperaient des Pauvres Dames (cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 133 n. 2). Mais il n'était question que de Saint Damien à ce moment là... Saint Damien qui conservera toujours dans l'ordre une position privilégiée (comme Prouille dans l'ordre dominicain).

Section I. — LES VICISSITUDES DU GOUVERNEMENT DES CLARISSES.
LES PROBLÈMES DE LA « CURA »

Les clarisses luttèrent pendant cinquante ans, au milieu de péripéties innombrables, pour arriver à obtenir un gouvernement stable et uniforme, qui satisfasse leur profond désir d'union avec les Mineurs.

Cette union avait été parfaitement accomplie aux origines. L'amitié de saint François et de sainte Claire réalisait l'idéal que celle-ci poursuivait toute sa vie avec nostalgie : direction effective, vigilante et affectueuse⁶. Idéal qui va être en butte pendant tout le XIII^e siècle aux assauts des successeurs du saint. C'est qu'en effet les monastères de Pauvres Dames se multiplièrent dès les débuts de façon inquiétante pour l'ordre⁷. Il se trouvait subitement chargé d'une « branche féminine » contre laquelle son fondateur lui-même l'avait mis en garde⁸, et aux soins de laquelle sa vocation propre ne le portait guère. Saint François, qui ne voulut jamais s'occuper d'une autre maison que de Saint Damien confia les nouvelles maisons, dès qu'elles naquirent, au cardinal Hugolin⁹. Mais être gouvernées par le cardinal Protecteur, quelles que fussent sa bienveillance, ses qualités de médiateur et ses influences, ne suffit jamais aux filles de sainte Claire qui combattirent avec ardeur pour obtenir, de surcroît, la direction spirituelle des Mineurs, et même davantage : leur assistance matérielle, leur présence à leurs côtés. Contre ces exigences, les Mineurs réagirent avec force et continuité. Entre ces deux pôles, la papauté fera, pendant plus d'un demi-siècle, des efforts répétés pour parvenir à un accord. La situation est comparable à celle que nous avons rencontrée chez les dominicaines. La similitude des problèmes entraîne les mêmes difficultés. Plus que jamais, depuis 1215, la papauté, favorable traditionnellement au mouvement monastique féminin, sou-

6. Encore que, par prudence, François ait rapidement pris ses distances, visitant moins souvent Saint-Damien, supprimant même complètement ses visites (cf. DE NANTES, *op. cit.*, p. 142).

7. Il en existait déjà plusieurs en 1216. JACQUES DE VITRY parle de « femmes qui demeurent ensembles près des villes, dans les hospices, n'acceptant rien et vivant du travail de leurs mains », cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 595, Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 3 et s.

8. Cf. ci-dessus p. 130 n. 5. François entendait que ne fussent chargés de la délicate *cura monialium* que des hommes éprouvés et saints (Thomas de CELANO, *Leg. secunda*, Ed. d'Alençon p. 322, cité par de NANTES, *op. cit.*, p. 141 n. 2). On a beaucoup discuté sur son attitude vis à vis des nouvelles fondations. GRATIEN, *op. cit.*, p. 599, observe qu'il en fut entrepris de son vivant, par des franciscains et sans doute avec son autorisation. (peut-être même par lui personnellement ?) et de NANTES avait soutenu (*op. cit.* p. 141) qu'il ne s'était jamais opposé aux initiatives généreuses de ses frères très sollicités. Monticelli, Faenza, Colpercito, auraient été fondés ainsi. Pourtant, WADDING, *Ann. min. ad ann. 1210* n. 44 rapporte que saint François aurait dit à Hugolin (cf. de NANTES *id. loc.*) que « rien ne lui causait un plus grand déplaisir que de voir les frères établir en d'autres lieux des maisons pour les religieuses et ce qui l'affligeait au delà de toute expression était que les frères mineurs donnassent leur propre nom à ces femmes ». Nous pensons que ceci exprime sans doute assez bien les sentiments de saint François qui s'inquiétait vraisemblablement de la trop nombreuse descendance de sa première fondation.

9. Il fut nommé Protecteur des Mineurs en 1218 par Honorius III et devint tout naturellement Protecteur des Pauvres Dames du même coup (cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 13 et 14 n. 20).

haite agréger à un ordre qu'elle connaît bien et où elle intervient facilement ces élans de piété féminine dont elle craint toujours de voir l'ampleur lui échapper. Et les ordres se débattent entre les exigences pontificales et les nécessités de leur vocation.

Le problème, à différents moments de l'histoire des clarisses, put paraître insoluble, et se fragmenta en une multiplicité de solutions qui ne satisfaisaient personne.

Nous allons envisager les étapes de la lutte et sa lente progression vers une stabilisation plusieurs fois remise en question. Et décrire, à travers son déroulement, les formes différentes que prit successivement le gouvernement de ce qui deviendra l'ordre de sainte Claire.

§ 1^{er}. — *Les trente premières années.*

Elles couvrent une période qui va de la première organisation qu'établit Hugolin, en 1218, à la tentative d'unification d'Innocent IV en 1247 (dont on sait qu'elle fut un échec).

Période fort complexe, où on voit la papauté elle-même mitiger ou atténuer ses décrets et consacrer par la force des choses la multiplicité des régimes.

.

Nous avons vu que saint François, lorsqu'il établit Claire à Saint Damien, dota sa communauté d'une *formula vitae* et la soumit à la règle de saint Benoît. Il dirigeait lui-même le monastère et la juridiction était confiée à l'évêque d'Assise. Cette organisation embryonnaire fut immédiatement rendue insuffisante par les fondations qui surgissaient et Hugolin en 1218 se chargea d'établir de nouvelles structures¹⁰. Il dota les communautés qui s'établissaient¹¹ d'une *formula vitae* neuve, tout en les laissant soumises à la règle bénédictine. Cette *formula* d'Hugolin est considérée comme la première règle des Pauvres Dames¹². Plus précise et plus détaillée que la *formula* de saint François, elle énonçait des préceptes d'une austérité exceptionnelle, mais était muette sur deux points : la pauvreté et la direction spirituelle.

Des difficultés allaient immédiatement surgir. Le gouvernement des sœurs appartenait à Hugolin, qui allait-il charger de leur direction spirituelle ? Rien n'était dit dans la règle des relations entre les sœurs et les frères mineurs. Il est vrai qu'en 1219 l'ordre masculin n'a point encore d'existence légale, sa règle n'a reçu aucune approbation canonique, et même si on admet que c'est en partie pour plaire à saint François qu'Hugolin ne chargea pas les frères de la *cura*, il existe aussi à son silence une raison juridique. En tout cas, ni administration ni visite ne

10. Honorius III accepta la demande de saint François, qui voulait charger le cardinal de l'organisation des nouvelles maisons *Litterae tuae* 27 août 1218, *B.F.* I, p. 1 sq.

11. Monticello, près de Florence, Monteluce, près de Pérouse, Sainte Marie, près de Sienne et Sainte Marie de Gattaiola (diocèse de Lucques). Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 598.

12. Nous en parlerons plus longuement quand nous étudierons les règles (cf. *infra* p. 142 sq.).

furent confiées à un Mineur, ou le furent très peu de temps¹³. Mais très vite les idées d'Hugolin allaient changer. Du vivant même de saint François, il donna la charge de la visite au frère Pacifique, de l'ordre. Et dès qu'il fut monté sur le trône pontifical, il s'empessa de remettre entre les mains des mineurs le gouvernement des clarisses¹⁴, en les soumettant au ministre général, ce qui lui apparaissait conforme à la nature des choses et aux désirs des Pauvres Dames¹⁵. La règle d'Hugolin allait rester en vigueur dans un grand nombre de monastères jusqu'en 1247 ; mais avec de multiples modifications et tempéraments, qui eurent pour résultat de créer un régime finalement multiforme et fort peu satisfaisant... Des amendements durent intervenir quant aux pratiques d'austérité, dont la dureté ne pouvait convenir qu'à des sœurs particulièrement robustes et jeunes¹⁶.

Mais ce qui entraîna le plus de difficultés fut le fait que la règle ne parlait point du « privilège de pauvreté » — dont nous traiterons plus loin à loisir. Les sœurs y étaient souvent fort attachées, pensant qu'il constituait le signe distinctif et l'honneur de leur ordre ; et surtout, l'exemption était en principe liée à ce privilège¹⁷. Les Mineurs, qui s'occupaient déjà avec réticence des maisons exemptes, étaient encore moins bien disposés envers des monastères dépendant des Ordinaires. Et même dans les maisons exemptes et qui jouissaient d'une situation relativement claire (nous verrons que c'était rare) la situation des frères, elle, ne l'était pas. Depuis *Quoties cordis oculos*, ils avaient une sorte de devoir général d'assister les Pauvres Dames. Ils s'étaient constitués en petites communautés auprès des monastères féminins pour leur assurer direction spirituelle et même assistance matérielle. Soustraits pour ce faire à l'observance ordinaire, placés sous la juridiction du cardinal protecteur, ils ne pouvaient prendre part aux travaux apostoliques de l'ordre. De plus, leur « service » allait à l'encontre du chapitre XII de leur règle, ce qui leur déplaisait et les troublait fort. Grégoire IX intervint pour les apaiser et donna une interprétation authentique du fameux chapitre XII dans la bulle *Quo elongati*¹⁸. Mais cela ne simplifia rien, car Grégoire IX décidait qu'il faudrait pour entrer dans les maisons de « Pauvres Recluses » une autorisation spéciale du Saint-Siège même à ceux qui en assuraient le service spirituel ! bien qu'ils fussent nommés par le ministre général. C'était sans doute une victoire des ennemis de

13. Après les avoir confiées à un cistercien, Ambroise, Hugolin, sur sa demande, les transmet au frère Philippe, un des premiers compagnons de saint François. Mais saint François s'empessa de faire révoquer cette nomination (OLIGER, *op. cit.*, A.F.H., XV, (922), p. 72 sq.). Ambroise redevenit visiteur des clarisses, et après lui, ce fut Bruneto, un séculier.

14. L'ordre était maintenant canoniquement organisé, et les demeures des frères étaient devenues plus stables et plus proches des villes.

15. Bulle *Quoties cordis oculos*, 14 novembre 1227, B.F. I, 36, cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 600.

16. *Pius votis omnium*, 13 novembre 1243. Innocent IV... *abbatissae conventui monialium inclusarum monasterii sancti francisci Progenis, ordinis sancti Damiani...* (traitement des malades, mesures à prendre en cas de grand froid, possibilité d'user de vin). B.F. I, 314 — *Divine affluentiam pietatis* 17 août 1243 au couvent de Saint François de Arnales Zamoren en Castille, (adoucissements quant à la nourriture), B.F. I, 309.

17. Sur tout ceci, cf. infra p. 144 et B.F. I, pp. 1, 3, 10.

18. 28 septembre 1230, B.F. I, 70, cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 604.

la *cura*... en fait, les craintes des frères redoublèrent, et ils usaient du moindre prétexte pour abandonner les maisons qui leur étaient confiées.

Quelque temps après, les sœurs obtinrent de Grégoire IX¹⁹ qu'il revint sur une décision si préjudiciable à leurs intérêts, et il permit aux frères de franchir la clôture dans des cas déterminés²⁰. Mais ceux-ci n'en furent pas satisfaits et continuèrent à tenter de se débarrasser d'une charge trop pesante.

A la mort de Grégoire IX, la situation était loin d'être réglée²¹. Innocent IV allait tenter de résoudre le problème.

§ 2. — Les essais d'unification d'Innocent IV.

Il les fit dans deux directions. Il essaya, en effet, d'unifier le régime intérieur des monastères, et nous traiterons ce point lorsque nous envisagerons ce régime. Et il tenta, également, de parvenir à une organisation constitutionnelle homogène et stable, ce qui était encore plus difficile. Il désirait vivement confier définitivement aux Mineurs le gouvernement des sœurs. Cela aurait eu le mérite de leur assurer une direction unitaire — on n'aurait plus assisté aux tiraillements qui se produisaient fréquemment entre le cardinal Protecteur et les assistants spirituels — une direction qui eut satisfait les sœurs, puisqu'on en serait arrivé ainsi à leur incorporation totale à l'ordre franciscain. Quand Innocent IV commença son pontificat, il se laissa d'abord toucher par les plaintes des frères mineurs et, s'il maintint leur direction aux monastères qui leur étaient déjà confiés, il les déchargea pour l'avenir²². Cette décision fut prise en juillet 1245, et, dès octobre²³, nous voyons le pape modifier sa position et confier au ministre général la direction, la visite, et la correction de tous les monastères de Pauvres Recluses²⁴.

C'était là, en réalité, l'expression de son désir profond, et il allait continuer dans cette voie. Le 21 octobre 1245, il informe de sa décision les « abbesses et moniales incluses de l'ordre de Saint Damien »²⁵. En 1246, il accorde à quatorze monastères d'être soumis aux Mineurs²⁶. Ensuite, donne à tous les provinciaux juridiction sur les monastères de leur province, et répète cette autorisation pour les provinciaux de France²⁷,

19. Bien disposé à leur égard, à vrai dire ! mais la situation n'était pas facile...

20. *Vestris piis supplicationibus*, 31 mai 1241, B. F., I, 295. cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 147. et Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 85 et n. 1.

21. Nous verrons plus loin qu'elle n'était guère plus claire quant aux règlements intérieurs des monastères.

22. *Paci et tranquillitati*, 17 juillet 1245, B.F. I, 367... *indulgemus ut in monasteriis monialium inclusarum ordinis Sancti Damiani, in quibus tempore felicis recordationis Gregorii papae praedecessoris nostri aliqui Fratres vestri ordinis deputati non fuerint, monari minime teneantur* (cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 85 n. 2). Toute nouvelle commission devra faire mention de la présente bulle. Et surtout, on remet sous la juridiction du maître général les frères chargés de la *cura*, qui devront s'occuper des monastères seulement au point de vue spirituel à l'exclusion de tout service matériel.

23. *Paci et saluti*, 16 octobre 1245, B.F. I, 387 (cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 87).

24. Ces revirements pontificaux font mesurer l'étendue et la complexité des problèmes...

25. *Cum sicut ex parte*, 2 juin 1246, B.F. I, 413.

26. *Licet olim*, 12 juillet 1246, B.F. I, 420.

27. *Paci et saluti*, 5 juillet 1247, B.F. I, 467.

un an après. Innocent IV menait peu à peu son projet au terme qu'il désirait : l'unification des deux branches de l'ordre, la remise complète des sœurs entre les mains des Mineurs²⁸. Si ses tentatives avaient réussi, on aurait pu parler d'incorporation complète des sœurs à l'ordre.

Les frères tentèrent d'arrêter le mouvement, car toutes ces dispositions les inquiétaient et leur déplaisaient fort. Il leur fallait bien s'incliner devant les décisions pontificales, mais ils cherchèrent un biais. En 1247, au chapitre général de Lyon, ils décidèrent que, le choix des visiteurs appartenant désormais aux supérieurs de l'ordre, et non plus au Protecteur, c'est au chapitre général qu'on les choisirait. De plus pour toute nouvelle fondation, il faudrait l'assentiment du chapitre général. Cette décision était parfaitement logique et de bonne guerre, il est normal que le chapitre général contrôle les fondations qui seront placées sous la juridiction de l'ordre²⁹.

D'ailleurs, elle est mentionnée dans la règle qu'un mois après, Innocent IV allait donner aux clarisses³⁰, et par laquelle il mettait la dernière pièce à son édifice en définissant nettement les rapports juridiques qui lieraient les deux branches de l'ordre : les sœurs étaient entièrement confiées aux Mineurs, la règle de saint François était substituée à celle de saint Benoît par souci d'assimilation (et pour d'autres raisons sur lesquelles nous reviendrons), le cardinal Protecteur n'avait plus aucune fonction à remplir³¹, elles passaient aux supérieurs de l'ordre, qui désignaient les visiteurs, confirmaient les élections, etc... Un groupe de religieux était assigné à chaque monastère et en assurait la *cura*. C'était l'incorporation. Innocent IV fondait de grands espoirs sur cette règle, qui, si elle avait été appliquée, aurait, en effet, résolu bien des problèmes et clarifié la situation.

Malheureusement, elle mécontenta tout le monde : les frères, qui se voyaient octroyer une charge qu'ils jugeaient trop lourde, les sœurs qui regrettaient le cardinal Protecteur et que la mitigation « officielle » du *privilegium paupertatis* décevait³².

Le pape, attaqué des deux côtés à la fois, commença à saper lui-même

28. Il s'exprime ainsi en 1246 : « Illis gaudentes privilegiis quae vestro ordini sunt concessa, vel imposterum concedenda ; et contraria constitutione ipsius ordinis non obstante, animarum suarum sollicitudinem gerentes, et curam ; ac eis de constitutionibus vestri ordinis, quae ipsis competunt exhibentes, eisdem monasteriis per vos, ab aliis fratres vestros, quos ad hoc idoneos videritis, quoties expedierit, visitationis officium impendere studeatis corrigendo et reformando ibidem tam in capite quam in membris, quae correctionis et reformationis officio noveritis indigere », (cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 87, n. 2).

29. Il nous semble qu'il est exagéré de dire (GRATIEN, *op. cit.*, p. 605) « qu'on ne peut voir là que des entraves posées par les frères eux-mêmes à l'extension de leur ministère auprès des clarisses ». Ce sont effectivement des entraves, et bien dans la ligne de l'attitude générale de l'ordre. Mais là, cette attitude est fondée en droit — toute nouvelle fondation doit être admise par le chapitre général après enquête à cette époque.

30. C'est même la seule trace que nous en ayons B.F. I, 480 (cf. GRATIEN *op. cit.*, p. 605 n 154), *Cum omnis vera*, le 6 août 1247.

31. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 606. Toutefois, le pape lui rappellera qu'il reste chargé de la « conduite » de l'ordre en le faisant arbitre l'année suivante d'un conflit entre Monticello et le provincial de Toscane (*Dilectae in Christo*, 28 mars 1248, B.F. I, 538). C'est évidemment là un pouvoir en quelque sorte moral et à caractère imprécis. Et qui devint plutôt une source de conflits... (cf. DE NANTES, *op. cit.*, p. 149, n. 4).

32. Il avait, en fait, déjà reçu de nombreuses atteintes. (Cf. *infra* p. 145) — mais la plus haute autorité de l'Eglise les rendait irréversibles en les généralisant.

son œuvre, graduellement. Il rendit d'abord à Raynaldi, le Protecteur, une partie de son rôle l'année suivante, on l'a vu ; il lui confia bientôt de nouveau la nomination des visiteurs et la confirmation des abbesses³³. Il accorda ensuite à l'ordre de n'être plus obligé de diriger un monastère sans mandat spécial³⁴, et demanda enfin au Protecteur de ne contraindre aucun monastère à accepter sa règle³⁵ ! Raynaldi paracheva l'évolution en adressant au chapitre général de Gênes de 1250 une lettre où il demandait qu'on lui laissât diriger les sœurs à son gré — ce qui fut accepté d'enthousiasme. Le rêve d'Innocent IV s'était écroulé en trois ans. La situation était plus trouble que jamais, et quant aux observances, et quant à la juridiction.

§ 3. — *Saint Bonaventure, Urbain IV et les derniers combats.*

Cet état déplorable eut pour conséquence dans les années qui suivirent immédiatement l'échec d'Innocent IV, l'apparition de deux nouvelles règles, de deux tentatives faites pour sortir de l'imprécision et du chaos. Nous en parlerons plus en détail lors de notre étude sur le règlement intérieur des monastères. Elles eurent, en effet, l'une et l'autre, relativement peu d'importance quant au régime constitutionnel général, car elles restèrent d'application limitée. Elles témoignent cependant d'un profond besoin d'organisation, de stabilité, de permanence, chez les clarisses, sans cesse ballotées d'une réforme à l'autre.

La première de ces tentatives fut celle que fit sainte Claire plus sensible que quiconque aux inconvénients de la situation de ses sœurs ; en 1253, juste avant de mourir, elle composa une règle qui revenait à la « stricte observance » et assurait à Saint Damien la direction des frères³⁶. A cause de ce dernier point et du manque d'enthousiasme de ceux-ci, elle resta d'application limitée. Elle fut toutefois confirmée de nouveau par Clément IV³⁷ et connut au x^v^e siècle, une plus large diffusion au moment de la réforme de sainte Colette³⁸.

La règle que composa Isabelle, sœur de saint Louis, pour le monastère qu'elle fonda à Longchamp, constitue également un effort pour sortir de l'imprécision³⁹. Elle assure elle aussi à sa fondation la direction des mineurs et Alexandre IV l'exempta⁴⁰. Il ne l'avait accordée qu'au mo-

33. *Cum dilectis*, 17 juin 1248 — *Cum dilecto*, 28 octobre 1248 — *Suppl. au B.F.* 13, 19. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 607.

34. *Inspiracionis divinae*, 6 mars 1250, B. F. I, 538, cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 151.

35. *Inter personas*, 6 juin 1250, *Suppl. au B.F.* p. 22.

36. Innocent IV était réticent mais il visita Claire qui se mourait et accepta de confirmer sa règle. *Solet annuere*, 9 août 1253, B. F. I, 671. L'original en fut retrouvé en 1893 dans le manuscrit de sainte Claire. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 609 n. 159.

37. *Solet annuere*, 31 décembre 1266, B. F. III, 107.

38. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 609. On a discuté pour établir si cette règle était bien l'œuvre de Claire, ou si elle avait été composée, bien auparavant, par saint François lui-même. Il semble parfaitement vraisemblable que Claire l'ait rédigée elle-même, en conformité très exacte avec ce qu'elle savait être l'idéal de saint François (cf. de NANTES, *op. cit.*, pp. 169-174).

39. Elle composa sa règle avec l'aide de cinq théologiens de l'ordre, dont saint Bonaventure (ce point a été discuté, cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 175 et s., sans grande utilité, nous semble-t-il) et la fit approuver le 10 février 1259 par Alexandre IV. *Sol ille verus*, *Suppl. au B.F.* 122 et de nouveau le 27 juillet 1263 par Urbain IV. *Religionis augmentum*. B. F. II, 477.

40. 25 février 1259 (cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 177 n. 7).

nastère de Longchamp, Urbain IV en 1263, permit à de nouvelles fondations de l'adopter⁴¹. Mais ceci resta cependant limité, et ne résolut en rien les problèmes généraux qui se posaient.

En effet, pendant ce temps, la lutte continuait de dérouler ses péripéties.

Depuis qu'Innocent IV, en 1250⁴², avait déchargé les frères de la *cura*, ceux-ci, en principe, ne devaient plus s'occuper des Pauvres Dames. Ce principe subissait en fait de nombreuses atteintes⁴³ et le pape cédait souvent aux instances des religieuses⁴⁴. Des conflits s'élevèrent entre les Mineurs et les Ordinaires au sujet de maisons non exemptes dont les évêques voulaient que les Mineurs s'occupassent. Ces monastères n'avaient évidemment aucun rapport juridique avec l'ordre, même s'ils en pratiquaient les observances⁴⁵ et surtout étaient fréquemment de peu de valeur⁴⁶. Les Mineurs demandèrent au pape de les soustraire aux exigences des évêques, ce qu'il accepta de faire, mais en leur redonnant du même coup la *cura* des maisons exemptes⁴⁷...

En 1254, Raynaldi devenait Alexandre IV. Les positions des Mineurs et des moniales étaient en parfaite opposition. Les maisons féminines exemptes exigeaient *comme un droit* d'être dirigées par les Mineurs. Ceux-ci, déchargés des monastères non exemptes, tentaient encore de se débarrasser des autres⁴⁸ ! Alexandre IV, s'il accepta de renouveler pour les frères l'autorisation de ne pas s'occuper des maisons non exemptes, rappela aux provinciaux qu'ils devaient « fournir des frères » aux monastères exemptes pour la direction spirituelle, les sacrements et les célébrations⁴⁹. Pour faciliter les choses, en 1259, il fit rendre aux frères qui séjournaient près des maisons de moniales le droit de vote dans les élections de l'ordre dont on les avait privés⁵⁰. Ce maintien du *statu quo* même assorti de palliatifs, ne résolvait aucun problème.

En 1257, saint Bonaventure était devenu général de l'ordre. Il avait une vue d'ensemble de la situation qui était assez juste : il n'était pas

41. Ce fut le cas de Provins, des Cordelières de saint Marcel de Paris, de Blois, de Toulouse, de Palestrina.

42. *Inspirationis divinae*, 6 mars 1250.

43. La papauté, continuellement tiraillée de l'un à l'autre bord concède aux frères un principe et aux sœurs des exceptions ; puis « renverse la vapeur » et accorde aux clarisses satisfaction théorique, en déchargeant les Mineurs dans des cas particuliers. Le caractère empirique de la politique pontificale montre combien les problèmes étaient ardues.

44. Exemples dans de NANTES, *op. cit.*, p. 151. cf. B.F. I, 545, où on met quelques frères à la disposition de religieuses établies à Constance « nonobstantibus... privilegiis eidem a Sede Apostolica concessis, per quod id impediri vel differi possit ».

45. On sait que ce phénomène était courant.

46. La clôture y était peu ou pas respectée. On appelait *minorettes* des moniales ou soit disant telles — qui dissimulaient sous l'habit de Saint Damien des vagabondages et une vie fort peu conformes aux règles, quelles qu'elles fussent.

47. *Petitio vestra*, 24 juin 1253, cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 611 n. 163) B.F. I, 619, 627, 468. Ceci sous la direction du cardinal protecteur qui nommerait les visiteurs.

48. Et y réussissaient parfois... Alexandre IV en 1255, délivre les Mineurs de la province d'Allemagne de toute juridiction sur les moniales (cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 153 et n. 1).

49. B.F. I, pp. 47, 67, 309, 323, 309. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 612 et n. 164.

50. Ce qui était évidemment un de leurs principaux griefs contre la « résidence » auprès des monastères féminins. Cf. A.F.H. VI, 1913, p. 389 et s. — *Duae bullae ineditae Alexandri IV et addenda quaedam circa controversiam inter fratres minores et sorores sanctae clarae*. Cf. Z. Iazzeri, O. F. M. *Documenta controversiam inter F. M. et clarisses spectantia* (1262-1297), in A. F. H. t. III, 1910, p. 664-679, t. IV, 1911, p. 74-94.

ennemi des sœurs, mais il était pleinement conscient des difficultés des frères mineurs, et soucieux de ne pas entraver le bon fonctionnement de l'ordre en leur imposant des charges trop compliquées⁵¹. Il entreprit avec méthode de diminuer celles-ci, aidé par le nouveau cardinal protecteur que venait de nommer Urbain IV, Gaëtan Orsini. Ils jugèrent ensemble qu'une bonne façon de diminuer les causes de conflits serait de doter les sœurs d'un cardinal protecteur qui leur serait propre. Urbain IV, qu'ils convainquirent, nomma à cette charge le cardinal Stefano⁵².

Cette décision eut aux yeux des sœurs une valeur symbolique : la scission était consommée, les promesses de saint François violées, et ruinés les rêves d'unité et d'entière incorporation. En effet, immédiatement, les frères abandonnèrent en grand nombre les monastères féminins. Saint Bonaventure semblait avoir atteint son but.

Mais les sœurs réagirent avec force contre cette mesure brutale et décidèrent Stefano à plaider leur cause devant le pape, dans le temps même où Orsini lui montrait combien sa décision était favorable aux intérêts réels de l'ordre, et conforme aux désirs profonds de la majorité des mineurs⁵³. Urbain IV, bien embarrassé, prit quelques mesures conservatoires⁵⁴ et décida de soumettre la question au prochain chapitre général qui devait se tenir à Pise en mai 1263. Dans les mois qui suivirent, le pape dut s'apercevoir que la situation se présentait assez mal pour les religieuses. Il était entendu que les frères pourraient se considérer à leur égard comme *penitus et immunes* si le chapitre général le décidait... et on pouvait tout craindre des pères capitulaires. Aussi le pape adressa-t-il au chapitre général une lettre où il essayait d'amener les frères à une attitude conciliante⁵⁵. Nous ignorons ce que furent les discussions, vraisemblablement compliquées, du chapitre de Pise. Aucun décret ne semble avoir été rendu⁵⁶. Mais à la suite de ces délibérations, Stefano démissionna et une commission fut nommée par le chapitre général. Elle dé-

51. S. Bonaventure *opera omnia*, QUARACCHI t. VIII, opusc. XIII, 369, cité par de NANTES, p. cit. p. 154 n. 2.

52. On ignore la date exacte de cette nomination... *post modum Orsini* cf. LAZZERI, *cod. loc.* Stefano était évêque de Palestrina.

53. LAZZERI, *op. cit.*, p. 668 — « exorta est contentio inter Principes et quae versabatur inter fratres et sorores controversia, transiit ad cardinales, utrumque contententes circa maius emolumentum religionis sibi commissae » (WADDING, *ad. ann.* 1263 — XVI).

54. C'est la bulle *Inter personas*, qui est sans doute du 19 août 1262 (on a discuté sur sa date exacte, LAZZERI, *op. cit.*, III, 666). Les frères devaient continuer à assurer la *cura* en attendant les décisions du chapitre général, si les moniales acceptaient de se soumettre à la bulle *Inter personas*, « *per instrumenta publica* ». La visite serait assurée par des *fratres idonei* nommés par le chapitre général, qui y procéderaient selon les instructions de Stefano, mais sans que celui-ci ait sur eux aucune juridiction. On trouve dans LAZZERI, *op. cit.*, III, p. 673 à 676, le texte de cet *instrumentum publicum*. *Castrum Florentinum* en souscrivit un le 27 septembre 1262, Monticelli le 25 janvier 1263 fit de même. Ils se soumirent ainsi pour conserver l'assistance des frères.

55. *Spiritus domini*, 15 mai 1263, A. F. H., III, 671, qu'on a qualifié de « chef d'œuvre de diplomatie » et de « touchant plaidoyer » (de NANTES, *op. cit.*, pp. 157-158) — ... *universitatem vestram rogamus et hortamur attente, qualimus ob reverentiam Apostolicæ sedis et nostram sorores easdem habentes in Domino commendatas eis, more solito, vestrae curae presidiae ministris...*

56. LAZZERI, *op. cit.*, III, p. 676.

cida, avec saint Bonaventure et Orsini, de réunifier la direction des deux branches de l'ordre. Orsini redevint protecteur des clarisses⁵⁷.

Saint Bonaventure et lui collaborèrent sans doute dans le même temps à la rédaction de la règle d'Urbain IV, la cinquième règle des clarisses⁵⁸, qui tenait compte des pouvoirs qui venaient d'être rendus au cardinal protecteur par la bulle *Licet ex injuncto*; on lui avait, en somme, rendu le gouvernement des sœurs, en en déchargeant les mineurs. Celles-ci, d'ailleurs, recevaient une appellation qui marquait une spécificité nouvelle : le nom « Ordre de sainte Claire » était substitué aux multiples vocables auxquels répondaient jusqu'alors les filles de saint François (ordre de saint Damien, Pauvres Dames, Pauvres Recluses)⁵⁹. Mais en échange de cette satisfaction, formelle en somme, qu'on donnait aux frères, on leur demandait, sans les nommer⁶⁰ de continuer d'assurer l'assistance spirituelle. Et, en pratique, comme il fallait s'y attendre, le protecteur choisit parmi eux les visiteurs.

Saint Bonaventure dut se soumettre, mais il prit ses précautions : les sœurs devraient considérer les soins qu'on aurait d'elles comme un « office de charité » et non comme un droit. Le général faisait de l'acceptation de cette « charte de liberté » de son ordre, la condition de l'intervention des frères dans les monastères de l'ordre de sainte Claire⁶¹. Dans la mesure où ils s'y soumettraient, ils auraient l'assistance spirituelle des frères, et dans cette mesure seulement.

Ceci fait, saint Bonaventure rédigea à l'intention de ses visiteurs des instructions précises et détaillées, leur indiquant qu'ils n'étaient que les « assistants » du cardinal protecteur⁶² et qu'ils ne devaient intervenir que dans les monastères qui accepteraient de signer l'*instrumentum nostrae libertatis*.

Une certaine stabilisation intervint pour les monastères qui acceptèrent de le faire et de se soumettre au nouvel état ainsi créé. Le protec-

57. *Licet ex injuncto*, 14 juillet 1263, B.F. II, 474. Le cardinal avait de larges pouvoirs : établissement et destitution des abbeses, prescription de tout ce qui sera utile au bien des religieuses ou à la prospérité de l'ordre, permissions d'entrée dans la clôture, censures ecclésiastiques (cf. DE NANTES, *op. cit.* p. 159 n. 3).

58. *Beata Clara*, 18 octobre 1263, B.F. II, 509-521.

59. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 614.

60. Ils ne sont nommés qu'une fois dans la règle, à propos des sacrements.

61. C'est l'*Instrumentum publicum nostrae libertatis* que nous reproduisons d'après LAZZERI, *op. cit.*, III, p. 670.

« Forma vero instrumenti publici seu litterarum nostrae libertatis hec est : Nos talis Abbatisa, talis monasteriis et sorores, pro nobis et monasterio nostro dicimus, confitemur et etiam recognoscimus, quod ordo F^{um}. M^{um}. vel Fratres ejusdem Ordinis nobis, seu monasterio nostro seu personis in eo degentibus ad obsequia seu ministeria exhibenda aliquatenus ex debito non tenentur. Et, id circo dictis O^l et Fratribus precavere volentes ne per aliqua obsequia vel ministeria que nobis dicti Fratres de facto seu liberalitate sua vel mera gratia exhibebunt ex quacumque diuturnitate temporis posset ei prejudicium generari, promittimus tibi Fratri, nomine dictorum O^ls et Fratrum recipiant et stipulanti, quod ministeria vel obsequia ab eis taliter exhibendo, nullo unquam (tempore), occasione prestationis hujusmodi ex debito non petemus nec super eis movebimus contra eundem O^{em} vel F^{es} ipsius O^ls aliquam questionem Et in hujusmodi rei testimonium volumus fieri hoc publicum instrumentum, vel volumus has litteras sigilli conventus nostri munimine roborari Datum... a^o Dⁱ 1263 ». On est en présence ici d'une formule strictement juridique, ce que n'étaient pas les *instrumenta* qu'avaient souscrit les sœurs à la suite d'*Inter personas* (cf. *supra* p. 138 n. 54).

62. On peut voir ces lettres dans LAZZERI, *op. cit.*, III, p. 677 et s. elles commencent ainsi : *conveniens est et decens... quod assistamus...*

teur précisa la réglementation nouvelle par des lettres aux monastères⁶³, qui les exhortaient à accepter et à pratiquer la règle d'Urbain et par des lettres aux visiteurs, pour qu'ils amènent les moniales à cette acceptation et qu'ils se méfient des congrégations qui voudraient frauduleusement s'agréger à l'ordre (des « fausses clarisses »). D'autres lettres suivirent, prescrivant des règlements intérieurs, des mesures disciplinaires. Nous y reviendrons.



Cependant, malgré les efforts ainsi conjugués du pape, du cardinal protecteur et du ministre général, les difficultés ne cessèrent pas⁶⁴. Peu de maisons, finalement, acceptèrent la règle d'Urbain et la nouvelle organisation. Malgré une nouvelle publication qui fut faite en 1264⁶⁵ de la règle d'Urbain IV, l'hostilité continuait. Les partisans de la pauvreté absolue, en particulier, critiquaient la nouvelle règle, les frères répugnaient toujours à s'immobiliser auprès des maisons féminines.

Clément IV tenta d'user d'autorité, et, en 1265, dans une lettre au visiteur d'Ombrie (province qui avait fait à la règle un accueil particulièrement mauvais), il menaça les monastères qui n'accepteraient pas la nouvelle réglementation d'être replacés purement et simplement sous la juridiction des Ordinaires⁶⁶, et donc de perdre leurs privilèges. Ceux qui refuseraient devraient, dans les huit jours, fournir au protecteur un avis motivé. Cette décision brutale provoqua un soulèvement général⁶⁷, à l'issue duquel on se trouva devant une situation confuse.

En 1276, au chapitre général de Padoue, deux distinctions concernent les moniales et admettent « sur ordre du pape » qu'on continue de les assister. Mais toute incorporation est soumise à l'assentiment du chapitre, classique précaution qui témoigne évidemment de la réticence persistante de l'ordre⁶⁸.

La charge, d'autre part, était lourde pour le cardinal protecteur, qui

63. LAZZERI, *op. cit.*, IV, p. 77 — lettre du 11 décembre 1263, p. 80, lettre du 13 décembre de la même année, qui montre bien la nouvelle organisation : la règle d'Urbain étant acceptée, les mineurs s'occupent des moniales au spirituel ; on envoie un visiteur, qui sera évidemment un franciscain — « cum ordinem sanctae clarae sub spe adiutorii tui ordinis suscepimus gubernandum, nostreque sollicitudini ex suscepta cura dignoscatur incumbere ut monasteriis ejusdem ordinis sanctae clarae visitationis officium impendamus, venerabilem virum fratrem Bonaventuram Generalem ministrum tui ordinis, attente rogavimus ut nobis in hoc opportunum pararet auxilium de gratia speciali visitatores assumens vel assumi faciens, qui auctoritate nostra circa eadem monasteria juxta formam eis a nobis mittendam visitationis officium exercerent ». Suivent recommandations et prescriptions.

64. LAZZERI, *op. cit.*, pp. 83-85.

65. Le 7 mai. Cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 183.

66. *Ut ordo beatae*, 2 décembre 1265, B.F. III, 62 — cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 183.

67. « Sorores ordinis sanctae Clarae venerunt Viterbium pro multarum terrarum sororibus ». B.F. III, 82. cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 184 n. 3 — on est mal renseigné sur la conséquence de cette réaction.

68. A. G. LITTLE, *Definitiones capitulorum generalium ordinis Fratrum minorum (1260-1282)*, in A.F.H. VII, 1914 p. 681. « Distinctio prima : mandat capitulum generale ministris et capitulis provincialibus quod sine licentia capituli generalis non consentiant in construendum aliquod monasterium novum pauperum dominarum ». Distinctio quarta : item placet capitulo generali quod serviat dominabus sancti damiani modo consueto, ex mandato domini pape, usque ad sequens capitulum generale ».

devait veiller à tout, visites, élections, temporel⁶⁹. En 1279, le neveu de Gaétan Orsini, Matteo, devint protecteur, et ayant pâti de cette situation, ne fut sans doute pas étranger à la publication par Boniface VIII en 1296 de la bulle *Quasdam litteras*⁷⁰ que compléta en 1298, la bulle *In sinu*⁷¹. Celle-ci communiquait aux clarisses tous les privilèges des mineurs. Leur gouvernement appartenait toujours au protecteur, mais celui-ci pouvait dorénavant faire un appel beaucoup plus large à l'intervention des frères. Les provinciaux nommaient les visiteurs, et devaient pourvoir le monastère de frères — ou d'autres personnes⁷² — aptes à les assister au spirituel et au temporel.

Après ces décisions pontificales, Orsini entreprit leur mise en application⁷³. Il invita les provinciaux à décider les monastères à accepter la règle d'Urbain, dans des lettres⁷⁴ qu'il leur adressa l'année suivante, destinées à « améliorer le gouvernement des Clarisses ». Il donnait aux provinciaux des pouvoirs très étendus : nomination et destitution des visiteurs, nomination de frères pour le spirituel et le temporel, surveillance du *numerus clausus*, possibilité d'entrée dans la clôture, pouvoirs sur les élections abbatiales et les destitutions, sur les translations, possibilité de visites extraordinaires. Le recours au cardinal protecteur demeurait possible, mais il s'agissait néanmoins de pouvoirs très généraux. Cette organisation fut complétée et réaffirmée en 1307, en 1317⁷⁵. Au XIV^e en général, les monastères qui ne suivaient pas la règle de Longchamp ou celle de Saint Damien, observèrent donc la règle d'Urbain IV et le régime constitutionnel dû à Boniface VIII et à Matteo Orsini⁷⁶. Nous allons

69. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, pp. 615-616. Des difficultés nouvelles étaient nées de la raréfaction des aumônes. Les mauvaises conditions matérielles où se trouvaient de nombreux monastères avaient fait qu'on leur permit d'exiger des dots, qu'on autorisa les moniales à recevoir des héritages, et que la réputation de l'ordre en souffrit. Même Saint Damien reçut cette autorisation en 1288 ! — 26 mai, *B.F.*, IV, p. 26 — « Nicolas... dilectis in Christo filiabus... abbatissae et conventui monasterii Sanctae Clarae... ut recipere et retinere quaecumque bona etiam stabilia valeant, ac si essent in saeculo, feudalibus excepto... »

70. 4 juin 1296, *B.F.*, IV, 396 — LXX. — « Constitutionem Innocentii IV de monialium cura habenda confirmat). Nos igitur ejusdem praedecessoris vestigiis inhaerendo, praedictas litteras, et processus per eas habitos approbantes, ac omnia in litteris ipsis contenta, quae idem praedecessor statuit, inviolabiliter observari debere auctoritate praesentium decernentes, discretioni vestrae ad instar dicti praedecessoris, per Apostolica scripta mandamus, quatenus omnia praemissa, etiamsi eadem litterae de cetero nullatenus apparerent, circa praefata monasteria, et eorum personas, sive ordinis Sanctae Clarae sive Sancti Damiani, sive minorissae dicantur, exsequi diligenter et sollicitè studeatis. Nulli ergo... »

71. 5 avril 1298, *B.F.*, IV, 469 — CXLV. — « Dilectis in Christo filiabus universis Abbatissis et conventibus inclusarum Sanctae Clarae praesentibus et futuris... Omnes gratias et privilegia fratris ordinis minorum concessa impertitur et clarissis, conventientia tamen eis ».

72. Ceci représente évidemment un progrès et une modalité propre à aplanir bien des difficultés.

73. Il ne nous semble pas, malgré les termes mêmes de Boniface VIII, qu'on puisse parler d'un retour pur et simple à l'organisation d'Innocent IV. Il n'y a pas ici agrégation complète de la branche féminine, fusion totale ainsi que l'avait désiré Innocent. Ceci n'existerait que si, comme dans *Paci et salutis* et *Cum omnis vera* (cf. supra p. 000) la direction des sœurs était confiée au ministre général et aux provinciaux, sans intervention du cardinal protecteur. On serait alors vraiment en présence d'une seule famille religieuse à direction unique, ce qui n'est pas exactement le cas ici (cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 616, qui admet une similitude complète).

74. P. BENV. BUGHETTI, O. F. M., *Acta officialia de regimine clarissarum durante saec. XIV*. in *A.F.H.*, XIII, 1920, p. 105.

75. BUGHETTI, *op. cit.*, p. 89 à 135.

76. Il exista des exceptions — cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, pp. 98 et 99 n. 1.

les envisager maintenant, après avoir dit quelques mots des systèmes qui les précédaient.

Section II. — L'ORGANISATION INTÉRIEURE DES MONASTÈRES

Cette organisation, pendant un demi siècle, manqua douloureusement d'uniformité. Quelques principes, certes, demeuraient, et la vie des clarisses fut toujours *arcta et paupera*. Mais les différences abondaient, et les mitigations, et les adoucissements nécessaires. Nous avons évoqué la succession des règles, leurs chevauchements, les réticences qu'elles entraînaient... Le différend Mineurs-Clarisses plana durant cinquante ans sur tous les problèmes d'organisation des monastères, car questions gouvernementales et questions de réglementation intérieure furent toujours intimement liées : la règle d'Hugolin, plus tard celle d'Urbain IV durent en partie le mauvais accueil qu'elles reçurent au fait qu'elles ne tenaient pas compte de la « Haute Pauvreté ». La règle de sainte Claire, qui en assurait la stricte observance, demeura d'application limitée, car elle postulait la direction des frères mineurs, et ceux-ci en étaient peu prodigues... Ainsi, difficultés internes et externes réagissant les unes sur les autres rendaient sans cesse plus complexe toute recherche de solution unitaire.

Nous allons évoquer tour à tour les différentes « formes de vie » que connurent les clarisses du XIII^e siècle. Successivement ou corrélativement ! jusqu'à la relative unification d'Urbain IV, que nous décrirons sommairement ensuite⁷⁷.

§ 1^{er}. — Tâtonnements et recherches.

Nous ne ferons pas ici une description — qui serait fastidieuse — des *formae vitae* que pratiquèrent les filles de sainte Claire, de la *formula* que leur donna saint François à la règle d'Urbain IV. Il faut cependant mettre en lumière les thèmes dominants ; le plus important est évidemment celui de la pauvreté.

A. — La Formula de saint François et les constitutions d'Hugolin.

Nous ne possédons pas le texte de la *forma vivendi* que saint François donna à Claire en l'établissant à Assise⁷⁸. Elle était sans doute assez peu détaillée. Vivre selon la perfection de l'Evangile, tel était l'idéal que François proposait à ses filles, dans la pauvreté et la pénitence, sans

77. Malgré les différences que nous signalerons, un certain nombre de points fut évidemment commun à toutes ces règles successives. Comme l'a très bien montré Nicole FERRAND (*op. cit.*, 1^{re} partie, pp. 21 à 70), à l'ouvrage de laquelle nous avons fait de constants appels. Il offre un tableau exhaustif de toute la réglementation intérieure à ses divers moments.

78. Nous avons dit (*supra* p. 129 n. 2) qu'elle se rapprochait sans doute de la règle des frères de 1209, que nous ne possédons pas non plus.

qu'il se souciât peut-être d'une réglementation précise⁷⁹. On a même prétendu que cette règle aurait été orale, et n'aurait consisté qu'en exhortations de saint François. Mais ceci est démenti par le témoignage même de sainte Claire⁸⁰.

Pour respecter le tout récent décret du Latran, François plaça ses filles sous la *regula sancti Benedicti*⁸¹ qui donna à la nouvelle fondation l'existence canonique. La *formula* décrivait les jours de jeûne, prescrivait la clôture⁸².

À ces règlements vint s'ajouter, et donner à la nouvelle fondation sa forme originale, le fameux *Privilegium paupertatis* que sainte Claire obtint d'Innocent III⁸³. Droit de n'être contraint par personne à accepter de propriété, il constituait aux yeux de sainte Claire l'essence même de son ordre, et il fut pour elle toute sa vie source de tourments. Il est intimement lié à l'histoire de l'ordre, car certains monastères y furent assez attachés pour refuser avec énergie toute règle qui n'en ferait pas mention. Le silence de la règle d'Innocent IV sur ce point fut une des causes de la décision de sainte Claire de rédiger une nouvelle règle. Nous y reviendrons. En revanche, son observation difficile et son caractère périlleux entraînèrent réticence et presque hostilité de la part d'Hugolin.



Lorsque, quelques années plus tard, saint François demanda à Hugolin d'organiser la branche féminine naissante de l'ordre, celui-ci lui donna de nouvelles constitutions⁸⁴. La *regula sancti Benedicti* en était toujours le fondement⁸⁵, mais il importait de donner aux maisons qui se multipliaient des règlements et une discipline plus précis. Les dispositions qui concernent l'entrée au monastère, l'examen des qualités de la postulante, la profession, n'ont rien de très notable. Toutefois, il n'est

79. Il en est souvent ainsi quand les fondateurs « installent » leurs premières converties. Nous avons vu que saint Norbert à Prémontré, saint Dominique à Prouille ne donnèrent pas immédiatement à leurs filles des règlements très précis.

80. *Scriptis nobis formam vivendi in hunc modum*, cité par de NANTES, *op. cit.*, p. 112 — cf. également p. 114, 2.

81. Comme le prouve le titre d'abbesse que dut prendre Claire sans doute à son corps défendant.

82. PENNACHI — *Brevi note storiche*, en tête de l'édition de la *Legenda Sae Clarae Virginis attribué à Thomas de Celano*, Assise, 1910, p. 16.

83. Voir sur ce point, Paul SABATIER, *Le privilège de la pauvreté* in *R.H.F.* I, 1924 (pp. 19-20). A. CALLEBAUT, *Saint François et les privilèges, surtout celui de la pauvreté concédé à sainte Claire par Innocent III*. in *A.F.H.* XX 1927, 182. — Nous n'entrerons pas ici dans les détails de la discussion qui opposa les auteurs sur la question de savoir si c'est Innocent III ou Grégoire IX qui donna ce privilège aux Pauvres Dames. Il semble qu'il faille se ranger au témoignage « du plus autorisé des biographes », Thomas de Celano, qui l'attribue formellement à Innocent III (PENNACHI, *op. cit.* p. 22) cf. sur tout ceci de NANTES, *op. cit.* p. 115 à 120.

84. Cf. supra p. 132 n. 10. Saint François collabora-t-il à leur rédaction ? On en a discuté, de NANTES, *op. cit.*, pp. 10-133, GRATIEN, *op. cit.*, p. 602. On trouve cette règle, la première des Pauvres Dames, dans la bulle *Cum omnis vera religio*, de Grégoire IX du 24 mai 1239 — *B.F.* I, 263. Elle fut confirmée par Honorius III (*B.F.* I, 243).

85. « Et adjectum de beati Benedicti Regula ut per ipsam quasi praecipuum de regulis approbatis vestra religio authentica redderetur », écrit Innocent IV à la bienheureuse Agnès de Bohême. *B. F.* I, 316, 13 novembre 1243.

pas prévu de noviciat⁸⁶, on s'occupera de l'éducation des jeunes recrues sans y affecter un dispositif spécial. Il n'est pas fait mention de conditions d'admission, de condition d'âge en particulier, ni de *numerus clausus*. En revanche, d'autres points constituent une nette « aggravation » de la règle bénédictine : la clôture, tout d'abord, perpétuelle même après la mort, et totale, tant activement que passivement. Seule est prévue la sortie d'une professe pour une nouvelle fondation. Personne ne franchira la clôture sans autorisation pontificale⁸⁷, les chapelains eux-mêmes (s'il en existe) ne le feront que pour administrer les sacrements⁸⁸. Le silence est lui aussi total, ou tout au moins ne doit céder que devant de pressantes nécessités — ceci même pour l'abbesse⁸⁹. Le jeûne est strict — jamais de vin ; on ne devra rien prendre de cuit les mercredi et vendredi, et jeûner au pain et à l'eau quatre jours par semaine en carême, trois fois par semaine pendant l'avent, et aux vigiles si on le veut. Les sœurs couchent en dortoir, sur des planches, avec un oreiller de paille. D'autres prescriptions concernent les vêtements (deux tuniques et un manteau, un scapulaire, un cilice) les coupes de cheveux. L'austérité de toutes ces dispositions était évidemment fort grande⁹⁰.



Théoriquement, cette règle fut en vigueur jusqu'en 1247 dans tous les monastères de clarisses. Mais, en fait, il en alla tout autrement. En effet, à peine prescrite, elle fut l'objet de la part de son auteur lui-même de maintes mitigations et amendements. Les austérités d'abord, durent fréquemment être adoucies, elles étaient mal supportées par des sœurs qui n'étaient ou plus très jeunes ou pas en très bonne santé⁹¹.

Les principales difficultés vinrent du *privilegium paupertatis*. La règle n'en parle pas. Hugolin ne fut jamais un partisan convaincu de la pauvreté absolue⁹², et le montra bien quand il fut devenu Grégoire IX. Il avait d'abord adopté les vues de sainte Claire et obtenu pour les monastères qu'il fondait le droit de recevoir « au nom de l'Eglise » les terrains offerts pour les construire. Aussi longtemps qu'ils se maintiendraient dans cette observance, ces monastères seraient exempts⁹³. Mais lorsqu'il fut

86. « Infra paucos dies professionem faciant in manu abbatissae ». Il n'existera qu'à partir de la règle d'Innocent IV.

87. Nous avons parlé des difficultés que souleva cette disposition auprès des frères. cf. supra p. 133.

88. Encore est-il déjà question de la *cratis ferrea* qu'on retrouvera dans toutes les règles postérieures. Les prescriptions sur la clôture deviendront d'ailleurs de plus en plus détaillées et abondantes.

89. « His quidem liceat simul loqui de iis quae ad officium vel opus suum pertinent, ubi, et qualiter quando visum fuerit abbatissae ».

90. Il est toutefois fait mention des soins à donner aux malades et des adoucissements qu'on leur peut consentir.

91. Des dispenses furent accordées quant à l'usage du vin, ou de divers aliments, pour les malades, pour les cas de grand froid. cf. *B.F.* I, pp. 309-314.

92. « Propter eventus temporum et periculo saeculorum » — (Cf. P. LEMMENS, *Die Anfänge des Clarissenordens*, in *Römische Quartalschrift*, 1902, p. 105).

93. Ce fut le régime des premiers monastères qui furent fondés après Saint Damien (cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 601 n. 144). Hugolin leur accorda largement des privilèges. Il les plaça sous la juridiction du Saint Siège et rédigea même à l'usage des Ordinaires un formulaire par lequel

monté sur le trône pontifical, il s'employa activement à obtenir des clarisses qu'elles acceptassent des possessions. Il renouvela le privilège en 1228 pour sainte Claire, mais pour elle seule, et après avoir en vain essayé de la faire changer d'avis⁹⁴. D'autres monastères, moins assoiffés d'idéal, acceptèrent les sollicitations du pape et renoncèrent à la pauvreté absolue⁹⁵ — ce qui, dans certains cas, ne les empêcha pas de demeurer exempts, d'ailleurs⁹⁶ ! Dans ce domaine, on était bien loin de l'uniformité. Et d'autres difficultés existaient. La question de savoir jusqu'à quel point les monastères étaient tenus d'observer la règle de saint Benoît et dans quelle mesure exactement elle les obligeait, se posait. Hugolin avait indiqué qu'elle n'était obligatoire que dans les trois vœux et quant à ce qui ne serait pas en contradiction avec sa propre règle, mais le fait de dépendre de deux règles créait cependant un malaise dans certaines âmes scrupuleuses. On en a un témoignage dans les initiatives que prit à deux reprises la bienheureuse Agnès de Bohême, fondatrice du monastère de Prague. Elle tenta d'obtenir, d'abord de Grégoire IX, ensuite d'Innocent IV, qu'ils lui permissent d'adopter une règle qu'elle avait composée elle-même, en réunissant la *formula* de saint François et la règle d'Hugolin. Elle faisait observer qu'il était malaisé de suivre deux règles à la fois⁹⁷. Les deux souverains pontifes refusèrent tour à tour⁹⁸ et Innocent IV confirma même en 1245 solennellement la règle d'Hugolin⁹⁹ dans une lettre adressée *dilectis in Christo filiabus universis abbatissis et monialibus inclusis ordinis Sancti Damiani*. Les scrupules et les doutes ne s'éteignirent pas pour autant et les clarisses continuèrent de vivre jusqu'en 1247 dans cette situation imprécise.

B. — La règle d'Innocent IV.

Innocent IV, sensible et à la mauvaise organisation de l'ordre et aux difficultés qu'entraînaient la multiplicité des observances et les « retouches » qu'elles subissaient¹, décida de tenter de sortir de l'imprécision. Nous avons vu² qu'il oscilla entre différents partis, mais finalement le 6 août 1247³, il établit pour l'ordre une organisation nouvelle, au point de vue constitutionnel et modifia également les règlements intérieurs, en tentant une uniformisation et une simplification.

ceux-ci s'engageaient à respecter ces privilèges lors de toute nouvelle fondation (cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 136 — n. 1 et 2).

94. *Sicut manifestum est* — 17 septembre 1228, B.F. I, p. 771 — cf. de NANTES *op. cit.*, p. 119 n. 4.

95. Le 18 juin 1233, les clarisses de Milan acceptent les biens d'un hôpital (B.F. I, 96) — le 31 mars, celles de Saint Etienne de Soissons reçoivent le droit de posséder librement (B. F. I, 108) — Cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 137 et n. 3 et 4.

96. Et ce qui fut la source de maintes difficultés quant à la *cura*, nous l'avons vu.

97. « et impertinens, ac impossibile reputetur, quod in ordine vestro duae regulae debeant observari », admet le pape. 11 mai 1238 B.F. I, 242 — *Angelis gaudium*.

98. 13 novembre 1243 B.F. I, 315. *In divine timore*. 21 août 1244, B.F. I, 349. « Cum universitate vestrae rescribit clarissis universis non teneri eas ad observantiam regulae sancti Benedicti, nisi quod tria vota obedientiae, paupertatis, et castitatis ; observandam vero ipsis esse aliam formulam ab initio praescriptam ».

99. *Solet annuere*, 13 novembre 1245 B.F. I, 394.

1. Il était conscient de ce que cette situation avait de désagréable pour les sœurs. *Quoties a nobis petitur*. 23 août 1245, B.F. I, p. 488.

2. supra p. 000.

3. C'est la « seconde règle » — *Cum omnis vera religio* — 6 août 1247, B. F. I, 476-483.

Ce n'était plus la règle de saint Benoît qui donnait à l'ordre son existence légale, mais celle de saint François, notable changement (dont nous avons vu qu'il était une tentative pour rapprocher les deux branches de l'ordre) ; elle n'était, elle aussi, obligatoire que quant aux trois vœux. Essai d'unification encore, le fait que l'office divin devait être célébré à la façon des frères mineurs, et qu'on devrait mentionner le nom de saint François dans la formule de profession.

Nous n'étudierons pas cette règle en détail. Tout d'abord parce qu'elle suit de très près la règle d'Hugolin — sauf sur quelques points⁴. Ensuite parce qu'elle ne fut malheureusement à peu près pas appliquée, nous l'avons vu. Malheureusement, car elle représentait un effort vers l'unification et que son observation aurait simplifié bien des problèmes.

Les points précis où cette règle innovait par rapport aux constitutions d'Hugolin firent immédiatement difficulté. Elle mitigeait officiellement les austérités⁵ ; ceci aurait encore pu être admis, car de nombreuses maisons avaient obtenu déjà certains adoucissements dans ce domaine, mais il y avait beaucoup plus grave : la permission de posséder était généralisée, c'était l'abandon total et officiel de la « sainte pauvreté »⁶. (Un économe est même prévu pour gérer ces biens...) Cette dernière disposition rencontra auprès de certaines clarisses une vive opposition — spécialement auprès de sainte Claire qui vivait ses dernières années.

C. — La règle de sainte Claire :

On a beaucoup discuté sur l'origine de la règle de sainte Claire⁷. Mais on admet aujourd'hui qu'elle fut bien l'œuvre de Claire elle-même. Profondément déçue par la règle de 1247, qui, après toutes ces années d'incertitude, ruinait « Dame Pauvreté », elle se mit elle-même à l'ouvrage, en tentant un retour à la « stricte observance ». Elle voulait remettre en honneur les principes qui avaient présidé à l'établissement de Saint Damien par François : pauvreté absolue, et direction spirituelle des mineurs, évidemment, Claire mourante obtint en 1253 la confirmation solennelle d'Innocent IV, mais seulement pour Saint Damien⁸. Quelques monastères adoptèrent cette règle au XIII^e siècle, mais elle resta cependant de diffusion limitée⁹ en partie vraisemblablement parce qu'elle comportait — conformément d'ailleurs à la première organisation de Saint Damien — la direction des frères, dont ceux-ci n'étaient pas prodiges.

4. La nouvelle règle établissait le noviciat, que n'avait pas prévu Hugolin mais qu'Honorius III avait ordonné très peu de temps après (cf. de NANTES *op. cit.*, p. 165 n. 2).

5. Le jeûne n'est plus perpétuel, mais dure seulement de l'Exaltation de la Sainte Croix à Pâques, il n'est plus question de jeûner au pain et à l'eau. On peut user de vin, de poisson, d'œufs, de fromage...

6. « Liceat vobis in communi redditus et possessiones recipere et habere ac ea libere retinere ».

7. Cf. de NANTES, *op. cit.*, pp. 169-173. On a attribué sa confection à saint François lui-même, aidé par Hugolin...

8. *Solet annuere*, 9 août 1253, B.F. I, 671-678. La bulle est adressée : « dilectis in Christo filiabus Claræ abbatissæ aliisque sororibus monasterii sancti Damiani Assisinatis ».

9. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 608-609 — elle fut remise en honneur lors de la réforme de sainte Colette, mais il semble que la règle d'Urbain IV eut cependant, au XIV^e siècle, plus d'adeptes. Elle fut approuvée, de nouveau, en 1266 par Clément IV, B.F. III, 107 (31 décembre).

Cette règle est très proche de la règle des frères (volontairement et par souci d'uniformité)¹⁰, et sur d'autres points, de celles d'Hugolin et d'Innocent IV¹¹. Mais elle présente deux caractères particuliers : tout d'abord, sa forme maternelle porte la marque de son auteur et du souci scrupuleux que sainte Claire avait du bien de ses filles¹². Enfin et surtout, elle revient à la pauvreté absolue¹³, idéal constant de la « petite plante de saint François ». C'est évidemment cette dernière prescription qui fit hésiter le pape lorsqu'il dut approuver la règle : il en redoutait les dangers¹⁴. Mais la haute pauvreté fut observée en général dans des monastères de valeur morale si grande que ces dangers étaient réduits. Toutefois, cette règle qui fut, relativement, peu répandue, n'apportait pas encore de solution au problème de l'unification des observances.

D. — La règle de Longchamp.

Il en fut de même de celle qu'Isabelle, sœur de saint Louis, établit pour le monastère qu'elle fonda à Longchamp et qui s'appela d'abord l'*Humilité Notre Dame*. Elle admirait beaucoup les franciscains, ils étaient ses directeurs de conscience, aussi est-ce à des clarisses de Reims qu'elle demanda de venir à Longchamp établir la vie régulière¹⁵. Elles arrivèrent en juin 1260. La règle avait été approuvée le 10 février 1259 par Alexandre IV¹⁶ et le fut de nouveau le 27 juillet 1263 par Urbain IV, qui l'avait légèrement modifiée : alors qu'Alexandre IV ne l'avait donnée qu'au monastère de Longchamp (il avait des scrupules à cause du décret du Latran), Urbain permit à d'autres monastères de l'adopter¹⁷. Il changea également le nom des sœurs¹⁸, et leur donna celui de *sorores minores inclusae*, qui a une résonance franciscaine.

La bienheureuse Isabelle avait prévu pour ses filles la direction des frères mineurs. Il n'est pas question de cardinal protecteur. On peut penser que la personnalité de la fondatrice et celle de son frère ne furent

10. Pour l'office divin « *sorores litteratae faciunt divinum officium secundum consuetudinem Fratrum minorum* », les admissions, les élections, les soins aux malades, les pénitences, l'attitude des supérieurs, par exemple, cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 169.

11. Quant à la clôture, aux servantes, au chapelain, etc...

12. Il y a de touchantes références aux paroles mêmes de saint François ; et au paragraphe X : « *nam ita debet esse quod abbatissa sit omnium sororum ancilla* ». Cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 15.

13. *Regula*, VI — « *de possessionibus non recipiendis nec per se nec per alios VIII — sorores nihil appropriant sibi nec domum nec locum, nec aliquam rem sed tamquam peregrinae et advenae in hoc saeculo, in paupertate et humilitate Domino famulantes mittant pro elemosyna confidentes* ».

14. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 15 — GRATIEN, *op. cit.*, p. 608.

15. Cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 174.

16. Fut-elle une première fois rédigée par le frère Mansuet, pénitencier du pape, qui était en France à ce moment là, et ensuite « revue » par Isabelle, qu'elle ne satisfaisait pas entièrement ? (cf. de NANTES, *op. cit.*, p. 175). Il semble plutôt que frère Mansuet se borna à présenter au pape la règle à son retour à Rome et que celle-ci fut immédiatement rédigée par Isabelle ; avec ce trait particulier que celle-ci, consciente des difficultés que rencontraient les clarisses, voulut s'entourer de toutes les garanties et demanda leur aide à cinq théologiens de l'ordre (et non des moindres, puisque saint Bonaventure était parmi eux, et Guillaume de Métilon) — sur tout ceci, cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 610 n. 160.

17. — Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 611 et n. 161.

18. S'appelèrent-elles d'abord *sorores ordinis humilium ancillarum beatissimae Mariae virginis* (de NANTES, *op. cit.*, p. 177) ou simplement *sorores inclusae*...

pas étrangère à l'acceptation par les franciscains de la *cura* des nouvelles maisons.

Quant au fond, la règle est nettement franciscaine, et s'inspire de la règle d'Innocent IV (d'ailleurs, dans celle-ci, la direction des frères était aussi prévue). Le point le plus notable en est l'existence d'un quatrième vœu, le vœu de clôture perpétuelle¹⁹. Celle-ci est d'ailleurs prévue dans la règle avec un luxe de détails très grand²⁰. La propriété est admise, sans limitation²¹. Le noviciat est réglementé de façon précise, de même que la visite²². L'office est dit *secundum consuetudinem fratrum minorum*. L'abbesse est confirmée par le ministre général ou par le provincial, et soumise au visiteur, qui la peut déposer. Le confesseur est un franciscain.

Cette règle était fort précise et assez satisfaisante en général dans ses prescriptions. Malheureusement, elle resta elle aussi d'application limitée et n'avança pas la solution du problème de l'unification.

En 1263, les clarisses restaient divisées entre de multiples observances, qui allaient d'une perpétuation de la règle d'Hugolin, assortie de privilèges, à la soumission à celle de sainte Claire de 1253, voire même à celle d'Innocent IV... Nouvelle tentative vers l'unité, une cinquième règle allait naître.

§ 2. — La règle d'Urbain IV²³.

Nous avons vu combien elle eût de peine, elle aussi, à s'imposer. Non, évidemment, à cause des règlements intérieurs qu'elle contenait, mais à cause de l'organisation gouvernementale qu'elle tentait d'établir. Cependant, elle finit, nous l'avons vu aussi, par régir au XIV^e siècle un grand nombre, sinon la majorité des monastères de clarisses ; c'est à ce titre que nous allons étudier son contenu²⁴. Nous aurons ainsi, pour la première fois, un tableau à peu près uniforme des observances.

Elle commence par une déclaration qui concerne le nom de l'ordre et qui témoigne du but qu'Urbain poursuivait en promulguant sa règle : l'unification. Cette unification, qui a été poursuivie, pendant toute la première partie du siècle, avec un insuccès continué... L'ordre va dorénavant s'appeler « Ordre de sainte Claire » et il sera mis fin ainsi à un élément au moins de multiplicité. Les différences doivent laisser la place à l'unité²⁵.

19. Cf. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 16.

20. B.F., II, 482-483.

21. « Ut quietus possint sorores prodictae Domino deservire, liceat eis in communi redditus, et possessiones recipere ac eas libere retinere ». B.F., *ead. loc.*, 485.

22. B. F., II, 479 et 484-485.

23. 18 octobre 1263, B. F. I, p. 509 sq.

24. Nous le ferons sommairement, renvoyant, pour une description plus complète, à l'ouvrage de Nicole FERRAND, *op. cit.*, Première partie, auquel nous avons déjà fait allusion.

25. *In hac autem ordine vos et alias ipsum profitentes sub nominationum varietate interdum « sorores », quandoque « Dominas », plerumque « Moniales », nonnumquam « Pauperes inclusas Ordinis Sancti Damiani » contigit hactenus nominari... nos itaque decens arbitantes et congruum, ut idem ordo vester, qui, ut praemittitur, in Beata Clara felicia suae institutionis sumpsit auspicia ; ipsum de fratrum nostrorum consilio de cetero decrevimus « Ordinem Sanctae Clarae » uniformiter nominandum...*

La règle suit. Elle se compose de vingt-six chapitres. Elle n'apporte pas beaucoup d'éléments nouveaux aux règles qui la précédèrent. Elle ajoute aux trois vœux le vœu de clôture, comme la règle de Longchamp. Ceci au chapitre 1^{er}²⁶, et le chapitre 2 précise immédiatement ce point, déclarant la clôture absolue et perpétuelle. Sauf le *periculum ignis* et autres calamités naturelles. Une autorisation du Protecteur interviendra pour les départs vers de nouvelles fondations, ou les envois dans un autre monastère à titre de sanction. Les moniales seront même enterrées dans le couvent.

Le chapitre 3 traite des admissions, ne fait pas allusion à l'exigence d'un âge minimum, mais recommande en revanche d'écarter les femmes trop âgées, ou infirmes, ou celles qu'on jugera inaptes. Un noviciat est prévu. La profession a lieu entre les mains de l'abbesse devant le couvent²⁷. Au chapitre IV sont réglementés le costume et les tonsures, le port du cilice, la question des vêtements des novices et des converses²⁸.

Le dortoir est commun (chapitre V), l'abbesse y dort aussi, une lampe doit y être allumée en permanence, on y repose sur des oreillers de paille et la sieste y est possible de Pâques à la Nativité de la Vierge.

Les offices sont ceux des frères (chapitre VI) ; les sœurs illettrées remplacent les textes par un très grand nombre de *Pater*. Le chapitre VII traite du chapelain, qui sera mûr et *idoneus*. S'il n'en existe pas, un prêtre *ad hoc* assure cet office ; mais les confessions doivent être assurées par des Mineurs²⁹, et la célébration des messes, ou par des envoyés du cardinal protecteur.

Les dates des confessions sont prévues, et minutieusement réglé leur rituel ; ainsi que celui des sacrements aux malades, des enterrements, et, en général, de tous les cas, fort rares où le prêtre pourra entrer dans la clôture avec deux compagnons. Il sera de nouveau question du chapelain au chapitre XX. Il « s'attache » au monastère (comme les convers), si celui-ci veut bien le recevoir, y fait une année de probation, promet obéissance à l'abbesse, et stabilité, pauvreté et chasteté. Il sera soumis au visiteur. Son costume est décrit, ainsi que sa tonsure. Le chapitre VIII énonce l'obligation de faire instruire les jeunes sœurs *in cantu et divinis* et traite de leurs travaux.

L'obligation au silence, continuelle, est prévue par le chapitre IX. Elle existait déjà dans les constitutions d'Hugolin. Des récréations existent, mais on n'y devra entretenir que des conversations pieuses. Des dérogations sont possibles pour les nécessités du travail, mais, de Complies à Tierce, c'est le « grand silence »³⁰. Le chapitre X y revient et traite du

26. ... « In obedientia, sine proprio, et in castitate sub clausura... »

27. « Ego soror N. promitto Deo et beatissimæ Mariæ semper virgini, ac beato Francisco et beatæ Claræ, et omnibus sanctis et tibi Domine Abbatissæ vivere sub Regula a Domino Urbano Papa quarto Ordini nostro concessa toto tempore vitæ meæ in obedientia, sine proprio et in castitate ; etiam secundum quod per eandem Regulam ordinatur, sub clausura ».

28. Nicole FERRAND, *op. cit.*, p. 35.

29. C'est la seule fois où il est question d'eux dans la règle.

30. On sait que des systèmes de « signes » très perfectionnés avaient été mis au point par les clarisses.

parloir, où une sœur ne pourra se rendre qu'accompagnée de deux compagnes.

Le régime des jeûnes est réglé au chapitre XI. On jeûne de la Nativité de la Vierge à Pâques, sauf le jour de Noël et les dimanches. La viande est totalement proscrite. On ne devra pas pratiquer plus de trois saignées par an. Les soins à donner aux malades sont décrits au chapitre XII.

Du chapitre XIII au chapitre XVIII est décrite la clôture, active et passive — fort minutieusement — des précautions concernant les ouvertures³¹ au *locutorium* où les sœurs devront être couvertes d'un voile noir pour échapper complètement aux regards³². Tout est réglé dans les moindres détails³³. Le chapitre XVIII soumet l'entrée des étrangers à l'autorisation du pape ou du protecteur. Le médecin et le saigneur pourront entrer avec deux compagnons, et éventuellement des ouvriers. Mais personne ne pourra ni manger ni dormir dans le monastère, sauf le cardinal protecteur, le ministre général, avec quatre ou cinq frères, un prélat avec l'assentiment du pape, et l'Ordinaire pour les consécérations, mais rarement ! Des considérations sur la prudence à observer suivent. Le chapitre XIX traite des converses, de la possibilité qu'elles ont de sortir de la clôture, avec des précautions qui sont rappelées³⁴. Le chapitre XXI permet la propriété³⁵ ; un procureur est prévu, nommé et destitué par le monastère ou par le visiteur ; dirigé par l'abbesse, il rend compte au visiteur.

L'abbesse est élue librement par le couvent (chapitre XXII), confirmée par le protecteur. Elle tiendra un chapitre hebdomadaire, mettant le couvent au courant des événements, présidant le chapitre des coupes ; et devra surveiller la correspondance, les activités des sœurs et même leurs caractères et leurs affinités — *caritative*.

Le chapitre XXIII porte l'interdiction d'aller à Rome, sous peine d'excommunication³⁶. On devra formuler ses aspirations (ou ses revendications) par des lettres au protecteur.

Le chapitre XXIV décrit la visite — les visiteurs dépendent du protecteur ; ils devront effectuer la visite au moins une fois par an. Son déroulement a lieu selon les normes habituelles ; le visiteur peut déposer l'abbesse, reçoit les suggestions des sœurs (qu'il voit une à une, mais avec les précautions d'usage), dirige chapelains et convers. Le chapitre

31. Le chapitre XIII décrit les portes, le chapitre XIV le tour, le chapitre XV les autres ouvertures, le tout très précisément.

32. Chapitre XVI.

33. En exemple : « volumus etiam, ut in muro, qui sorores dividit a capella, congruentis formae « cratis » ferrea collocetur, quae fit ex crebris et spissis contortis linis ferreis, diligenti et forti opere fabricata, et clavis ferreis in longum protensis exterius fortiter communita ; vel ex lamina ferrea parvis et minutis foraminibus perforata cum protensis clavis ferreis, ut dictum est... cui crati pannus niger lineus interius taliter apponatur, ut nulla valeat inde aliquid intueri » (chapitre XVII).

34. Ne pas coucher au dehors ni même y manger, et n'y tenir que des conversations honnêtes. Le chapitre II y avait déjà fait allusion.

35. « Ad haec liceat vobis in communi redditus et possessiones recipere et habere ac ea libere retinere ».

36. On voyait, trop fréquemment aux yeux des souverains pontifes, des communautés mécontentes déléguer leurs abbesses ou certaines d'entre elles vers eux.

XXV énonce les pouvoirs du protecteur et le chapitre XXVI appelle au respect de la règle.



Nous avons parlé des aménagements que subit cette règle dans la période qui suivit, et des règlements que Matteo Orsini envoya aux monastères entre sa promulgation et la bulle *Quasdam litteras*, et aussi plus tard³⁷. On n'est pas en présence, cette fois, d'un moyen détourné de faire échec aux prescriptions de la règle, comme cela avait été le cas pour les constitutions d'Hugolin, encore moins d'une destruction systématique comparable à celle qu'Innocent IV opéra sur sa règle de 1247. Au contraire, les lettres d'Orsini insistent toujours sur la nécessité d'observer la règle d'Urbain, et invitent les visiteurs à s'en faire les ardents « propagandistes ». Les nouveaux règlements sont des précisions, plus que des modifications proprement dites³⁸, et c'est ainsi retouchée que la règle « urbaniste » finira par régir au XIV^e siècle la majorité des monastères de clarisses³⁹.

37. Cf. supra p. 141.

38. Il y a certes, des modifications : les réceptions dépendront du visiteur (en 1297, LAZZERI, *op. cit.*, IV, p. 93). Il est question du *numerus clausus*, les pouvoirs du visiteur sont plus étendus (en particulier quant à l'élection et à la déposition de l'abbesse). Mais nous avons vu (supra p. 000) que les modifications les plus importantes concernaient le gouvernement.

39. Cf. GRATIEN, *op. cit.*, p. 616 et de NANTES, *op. cit.*, p. 185 n. 2. La majorité, mais non la totalité, car on trouve encore à ce moment des maisons qui observent la règle de sainte Claire, d'autres soumises à celle de Longchamp.

CONCLUSION

Est-il possible, au terme de cette étude, de dégager quelques traits constants parmi les types d'organisation de la vie religieuse féminine des XII^e et XIII^e siècles que nous avons décrits ? Nous avons parcouru l'univers des particularités et des modifications¹ en explorant divers aspects de cette organisation ; encore avons-nous limité nos développements aux « structures organisées » et parmi elles, à celles qui bénéficièrent d'une affiliation à un ordre masculin, laissant volontairement dans l'ombre les communautés qui ne furent soumises que spirituellement² à tel ordre ou à tel autre, lieux même de la variété, rebelles à toute systématisation.

Ces intégrations, nous avons vu combien difficilement les communautés féminines les obtinrent, et nous pensons avoir assez montré que la difficulté à se faire « admettre » par leurs frères est le trait commun par excellence aux moniales de ce temps.

Pourquoi ne tentèrent-elles pas de se constituer elles-mêmes en ordres ? ce qui eut paru le remède même à leurs difficultés ? Nous constatons que mise à part l'incertaine exception de Fontevrault, il n'existe pas d'ordres féminins à la période classique.

Nous pensons qu'on peut attribuer cette carence, plus qu'à une réserve féminine dont nous avons vu certaines religieuses, fort âpres à défendre leurs droits, assez dépourvues, à une fidélité aux initiatives de leur fondateur révérend, à un respect des normes par lui établies. La clôture joue aussi son rôle mais nous avons dit qu'elle fut souvent mal respectée, dans les faits, sinon dans les textes. La papauté, toujours favorable aux moniales quand il s'agissait de les rattacher aux grands ordres, se méfia sans doute d'une trop grande autonomie et ne dut jamais favoriser la création d'ordres spécifiquement féminins. Les ordres masculins auraient dû souhaiter cette indépendance qui les eût libérés. Ils semblent qu'ils ne l'aient pas fait. Ces religieux accablés de femmes pieuses, jugèrent sans doute, consciemment ou non, qu'il était préférable de maintenir un état de sujétion qui, même s'il les gênait, leur paraissait plus conforme à la tradition et à l'attitude habituelle de l'Eglise.

1. Cf. Gabriel LE BRAS, *Institutions ecclésiastiques, op. cit.*, II, p. 478-479.

2. Nous avons fréquemment évoqué le phénomène de communautés pratiquant les « coutumes » d'un ordre ou même dirigées par certains de ses membres et qui ne lui étaient pas juridiquement affiliées.

Cette sujétion, ce rôle obscur de prière silencieuse, apparaît bien à la lecture de tous les statuts. L'idéal poursuivi est une vie tout entière livrée à la pénitence et à la contemplation, les moyens mis en œuvre pour y parvenir sont fort semblables, quels que soient les fondateurs. Dans toutes les règles sont prescrits clôture, silence, systèmes de mortification et de pénitence qui ne présentent que des différences quantitatives. Le déroulement de la vie varie peu dans « l'enclos ». Toutes nos familles religieuses ont même visage quant à leurs règlements intérieurs.

Un point encore leur est commun : elles sont des « formes monastiques ». Trois ou quatre vœux solennels font seuls une moniale à l'époque classique. Certes, les formes que connaîtra l'avenir commencent à apparaître. Chez les Hospitaliers, on accepte des femmes qui servent sans prononcer de vœux, et qui ouvrent la voie aux congrégations à vœux simples et aux instituts séculiers. Saint François imagine le Tiers-Ordre, les dominicains l'imitent. Que dire encore des « émules », des « semi-religieuses », recluses, béguines, des formes « complexes et marginales »³? Les habitantes du cloître sont restées ici notre seule préoccupation. Et le dernier point commun qu'on peut entre elles toutes signaler est que ni la sujétion juridique, ni la dépendance matérielle et spirituelle, ni l'hostilité latente des instances supérieures des ordres ne les empêchèrent de foisonner avec une vigueur sans pareille et de couvrir l'Europe de leurs monastères.

3. LE BRAS, *op. cit.*, pp. 196 et 470-478.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

A. — *Manuscriptes.*

- BIB. NAT. Fonds latin mss 9003, 9004, 9750.
BIB. NAT. Nouv. Ac. Lat. mss 2270, 2271, 2414.
BIB. NAT. Mss Lat 12752 (Estiennot).
BIB. NAT. Fonds Moreau, mss 1095.
BIB. MUNICIPALE DIJON. Mss 598, 615.

B. — *Imprimées.*

- ACTA CAPITULORUM GENERALIUM ORDINIS FRATRUM PREDICATORUM AB ANNO 1220
USQUE AD ANNUM 1378 — éd. Reichert. M.O.P.H. t. 3 et 4 — Rome, 1898,
1899.
ACTA CAPITULORUM PROVINCIALIUM ORDINIS FRATRUM PREDICATORUM, éd. C.
Douais — Toulouse, 1894.
ANALECTA NORBERTINA, A.A.S., 20.
BACKMUND (P.). Monasticon praemonstratense, id est historia circariarum
atque canoniarum candidi et canonici ordinis praemonstratensis...
Straubing, C. Attenkofersche Buchdruck, 1949. 19.
BARTHELEMY (E. de). Recueil des chartes de l'abbaye royale de Montmartre.
Paris, 1883.
BLIGNY (B.). Recueil des plus anciens actes de la Grande Chartreuse
(1086-1196), Grenoble, 1958.
BALME (F.) et LELAIDIER (C.). Cartulaire ou histoire diplomatique de
Saint Dominique, 3 t., Paris, 1893, 1897, 1901.
BOHIC (Dom C.). Chronica ordinis cartusiensis, éd. Montreuil, 1911.
BUCK (V. de). De beata Rycwera moniali praemonstratensi, A.A.S. octo-
bris, XI, 51.
BUGHETTI (B.). Acta officialia de regimine clarissarum durante saec. XIV,
in A.F.H. XIII, 1920, p. 105.
BULLARIUM FRANCISCANUM, éd. Sbaralea, Rome, 1759, s. (B.F.).
BULLARIUM ORDINIS PREDICATORUM, éd. F. T. Ripoll et A. Brémond, Rome,
1729-1740, 8 vol. (B.O.P.).

- CLYPEUS NASCENTIS FONTEBRALDENSIS ORDINIS CONTRA PRISCOS ET NOVOS EJUS CALUMNIATORES ; 1^{re} édition 1684, 2 vol. ; 2^e édition 1692, 3 vol., éd. J. de Manufirma.
- CORPUS JURIS CANONICI, éd. Friedberg, 2 vol. Leipzig, 1879-81.
- LE COULTEUX (Dom C.). Annales ordinis cartusiensis ab anno 1084 ad annum 1429, vol. II, 1888.
- CREYTENS (R.). Les constitutions primitives des sœurs dominicaines de Montargis (1250), in A.F.P. XVII, 1947, p. 41, 84.
- CARTON (C.) et VAN DE PUTTE (F.). Chronique et cartulaire de l'abbaye de Hemelsdaele, Bruges 1858.
- DE BEATE AGNETE DE BOHEMIA. A.A.S. mars, I, 508.
- DUTILLEUX et DEPOIN. Cartulaire de Maubuisson, Pontoise, 1882.
- FINKE (H.). Ungedruckte Dominikanerbrieife des 13. Jahrhunderts. Paderborn, 1891.
- FONTIS EBRALDI EXORDIUM COMPLECTUS OPUSCULA DUO, CUM NOTATIONIBUS DE VITA B. ROBERTI DE ARBRISSELLO, FONTEBRALDENSIS ORDINIS INSTITUTORIS ET QUOESTIONIBUS ALIQUOT DE POTESTATE ABBATISSAE, Michel Cosnier, La Flèche, 1641.
- GALLIA CHRISTIANA IN PROVINCIIS ECCLESIASTICIS DISTRIBUTA... 16 vol. Paris, 1715-1785.
- GALLIA CHRISTIANA NOVISSIMA, par Albanes et Chevalier, 7 vol., 1901-1920.
- GOFFINET (H.). Cartulaire de Clairefontaine, Arlon, 1877.
- GUIRAUD (J.). Cartulaire de Prouille, Paris, 1907.
- GUIRAUD (J.). De prulianensi monasterio ord. Praed. incunabilis, 1206-1340. Thèse Lettres, Paris, 1896.
- HAUTCŒUR (Mgr). Cartulaire de Flines, Lille, 1873, 2 vol.
- HERMANI MONACHI, de miraculis B. Mariae Laudunensis — liber III — Paperbroch, A.A.S. juin, I.
- HOLSTEIN-BROCKIE. Codex regularum monasticarum et canonicarum, 6 vol., Ausbourg, 1759.
- JORDAN DE SAXE. LIBELLUS DE PRINCIPIIS ORDINIS PRAEDICATORUM, éd. Scheeben (H.C.) in M.O.P.H., XVI. Rome, 1935.
- KHHR (P.). Bulle de Célestin III du 8 nov. 1193 en faveur des cisterciennes de Franquezas, in Papsturkunden in Spanien, t. 1 Katalanien, Berlin 1926, p. 548 (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen Philologisch-historische Klasse, neue Folge B.D. t. XX, 1-2, 4-5.
- LAURENT (J.). Cartulaire de Molesme (Paris, 1907).
- LAURENT (M. H.). Historica Diplomatica S. Dominici, M.O.P.H., T. XV, fasc. I, Paris, 1933.
- LAZZERI (Z). Documenta controversiam inter Fratres minorum et Clarissas spectantia 1262-1297. A.F.H. III et IV 1910-1911.
- LEGENDA SANCTAE CLARAE VIRGINIS, ATTRIBUÉE A THOMAS DE CELANO, Pennachi, Assise 1910.
- LE NAIN (P.). Essai de l'histoire de l'ordre de Cîteaux tirée des annales de l'ordre et de divers autres historiens. Paris, 1696-1697, 9 vol.
- LITTLE (A. G.). Definitiones Capitulorum Generalium ordinis Fratrum Minorum (1260-1282), in A.F.H., VII, 1914.

- MAGNIN (P.). Les constitutions du monastère de N.D. du Tart de l'étrouite observance transféré à Dijon, première maison des filles de l'O. de Cîteaux, Dijon, 1695.
- MANSI (J. D.). *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, 31 vol. in f°, Florence, Venise 1759-1798 (jusqu'en 1439). Réimpression avec suite jusqu'en 1902, par B. Martin et L. Petit, 53 vol., Paris, 1901-1927.
- MARTENE (E.). *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 1717.
- MARTENE (E.). *Veterum scriptorum amplissima collectio*, 9 vol. in f°, Paris 1724.
- MARTENE (E.). *De antiquis Ecclesiae ritibus*, Anvers, 1737.
- LE MASSON. Statuts des moniales Chartreuses, tirez des statuts de l'Ordre et de quelques ordonnances des Chapitres Généraux. La Correrie, imp. de C. Faure, 1690. 2 part. en 1 vol. in-8°, la lettre préface, la table, 344 p. et les errata.
- LE MASSON (Dom). *Directoire des novices chartreux de l'un et l'autre sexe*, Avignon, 1874.
- LE MASSON (Dom). *Directoire pour les retraites à l'usage des religieuses chartreuses*, éd. de Montreuil, 1890, VII.
- LE MASSON (Dom). *Disciplina ordinis cartusiensis*, éd. de Montreuil, 1894.
- LES CONSTITUTIONS DES FRÈRES PRÊCHEURS DANS LA RÉDACTION DE SAINT RAYMOND DE PENAFORT, éd. R. Creytens, in A.F.P. XVIII, 1948, p. 5-68.
- LES PREMIERS STATUTS DE L'ORDRE DE PRÉMONTRÉ, Van WAFFELGHEM (R.), in A.O.P., t IX, extrait 1913.
- LIBER CONSTITUTIONUM SORORUM ORDINIS PREDICATORUM (ex exemplari codicis Ruthenensis in Archivio generali ordinis Romae asservato) in A.S.O.P., III, 1897 p. 337-348.
- MIGNE. *Patrologia latina*, 221 vol., Paris, 1884.
- t. 67, 1105-1116. Césaire d'Arles. *Regula ad virgines*.
 - t. 68-452. Aurélien d'Arles. *Regula ad virgines*.
 - t. 72. Léandre de Séville. *Regula ad virgines*.
 - t. 87. Donat de Besançon. *Regula ad virgines*.
 - t. 156-1001. Hermani Monachi. *De miraculis S. Mariae Laudunensis*, libris tres.
 - t. 160-370. *Continuatio Praemonstratensis*.
 - t. 162-1043-1058 *Vita B. Roberti de Arbrissello... auctore Baldrico... 1058-1078 : Vita altera... Andrea, ut creditus ipsius discipulo et confessoria -1083 : règle (Cailleau)*.
 - t. 171, 1480-1486. Lettres de Geoffroy de Vendôme à Robert d'Arbrissel.
 - t. 179, 72-73. Bulle du 20 janvier 1131, Innocent II. 116, Bulle du 17 décembre 1131, Innocent II.
 - t. 180, 1396, Bulle du 7 septembre 1149, Eugène III. 1400, Bulle du 2 novembre 1149, Eugène III.
 - t. 182, 200. Bern. ep. 79.
- MIRAEUS. *Ordinis praemonstratensis chronicon*, Cologne, 1613.
- MIRAEUS. *Opera diplomatica et historica*, 2^e éd. Bruxelles, 1723.

- MONUMENTA GERMANIA HISTORICA - *Scriptores*, série in f°, XXX, p. 265, *capit.* I, 302.
- MONUMENTS PRIMITIFS DE LA RÈGLE CISTERCIENNE, GUIGNARD (Ph.), in *Analecta Divionensia*, Documents inédits pour servir à l'histoire de France et particulièrement à celle de Bourgogne, Dijon, 1878.
- MORIN (Dom). S. Caesarii Arelatensis episcopi regula sanctorum virginum (*Florilegium patristicum*, fasc. 34). Bonn, 1933.
- NIQUET (H.). Histoire de l'ordre de Fontevault, contenant la vie et les merveilles de la sainteté de Robert d'Arbrissel et l'histoire chronologique des abbesses. 1^{re} édition in-4°, Paris, 1642 ; 2^e édition in-8°, Paris, 1646 ; 3^e édition in-8°, Angers, 1686.
- NOMASTICON CISTERCIENSE SEU ANTIQUIORES ORDINIS CISTERCIENSIS CONSTITUTIONES, éd. dom Julien Paris, Paris, 1664, rééd. Selajon, Solesmes, 1892.
- PRIMARIA INSTITUTA CANONICORUM PRAEMONSTRATIENSIS, éd. Martene (E.), in : *De antiquis Ecclesiae ritibus*, t. III, col. 891-926, Anvers, 1737.
- RECHAC (Jean de) dit Jean de Ste Marie. La vie du glorieux patriarche St Dominique... avec la fondation de tous les monastères... de France et des Pays-Bas. Paris, 1647, 8°.
- REGESTA PONTIFICUM ROMANORUM A CONDITA ECCLESIA AD ANNUM 1198, éd. Ph. Jaffé, 1851, 2^e éd. Kaltenbrunner, Ewald, Loewenfeld, 2 vol., 1885-1888.
- REGESTA PONTIFICUM ROMANORUM, A. 1198-1304, éd. A. Potthast, 2 vol. 1874-75.
- REGISTRES DES PAPES PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME.
- Registres de Grégoire IX (1227-1241), L. Auvray.
- Innocent IV (1243-1254), E. Berger.
 - Alexandre IV (1254-1261), C. Bouret de la Roncière, J. de Loye, P. de Cenival et A. Coulon.
 - Urbain IV (1261-1264), J. Guiraud.
 - Clément IV (1265-1268), E. Jordan.
- REGULA, MENOLOGIUM, CONSTITUTIONES ET PRIVILEGIA ORDINIS CISTERCIENSIS. Henriquez (Chrysostomus), Anvers, 1630.
- REGULA SANCTI CAESARII. A.A.S., janvier, I, 730-37.
- RÉPERTOIRE DES SOURCES RELATIVES A L'HISTOIRE ET A LA LITURGIE DE PRÉMONTRÉ, Van Waefelghem, Bruxelles, 1930.
- SACRI AC CANDIDI ORDINIS PRAEMONSTRATIENSIS ANNALES, Pars prima, *Monasteriologium*, 2 vol., éd. Hugo (C. L.), Nancy, 1734-1736.
- S. BONAVENTURE OPERA OMNIA, Quaracchi, 1898. A.F. VIII.
- SCHMITZ (Dom Ph.). Sancti Benedicti Regula monachorum, Maredsous, 1955.
- S. FRANCISCI ASSISIENSIS VITA ET MIRACULA... AUCTORES FR. TH. DE CELANO, éd. Edouard d'Alençon, Rome, 1906.
- SCRIPTORES ORDINIS PREDICATORUM, Quétif et Echard, Paris, 1719-1721.
- SERAPHICAE LEGISLATIONIS TEXTUS ORIGINALS. Ad Claras Aquas, Quaracchi, I. 907.
- STATUTA CAPITULORUM GENERALIUM ORDINIS CISTERCIENSIS AB ANNO 1166 AD ANNUM 1786, 8 vol. Louvain 1933, éd. J. M. Canivez.

- STATUTA ORDINIS CARTUSIENSIS A DOMINO GUIGONE PRIORE CARTUSIAE EDITA, Bâle, 1510.
- STATUTA PRIMARIA PRAEMONSTRATENSIS ORDINIS, éd. Le Paige, in *Bibliotheca praemonstratensis ordinis* (B.P.O.), Paris, 1633, 2 parties en 1 vol. in f°, p. 777-831.
- TESTAMENT DE SAINTE CLAIRE, A.A.S., augusti, II, 747.
- TEXTUS ORIGINALES SERAPHICAE LEGISLATIONIS, Quaracchi, 1897, A.F. III.
- THOMAS DE CELANO VITA PRIMA ET VITA SECUNDA S. FRANCISCI ASSISIENSIS, éd. a patribus collegii s. Bonaventurae, Quaracchi, 1926.
- TROOSTEMBERGH (M. de). Les chartes de l'Ile-Duc à Gempe, in A.O.P., 1905 et s.
- LE VASSEUR (Dom). *Ephemerides ordinis cartusiensis*. Ed. de Montreuil, 1890.
- VITA B. ROBERTI DE ARBRISSELLO. A.A.S., février, III.
- VITA SANCTI HUGONIS GRATIANOPOLITANI EPISCOPI. Ch. Bellet, Montreuil 1899. Egalement PAT. LAT., 153-761.
- VITA SORORIS AGNETIS, Quaracchi, 1897. A.F. III.
- VITRY (J. de). *Historia orientalis et occidentalis*, éd. F. Moschus, Douai, 1597.
- VLAMINCK (A. de). Cartulaire de l'Abbaye de Zwiteke lez Termonde, Gand, 1869.
- WADDING. *Annales minorum*, Firenze, 1931.
- WERNZ (F. X.). *Jus decretalium*, 3^e éd. (Vidal), 1913.
- WICHMANS (A.). *Brabantia Mariana*, Anvers, 1632.
- WILMART (Dom). Recueil des pensées du Bienheureux Guigues (Paris, 1936).

OUVRAGES DIVERS

- AGATHANGE DE PARIS (R. P.). L'origine et la fondation des monastères de Clarisses en Aquitaine au XIII^e s., in *Collectanea franciscana* XXV, 1955, p. 10.
- ANCELET-HUSTACHE (J.). *Mechtilde de Magdebourg*, Paris, 1926.
- ANCELET-HUSTACHE (J.). *Les clarisses*, Paris, 1939.
- ANCELET-HUSTACHE (J.). *Sainte Claire d'Assise*, Lyon, 1953.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE (Henry d'). Etude sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes et principalement de Clairvaux aux XII^e et XIII^e s., Paris, 1858.
- ARNOULD (E.). Hist. de l'abbaye de Beaupré sur la Lys, in *Annales du Comité Flamand de France*, t. XVI, 1887, p. 215.
- BARBIER (V.). Histoire de l'abbaye de Floreffe, Namur, 1892.
- BATESON (M.). Origin and early history of double monasteries, in *Transactions of the royal historical society*, New series, vol. XIII, 1899, p. 137 à 198.
- BAUMANN (E.). *Les Chartreux*. Abbeville, 1928.

- BAYONNE (P.). Le monastère des dominicaines de Langres, Langres, 1881.
- BEAUFRETON (M.). Ste Claire d'Assise (coll. Les Saints, 4^e éd., Paris, 1925)
- BEAUNIER-BESSE. Abbayes et Prieurés de l'ancienne France. Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France. Liugé et Paris, 1905-1941, 12 vol. in-8°.
- BELLANGER (R.P.). Vie de la Bienheureuse Béatrix d'Ornacieu, Grenoble, 1886.
- BENVENUTA (Mary, O.P.). The English dominican Province (1221-1921). Ch. XI. The nuns, London, 1921.
- BERLIÈRE (U.). Baudouin de Boucle et les origines de l'abbaye de Baude-
loo. R.B. t. IX, 1892, p. 307-315.
- BERLIÈRE (U.). La fondation de l'abbaye d'Epinlieu. R.B. t. IX (1892), p. 381.
- BERLIÈRE (U.). L'ancien monastère des Norbertines de Rivreulle, in Mes-
sager des sciences historiques de Belgique, t. LXVII, 1893, p. 381-391.
- BERLIÈRE (U.). Le Recrutement dans les monastères bénédictins aux XIII^e
et XIV^e s., in Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique.
Cl. des Lettres, 2^e série, t. 18, 1924.
- BERLIÈRE (U.). Les monastères doubles aux XIII^e et XIII^e s., in Mémoires
publiés par l'Académie royale de Belgique, Cl. des Lettres, 2^e série,
t. 18, 1924.
- BERLIÈRE (U.). Les élections abbatiales, in Mémoires publiés par l'Aca-
démie royale de Belgique, Cl. des Lettres, 2^e série, t. 20, fasc. 3.
- BERLIÈRE (U.). Les écoles claustrales au Moyen Age, in Bull. de la classe
des lettres de l'Académie royale de Belgique, 1921, p. 565.
- BERLIÈRE (U.). La « Familia » dans les monastères bénédictins du Moyen
Age, in Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique, Cl. des
lettres, t. 29, fasc. 2, 1931.
- BERLIÈRE (U.). Monasticon Belge, Bruges, 1890.
- BERTHAUT (C. H.). L'Abbaye du Pont-aux-Dames (Meaux), 1878.
- BESSE (Dom). Du droit d'oblat dans les anciens monastères français, Rev.
Mabillon, 1907, p. 1-21, 116-133.
- BONNARD (F.). Histoire de l'Abbaye royale et de l'ordre des chanoines ré-
guliers de Saint Victor de Paris, t. I (sans date).
- BONNET (Marc). Histoire des ordres religieux. Coll. « Que sais-je ? », 338.
- BOSSEBŒUF (L. A.). Fontevrault, son histoire et ses monuments, Paris,
1890.
- BRACALONI Leone (R.P.). Storia di San Damiano in Assisi, Todi, 1926.
- BRELOT (J.). La fondation et le développement des abbayes cisterciennes
dans le comté de Bourgogne au XVI^e siècle, M.S.H.D.I., 1953, XV, p.
133-152.
- CALLEBAUT (A.). Saint François et les privilèges, surtout celui de la pau-
vreté concédé à Ste Claire par Innocent III, in A.F.H. XX, 1927, 182.
- CANGE (Ch. du). Glossarium mediae et infimae latinitatis, éd. Heuschel,
Favre, Niort, 1883-87, 7 vol.
- CANIVEZ (J. M.). L'ordre de Cîteaux en Belgique, des origines au XX^e s.,
Scourmont, 1926.

- CAPELLE (B.). L'épître CCXI et la règle de Saint Augustin, in A.P., t. III, 1927, p. 369.
- CARRÉ (J. B.). Notice historique sur le prieuré de Gérigny au diocèse de Reims, (Reims, 1886).
- CASSASSOLES (F.). Monographie du couvent de Boulaur, Auch, 1859.
- CHAMARD (Fr.). Les vies des saints personnages de l'Anjou, 1863.
- CHAPOTIN (M. D.). Histoire des Dominicains de la Province de France. Le siècle des fondations, Rouen, 1898.
- CHARTREUX ANONYME. L'ordre des Chartreux, histoire... St Pierre de chartreuse (Isère), Gr. Chartreuse, Montpellier, 1950.
- CHARTREUX ANONYME. Aux sources de la vie cartusienne, 3 vol. (St Bruno, Traits fondamentaux de la chartreuse, les Frères), St Pierre de chartreuse, 1960.
- CHAVANNES (E.). Notice sur l'abbaye de Bellevaux, in Mém. doc. Soc. hist. suisse rom. (1879, XXXIV, 5-31).
- CHAUDEAU (le Père). Rob. d'Arbrissel ou l'institution de l'ordre de Fontevrault, Paris, 1779.
- CHENU (M. D.). Saint Thomas d'Aquin et la théologie. Paris, 1959.
- CHEVALIER (Ulysse). Répertoire des sources historiques du Moyen Age. Topobibliographie, Montbéliard, 1894-1903, 2 vol. in-4°.
- CLARISSES COLETTINES A LYON ET A Tournai. Histoire abrégée de l'ordre de Ste Claire d'Assise, Lyon, 1906.
- CLERGEAC (A.). Les abbayes de Gascogne du XII^e s. au Grand Schisme. Auch, 1907.
- COCHARD (Abbé). Les dames de St Dominique-lez-Montargis (1240-1791). Orléans, 1924.
- CONSTANT (M. D.). Sur les pas de Saint Dominique en France. Paris, 1926.
- COMMISSION D'HISTOIRE DE L'ORDRE DE Cîteaux : BERNARD DE CLAIRVAUX. Paris, 1953.
- CORMIER (H.). La bienheureuse Diane d'Andalo. Rome, 1892.
- COTTINEAU (Dom). Répertoire Topo Bibliographique des abbayes et prieurés. Mâcon, 1935, 2 vol. in-4°.
- CREYTENS (R.). Les convers des moniales dominicaines au Moyen Age. A.F.P., XIX, 1949, p. 5-48.
- CRISTOFANI (A.). Storia della chiesa e del chiostro di S. Damiano (Perugia, 1876).
- DANZAS (A.). Etudes sur les temps primitifs de l'ordre de St Dominique. Paris, 1885.
- DAVAL (Guy). Les clarisses. Paris, 1925 (in « Les ordres religieux »).
- DECKER (O.). Die Stellung des Predigerordens zu den Dominikanerinnen (1207-1267) (Quellen u. Forsch. z. Gesch. d. Dominikanerordens in Deutschland, XXXI). Vechta, 1935.
- DEMORE (F.). Vie de Ste Claire d'Assise. Paris, 1856.
- DEMORE (F.). Explication de la règle de Ste Claire. Marseille, 1884.
- DERBINE (Ch.). Art « Chanoines » du D.H.G.E., t. XII, c. 353-405.
- DERBINE (Ch.). Les origines de Prémontré. R.H.E., XLII (1947), p. 352-378.
- DERBINE (Ch.). La fondation de Cîteaux d'après l'« Exordium cistercii » et l'« Exordium parvum », Cîteaux, X, Westmalle, 1959.

- DESCAMPS.** L'abbaye de Groeninghe et ses possessions dans le Hainaut, in : *Annales du cercle archéologique de Mons*, t. XXXIV, p. 570.
- DES HOULLIÈRES (F.).** Le Prieuré d'Orsan en Berry, in *Mémoires de la Société des Antiq. du Centre*, XXV, 1901.
- DICTIONNAIRE D'ARCHÉOLOGIE CHRÉTIENNE ET DE LITURGIE** publié sous la direction de dom Leclercq, puis de H. Manon.
- DIMIER (A.).** Recueil de plans d'églises cisterciennes, in *Commission d'histoire de l'ordre de Cîteaux*, I, Notre-Dame d'Aiguebelle, 1949.
- DIMIER (A.).** Chapitres généraux des cisterciennes. Cîteaux (commentarii cistercienses). T. XI, 1960, p. 268 à 275.
- DISCRY (F.).** La règle des pénitentes de Ste Marie Madeleine, d'après le ms. de St Quirin de Huv, in *Académie royale de Belgique, Bull. de la Commission Royale d'histoire*, CXXI (1956), p. 85-145.
- DONCEUR (P.).** Le livre de la bienheureuse Angèle de Foligno (1248-1309). Paris, 1926.
- DOUAIS (C.).** Les frères prêcheurs en Gascogne aux XIII^e et XIV^e s. Chapitres, couvents et novices. In : *Archives historiques de la Gascogne*, fasc. 7 et 8, 1885, Paris, Auch.
- DURTELLE DE SAINT SAUVEUR (E.).** Recherches sur l'histoire de la théorie de la mort civile. Rennes, 1910.
- DUTILLEUX (A.).** Hist de l'abbaye et des abbesses de Maubuisson. Pontoise, 1882-85.
- EDOUARD (Abbé A. BIRON, dit Abbé).** Fontevrault et ses monuments, ou histoire de cette royale abbaye depuis sa fondation jusqu'à sa suppression (1100-1893). Paris, 1874.
- ERENS (A.).** Les sœurs dans l'ordre de Prémontré, in *A.P.*, t. V, 1929, p. 5 et suivantes.
- ESCRIVA (J. M.).** La abaseda de las Huelgas. Madrid, 1944.
- ESMEIN (A.).** L'unanimité et la majorité dans les élections canoniques. Mel. H. Fitting, Montpellier, t. 1, 1907.
- FALCONNET (Abbé).** Vie du Bienheureux Jean d'Espagne. 1882.
- FAWTIER (R.).** Sainte Catherine de Sienne. Bib. des Ec. franç. d'Athènes et de Rome, fasc. 121 (1921), 135 (1930).
- FRINE (H. E.).** Kirchliche Rechtsgeschichte, I Band. Die Katholische Kirche, Weimar, 1950, 2^e éd. 1954.
- FERRAND (N.).** Les clarisses en France au XIII^e s. Thèse Fac. Droit dactylo., Paris, 1958, 200 p.
- FLICHE (A.) et MARTIN (V.).** Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours, Paris, 1934.
- FOREVILLE (Raymonde).** Un procès de canonisation à l'aube du XIII^e s. (1201-1202). Le livre de saint Gilbert de Sempringham, Paris, 1943.
- FOURNIER (P.) et LE BRAS (G.).** Histoire des collections canoniques en Occident depuis les Fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien, 2 vol. Paris, 1931 et 1932.
- GALBRAITH (H.).** The constitution of the dominican order. Manchester, 1925.
- GALLEN (Jarl).** La province de Dacie de l'ordre des F. Prêcheurs. Histoire générale jusqu'au Grand Schisme. Thèse Helsingford, 1946.

- GANSHOF (F. L.). Histoire des relations internationales, I, Le Moyen Age, Paris, 1953.
- GARDETTE (Mgr). Les œuvres de Marguerite d'Oingt. Société d'édition Les Belles Lettres, Paris, 1965.
- GILLIAT-SMITH (E.). Saint Clare of Assisi — her life and legislation. London and Toronto, 1914.
- GOUDON DE LA LANDE. Note historique sur l'ancien prieuré de Villesalem. Mém. de la Soc. des Antiq. de l'ouest, XXXIII, 1868, p. 397.
- GOUGAUD (L.). La vie érémitique au Moyen Age. Rev. d'ascétique et de mystique, 1^{re} année, n° 3, juillet 1920, p. 209-240 ; n° 4, octobre 1920, p. 313-328.
- GRAHAM (Rose). Essay on english monastic orders (London, 1907).
- GRATIEN (P.). Histoire de la fondation et de l'évolution de l'ordre des Frères mineurs au XIII^e s., 1928.
- GRILLON (L.). Les abbayes cisterciennes de la Dordogne dans les statuts des chapitres généraux de l'ordre de Cîteaux, in Bull. Soc. histor. et archéo. du Périgord, 1955, LXXXII, p. 138-148 ; 186-204.
- GRUNDMANN (H.). Religiöse Bewegungen im Mittelalter. Untersuchungen über die geschichtlichen Zusammenhänge zwischen der Ketzerei, den Bettelorden und der religiösen Frauenbewegung im 12 und 13 Jahrhundert und über die geschichtlichen Grundlagen der deutschen Mystik, in Historische Studien, fascicule 267. Berlin, 1935.
- GRUNDMANN (H.). Geschichte der Beginnen im XIII Jarh. Archiv. für Kulturgeschichte, t. XVI, 1931, p. 292-320. C. R. Van Mierlo in R.H.E., t. XXVIII, 1932, p. 377.
- GUILLOUX (P.). Abélard et le couvent du Paraclet. R.H.E., 21, 1925, p. 455-478.
- GUIRAUD (J.). St Dominique et la fondation du monastère de Prouille, R.H., LXIV (1897), p. 224-257.
- GUIRAUD (J.). Histoire de l'Inquisition au Moyen Age, 2 vol., Paris, 1935, 1938.
- HAUTCŒUR (Mgr). Histoire de l'abbaye de Flines. Lille et Paris, 1874.
- HAVARD (G.). L'abbaye de Fontevrault et Robert d'Arbrissel, Revue du monde catholique, XXXV, 1872, p. 459-489.
- HEFELE-LECLERCQ. Histoire des conciles d'après les documents originaux. Paris, 1907 s.
- HEIMBUCHER (M.). Die Orden und Kongregationen der Katholischen Kirche. Paderborn, 1932.
- HELYOT (H.). Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires et des congrégations séculières de l'un et l'autre sexe, qui ont esté établies jusqu'à présent. Paris, 1714-1719, 8 vol.
- HILPISCH (S.). Die Doppelklöster. Entstehung und organization. Beitrage zur geschichte des alten Monchtums und des Benediktiner ordens. (Hg von I. Herwegen Munster i. W. Hert 15, 1928).
- HILPISCH (S.). Aus deutschen Frauenklöstern. Vienne 1931.
- HISTOIRE DU MONASTÈRE DE N.-D. DE PROUILLE par une religieuse du même monastère. Grenoble, 1898.
- HOFMEISTER. Von der Nonnenklöstern, A.K.K.R., 1934.

- HOLLIER (E.). Histoire de l'abbaye de Gizean. Pézenas, 1925.
- HOURLIER (J.). Le chapitre général jusqu'au moment du Grand Schisme Origine, développement, étude juridique. Thèse Fac. droit, Paris, 1936.
- HUEMER (B.). Verzeichnis der deutschen cistercienserinnen Klöster. Studien und Mitteil, Salzbouurg, 1916.
- HUYGHE (G.). La clôture des moniales des origines à la fin du XIII^e s. Etude historique et juridique. Roubaix, 1944.
- HYRVOIX (Albert). L'ordre des chartreux. Paris, 1885.
- JOBIN (J. B.). Histoire de Jully les Nonains. Paris, 1881.
- JOBIN (J. B.). St Bernard et sa famille. Paris, 1891.
- JOERGENSEN (J.). Saint François d'Assise, Paris, 1939.
- JOSET (C. J.). L'abbaye de Clairefontaine. Bruxelles, 1935.
- KNOWLES (Dom). The religions houses of medieval England, London, 1940.
- KNOWLES (Dom) The monastic order in England (943-1216), Cambridge, 1950.
- KRENIG (E. G.). Mittelalterliche Frauen Klöster nach den Konstitutionen von Citeaux unter besonderer Berücksichtigung fränkischer Nonnen Konvente. A.S.O.C., Annus X, Roma, 1954, fasc. 1-2, p. 1-105. C.R. ZSS-KA, 1956, 441.
- LACGER (Abbé de). La règle mitigée de Cîteaux au XII^e s., in Bulletin de littérature ecclésiastique. Toulouse, 1922, p. 187.
- LA CROIX BOUTON (J. de). L'établissement des moniales cisterciennes, in M.S.H.D.I., 1953, XV, p. 83-116.
- LA CROIX BOUTON (J. de). St Bernard et les Moniales, in Mélanges St Bernard (XXIV^e congrès de l'Association bourguignonne des sociétés savantes). Dijon, 1953, p. 225-246.
- LAMBLLOT (C.). La règle de Saint Augustin et Saint Césaire, R.B., t. XLI, 1929.
- LAMBLLOT (C.). Le prototype des monastères cloîtrés de femmes. L'abbaye St Jean d'Arles (VI^e s.). Revue liturgique et monastique, t. XXIII, 1938, p. 169-174.
- LAMY (Hugues). L'abbaye de Tongerlo depuis sa fondation jusqu'en 1263, in Recueil de trav. publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie, 44^e fasc. Louvain, 1914.
- LATTAY (G. du). Quelques réflexions à propos de l'abbaye Blanche de Mortain (Savigny), in Revue de l'Avranchin, fasc. 187-188, année 1948, p. 166-175.
- LEBLANC (Marguerite). La femme et la juridiction en droit canon. Thèse droit (dactyl.), Paris. 1946.
- LE BRAS (G.). Prolégomènes, t. 1 de H.D.I.E.O. Paris, 1956.
- LE BRAS (G.). Institutions ecclésiastiques de la chrétienté médiévale. Préliminaires et 1^{re} partie. Livre I. Paris, 1959. Première partie. Livres II à VI. Paris, 1964, in FLICHE ET MARTIN, Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours, t. 12.
- LE BRAS (G.), LEFEBVRE (Ch.), RAMBAUD (J.). L'âge classique. 1140-1378, Sources et théories du droit, t. VII de H.D.I.E.O. Paris, 1965.

- LECLERC (Dom h.). Art. SANCTIMONIALES, in D.A.C.L., t. XV, art. DIACONESSE in D.A.C.L., t. IV
- LEDUC (P.). Hist. de l'abbaye de Ste Croix de Quimperlé, publiée par R.F. Le Men, Quimperlé, 1881.
- LEFEBVRE (F. A.). Saint Bruno et l'ordre des chartreux, 2 v. Paris, 1883.
- LEFEVRE (Jean A.) et LUCET (B.). Les codifications cisterciennes aux XII^e et XIII^e siècles, d'après les traditions manuscrites, in A.S.O.C. 15, 1959, fasc. 1-2.
- LE GRAND (L.). Les Béguines de Paris, in Mémoires de la Société d'histoire de Paris, 20 (1893).
- LEKAI (L. J.). Les moines blancs, histoire de l'ordre cistercien, trad. franç. Paris, 1957.
- LE LEU (L.). Les Fondateurs et fondatrices d'Ordres. Tournai, 1912, 2 vol.
- LEMARIGNIER (J. F.), GAUDEMET (J.) et MOLLAT (Mgr), in LOT et FAWTIER. Histoire des institutions françaises au Moyen Age, t. 3, Institutions ecclésiastiques, Paris, 1962.
- LEMARIGNIER (J. F.). Etude sur les privilèges d'exemption et de juridiction ecclésiastique des abbayes normandes des origines à 1140. Paris, 1937.
- LEMMENS (P.). Die Anfänge des clarissenordens, in Römische, Quartalschrift, 1902.
- LESNE (Mgr). Art. in Mélanges Paul Fournier, Paris, 1929, p. 443.
- LINIÈRE (R. de). Le prieuré conventuel de la Fontaine Saint Martin, Revue historique et archéologique du Maine, LVIII, 1905.
- LOENERTZ (R. J.). Archives de Prouille in A.F.P., XXIV (1954), p. 5-49.
- LUCHAIRE (A.). Innocent III : la Croisade des Albigeois, Paris, 1905.
- LUCHAIRE (A.). Innocent III : le Concile de Latran et la Réforme de l'Eglise, Paris, 1908.
- MADELAINE (G.). Histoire de St Norbert, Tongerlo, 2^e éd. 1928.
- MAHN (J. B.). L'ordre cistercien et son gouvernement des origines au milieu du XIII^e s. Paris, 1945. Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 161.
- MAIRE (E.). St Norbert (Les saints), Paris, 1922.
- MALIFAUD (G.). L'abbaye de Fontevrault, Angers, 1866.
- MANDONNET (P.). Les frères Prêcheurs et le premier siècle de leur histoire, in Bull. de l'Institut Catholique, série 2, année 8 (1917).
- MANDONNET (P.). Saint Dominique. Paris, 1921, rééd. H. Vicaire, Paris, 1938.
- MARTIN (E.). Lairuels et la réforme des Prémontrés. Nancy, 1893.
- MÉLANGES SAINT BERNARD. XXIV^e congrès de l'Association bourguignonne des Sociétés savantes, Dijon, 1953.
- METZ (René). La consécration des vierges dans l'Eglise romaine ; étude d'histoire de la liturgie. Bibliothèque de l'Institut de droit canonique de l'université de Strasbourg, IV, 1954, 501 p. C.R. J. GAUDEMET in R.H.D., 1955, p. 298-302.
- MEULEMBEESTER (M. de). Les sœurs norbertines de Tusschenbeek, in A.P., t. IV, 30-44 ; 242-265 ; 337-350.

- MEYER (A. de), et SMET (J. M. de). Guigo's consuetudines van de erste-kartuizers : communication de l'Académie Royale Flamande pour les Sciences, Lettres et Beaux-Arts de la Belgique, Année XIII, n° 6.
- MOLINIER (Ch). L'Eglise et la société cathares, R.H., 95, 1907.
- MONTALEMBERT (C. R.). Les moines d'occident depuis St Benoit jusqu'à St Bernard. Paris, 1860, 1893.
- MOREAU (E. de). Les monastères doubles. Leur histoire, surtout en Belgique, N.R.T., t. 66 (1939), p. 787.
- MORTIER (A.). Histoire des maîtres généraux de l'ordre des prêcheurs. Paris, 1903.
- MULLER (G.). Die Kandidaten des ordens, in Cistercienser chronik, 1893, p. 375 s.
- MULLER (G.). General kapitel der Cistercienserinnen, in Cistercienser chronik, t. XXIV, 1912, p. 65.
- MULLER (G.) Das Beginenwesen. Eine Abweigung von den Cistercienserinnen, in Cistercienser chronik, t. XXVII (1915), p. 33.
- NANTES (R. de). Les origines de l'ordre de Sainte Claire, 1212-1263, in Etudes franciscaines XXVIII, juillet-décembre 1912.
- NIDERST (René). Robert d'Arbrissel et les origines de l'ordre de Fontevrault. Rodez, 1952.
- OLIGER (R. P.). Beiträge zur Geschichte der spiritualen Fratizellen und Clarener in Mittelitalien, Z.F.K. 45 (1926).
- OLIGER (R. P.). De origine regularum ordinis S. Clarae, A.F.H., V, 1912.
- OTHON (R. P.). St Bernard et son temps. Dijon, 1929.
- OTHON (R. P.). Les origines cisterciennes. Revue Mabillon, t. XXIII, 1933, p. 91.
- PAPUCHON (Gal). Le monastère de la Puye, in Bull. de la Société des Antiquaires de l'ouest, 1910.
- PETIT (F.). L'Ordre de Prémontré, in « Les ordres religieux », Paris, 1927.
- PETIT (F.). La spiritualité des Prémontrés aux XII^e, XIII^e s. Paris, 1947.
- PHILLIPS (D.). Beguines in medieval Strasburg. A study of the social aspect of beguine life. Standford University, California, 1941, 252 p. C.R. Himly in BEC 106, 1945-46, 366-367.
- PICARD (Colonel). L'ordre de Fontevrault de 1115 à 1207. Saumur, 1934.
- PILOT DE THOREY. La chartreuse de Prémol, près Uriage les Bains. Grenoble, 1882.
- PITTET (R.). L'abbaye d'Hauterive (Fribourg, 1934), in Archives de la société d'hist. du canton de Fribourg (t. 13).
- POIRIER COUTANSAIS (Mlle). Etude sur les abbayes bénédictines du Poitou du IX^e s. au début du XII^e s. Thèse Chartes, 1956.
- POULET (Ch.). Histoire de l'Eglise de France, 3 vol. Paris, 1946-1949.
- POWER (E.). Medieval English Nunneries. Cambridge, 1922.
- RAISON (Chanoine) et NIDERST (R.). Le mouvement éremitique dans l'ouest de la France à la fin du XI^e et au début du XII^e s., in Annales de Bretagne, 1948, p. 1-46.
- RAMBAUD-BUHOT (J.). Le statut des moniales chez les Pères de l'Eglise, dans les règles monastiques et les collections canoniques jusqu'au XII^e s., Paris, 1956.

- RAYET (E.) et LECLER (A.). Boubon : Monographie d'un monastère de fontevristes au diocèse de Limoges (1106-1792). Limoges, 1903.
- RELIGIEUSES DE BOULAU. Histoire de Fontevault 1100-1908. Auch, 1911.
- RENOUARD DE BUSSIÈRE (M. Th.). Histoire des religieuses dominicaines du couvent de Ste Marguerite et Ste Agnès à Strasbourg. Paris, 1862.
- REVUE D'ASCÉTIQUE ET DE MYSTIQUE (Toulouse). 1920.
- RODRIGUEZ LOPEZ (A.). El real monasterio de Las Huelgas, Burgos, 1907.
- ROISIN (S.). L'efflorescence cistercienne, R.H.E., 1943, p. 342.
- SABATIER (P.). Vie de saint François d'Assise, Paris, 1931.
- SABATIER (P.). Le privilège de la pauvreté, R.H.F., t. I, 1924.
- SABATIER (P.). Sainte Roseline, moniale chartreuse, 1263-1329.
- SACHE. Les abbesses de Fontevault. Angers, 1921.
- SAHLER (M.). Les grands ordres monastiques des origines à 1949. Auch, 1949.
- SAINTE FARE et FAREMOUTIERS. Treize siècles de vie monastique. Abbaye de Faremoutiers (Seine-et-Marne), 1958.
- SCADUTO (Mario). Il monachismo Basiliano nella Sicilia medievale. Rinascente e Decadenza. Secoli XI-XIV. Roma, 1947.
- SCHAFER (H. K.). Die Kanonissenstifter im deutschen Mittelalter, K.A., Stuttgart, 1907.
- SCHEEBEN (H. C.). Der heilige Dominikus. Fribourg, 1927.
- SCHEEBEN (C. H.). Die Anfänge zweiten ordens der heilige Dominikus, A.F.P., 1932, p. 284-314.
- SCHMITZ (Ph.). Histoire de l'ordre de Saint Benoît. 2^e éd. Maredsous, 1948.
- SCHNURER (G.). L'Eglise et la civilisation au Moyen Age. Paris, 1933-1938, 3 vol.
- SIMON (A.). L'ordre des Pénitentes de Sainte-Marie-Madeleine. Thèse de la Faculté de théologie, Fribourg, 1918.
- SULZER (H.). Das Dominikanerinnenkloster Töss, I Teil : Geschichte. Zurich, 1903.
- TAJEE (Ch.). Prémontré. Etude sur l'abbaye de ce nom et l'ordre auquel elle a donné naissance. 2 vol. Laon, 1872.
- THOMPSON (E.M.). The Carthusian order in England. London, 1930.
- VALOIS (N.). Histoire du Grand Schisme d'occident. 4 vol., Paris, 1896-1902.
- VALOUS (G. de). Le monachisme clunisien des origines au xv^e s., Paris, 1935.
- VAN DER MEER (Frédéric). Atlas de l'ordre cistercien, Bruxelles, 1965, éd. Sequoia.
- VENDEUVRE (J.). L'exemption de la visite monastique. Thèse Droit, Dijon, 1906.
- VICAIRE (M. H.). Histoire de St-Dominique : 1. Un homme évangélique ; 2. Au cœur de l'Eglise, Paris, 1957.
- WALTER (J. von). Die ersten Wanderprediger Frankreichs. Studien zur geschichte des Monchtums. T. 1 (Leipzig, 1903). T. 2 (Leipzig, 1907).
- WHITE (Lynn. T.). Latin monasticism in Norman Sicily. Cambridge, Massachusetts, 1928. Mediaeval Academy of America.

- WILMART (Dom). Chronique des cinq premiers prieurs des Chartreux, Rev. Mabillon, p. 77-142.
- WINTER (Fr.). Die Cistercienser des nordöstlichen Deutschlands. (Gotha, Leipzig, 1868-1871).
- WINTER (F.). Die praemonstratenser des XII Jahrhundert und ihre Bedeutung für das nordöstliche Deutschland. (Berlin, 1865).
- ZAK (A.). L'ordre de Prémontré en Pologne, R.O.P.M., 1906. (VIII), p. 205.
- ZAK (A.). L'ordre de Prémontré en Hongrie, R.O.P.M., 1911 (XIII), p. 347.
- ZELLER (J.). Das Prämonstratenserstift Adelberg, das letzte schwäbische Doppelkloster, 1178-1188 bis 1476, in Würtemb. Vierteljahrshefte für Landgeschichte, neue Folge, XXV, 1906, p. 106-162.

Vu :

Le Doyen,
G. LE BRAS.

Vu :

Le Président de la thèse,
G. LE BRAS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Jean SARRAILH.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Les sœurs de l'ordre de Prémontré	13
CH. II. — La branche féminine de l'ordre de Cîteaux	27
CH. III. — Les origines de l'ordre de Fontevault	65
CH. IV. — Les moniales chartreuses	81
CH. V. — Les dominicaines	89
CH. VI. — Les clarisses	129
CONCLUSION	153
BIBLIOGRAPHIE	155
TABLE DES MATIÈRES	169

3-1967 — Imprimerie Ch.-A. BÉDU
Saint-Amand (Cher)
N° d'imprimeur, 2117
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1967
